



NAZIONALE

B. Prov.

I

1824

OLI

BIBLIOTECA

VITT. EM. III

BIBLIOTECA PROVINCIALE



A

Palchetto

Num.° d'ordine

2

33-83-92



B P. 1

~~XXII~~  
~~XXI~~  
20

I. 1824



**TABLEAU**  
**DES RÉVOLUTIONS**  
**DU**  
**SYSTÈME POLITIQUE**  
**DE L'EUROPE.**

DE L'IMPRIMERIE DE FIRMIN DIDOT,  
IMPRIMEUR DU ROI, RUE JACOB, N<sup>o</sup> 24.

513112

**TABEAU**  
**DES RÉVOLUTIONS**  
**DU**  
**SYSTÈME POLITIQUE**  
**DE L'EUROPE,**

**DEPUIS LA FIN DU QUINZIÈME SIÈCLE.**

**PAR FRÉDÉRIC ANCILLON,**  
DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES ET BELLES-LETTRES DE BERLIN.

*Per varios casus, per tot discrimina rerum,  
Tendimus. VIAG.  
Ponderibus librata suis. QUID.*

**NOUVELLE ÉDITION,**  
**REVUE ET CORRIGÉE PAR L'AUTEUR.**

**TOME TROISIÈME.**



**PARIS,**  
**ANSELIN ET POCHARD (SUCCESSIONS DE MAGIMEL),**  
LIBRAIRES POUR L'ART MILITAIRE, RUE DAUPHINE, N° 9.

**1823.**





# RÉFLEXIONS

SUR

## LA PUISSANCE POLITIQUE.

---

LES deux volumes qui suivent forment la seconde partie du Tableau des Révolutions du Système politique de l'Europe, depuis la fin du quinzième siècle.

Cette seconde partie nous offre la France s'élevant, sur les débris des deux branches de la maison d'Autriche, au rang de puissance prépondérante et dominante : nous y voyons les preuves de sa force absolue et de sa force relative, les causes de sa supériorité, l'abus qu'elle en fait, les efforts de l'Europe conjurée pour la lui enlever; efforts long-temps partiels, imparfaits, inutiles, et couronnés à la fin du plus heureux succès par la paix d'Utrecht. Cette seconde partie, quoique partie intégrante d'un

tout, est elle-même un tout complet; c'est l'histoire politique du dix-septième siècle.

La plus grande difficulté que rencontrent ceux qui veulent étudier ou écrire l'histoire moderne; est son défaut d'unité. L'isolement des anciens peuples faisait de chacun d'eux un tout séparé, qui n'avait que peu ou point de rapports avec les autres. De là vient que les historiens de l'antiquité ont pu donner facilement à leurs écrits cette unité précieuse, sans laquelle il n'y a dans les ouvrages ni beauté ni intérêt, et qui seule leur mérite le titre d'ouvrages de l'art. Dans les temps modernes, on ne saurait faire l'histoire d'un peuple de l'Europe, sans faire celle de tous les autres, qui tous soutiennent avec lui des relations plus ou moins intimes, et cette circonstance est déjà un obstacle à l'unité. Cependant, cet obstacle-là n'est rien moins qu'invincible; car, dans l'histoire particulière d'une nation, elle seule fait centre, et toutes les autres lui sont subordonnées, comme, dans une pièce dramatique, les personnages secondaires le sont au héros principal. Mais, dans

tous les ouvrages où l'on a voulu faire marcher de front, et présenter en même temps l'histoire de toutes les nations civilisées de l'Europe, durant les trois derniers siècles, on n'a pu éviter le désordre, la confusion, ou du moins le défaut total de convergence des parties. Quel que fût d'ailleurs le mérite de ces compositions, elles ont fatigué le lecteur, en rompant sans cesse le fil qu'elles mettaient entre ses mains, et en lui offrant une multitude de faits qui paraissaient choisis, disposés, placés arbitrairement, parce qu'on ne voyait pas quels principes avaient présidé à ce choix et à cette distribution.

Le seul moyen de mettre de l'ordre dans ce chaos, et de faire un ensemble de ces éléments disjoints, c'est de saisir une idée dominante ou un fait principal, qui devienne le point central autour duquel tous les autres faits se rangent et se groupent. Alors seulement l'histoire des trois derniers siècles ressemble à un corps organisé, où le jeu de toutes les parties concourt à celui de l'ensemble, et où le principe vital détermine et entretient la vie des organes. Alors on voit

ce qui fait exclure certains événemens de la narration, ou ce qui les y fait admettre; ce sont leurs rapports, plus ou moins intimes, plus ou moins frappants, avec le but principal de l'ouvrage; et c'est ce but qui assigne aux personnages et aux actions la nature et l'étendue de la place qu'ils doivent occuper.

Entre les différentes idées qu'on peut saisir pour donner aux événemens de l'histoire moderne un point d'union et de convergence, celle que nous avons choisie a le double avantage d'être un principe d'ordre et d'unité, et en même temps un fait. Avant de parvenir à sa maturité, le système des contre-forces a été soupçonné par les uns, cherché par les autres, désiré par tous ceux qui ont souffert des abus de la puissance, enfin saisi et combiné dans toute son étendue par le génie profond de Guillaume III. Cette seconde partie de mon ouvrage prouvera, je crois, avec plus de force encore et d'évidence que la première, la nécessité de ce système et ses bienfaisants effets; car elle offrira de grands maux et de grands remèdes.



Le nom de système des contre-forces convient beaucoup mieux ici que celui de système de l'équilibre. Ce dernier terme réveille des idées vagues et fausses. L'existence, l'indépendance, l'intégrité des états de l'Europe, exigent qu'aucune puissance ne sorte hors de toute proportion avec les autres ; car du moment où elle pourra tout ce qu'elle voudra, elle voudra tout ce qu'elle ne devrait pas vouloir, elle ne respectera rien, elle osera tout, et c'en sera fait de la liberté générale. Il faut nécessairement que la puissance, s'opposant à la puissance, empêche une pareille force qui pourrait tout envahir, de naître ou de développer et de déployer son activité malfaisante ; il faut qu'on l'arrête dans sa course désastreuse et dévorante, ou qu'on la prévienne et qu'on la comprime par une opposition vigoureuse, ou par la crainte de rencontrer tôt ou tard une résistance dont elle ne pourrait pas triompher.

On ne peut obtenir ce résultat que par l'action combinée des forces des autres états, qui servent de contre-poids à la première. Il ne doit

jamais être question d'équilibre dans le sens propre de ce mot ; comment l'établir entre une puissance et toutes les autres , ou entre une puissance et chacune des autres ? Les inégalités de forces , de moyens et de ressources subsisteront toujours , et renaitront des efforts mêmes qu'on fera pour les détruire ; la balance politique penchera toujours d'un côté plus que d'un autre ; l'équilibre parfait amènerait un repos entier et parfait ; cet état de choses n'aura jamais lieu , et peut-être ne serait pas même un bien pour l'humanité. Mais en formant , selon les occurrences , contre toutes les puissances qui prétendraient ou marcheraient à la domination , une masse de forces imposantes , on peut et l'on doit empêcher l'excès d'une prépondérance quelconque , avec toutes les injustices qu'elle entraînerait à sa suite.

C'est ce que j'appelle le système des contre-forces. Pour que les forces agissent , il faut qu'elles existent ; et , pour tous les états , le premier moyen d'échapper à la servitude et de prévenir la tyrannie , c'est de multiplier ses forces

intérieures, par le travail qui les augmente, les lois qui les protègent et les règlent, et une sage administration qui leur donne une direction salutaire et les distribue convenablement. Ce sont les éléments de la puissance réelle et absolue des nations.

Alors seulement naît la puissance d'opinion, qui résulte de l'idée avantageuse qu'un état donne aux autres de ses forces physiques et morales. Elle est pour les puissances ce que le crédit est pour les négociants; elle leur permet de faire, avec de moindres moyens, de plus grandes affaires. L'opinion favorable que les autres états prennent de telle ou telle puissance n'est pas toujours en raison directe de ses forces réelles; cette opinion tient encore aux principes, au langage, au ton, aux démarches, à toute l'allure de la politique d'un gouvernement. Une conduite noble, ferme, courageuse, également éloignée d'une hardiesse téméraire et d'une circonspection pusillanime, commande le respect, inspire la confiance, fait illusion à tout le monde sur l'étendue de vos ressources, et, en vous les pré-

tant, on vous les donne. Cette conduite suppose, sans doute, une masse considérable de forces réelles : une petite puissance ne pourrait pas en tenir une pareille, ou la tiendrait inutilement; mais elle suppose surtout une fermeté et une énergie de caractère qui, comme toutes les forces dont on n'a pas la mesure, présentent à l'imagination quelque chose de vague, et ce vague sert admirablement au crédit. Il sied bien à une grande puissance de ne pas prendre ombre de tout, et de ne pas ressentir des bagatelles; mais elle ne doit pas donner le change sur les bornes de sa patience. Il est des choses qu'elle pourrait passer sous silence, sans que sa force réelle en souffrit, et qu'elle ne doit ni faire, ni permettre, ni pardonner, ni souffrir tranquillement, de peur de porter atteinte à son crédit, et de perdre dans l'opinion. Tant que son crédit est intact, et que les autres états ont une haute idée de ses ressources et de sa vigueur, elle obtiendra souvent par une simple déclaration ferme et précise, ce qu'elle demande. On sait que sans aimer la guerre, elle ne la craint

pas, et on évite de la provoquer. Au contraire, dès qu'elle sera tombée dans l'opinion, en montrant trop de facilité et de condescendance, il faudra qu'elle arme et qu'elle agisse où, dans des temps plus heureux, il lui eût suffi de parler et d'écrire. Il en est, à cet égard, des états comme des individus : on hait et l'on méprise les breteurs de profession ; on n'épargne pas ceux qui paraissent craindre à l'excès les affaires d'honneur, et qui sont assez faciles sur ce point ; mais on ménage et l'on respecte les braves qui ne manquent à personne et demandent des autres la même délicatesse de procédés. Le moyen le plus sûr de n'avoir jamais d'injures à venger, est de n'insulter personne, et d'annoncer, par ses manières et par ses discours, qu'on ne sera jamais insulté impunément.

La puissance d'opinion est donc à la fois un effet et une cause de la puissance réelle. On a souvent dit qu'un des principaux éléments de la dernière était la puissance fédérative, et que des alliances bien combinées étaient un objet de la plus haute importance pour assurer l'in-

dépendance des états. Le principe est vrai dans sa généralité; mais il est facile d'en abuser, et l'histoire de la politique européenne offre plus d'un exemple de cet abus. Les ministres ont trouvé leur compte à conclure des traités d'alliance, et leur multiplication est devenue, à certaines époques, une maladie épidémique, qui souvent a eu les suites les plus funestes. Les alliances naturelles doivent toujours reposer sur l'identité des intérêts réels et permanents des états; partout où cette identité existe, les traités d'alliance sont inutiles; la connaissance de leurs besoins et de leurs intérêts rapprochera les puissances qui sont faites pour s'unir et pour agir de concert; un contrat serait superflu, la force et la nécessité des choses en tiennent lieu, et amèneront les mêmes résultats; quand le moment d'agir sera venu, il suffira de déterminer le mode de l'action et du concours des deux puissances amies. Partout où l'identité des intérêts n'existe pas, les traités d'alliance ne sont que des surprises faites par un état à un autre, par l'habileté à l'impéritie et par la ruse à la

bonne foi ignorante; des traités de ce genre, par lesquels une puissance veut enchaîner à ses vues, et faire coopérer à ses entreprises, une puissance qui a des intérêts directement contraires aux siens, sont des fourberies déshonorantes pour celui qui les emploie; odieuses à ceux qui en sont les objets, et n'ont jamais qu'une durée momentanée et une existence précaire. Le cabinet qui a été dupe des sophismes de l'autre revient bientôt de son erreur; et, comme le salut public est la loi suprême des états, il rompt sans peine et sans remords ses engagements, ou, s'il est retenu par la crainte, il élude des conditions qu'il n'a pas le courage d'annuler, et l'effet reste le même.

Les traités d'alliance ne sont véritablement utiles, et même nécessaires, que lorsqu'ils ont un objet fixe et déterminé; et qu'ils doivent produire des efforts communs dans un moment donné. Dans les circonstances extraordinaires, où une puissance qui s'est élevée rapidement menace de tout asservir, et marche en avant, sans frein et sans pudeur, toutes les autres puis-

sances doivent oublier, pour quelque temps, leurs inimitiés naturelles, ajourner leurs anciens démêlés, et se réunir pour faire face à un danger plus imminent. Il importe alors de substituer de nouveaux rapports à ceux qui sont suspendus ou bouleversés, et de former, entre les états coalisés, des liens solides, qui les empêchent de suivre leurs affinités habituelles et leurs maximes ordinaires. Ainsi, dans les deux dernières guerres de l'Europe contre Louis XIV, l'empire devait s'allier à la maison d'Autriche, son ancienne et naturelle ennemie, pour refouler la France, son amie naturelle, dans les limites de la paix de Nimègue. De véritables traités d'alliance, entre les puissances qui avaient un ennemi commun à combattre, étaient alors des mesures nécessaires dictées par l'intérêt général.

Hors les cas pareils, la multiplication des traités d'alliance est une source de maux pour les princes et pour les peuples qui se laissent aller à cette dangereuse manie. Ce sont des obstacles bien plutôt que des facilités dans les grandes entreprises politiques; ce sont des entraves qui



empêchent les puissances de se mouvoir librement et de faire le meilleur usage possible de leurs forces. Plus on multiplie le nombre des traités de cet ordre, et moins on les respecte. Des engagements contractés avec précipitation, souvent contradictoires et incompatibles l'un avec l'autre, sont facilement violés. Ces violations fréquentes corrompent la morale publique et dégradent les souverains dans l'opinion; elles engendrent des haines profondes; ces haines sont fécondes en guerres, et l'on a vu des princes être brouillés avec tout le monde, parce qu'ils avaient voulu être les alliés de tout le monde:

Ce sont surtout les traités de commerce que l'on multiplie à l'infini, qui sont les plus inutiles ou les plus pernicioeux de tous. Le commerce est le fils de la liberté; et, graces aux progrès qu'a faits, dans le dix-huitième siècle, l'économie politique, nous savons que les gouvernements ne doivent pas vouloir le maîtriser dans sa marche, et qu'à son égard, leur action, purement négative, doit se borner à le débar-

rasser, le plus qu'il est possible, de toute espèce d'entraves. Deux nations appelées par leur position, comme par la nature de leurs besoins et de leur travail, à former entre elles des relations de commerce qui leur seront réciproquement avantageuses, suivront ces indications sans qu'un traité de commerce le leur permette ou les y invite. L'intérêt propre est même ici tellement éclairé et tellement actif, la force des choses est si grande, que, malgré tous les traités de commerce qui éloignent certaines nations du marché d'un peuple, ou qui y assurent des avantages à d'autres, ce peuple trouvera pourtant moyen de faire ce qui lui convient. Comme les corps liquides cherchent toujours le niveau, le commerce cherche toujours l'équilibre, et la liberté seule le lui garantit. Nous aurons encore occasion de revenir sur ces principes, et de les développer dans le Tableau de l'Histoire des Révolutions du Système politique du dix-huitième siècle, où le commerce a joué un si grand rôle, et où les traités de commerce, rarement utiles aux deux nations qui les forment, sont

devenus si souvent le principe de longues inimitiés et de guerres sanglantes.

Ce sera aussi dans cette troisième partie que le lecteur trouvera le tableau des progrès, de l'influence et de l'affaiblissement de la puissance ottomane, et que je réunirai dans un même cadre tout ce qui est relatif à cet objet; je le placerai à l'époque de la paix de Passarowitz. Je l'aurais peut-être inséré dans le quatrième volume, à l'époque de la paix de Carlowitz, si l'étendue de ce volume me l'avait permis. Ce sera encore dans la troisième partie que je rassemblerai dans un même chapitre tout ce qui a trait aux établissemens des Européens dans les deux Indes, qui ne sont devenus bien importants que dans le dix-huitième siècle. Dans un ouvrage de ce genre, il vaut toujours mieux former des masses que de présenter des traits épars.

---



**TABEAU**  
**DES RÉVOLUTIONS**  
**DU**  
**SYSTÈME POLITIQUE**  
**DE L'EUROPE,**  
**DEPUIS LA FIN DU QUINZIÈME SIÈCLE.**

---

**SECONDE PARTIE.**

**1618 — 1715.**

---

**PREMIÈRE PÉRIODE. 1618 — 1648.**

---

**CHAPITRE PREMIER.**

État des lettres et des sciences en Italie, en Espagne, en  
France et en Angleterre.

**A**VANT d'aborder la guerre de trente ans, époque de sang et de larmes, où l'homme, animé d'un génie malfaisant, ne parut exister que pour détruire le travail de l'art et pour frapper la

nature de stérilité, arrêtons-nous encore quelques moments à considérer les progrès des sciences et des arts, durant la période précédente. Suivons le développement de l'esprit humain, avant de peindre les événements qui vont l'arrêter ou le faire reculer dans sa marche. Le calme règne encore; profitons-en pour admirer les productions de l'art et les fruits brillants du génie.

Le tableau des révolutions du système politique de l'Europe amène naturellement des considérations de ce genre. Le rôle plus ou moins grand qu'une nation joue sur la scène du monde, accélère ou retarde le mouvement des esprits. L'éclat politique d'un peuple nourrit sa fierté nationale, lui inspire le désir et le besoin des grandes choses, et présente à son activité de nouveaux moyens et de nouveaux objets. Non-seulement les productions et les succès du génie annoncent la richesse et la puissance d'un état, mais encore ils l'accroissent et l'augmentent. Il n'y a point d'invention ni de découverte stériles. Les spéculations les plus abstraites et les plus profondes, les ouvrages de l'art qui se rapprochent le plus de l'idéal, tiennent par des rapports nombreux à tous les travaux qui embellissent et fécondent la so-

ciété. Notre œil n'est pas toujours assez perçant, ni notre vue assez longue pour apercevoir les points de contact des sciences et des arts avec l'existence et la force physique d'un peuple; mais ils n'en existent pas moins, et la puissance d'un pays est liée par d'innombrables fils aux idées et aux sentiments que ses philosophes, ses poètes et ses artistes mettent en circulation.

Bacon a dit que l'histoire de l'espèce humaine, sans l'histoire des sciences et des arts, ressemblerait à Polyphème privé de son œil par Ulysse. En effet, le tableau des progrès de la culture intellectuelle des peuples est la partie la plus intéressante de l'histoire du monde, qui, sans lui, ne serait qu'un long catalogue de crimes et de malheurs. Ailleurs, l'homme plus passif qu'actif, paraît être le jouet des événements, l'esclave de ses besoins et de ses passions; mais dans la route du développement, les efforts qu'il fait pour surprendre les secrets de la nature, pour peindre ses beautés, pour diriger ses opérations et pour multiplier ses effets, le montrent dans toute sa grandeur, actif, énergique, et maîtrisant, par la force de son intelligence, toutes les forces qui l'entourent. C'est le triom-

phe de la pensée sur la matière, et de la liberté sur la servitude.

Ces moments de fécondité et de grandeur où l'esprit humain a créé le beau, et a saisi la vérité, sont rares et clair-semés sur la longue route du temps. Partout on a commencé par le sommeil de l'ignorance. Dans beaucoup de contrées on n'en est jamais sorti ; dans d'autres, on a fait quelques pas hardis et quelques essais heureux, pour retomber ensuite dans la barbarie ; la lumière avait succédé aux ténèbres ; les ténèbres ont effacé la lumière. Ce n'est que depuis la renaissance des lettres, qu'en Europe du moins, le développement a pris une marche uniforme, progressive ; et que les lumières ont gagné de plus en plus en intensité et en surface. Les sciences et les arts n'ont pas toujours avancé avec une égale rapidité, mais le mouvement de l'esprit humain n'a plus été rétrograde.

La première impulsion vint de l'Italie ; elle se communiqua lentement aux pays voisins ; l'Italie étincelait des feux du génie, et les autres contrées offraient à peine quelques clartés faibles et équivoques. Les causes physiques et morales qui concoururent à produire le beau siècle de Léon X, y avaient toutes été subordonnées



dans leur action à l'influence puissante du travail et de la richesse. Le même principe agira dans les autres contrées de l'Europe, mais il y sera modifié par une foule de circonstances locales. Au moment où nous sommes parvenus, l'Italie a perdu une partie de son éclat; cependant il lui en reste assez pour attirer nos regards. L'Espagne, la France, l'Angleterre voient se lever sur elles l'aurore d'un plus beau jour. Observons ces brillants phénomènes, sans perdre de vue les causes qui en expliquent les différentes phases.

L'Italie n'était plus le centre du commerce, et ne rendait plus tous les pays de l'Europe tributaires de son activité; la richesse avait changé de direction, et le commerce de canaux. Les capitans que le commerce avait créés dans cette belle partie du monde, y entretenaient encore le luxe, et y nourrissaient le goût des plaisirs de l'imagination. Mais, dans toutes les choses humaines, la décadence est voisine de la perfection. Arrivé au but, on s'en éloigne, et on recule, ne fût-ce que parce qu'on ne saurait aller plus loin, et que l'esprit, qui ne se repose jamais, ne permet pas à l'homme de se fixer à ce point de maturité. L'Arioste et le Tasse s'étaient élevés à une hauteur qu'il était difficile d'at-

teindre, et que l'on devait désespérer de surpasser. Les poètes qui vinrent après eux ne voulurent pas être de froids imitateurs; ne pouvant pas faire mieux, ils essayèrent de se frayer des routes nouvelles, et ils abusèrent de la finesse de leur esprit. Cependant Guarini, Tassoni, Chiabrera, Testi, soutenaient encore l'honneur de la poésie italienne; mais leurs ouvrages manquaient de sève poétique, et leur goût n'était pas irréprochable. Dans son *Berger fidèle*,  
mort en 1612. Guarini s'était éloigné de la simplicité pastorale, et il avait substitué de faux brillants au coloris doux et frais qui convient à ce genre. La muse satirique de Tassoni, en vouant au ridicule la guerre de Bologne et de Modène au sujet d'un seau enlevé, avait voulu peindre le ridicule de toutes les guerres que les villes d'Italie s'étaient faites les unes aux autres, guerres aussi petites par leur objet, qu'insignifiantes par les événements dont elles furent le théâtre, et auxquelles les intéressés attachaient une importance vraiment comique. On ne saurait disputer de la verve à Tassoni; son style est élégant et pur; quelquefois sa franche gaieté et son ironie légère rappellent le ton de l'Arioste; mais son imagination n'était pas assez riche pour féconder un sujet ingrat. Chiabrera a voulu enrichir  
mort en 1637.

sa nation et sa langue, en jetant ses sentiments et ses idées dans d'autres formes que les formes un peu usées du sonnet et de la canzone. Nourri de la lecture des anciens, admirateur ardent de Pindare et d'Anacréon, il a voulu introduire dans la poésie italienne la variété des mètres et des formes, et souvent il a saisi avec succès la marche majestueuse de l'ode et le ton badin de la chanson bachique. Plus souvent harmonieux et froid, il se contente de flatter l'oreille par des sons habilement combinés, et paraît également incapable de la mâle vigueur de Pindare et de la mollesse voluptueuse d'Anacréon. Le comte Testi, imitateur d'Horace, a plus de feu <sup>né en</sup> 1593. et d'élévation que Chiabrera; mais il reste bien au-dessous de son modèle.

Tous ces poètes avaient été éclipsés par le chevalier Marino, qui avait eu la gloire de fonder une véritable école. Malheureusement cette école n'était pas celle du bon goût. L'imagination de Marino, échauffée par le ciel brûlant de Naples, avait toute la fécondité et tout le luxe de la nature dans ce beau pays; mais il ne savait pas dispenser ses richesses avec sagesse et avec mesure. Prodigue d'images et toujours brillant, il sacrifie l'ensemble aux détails, et excite plus l'étonnement que l'intérêt du lecteur. Son <sup>mort en</sup> 1625.

poème d'Adonis est l'ouvrage d'un grand talent, et n'est cependant qu'un poème médiocre. Quelquefois il enchante; plus souvent il éblouit et fatigue; jamais il n'attache. Son imagination, dépourvue de hardiesse et d'énergie, ne crée pas des masses imposantes, et ne produit que des ornements qui se nuisent les uns aux autres. Son esprit n'enfante point de grandes fictions, et n'amène que des pensées ingénieuses. Sa sensibilité, que les objets ne font qu'effleurer, manque de profondeur, et n'exprime rien avec force. Ses défauts séduisants se reproduisirent dans une foule de serviles imitateurs, sans les beautés qui chez lui les rachètent et les expient. Les grands traits de la nature avaient été saisis; les poètes de l'école de Marino s'attachèrent aux nuances. L'affectation prit la place de la belle simplicité de l'âge d'or; on préféra la délicatesse à l'énergie; on confondit la subtilité et la finesse; les concetti furent substitués aux sentiments, les petites images aux grands tableaux; on fut plus jaloux d'avoir de l'esprit que de l'âme; la gentillesse l'emporta sur la beauté, et le goût se corrompit.

La prose conservait encore de la dignité, et le style de l'histoire n'avait rien perdu de sa noblesse. A la vérité, l'Italie n'offrait plus cette

variété d'états, cette diversité de formes politiques, contraires à sa tranquillité, mais qui, par les objets nombreux de comparaison qu'elles présentaient aux esprits réfléchis, étaient propres à former des hommes d'état, des législateurs, et surtout des historiens. Asservis au sceptre de l'Espagne, ou glacés par la crainte de sa puissance, les états de l'Italie, moins libres et moins agités, étaient étrangers aux troubles et aux mouvements qui avaient développé le génie de Machiavel et de Guichardin. Cependant Paolo Sarpi, Davila et Bentivoglio occupent un rang distingué parmi les historiens, et jouissent encore d'une réputation méritée. Le premier, libre de préjugés sous le joug de la règle qu'il avait embrassée, passionné pour l'étude, à laquelle il avait sacrifié l'indépendance de sa vie, homme d'état sous le froc et prêtre-citoyen, brava les caresses, les menaces et les poignards de Rome pour soutenir les droits de sa patrie, et Venise reconnaissante montra autant de courage en le protégeant et en lui accordant des récompenses flatteuses, qu'il en montra lui-même en défendant la liberté de Venise contre les usurpations des papes. Il a écrit l'histoire du concile de Trente, en homme supérieur aux préjugés de son ordre et aux intérêts

mort en.  
1623.

de son église. Ce concile, qui dura si long temps et qui fit si peu de chose, a trouvé dans Sarpi un juge éclairé, qui possédait à fond toutes les matières litigieuses; il a pénétré et trahi le secret des pères de l'église, plus jaloux de paraître travailler à la réforme des abus, que d'y travailler en effet; en dévoilant toutes les intrigues dont cette assemblée fut le foyer, il sait manier l'arme du raisonnement avec adresse, et celle du ridicule avec légèreté.

mort en  
1631.

Davila, issu d'un sang illustre, fils du connétable de Chypre, témoin et acteur des événements qu'il raconte, a tracé le tableau des guerres civiles de France, avec beaucoup plus d'impartialité qu'on ne pouvait en attendre d'un Italien attaché à Catherine de Médicis. On remarque bien en le lisant, qu'il incline pour le parti de la cour et des catholiques; cependant il ne déguise pas leurs torts; il n'essaie pas de justifier leurs crimes; il prouve que les réformés et eux ont presque toujours concouru, dans des vues différentes, aux catastrophes qui remplissent cette période de l'histoire, et qu'il y a peu de faits importants qu'on ne puisse attribuer avec une égale raison aux uns et aux autres. Voulant toujours découvrir les ressorts secrets des événements, et saisir le fil délié des intri-

gues, Davila abuse quelquefois de sa pénétration, et se perd dans de véritables subtilités. Élevé dans une cour où la dissimulation, la feinte, toutes les combinaisons d'une astuce profonde se mêlaient aux affaires les plus simples, il voit partout du dessein, de la ruse, des intentions réfléchies. Comme Tacite, il veut épuiser toutes les conjectures et tous les motifs à l'occasion de chaque fait. On regrette qu'il n'ait pas enlevé à cet admirable écrivain le secret de sa rapidité et de sa concision énergique, et qu'il n'ait pas emprunté de lui ces touches fortes et animées, ce coloris sombre et cette sainte indignation, qui convenaient éminemment au tableau des guerres civiles.

Bentivoglio avait été chargé des affaires les plus importantes, à Bruxelles et à Paris. Cardinal et nonce du pape, il avait vécu dans des relations qui lui permettaient d'observer, de connaître, de juger les hommes et les choses. Dans ce siècle les hommes d'état ne rougissaient pas d'être gens de lettres, et les gens de lettres n'étaient pas réputés incapables de veiller aux intérêts des états. La science ne paraissait pas incompatible avec la pratique des affaires; c'était après avoir dirigé les événements qu'on prenait la plume pour les raconter. L'histoire ga-

né en  
1579.  
mort en  
1644.

gnait par cette combinaison, et la politique n'y perdait pas. Dans son ouvrage sur les guerres de Flandre, Bentivoglio annonce partout un esprit fin, délié, familiarisé avec la marche des révolutions, avec les maximes de ceux qui gouvernent, avec les faiblesses et les erreurs des souverains et des peuples. Un prince de l'église ne pouvait pas écrire avec une entière impartialité l'histoire de l'insurrection des Pays-Bas, qui demandaient en même temps la liberté politique et la liberté religieuse. Bentivoglio ne raconte les faits ni comme Grotius ni comme Strada; il n'a pas le génie élevé, l'âme républicaine, le style ferme et antique de l'un, et il n'est pas initié comme l'autre dans les secrets de la tactique; mais il démêle avec art les intérêts et la conduite des différents partis; sa narration est facile et agréable, et s'il manque quelquefois de simplicité, il ne manque pas d'élégance.

Pendant que la poésie et la littérature perdaient de leur éclat en Italie, et y déclinaient sensiblement, cette belle contrée était toujours la patrie des arts, et s'enrichissait de nouveaux chefs-d'œuvre. Elle a eu beaucoup plus de grands artistes que de grands écrivains, soit que l'art offre moins de difficultés, ou que ses



ressources soient plus vastes, soit encore que ce genre de talents ait été plus encouragé que les autres. L'école romaine qui, au jugement des connaisseurs, touchoit à sa décadence, possédait cependant encore Michel Caravage, le Jusepin et le Mutian. Le Titien et le Tintoret, chez qui l'âge n'avait pas éteint les feux du génie, étaient encore les ornements de l'école vénitienne. Le Bassan et Paul Véronèse leur disputaient la palme. L'école lombarde venait se placer à côté de ses sœurs aînées. Elle comptait dans son sein le Dominiquin, Guerchin, le Guide et l'Albane, le peintre des Graces. Le culte que l'on rendait aux arts en Italie, se confondait avec celui qu'on rendait à la religion : en adorant sur les autels les grandes compositions saintes, le peuple prosterné semblait adorer le génie qui avait enfanté ces morceaux sublimes. D'ailleurs, l'art était aussi lucratif qu'honorable; la gloire et la pauvreté ne marchaient plus ensemble; le long et triste divorce du génie et de l'opulence n'affligeait plus les regards des amis des lettres. Des souverains généreux, tels que Sixte V., savaient estimer et récompenser les talents; la piété des particuliers et celle des églises, ne leur permettant pas de mettre des bornes à leur reconnaissance, assu-

rait aux peintres habiles une existence brillante.

Les relations de l'Espagne avec l'Italie, relations aussi funestes à l'une qu'à l'autre, qui enlevèrent à l'Italie son indépendance, et entraînèrent l'Espagne dans des guerres longues et dispendieuses, avaient offert aux sens et à l'imagination des Espagnols de beaux modèles, et ils les avaient imités avec succès. Ce peuple, doué d'une imagination grande et forte, d'une sensibilité rêveuse et mélancolique, d'un esprit grave et pénétrant, avait donné autrefois à Rome plusieurs écrivains célèbres, qui, dans la poésie, par l'énergie de leurs tableaux, et la hardiesse de leurs images, dans la philosophie, par l'abondance et la finesse de leurs pensées, rachètent leurs brillants défauts. Sous le sceptre des Arabes, l'influence du climat sur les esprits, secondée par les circonstances, ne s'était pas démentie. Le soleil de l'Andalousie, de Grenade et de Valence, qui mûrit les fruits les plus délicats, avait fait circuler la sève poétique dans des têtes faites pour la recevoir. Les Arabes avaient excellé dans la romance, dans l'élégie, dans les poésies érotiques; mais ils avaient fortifié les défauts du goût espagnol, en y mêlant ceux du goût oriental, et ils avaient naturalisé sur ce sol

l'exagération. Le seizième siècle est la belle époque de la littérature espagnole. Une langue imposante, harmonieuse, riche, libre et fière dans sa marche, pouvant se permettre impunément les inversions les plus hardies, dont le caractère propre est la majesté, mais qui ne se refuse pas aux mouvements animés de la tendresse, et qui n'est pas même étrangère à la gaieté, invitait les Espagnols à peindre la nature et les passions. Le monde nouveau, qu'ils avaient couvert de leurs crimes et rempli de leur gloire, leurs nombreuses conquêtes qui, sous tous les rapports, paraissaient tenir du prodige, la vaste étendue de la monarchie, le rôle qu'elle jouoit en Europe, les entreprises gigantesques de ses souverains, tout concourait à enflammer l'imagination et le génie des Espagnols; ces grands objets devaient enfanter de grands tableaux. On conçoit que les poètes nationaux aient dépassé dans leurs fictions les limites du vraisemblable, et violé toutes les proportions, puisque, dans le fait, les projets et les actions de ce peuple étaient hors des mesures ordinaires.

La magnificence et l'éclat de la cour de Philippe II inspiraient aux arts une active émulation, et invitaient au travail. Philippe, avide de tout ce qui pouvait le distinguer du commun

des hommes, aimait la représentation et le faste. Les intérêts et les affaires, la crainte et l'espérance, la curiosité et le respect, attiraient à Madrid et à l'Escorial des voyageurs de toutes les parties de l'Europe. Le luxe et les décorations du trône qui intimidaient les sujets de Philippe, et qui éblouissaient les étrangers, répandaient dans toutes les classes le goût des superfluités de la vie, et provoquaient les inventions et les découvertes du génie. Les métaux précieux que l'Amérique versait en Espagne, n'étaient pas les signes d'une richesse réelle et durable; mais ils procuraient à la nation une opulence momentanée, favorable aux jouissances et aux productions de l'esprit.

Toutes ces circonstances heureuses ne furent pas perdues pour les lettres, et l'âge d'or de la littérature espagnole parut. Les connaisseurs placent au rang des grands poètes, Quevedo, qui, dans ses *Bucoliques du Tage*, a saisi le ton simple et touchant qui convient à ce genre; Louis de Léon et les deux Argensola, qu'on a jugés dignes d'être comparés à Horace; Villega, qui s'est exercé dans le genre d'Anacréon; Lopez de Vega, le créateur du théâtre, dont les pièces, plus régulières et mieux conduites que celles de ses prédécesseurs, sont encore vues avec plaisir

sur la scène ; et surtout Garsilasso , le plus parfait des poètes de cette époque , qui joint un goût pur à un génie fécond et élevé , et qui a connu tous les secrets de l'art et du travail. L'imagination domine dans les productions de ce siècle , tantôt celle qui décrit avec feu et avec richesse les beautés d'une nature magnifique et pittoresque , tantôt celle qui peint avec abandon et avec délicatesse le désordre des passions et les nuances du sentiment , enfin celle qui arrange les fils compliqués d'une intrigue , et les déroule avec art. Un jugement sévère préside rarement à ces compositions originales ; elles manquent d'unité , elles pèchent du côté de l'ordonnance ; on y trouve des disparates , des incohérences , des longueurs ; mais elles sont éminemment poétiques. Une harmonie variée , savante , toujours appropriée à l'objet qui occupe le poète , et aux mouvements de son âme , flatte , séduit , enchante l'oreille du lecteur. La magnificence des images , la hardiesse des figures , la pompe des expressions , une sorte de gravité qui annonce des passions fortes et ardentes , la mélancolie du sentiment et non celle de la pensée , caractérisent la poésie espagnole. Les formes en sont presque toujours belles ; et ce n'est qu'au défaut des formes , que dans le

Nord on demande des idées. Il y règne généralement une sensibilité plus profonde que dans la poésie italienne, qui l'emporte par l'abondance et la grace de ses fictions. Comme le ciel de Valence, le génie poétique des Espagnols se distingue par la transparence, la chaleur et l'éclat.

né en  
1547,  
mort en  
1616. Entré tous les poètes de cet âge, Cervantes suffirait seul pour immortaliser le siècle où il a paru, la nation qui l'a produit, la langue dans laquelle il a écrit. C'était un de ces esprits pleins de sève et de vie, qui naissent supérieurs à tous les autres, et qui, marqués d'un sceau mystérieux et vraiment unique, semblent être le fruit heureux d'un moment de verve de la nature. Il a presque fait oublier ses Pastorales simples et touchantes, ses Nouvelles piquantes et ingénieuses, par ce roman inimitable qui a conservé, après deux siècles, sa fraîcheur et ses graces, et qui ne vieillira jamais. Ce roman est un véritable poème dans lequel Cervantes a pris, avec un égal succès, tous les tons de la poésie moderne. Dans les sonnets sa muse soupire et rêve comme celle de Pétrarque; il narre avec plus d'esprit et de rapidité que Boccace; il se joue dans les hautes régions du merveilleux avec autant de liberté et de malice que l'Arioste; et quand il peint les malheurs de l'amour et

les charmes de la vie champêtre, c'est le style élevé et la teinte sentimentale du Tasse. Afin de donner à son ouvrage un intérêt national, il a observé soigneusement toutes les convenances locales; et il a reproduit avec des couleurs si vraies les sites, les mœurs, la physionomie des différentes provinces de l'Espagne, qu'en voyageant avec son livre, on reconnaît, ou l'on croit reconnaître les lieux et les personnes. Cependant, en paraissant faire des portraits, il a peint la nature humaine tout entière : on retrouve, sous les traits individuels et caractéristiques de ses personnages, l'homme de tous les temps et de tous les lieux; et c'est ce qui assure à Cervantes une gloire immortelle. Son roman n'est pas simplement, comme on l'a cru, une parodie d'un état de la société, et un ouvrage burlesque : c'est le tableau du monde, un composé de contrastes, où le côté grave, sombre, saisissant, de la vie humaine, se trouve tout près du côté plaisant et ridicule; où les scènes les plus triviales sont placées dans le même cadre avec les scènes les plus sublimes; où l'on rit et pleure en même temps. Cette montagne noire qui nous offre le désespoir comique de Sancho privé de sa monture, et le délire de Cardenio trahi par l'amitié et par l'amour, est

une image assez fidèle de la société. Peu de livres cachent, sous le masque riant de la folie, une philosophie plus profonde et plus douce ; peu de livres surtout ont plus contribué à charmer les peines et les ennuis de l'espèce humaine. Cervantes a eu l'art de rendre son héros comique et ridicule, sans lui faire perdre un moment l'estime et l'attachement du lecteur : C'est un homme d'un esprit élevé, c'est un homme de bien qui a le bonheur, ou le malheur, d'avoir une idée dominante ; et cette idée dominante est un verre magique qui change la nature de tous les objets. Dans son point de vue, tout en déraisonnant, il est toujours conséquent à lui-même. La raison supérieure, la droiture de caractère, la bonté de cœur qu'il montre, tant qu'on ne touche, ni de près ni de loin, à la chevalerie, font ressortir sa folie, et sa folie relève sa raison. Le bon Sancho a tous les préjugés, toutes les habitudes, tous les défauts de son état, avec un jugement exquis qui voit les choses telles qu'elles sont, et dissipe les illusions d'une imagination exaltée. C'est le bon sens personnifié, qui suit le génie, l'éclaire souvent sur ses brillantes erreurs, sans pouvoir le ramener, et quelquefois aussi se laisse séduire par les chimères qu'il débite avec assurance. Les



proverbes, qui forment toute la philosophie de Sancho, sont des vérités éternelles, habillées à la grotesque, et peut-être la partie de l'ouvrage où il y a le plus d'art, et qu'on peut le moins faire passer dans une autre langue. Chaque peuple a un coin différent en frappant ces monnaies de la sagesse, et l'on peut rarement substituer l'une à l'autre. Mais quel ne doit pas être le mérite de Cervantes dans la langue originale; puisqu'il est impossible de le lui faire perdre entièrement dans les autres, et que ce qu'il conserve satisfait si complètement, qu'on n' imagine pas qu'il puisse encore valoir mieux qu'il ne vaut ! Quelle richesse d'incidents, et quelle unité admirable dans la manière dont ils naissent et changent de nature sous la lunette de Don Quichotte ! Quelle vérité frappante d'attitudes, de ton, de langage ! Quelle diversité de caractères, et comme chacun d'eux, toujours égal à lui-même, paraît avoir été fondu d'un seul jet ! Quelle perfection dans les détails ! quelle franche et intarissable gaieté ! Lui seul a trouvé le secret de produire sur la terre ce rire inextinguible qui n'était connu que des habitants de l'Olympe, dans les poèmes d'Homère ; et il est assez remarquable que le peuple qui passe pour le plus grave de tous, ait produit le

roman le plus comique. On a demandé si Cervantes n'avait pas fait plus de mal que de bien à l'opinion publique, en attaquant des préjugés utiles. A la vérité, la chevalerie avait rendu de grands services à l'espèce humaine dans le temps où elle naquit du sein des mœurs et des idées dominantes du siècle; mais dans l'âge de Cervantes, elle n'était qu'une institution surannée qui ne se trouvait plus à l'unisson des formes politiques et sociales. Depuis long-temps l'esprit de la chevalerie avait disparu, et les usages où les folies qui lui avaient survécu, ne méritaient pas que Cervantes leur fit grace.

La langue descriptive des Espagnols, le caractère de leur imagination, les grands événements de leur histoire semblaient devoir les porter au poëme épique, et cependant ils n'en ont aucun qui puisse soutenir le parallèle avec les modèles de l'antiquité. L'Araucana d'Alonso Ercilla, soldat espagnol, qui avait fait la guerre dans le Chili, n'est, au jugement des connaisseurs, qu'une suite de tableaux sans ordre, sans plan, sans vraisemblance, où l'on rencontre des détails heureux, des coups de pinceau d'un grand effet, mais qui ne suffisent pas pour couvrir le défaut d'intérêt et d'ensemble. Le Camoëns, poète portugais, qui a vécu au même

temps, est bien supérieur dans ce genre à tous les poètes espagnols. La *Lusiade*, qui immortalise l'expédition de Vasco de Gama, n'est jamais passée sous silence, quand on parle de l'*Iliade*, de l'*Énéide*, de la Jérusalem délivrée, et cette distinction suffit à son éloge. La vie du Camoëns, agitée et malheureuse, pourrait elle-même fournir le sujet d'un poëme. Rien de plus intéressant que sa passion pour la gloire; rien de plus tragique que les persécutions dont il fut la victime. La *Lusiade*, qu'il sauva du naufrage, sauvera son nom de l'oubli. Quels que soient les défauts de ce poëme, il y a des morceaux sublimes qui les expient, les effacent, et dont la beauté paraît être à l'épreuve des révolutions du temps et du goût : l'épisode d'Inès de Castro prouve que le Camoëns connaissait la langue des passions, et savait parler au cœur; la fiction du Génie qui se présente à l'œil étonné de Vasco, au moment où il veut doubler le Cap des Tourmentes, est la conception neuve et hardie d'une imagination créatrice.

A la fin du seizième siècle, la langue espagnole était généralement répandue dans les cours et dans les classes supérieures de la société. L'Espagne était la puissance dominante en Europe; elle dictait des lois aux autres peuples, et elle

les dictait en espagnol; il fallait apprendre cette langue pour plaire et pour obéir à ses maîtres. L'Espagne jetait un grand éclat : son commerce et sa marine la liaient avec toutes les nations ; et dans tous les pays , par admiration ou par besoin , on voulait parler ou du moins entendre la langue du peuple-roi. Ce fut à sa prépondérance politique , bien plus qu'à sa supériorité dans les sciences et dans les lettres , que l'Espagne dut l'universalité passagère de sa langue.

La langue française , qui devait un jour l'effacer et devenir le grand moyen de communication entre les peuples , commençait à se perfectionner sous la plume d'écrivains habiles. A peine la France respirait-elle de ses longues et cruelles agitations , sous l'administration paternelle du bon Henri , que les talents vinrent embellir cette terre favorisée du ciel , et qu'elle promit de riches moissons. Les derniers des Valois avaient aimé et même avaient cultivé la poésie. Leur exemple avait été stérile , leur protection momentanée. Au milieu des orages des guerres civiles , les sens étaient trop occupés pour que l'imagination fût active ; la pensée , amie de la tranquillité , languissait engourdie. Dès que le génie et la fermeté de Sully eurent fait renâître la sûreté , le travail et l'abondance , le Français ,

toujours avide de jouissances ; tourmenté du besoin d'activité, autant que d'autres peuples le sont du besoin de repos, rechercha les plaisirs de l'esprit, et les écrivains se multiplièrent. Sa langue légère, facile, rapide, portait l'empreinte du caractère national. A cette époque il y avait plus de liberté que d'étiquette dans les formes, plus d'énergie que de politesse dans les actions, plus de naïveté et de franchise que de décence dans les mœurs. Comme les langues suivent toujours dans leurs développements la marche de l'esprit national, la langue française était plus hardie, plus naïve, plus pittoresque qu'elle ne l'est devenue depuis, et moins claire, moins régulière, moins précise. Cependant son génie la destinait à être la langue de l'esprit et du sentiment, plus que celle de l'imagination. Le peu de ressources qu'elle offrait pour l'harmonie imitative, la régularité monotone de ses constructions, la timidité de ses figures, se refusaient à cette poésie qui, dans ses descriptions et dans ses tableaux, veut rivaliser avec la nature. Dans la main du génie cet instrument ingrat et rebelle a paru quelquefois un instrument docile, et les grands poètes ont triomphé des difficultés que leur opposait la langue : mais ils n'ont jamais pu changer entièrement son caractère : sa

vivacité, sa délicatesse, sa simplicité la rendent éminemment propre à peindre les sentiments et les idées; et elle réussira toujours mieux à exprimer les passions et les pensées de l'homme, qu'à reproduire avec succès les formes et les mouvements de la nature.

Les poètes français qui avaient le plus de réputation, ne l'ont pas conservée. Les quatrains de Pibrac ne passent plus pour des modèles dans le genre didactique; les chansons de Lingendes n'ont qu'une gaieté grossière; les pastorales de Belleau sont à la fois maniérées et triviales; quelques stances bien faites de Desportes et de Bertaud ne suffisent pas pour justifier l'admiration de leurs contemporains. On ne lit plus Ronsard, que les souverains de son temps comblaient de présents et d'éloges, et que le peuple regardait comme le dieu des vers. Il avait senti ce qui manquait à la langue française pour en faire un idiome véritablement poétique; mais, réformateur maladroit, il avait méconnu son génie, et, en voulant l'enrichir de mots et de tournures nouvelles, il l'avait dénaturée. Ses vers sont quelquefois de véritables hiéroglyphes, et, quand le lecteur les a déchiffrés, ni les idées ni les images cachées sous ce langage barbare ne le paient de sa peine.

Régnier, avec tous les défauts qu'il tenait d'un siècle encore un peu grossier, d'une éducation négligée, du dérèglement de ses mœurs et de l'habitude de la mauvaise société, ne pouvait pas être correct, pur, élégant et noble comme Despréaux; mais on ne saurait lui refuser un talent décidé pour la satire. Il a peut-être même plus de force, de gaieté, d'abondance que Boileau; ses portraits sont le plus souvent achevés; il promène le fouet de la satire sur une grande variété d'objets, et n'épargne pas plus les vices que les ridicules. On désirerait qu'il parlât moins de lui-même; ses négligences ne sont pas toujours aimables, et sa muse, comme on sait, ne se pique pas d'être chaste.

Enfin Malherbe vint, et saisissant le genre de beautés appropriées à sa langue et à sa nation, il sut donner à la poésie française le caractère qu'elle a toujours conservé depuis, et qui la distingue de toutes les autres. Rien n'y domine, et l'on y trouve de tout : l'imagination, la sensibilité, l'esprit, le jugement, la raison y paraissent dans un bel équilibre; aucune force de l'ame ne s'y montre aux dépens des autres. Toutes les facultés du poète semblent également occupées à satisfaire à la fois tous les besoins des lecteurs qui lui ressemblent, et qui, comme lui, veulent

que l'homme tout entier se révèle en quelque sorte aux sens dans le langage de la haute poésie. L'imagination des poètes italiens et espagnols a quelque chose de plus libre, de plus audacieux, de plus vaste. Il règne dans la poésie des Anglais et des Allemands une sensibilité plus profonde et plus forte, et une hauteur d'expressions qui suppose une grande hauteur de pensées; c'est là surtout ce qui caractérise leurs odes. Celles de Malherbe n'offrent pas des beautés de ce genre; mais on y trouve un ton élevé, des idées justes, des sentiments vrais, des images nobles et jamais gigantesques; de la richesse sans surcharge, de la simplicité sans indigence; en un mot, tout ce qu'on admire, à un bien plus haut degré, dans les écrivains du siècle de Louis XIV.

La France avait le bonheur de posséder, sous le règne de Henri IV, deux écrivains philosophes, moralistes ingénieux et profonds, qu'on lit encore avec plaisir, parce que la vérité conserve toujours ses droits, et qu'un style original a toujours un charme particulier. Montaigne et Charron seront toujours chers à ceux qui savent penser et qui veulent connaître les hommes. Les Essais du premier ne sont pas un ouvrage suivi qui ait le mérite d'une belle ordonnance



et qui forme un ensemble régulier; c'est une galerie intéressante de portraits d'une ressemblance frappante, d'anecdotes caractéristiques, de traits d'histoire bien choisis, de réflexions fines et justes, faites sans effort et présentées sans affectation et sans apprêt. Montaigne avait l'imagination trop vive et une trop grande abondance d'idées, peut-être aussi trop de paresse et d'orgueil, pour se donner la peine de lier ses matériaux et de faire un traité de morale, comme l'eût fait un moraliste de profession. C'est un homme d'esprit qui s'entretient avec lui-même, et qui sait que vous l'écoutez : car il ne s'enfonce jamais dans ses méditations au point d'oublier qu'il est en présence de spectateurs. Comme tous ceux qui veulent approfondir le cœur humain, il s'était beaucoup observé lui-même. On doit donc lui pardonner s'il parle beaucoup de son individu ; son *moi* reparait toujours ; mais tout en se peignant, il peint en même temps les autres ; et en disant : C'est encore lui, chacun ajoute : C'est aussi moi. Penseur par inspiration, plutôt que penseur méthodique, il se contredit quelquefois ; mais souvent aussi il paraît seulement se contredire, et ne fait qu'envisager le même objet sous des faces différentes. Le scepticisme de Montaigne n'est

pas le résultat de raisonnements abstraits et de recherches profondes sur les forces et les bornes de l'esprit humain, mais le fruit d'une lecture immense et de la variété des opinions humaines sur les objets les plus importants. Montaigne avait plus d'esprit que de jugement, et plus de jugement que de sensibilité; mais il suffirait des paroles touchantes et naïves qui lui sont échappées sur l'amitié, pour prouver qu'il n'était pas étranger au sentiment. Sa malice perce dans plusieurs passages de ses Essais; mais sa gaieté la lui fait pardonner, et un fond de bonhomie la corrige. Il se moque un peu des hommes; mais il se moque aussi de lui-même, et cela console. Son style attache le lecteur par un mélange unique de nerf et de grace, de force et d'abandon. Ce style dessine sa physionomie morale; il peint l'homme tout entier; il est à lui comme ses traits, et il en a emporté le secret au tombeau. Ce style n'est pas sans défaut; mais s'il était plus parfait, il serait moins agréable.

Montaigne était un homme du monde qui se rendait compte à lui-même de ses observations et de ses sentiments : Charron était plutôt un auteur de profession; aussi a-t-il mis plus d'ordre dans ses idées, et plus de méthode dans sa marche. Son livre de la Sagesse est un traité de

morale, dans lequel il ramène tous les devoirs aux quatre vertus cardinales des anciens. Le bon théologal de Condom avait peu de cet esprit philosophique qui analyse, distingue, range les idées, et les suit dans leur filiation naturelle; sans offrir l'aimable désordre de Montaigne, il ne sait pas s'assujettir à un ordre sévère, n'a approfondi pas les principes de sa théorie, et y mêle beaucoup de choses étrangères. Sa manière d'écrire est moins originale et moins piquante que celle de Montaigne; cependant il y a dans Charron une foule d'expressions neuves et pittoresques. On y admire souvent un sens exquis et des pensées hardies et heureuses. Les morceaux où il développe les contrastes de force et de faiblesse que présente la nature humaine, sont dignes d'un grand maître; Bossuet ne les aurait pas désavoués.

Élisabeth fut pour les lettres en Angleterre ce que Henri était en France. Capable de comprendre et d'apprécier les savants, elle leur accorda une protection éclairée qui accéléra le développement des esprits, que les progrès du travail, de la richesse et de la puissance nationale devaient amener. Chaucer avait le premier transplanté, avec succès la poésie sur le sol de l'Angleterre; mais le langage de sa muse a vieilli.

Sous le règne d'Élisabeth, Spencer et Shakespeare enfantèrent des productions originales et sublimes, qui se trouvant appropriées aux besoins d'imagination et au caractère des Anglais, firent sur les esprits des impressions fortes et durables, et ont déterminé le goût national. Dans sa Reine enchantée, Spencer a déployé une imagination riche et féconde à qui le monde réel ne suffit pas, et qui, franchissant les bornes de l'expérience, se joue dans le champ incommensurable du merveilleux ; mais son poëme, d'un bout à l'autre, n'est qu'une allégorie ; et ses allégories, qui tantôt sont trop transparentes, et tantôt le sont trop peu, ses fictions, souvent plus bizarres qu'intéressantes, ont beaucoup perdu de leur réputation.

Celle de Shakespeare paraît augmenter à mesure qu'on s'éloigne de lui. Sa gloire est devenue une véritable propriété nationale. Ce génie prodigieux, sans autre maître que l'instinct du talent, sans autres leçons que celles de la nature, a deviné les passions, et les a peintes avec une vérité et une force inimitables. Ses défauts sont à son siècle, dont le mauvais goût lui faisait la loi, et aux circonstances qui ne lui permirent pas d'étudier les règles de l'art, ni de travailler ses pièces avec soin. Ce qui le distingue des

autres poètes, c'est qu'il ne voit, n'imité, ne reproduit que la nature; non telle qu'elle existe dans ses ouvrages d'élite, mais sous toutes les formes qu'elle revêt dans ses compositions morales. Étranger au monde idéal, qui est proprement le domaine de l'art, quand il le rencontre et qu'il y entre, c'est par hasard, sans le savoir et sans le vouloir. Son caractère est l'énergie; il consulte peu les proportions et le goût, qui doivent être la mesure et la règle de la force. Souvent il atteint le sublime, mais il manque le beau, et il sacrifie presque toujours le beau au vrai, et sa vérité est celle de l'histoire, bien plus que celle de la poésie. Il brille dans les détails, il pêche du côté de l'ensemble. Il est admirable, malgré ses défauts, mais il est ridicule de les réduire en principes et de les déifier. Souvent ses pensées sont plutôt singulières et extraordinaires que grandes; ses expressions recherchées, ses images triviales ou gigantesques, les comparaisons ingénieuses, les pensées fines, mais déplacées, qu'il met dans la bouche de ses personnages, refroidissent le dialogue et ralentissent la marche de ses pièces; les contrastes et le mélange de tous les tons détruisent l'illusion théâtrale. Peu d'hommes sont nés avec une tête plus poétique; il n'y a peut-

être pas eu de poète plus étonnant; il y en a eu de plus parfaits que lui. Tel qu'il est, avec ses beautés et ses défauts, il peut et doit être regardé comme le représentant de la poésie anglaise; car on retrouve dans tous les autres poètes anglais, à l'exception de ceux de l'école de Pope, le même genre de beautés et de défauts, les unes affaiblies et les autres adoucies.

Par les mêmes raisons, François Bacon pourrait être considéré comme le représentant de la philosophie anglaise. Cet esprit véritablement encyclopédique avait reconnu et mesuré les domaines de la vérité; il connaissait ce qui s'était fait; il a indiqué ce qui restait encore à faire. Ennemi de la scolastique qui disséquait des notions arbitraires, et qui par des distinctions subtiles croyait atteindre la nature; ennemi des systèmes qui avec une ou deux formules veulent expliquer l'immensité des phénomènes, et trouvent plus commode d'imaginer les êtres que de les étudier, Bacon a le premier marqué et jalonné la route du vrai, et préparant à la science ses instruments, il a prouvé que l'observation et l'expérience étaient les seuls moyens d'arriver au but et de connaître la nature. Ses principes, énoncés avec précision, et revêtus d'images frappantes, sont devenus la profession de foi

des philosophes de l'Angleterre, et le génie de Bacon a toujours plané sur cette île célèbre, où l'on a surpris tant de secrets à la nature. Il faut cependant ajouter, pour la gloire de l'Italie, que Bacon n'a fait que généraliser les idées directrices que l'immortel Galilée avait appliquées avant lui aux sciences physiques, et qui l'avaient conduit à ses belles découvertes sur les lois de la pesanteur et sur le système du monde. Au milieu de ces travaux pacifiques, qui préparaient les succès des siècles suivants, Bacon et Galilée virent les premiers feux de cette guerre qui devait arrêter les progrès de l'esprit humain, et ils vécurent assez pour avoir la douleur de présager les tristes destinées qui attendaient la science, dans le bouleversement général de l'Europe.

---

## CHAPITRE II.

Considérations générales sur la guerre de trente ans. Commencement des troubles en Bohême. La guerre éclate. Frédéric V est proclamé roi, prend possession du trône, et le perd.

LES rapports des catholiques et des protestants en Allemagne n'avaient pas été déterminés avec sagesse, ni fixés avec précision, par la paix de Passau. Depuis soixante ans, les deux partis s'observaient d'un œil jaloux, et tâchaient réciproquement de prendre avantage des fausses mesures qui leur échappaient. Chacun interprétait les lois au gré de ses passions, et mettait son art à les violer impunément, ou à les éluder avec adresse. Ces altercations continuelles, ces haines profondes et secrètes étaient entretenues et nourries par les discours violents de prédicateurs fanatiques, par les écrits polémiques des docteurs, par la connivence des gouvernements, qui tantôt gardaient un silence criminel, et tantôt sévissaient contre quelques individus avec une partialité révoltante. Les



princes espéraient profiter tôt ou tard de ces dispositions des esprits, qui n'attendaient qu'une occasion favorable pour se porter aux plus violentes extrémités. Les catholiques voulaient regagner tout ce qu'ils avaient perdu; les protestants voulaient tout conserver, et ne croyaient pouvoir y réussir que par des acquisitions nouvelles qui missent leurs ennemis hors de combat. Des deux côtés on ne parlait que de se défendre et on brûlait d'attaquer; on prêtait des projets à ses adversaires pour justifier les siens; on paraissait uniquement craindre les réactions; et on les provoquait et les légitimait par des mesures violentes. Souvent aussi, des deux côtés, on exagérait le danger de quelques démarches isolées, en les regardant comme les conséquences d'un système suivi, ou comme le premier anneau d'un vaste plan d'aggression; et chacun croyait les autres capables de tout ce qu'il eût fait à leur place. Mathias n'inspirait pas cette confiance qui est l'effet naturel de la sagesse et de l'impartialité, et que les protestants eux-mêmes n'avaient pu refuser à Ferdinand I et à Maximilien II, et il avait troublé la douce sécurité où les avait entretenus l'incapacité et l'indolence de Rodolphe. Faible et valétudinaire, Mathias ne pouvait pas inspirer des inquiétudes

bien vives; mais il annonçait de mauvaises intentions, et Ferdinand, son successeur désigné, donnait de justes alarmes aux protestants par ses principes, ses passions et ses talents. Les catholiques croyaient pouvoir tout espérer, et les protestants tout craindre de lui, et les premiers cachaient d'autant moins leur joie, que les autres prononçaient plus fortement leurs appréhensions.

L'Union et la Ligue se menaçaient depuis huit ans. Les deux partis étaient armés et en 1610. présence l'un de l'autre. La bonne foi, la conviction et un attachement aux principes religieux, qui allait jusqu'au fanatisme, animaient le peuple; les vues politiques dirigeaient seules les princes, et ceux même chez qui le zèle religieux n'était pas le masque d'une indifférence secrète, associaient ou même subordonnaient la religion à des intérêts d'ambition et de cupidité; il s'agissait beaucoup moins pour eux de la liberté des opinions et des cultes que de l'indépendance politique; et ils ne s'attachaient à l'une qu'autant qu'ils y voyaient le gage et l'effet de l'autre. Au fond, le point décisif était de savoir si la maison d'Autriche reprendrait et augmenterait son ascendant en Allemagne, ou si les autres souverains lui opposeraient de for-

tes barrières; et la question de la parité ou de la prééminence des deux religions ne devait être que le prétexte ou l'occasion de décider définitivement l'autre. Il était donc facile de prévoir la guerre, puisque les princes et les peuples paraissaient la vouloir également; et elle menaçait d'être sanglante et longue, car les passions éclairées des souverains pouvaient compter sur toutes les ressources que leur offraient les passions aveugles de la multitude. On pouvait s'attendre que les peuples n'épargneraient ni leurs travaux, ni leurs sacrifices, ni leurs richesses, ni leur sang, pour défendre une cause qu'ils s'imaginaient être celle de Dieu; que la politique se servirait du bras du fanatisme, et que les mesures de l'une seraient d'autant plus dangereuses, et les fureurs de l'autre d'autant plus actives, que, tout en combattant pour des intérêts, on croirait combattre pour des opinions.

Mais quelque hostiles que fussent les dispositions des esprits, la guerre qui devait désoler l'Allemagne pendant trente ans n'était rien moins qu'inévitable. Ces grands événements qui décident du bonheur et du malheur des peuples, tiennent sans doute toujours à des causes générales qui les préparent de loin; mais ces causes pourraient sommeiller pendant des siècles, et ce

long repos diminuerait leur activité, les affaiblirait et finirait par les effacer entièrement, sans quelque incident imprévu et léger qui les tire de leur inaction.

Ainsi les rapports généraux des catholiques et des protestants en Allemagne, leurs jalousies, leurs animosités, leur défiance réciproque n'auraient peut-être jamais produit de rupture véritable sans les troubles de la Bohême, et ces troubles eux-mêmes eussent pu être apaisés sans une guerre générale, si Ferdinand n'avait pas abusé de ses succès, avec autant d'imprudence que d'injustice.

On a dit que la révolution opérée par Luther, et les fautes involontaires qu'on avait faites en concluant la paix de Passau, devaient tôt ou tard être suivies des plus terribles catastrophes. Mais soixante ans étaient écoulés depuis la paix de religion; et s'il y avait eu dans cet espace de temps des haines secrètes, il n'y avait point eu de guerre déclarée. D'ailleurs, depuis la mort de Henri IV, l'horizon politique s'était éclairci, et les apparences d'un prochain orage paraissaient se dissiper. Henri qui voulait abaisser la puissance de la maison d'Autriche, avait vu dans les protestants d'utiles alliés; il leur avait donné l'éveil sur les dangers dont ils étaient menacés,

et même son intérêt les lui avait fait exagérer. Mais ses grands projets étaient morts avec lui; la France avait abandonné son système politique; de misérables intrigues de cour occupaient tous les esprits. Les puissances que l'identité de leurs intérêts avaient ralliées aux plans de Henri, et à qui il avait communiqué sa vivacité et son zèle, étaient revenues à des principes plus pacifiques. N'étant plus animées ni soutenues par la France, elles n'avaient pris conseil que de leurs besoins et de leurs goûts, et elles étaient retombées dans l'inaction. La Hollande avait conclu avec l'Espagne une trêve de douze ans, et Jacques I désirait de former avec elle des relations étroites et durables.

A la vérité, l'Union et la Ligue subsistaient toujours; elles devaient leur naissance à des craintes et à des défiances qui n'avaient pas cessé; purement défensives dans leurs principes, elles pouvaient devenir de puissants moyens d'agression; mais elles existaient depuis dix-huit ans sans avoir rien entrepris l'une contre l'autre, et ce long repos avait relâché les liens de l'association.

La grande affaire de la succession de Clèves, qui aurait probablement servi de prétexte à Henri pour commencer la guerre, et qui me-

naçait d'embraser l'Allemagne, n'avait pas été définitivement terminée; mais la convention de Xanten avait pacifié le différent. Jean Sigismond et le Palatin de Neubourg avaient pris possession des provinces qui leur étaient échues en 1614. partage, et avaient ajourné, à un temps indéfini, la décision complète de ce grand procès.

Les haines réciproques des protestants et des catholiques n'étaient pas plus prononcées qu'elles ne l'avaient été depuis vingt ans. Le rapprochement qui avait eu lieu entre la branche espagnole et la branche allemande de la maison d'Autriche, depuis l'avènement de Philippe III au trône d'Espagne, donnait des craintes fondées à l'Europe et à la religion nouvelle; mais l'Espagne affaiblie par ses efforts et énervée par ses excès d'ambition, avait plutôt de grands projets que de grands moyens; son impuissance pouvait rassurer sur ses vues de domination et sur les effets de son zèle intolérant et persécuteur.

Au mépris de toutes ces considérations, qui pouvaient faire douter encore à de bons esprits que l'Allemagne fût menacée d'une guerre prochaine, avec autant de raison que d'autres pouvaient en avoir pour la craindre, la guerre éclata. Jamais guerre ne parut moins grave dans

son origine, et ne fut plus difficile à terminer. Elle changea souvent d'objet, ou plutôt elle n'eut point d'objet fixé et déterminé, et cette incertitude du but contribua à la prolonger du moins autant que la complication des intérêts. Si on l'avait d'abord envisagée sous le véritable point de vue, et qu'elle fût devenue générale, elle eût été rapide et courte. Mais les puissances qui y jouèrent un rôle entrèrent successivement sur la scène. Au lieu de concerter leurs opérations, et d'agir ensemble sur un même plan, l'une ne parut sur le théâtre qu'après l'autre. L'Autriche n'eut presque jamais qu'un ennemi à combattre. Frédéric V, Mansfeld et Chrétien de Brunswick, plus tard le Danemarck, la Suède et la France se relayèrent en quelque sorte. L'épuisement de tous les partis, qui presque toujours amène la paix, fut retardé par cette grande erreur politique des puissances, et la guerre renaissant en quelque sorte de ses cendres, reprit toujours avec une nouvelle fureur.

De là le défaut de liaison entre les différents actes de ce long et sanglant drame; ce sont plutôt quatre pièces différentes, cousues l'une à l'autre, qu'une seule et même pièce; elles n'ont de commun que la paix qui leur servit de dé-

noeuement. Tous ceux qui s'armèrent contre les deux Ferdinand avaient bien en apparence le même dessein, celui d'abaisser la maison d'Autriche; mais chez la plupart, cette idée était vague ou du moins très-subordonnée à d'autres, et, comme la religion, elle était plutôt le motif ostensible que la véritable raison de leur conduite.

Deux siècles plutôt, et même dans le seizième siècle, les mêmes causes n'auraient pas amené une guerre aussi longue, parce qu'aucun pays n'avait les moyens de la supporter ni de la faire long-temps. Les progrès lents, mais continuels, de l'agriculture, de l'industrie et du commerce, avaient créé dans plusieurs contrées de l'Europe une véritable puissance, en créant la vraie richesse, celle qui consiste dans l'excédant annuel de la production sur la consommation. C'était surtout en Allemagne et en France que le travail avait formé un capital considérable, et ce furent ces deux pays qui payèrent toute la guerre de trente ans. Ce capital qui, appliqué à de nouveaux genres de travaux, se fût reproduit à l'infini, fut irrévocablement perdu, en servant à nourrir la guerre. La richesse avait produit la puissance, l'abus de la puissance fit évanouir la richesse; ce fut sans doute un grand



mal, mais c'eût été un plus grand mal encore; si cette richesse n'avait jamais existé, et que tous les pays fussent restés faibles et pauvres.

Si les pays qui devinrent le théâtre de la guerre étaient riches, les gouvernements n'avaient encore que peu de ressources et de moyens pécuniaires; cette circonstance a fait de la guerre de trente ans la guerre la plus dévastatrice. L'économie politique et la science de l'administration des finances étaient encore dans leur enfance. Nulle part on n'avait saisi les vrais principes, ni sur la nature des impositions, ni sur le mode de les percevoir, ni sur les moyens de les appliquer aux besoins de l'état, ni sur la comptabilité; on se doutait à peine qu'il y eût des principes sur ces matières. Sully avait deviné tous ceux qui assurent l'ordre et la régularité de l'administration, et il les avait mis en vigueur; mais son ministère avait été trop court, pour que ses rares qualités pussent servir de leçon et d'exemple. Les souverains n'avaient, ni en France, ni en Allemagne, ni en Angleterre, des revenus proportionnés à la richesse de leurs sujets. Le peuple payait peu en temps de paix; cependant il se plaignait du poids des impositions, et souvent avec justice, parce qu'elles étaient mal assises, mal réparties

et mal perçues. La France avait été la seule puissance qui eût un trésor; elle l'avait dû à l'économie de Sully et à la sagesse de Henri IV; mais elle ne l'avait eu qu'un moment, graces aux prodigalités de ses nouveaux maîtres. Les princes ne savaient, ne voulaient et ne pouvaient pas accumuler des trésors; d'un autre côté, ils craignaient d'augmenter subitement les charges du peuple; et l'art de faire des emprunts qui enrichissent l'état sans apauvrir les particuliers, n'avait pas même encore été soupçonné. Ainsi les souverains ne pouvaient payer les frais d'une expédition, et, dans une guerre sérieuse et suivie, ils devaient manquer de ressources:

Cette situation, dans laquelle se trouvèrent les gouvernements pendant la guerre de trente ans, explique comment elle a été plus désastreuse que toutes les autres pour les pays qui en furent le théâtre. Les différentes armées, qui n'étaient ni payées, ni vêtues, ni nourries par leurs souverains, vivaient à discrétion dans les contrées qu'elles étaient chargées de défendre, comme dans celles qu'elles devaient attaquer. Les exactions, les réquisitions, les pillages se succédaient sans interruption. La guerre a toujours plus ou moins nourri la guerre; mais celle-ci a dévoré le pays, et faute de moyens

réguliers, l'a ruiné pour plusieurs générations. Cette circonstance seule rend raison des crimes et des malheurs qui l'ont gravée en caractères de sang dans le souvenir des peuples. On ne cessa de combattre que lorsque la terre fut frappée de stérilité, et que le cultivateur n'eut même plus de quoi ensemençer son champ. Souvent les opérations traînèrent en longueur, les plans les plus sages furent abandonnés, et les succès les plus décisifs n'aboutirent à rien, parce que la province où il fallait agir était épuisée, et qu'on était obligé d'en chercher une autre, qui le fût moins. La faim et le désespoir portèrent les bourreaux et les victimes, le soldat et le peuple, aux plus cruels excès. Les désordres et les crimes qui désolèrent les plus belles contrées de l'Europe, et qui effraient encore aujourd'hui la postérité, naissaient sans doute de la composition même des armées, du manque de discipline, des mœurs grossières des chefs, de la barbarie des troupes et du fanatisme religieux; mais la guerre eût été moins sanglante et moins longue, si elle avait été conduite avec des ressources fixes et réglées, et non faite, par les amis et les ennemis, aux dépens des malheureux pays qui en étaient le théâtre.

Après ces réflexions générales, nécessaires

pour bien saisir et bien comprendre les faits, qui déterminent le caractère des événements, et nous épargneront des redites fastidieuses, approchons de ce tableau, dont les couleurs sont détrempées de sang et de larmes, mais qui, par la richesse du sujet, par le nombre de personnages imposants qu'il fait paraître en scène, et par l'influence décisive que ces longues convulsions ont eue sur l'humanité, a de tout temps fortement attiré et attaché les spectateurs.

Cette longue suite de fléaux qui tourmentèrent l'Allemagne, d'événements imprévus qui l'étonnèrent, d'actions héroïques et d'actions atroces qui excitèrent son admiration ou son effroi, commença dans un pays, qui moins que d'autres paraissait en contenir le germe fatal; la Bohême fut son berceau.

Cette fertile et riche contrée était habitée par un peuple nombreux, brave, ami du mouvement et du danger. Ce peuple, jaloux de ses droits, était facile à enflammer, et toujours disposé à bien accueillir les choses nouvelles. Au commencement du quinzième siècle, les opinions de Jean Huss y avaient fait une fortune rapide. Lorsque la perfidie de l'empereur Sigismond et la cruauté du concile de Constance

entrent fait périr ce réformateur dans les supplices, les Bohémiens, justement irrités, avaient pris les armes; et le zèle des Hussites, dirigé par le génie de Ziska, avait triomphé des forces réunies de l'empereur et de l'empire, commandées par un chef habile. Ces souvenirs vivaient encore dans tous les cœurs; et ces grands exemples, que la tradition avait religieusement perpétués dans les familles, avaient donné au caractère national une fierté irritable et un esprit de résistance qui rendaient ce peuple difficile à gouverner. La constitution du pays partageait l'autorité entre le prince et les États. La couronne y'était originairement élective. Depuis Ferdinand I, elle avait toujours été portée par un prince autrichien. Les rois avaient tâché de substituer insensiblement l'hérédité aux formes électives; un ordre fixe, qui pût arrêter les passions ambitieuses, à cette liberté mobile qui les encourage: mais ils n'avaient pas pu réussir à abolir entièrement les anciennes formes, bien moins encore à en effacer l'amour; et cet élément de troubles et de discordes subsistait toujours.

Lors de la réformation, les idées nouvelles trouvèrent en Bohême un sol préparé à les recevoir; Jean Huss et ses disciples avaient frayé

la route. Les Bohémiens les adoptèrent avec enthousiasme, et, dans toutes les occasions, défendirent avec courage leur liberté religieuse.

Sous les règnes doux et pacifiques de Ferdinand I et de Maximilien II, la Bohême avait partagé le bonheur de toute l'Allemagne, et avait joui d'une tranquillité parfaite. Sous le sceptre de l'indolent Rodolphe, les Bohémiens avaient épousé, avec leur chaleur ordinaire, les craintes et les inquiétudes de tous les protestants; habilement entretenues par la politique de Henri IV. Mathias, qui avait besoin de leur secours pour détrôner son frère, avait eu l'art d'exciter leurs espérances, et de leur faire croire que sa cause était la leur. Pour récompenser les services des protestants, Mathias, parvenu à son but, n'avait pas épargné les actes confirmatoires de leur liberté religieuse; et il avait déterminé Rodolphe à céder à leurs vœux, et à leur accor-

1609. der les fameuses lettres-patentes de majesté, qui devinrent dans la suite la cause ou du moins le prétexte des troubles.

Ces lettres assuraient aux protestants la libre profession de leur foi, telle qu'elle était contenue dans leur confession. Elles permettaient aux

1579. membres des États de fonder des églises et des écoles sur leur territoire; elles allaient plus loin,

elles accordaient aux protestants une espèce de garantie politique de ces droits, en leur donnant celui de choisir dans leur sein des défenseurs qui, pour tout ce qui regarderait la religion, pourraient agir à leur gré, et faire des changements sans le concours de l'empereur.

Cette dernière concession était imprudente et dangereuse; c'était créer un nouveau pouvoir à côté de ceux qui étaient établis par la constitution; ce pouvoir devait être conservateur, et il était facile de prévoir que, suivant la tendance générale de tous les pouvoirs politiques, il envahirait les autres et dépasserait ses limites. Cette mesure défensive pouvait donner les moyens de prendre l'offensive, et ce bouclier devenir une arme redoutable dans la main des ambitieux. L'événement ne tarda pas à le prouver.

Après la mort de Rodolphe II, Mathias avait jeté le masque. Dès qu'il fut sûr du pouvoir, il ne parla plus de protéger la liberté de tous ses sujets; quand il n'eut plus besoin des protestants, il ne dissimula pas sa partialité en faveur des catholiques. Ce changement avait blessé l'orgueil, excité les alarmes, et allumé la haine des protestants. La fausseté de Mathias les irritait; sa faiblesse les excitait à la vengeance; le

mauvais état de sa santé les encourageait à tout oser. En Bohême, plus qu'ailleurs, on lui prêtait les vues les plus odieuses; on envenimait ses moindres démarches; on dénonçait tous les jours à l'opinion de nouvelles violations, réelles ou prétendues, des lettres-patentes; déjà on les voyait entièrement abolies; la fermentation était encore sourde, mais générale.

Les protestants avaient fait bâtir un temple sur les terres de l'abbé de Braunau, et un autre dans le village de Clostergrab qui dépendait de l'archevêque de Prague. Ces deux prélats s'y étaient inutilement opposés; on avait continué ces édifices, malgré leurs représentations; ils les firent démolir. Les protestants invoquèrent les lettres-patentes; mais les lettres-patentes elles-mêmes les condamnaient, puisqu'elles accordaient aux seigneurs la permission de fonder des églises sur leurs terres, mais qu'elles ne donnaient pas à leurs sujets le droit d'en élever sans leur permission. Mathias, sollicité par les deux partis, prononça contre les protestants; cet arrêt pouvait être imprudent, mais il était juste.

Dans tout autre temps, cet incident, léger en lui-même, n'aurait pas eu de suites importantes; mais les matériaux étaient préparés, ce fut l'étincelle qui y mit le feu. Les protestants virent,



dans ce petit triomphe des catholiques, le premier anneau d'une longue chaîne de malheurs et d'oppressions. La santé chancelante de Mathias annonçait la prochaine élévation de l'archiduc de Gratz, Ferdinand, son successeur désigné. Les catholiques zélés ne dissimulaient pas la joie que leur donnait cette perspective; les jésuites laissaient échapper des propos menaçants; les personnes particulièrement attachées à la cour parlaient de vengeance; les protestants de Bohême, ne mettant plus de bornes à leurs soupçons et à leurs craintes, crurent voir tomber l'édifice de leur religion sous les mêmes coups qui avaient abattu le temple de Braunau, et leurs réclamations devinrent plus pressantes.

Cependant il n'y aurait probablement point eu d'explosion, si les mécontents n'avaient pas trouvé dans le comte de la Tour un chef disposé à les seconder. Ce fut lui qui amena des événements dont il ne prévoyait pas les conséquences, déroula le premier cette longue suite de catastrophes que nous allons voir se développer; son ambition ardente produisit une révolution qui, lui échappant au moment où il voulait la diriger, entraîna son pays, et l'entraîna lui-même dans le malheur.

Cet homme trop fameux était originaire de

Gortz; son père avait acquis des terres en Bohême par un mariage avantageux, et sa famille s'y était fixée. La Tour avait une de ces imaginations vives et ardentes qui sont le foyer de l'ambition, et où s'allument ses désirs et ses espérances. Voisin d'un siècle où le génie et le talent, favorisés par les circonstances, avaient bouleversé et créé des états, ces grands et dangereux exemples lui avaient inspiré de bonne heure une funeste émulation. Protestant par sa naissance, il le serait devenu par politique, au défaut de la conviction; l'esprit de résistance et de liberté, qui caractérisait dans ce temps les partisans de ce culte, le lui rendait cher. Il avait porté les armes avec honneur contre les Turcs; et depuis qu'il s'était retiré en Bohême, il avait eu l'art d'acquérir la confiance entière de ses compatriotes, qui estimaient sa bravoure, exagéraient ses talents, et prenaient le change sur la pureté de son zèle. Avec plus d'audace que d'habileté, et plus de chaleur que de lumières, il était fait pour égarer une nation inflammable, qui plaçait la piété dans l'enthousiasme, et ne voyait dans l'imprudence qu'un zèle louable.

La Tour avait été nommé défenseur des protestants; et cette place lui donnant des droits étendus, lui imposait des devoirs assortis à ses

goûts, et chers à son ambition. La cour venait de lui ôter le poste important de bourgrave de Carlstein; et cette mesure imprudente le jetant tout-à-fait dans le parti populaire, lui avait concilié l'amour du peuple, qui ne voyait en lui qu'une victime des bons principes, et partageait sa haine contre le gouvernement.

L'événement de Braunau lui parut une occasion favorable de satisfaire toutes ses passions. Dans les vues du comte de La Tour, le mécontentement devait amener l'insurrection; mais il fallait lui donner des formes légales, et s'assurer un moyen de la diriger. Il parcourt la Bohême, se mêle au peuple de toutes les classes, parle à chacun son langage; envenime les torts de Ferdinand, en exagère les conséquences, substitue les suppositions aux faits, charge le passé et l'avenir des plus sombres couleurs, excite à son gré les craintes et les espérances. Sa naissance, son rang, ses richesses, son éloquence, l'enthousiasme qui l'anime ou qu'il affecte, tout concourt à égarer ses compatriotes; et partout au nom de la religion, de la liberté et de la patrie, les esprits s'enflamment et se disposent aux mesures les plus violentes. De retour à Prague, et sûr de l'assentiment d'une grande partie de la nation, La Tour rassemble les défenseurs,

leur communique ses passions et ses vues. Ils convoquent de concert les États du royaume, pour demander le redressement des griefs de la nation.

C'est inutilement que Mathias leur défend de s'assembler avant qu'il vienne lui-même examiner l'état des choses. L'assemblée se forme, publie une déclaration dans laquelle elle ne parle que de son respect pour la personne de l'empereur, et, distinguant soigneusement le souverain de ses ministres, professe l'obéissance, tout en désobéissant aux représentants du prince, qui n'agissent que par ses ordres. Mathias leur interdit de continuer leur opération; cette défense, adressée aux membres du conseil; doit être remise par eux aux États; les États apprennent qu'elle existe avant qu'elle leur soit remise; ils ne voient dans cette mesure qu'une violation des formes, et un défaut d'égards pour leurs personnes, qui augmente leur ressentiment, et sollicite leurs vengeances.

Les États une fois dissous, il y aurait eu des révoltes partielles en Bohême, il n'y aurait point eu de révolution. La Tour sent qu'une mesure hardie peut seule faire réussir ses projets, et qu'il faut frapper un coup d'éclat qui mette la nation dans l'impossibilité de reculer. Il se rend

dans la salle du conseil; à la tête d'une partie des États, de leurs partisans et d'une populace nombreuse. On interroge les conseillers de Mathias, ils répondent avec hauteur; on leur adresse des reproches, ils en opposent de plus amers encore. La fureur s'empare des protestants; ils se saisissent de Slabata, de Martinits et du secrétaire Fabricius, et les jettent par les fenêtres du château; un hasard heureux rendit leur chute plus violente que dangereuse.

Cet attentat, qui fut peut-être l'effet des dispositions du moment, servit mieux la cause des mécontents que n'eût pu le faire la conduite la plus réfléchie. Il étonne les uns, et cette audace leur donne le change sur la force du parti; il effraie les autres, et leur fait redouter de justes vengeance. Les mécontents sont trop avancés pour reculer, et la peur même leur inspire le courage de la résistance. La Tour, qui dirige les opérations des États, profite habilement de ces dispositions des esprits, et ne leur laisse pas le temps de se reconnaître. Les protestants s'emparent, au nom des États, de toutes les parties du gouvernement; on choisit, dans les cercles du royaume, trente directeurs qu'on charge de l'administration générale des affaires; on lève des troupes; on destitue tous les em-

ployés qui se sont déclarés pour le roi, ou que leur religion, leur intérêt, leurs principes font soupçonner d'être ses partisans secrets. Les jésuites, regardés comme la milice du pape, redoutables par leur zèle, plus redoutables par leurs lumières et par leur activité, sont expulsés du pays.

Les auteurs de ce bouleversement publient un manifeste, dans lequel ils altèrent les faits, en inventent même au besoin, prêtent des crimes à leurs adversaires pour justifier leurs propres violences, invoquent des exemples qui sont des abus et non des usages, appliquent aux événements des principes étrangers à la constitution de l'état, et couvrent leurs démarches des mots d'égalité, de justice, de patriotisme, qui légitiment leurs passions à leurs propres yeux, séduisent les esprits faibles, et rassurent les consciences timides. Les chefs du peuple ne négligent aucun des moyens que la tactique prescrit dans les mouvements populaires. Ils enivrent le peuple d'espérances et d'orgueil, exagèrent leurs ressources et la faiblesse de leurs ennemis, paraissent s'oublier eux-mêmes pour ne s'occuper que du triomphe de la cause commune, emploient les ecclésiastiques à justifier ou à commander au nom de Dieu toutes

sortes de sacrifices, font circuler des projets homicides et de prétendus plans de conspiration, qui menacent la religion protestante, et attribuent aux victimes du soulèvement les actions les plus atroces et les plus révoltantes; la malignité forge des calomnies; la crédulité les reçoit avidement; les passions s'en nourrissent, et la Bohême tout entière est en armes.

Mathias, dont la santé décline de plus en plus, redoute des orages auxquels il n'est pas en état de tenir tête, et ne veut que descendre paisiblement au tombeau; il offre d'oublier le passé, de confirmer les lettres-patentes; de donner toutes les sûretés qu'on exigera; il ne demande aux insurgés que de s'abstenir de violences. Ferdinand, son successeur, s'engage à calmer toutes les défiances par les déclarations les plus formelles; l'électeur de Saxe, Jean George, et Maximilien, duc de Bavière, interposent leur médiation; mais tous ces efforts sont inutiles, toutes ces tentatives échouent; les esprits échauffés ne veulent que des mesures extrêmes. Selon eux, les négociations ne sont que des artifices; les garanties qu'on leur offre, de vaines promesses; la modération serait faiblesse; la prudence, timidité; et toute espèce de confiance, un moyen sûr de se perdre. Les projets de La

Tout ne lui permettent pas d'écouter les propositions de l'empereur; ses plans s'étendent plus loin : soit ambition, soit zèle, soit prévoyance excessive, il ne croit pas pouvoir se contenter de demi-mesures. D'ailleurs, le mouvement qu'il a imprimé au peuple l'entraîne lui-même, et il n'est plus le maître des passions qu'il a allumées; l'effervescence générale lui fait la loi, et, pour conserver son crédit, il se voit obligé d'applaudir à la résistance fougueuse et aux prétentions exagérées de ses partisans.

Bientôt il paraît en campagne à la tête des protestants; il s'empare de Krumlau, et il assiège Budweis. Leur armée est composée de deux mille chevaux et de douze régiments d'infanterie, aucun sacrifice n'avait coûté à leur zèle pour la religion et à leur enthousiasme pour la liberté. En même temps ils adressent des lettres circulaires aux États de la Silésie, de la Moravie et de la Haute-Autriche, pour les engager à faire cause commune avec eux; et la conformité de leurs principes et de leurs intérêts avec ceux des peuples voisins leur donne de justes espérances de succès.

Ernest, comte de Mansfeld, fut le premier qui épousa leur cause; il vint leur offrir ses troupes et les ressources de son génie. Cet



homme étonnant avait été jeté, par la nature et les circonstances, hors des routes ordinaires. Dans un corps organisé pour l'action, robuste, souple, endurci aux fatigues, à la faim et à la soif, son ame de feu ne vivait que de projets hardis, d'entreprises périlleuses et de grands événements. Il joignait à l'imagination qui combine les plans; au coup d'œil qui sait les approprier aux localités, cette présence d'esprit qui, dans le besoin, suggère des idées heureuses, le courage qui fait voir le danger à distance, et surtout cette volonté énergique qui n'abandonne jamais ses desseins. Peu d'hommes portaient plus loin que lui le mépris de la mort, la passion de la vie militaire, l'audace qui s'expose à tout, et l'activité qui répare tout. Il doublait ses forces par la vitesse, et semblait se multiplier; on le croyait perdu sans ressources, et il reparaisait plus formidable sur la scène. Sans autre patrimoine que son talent et son épée, il ralliait autour de lui tous ceux qui voulaient de la gloire, des dangers et du butin. Son nom suffisait pour lui créer une armée; pour inspirer la confiance aux siens et la terreur à l'ennemi. Ses ressources étaient telles que les lui fournissaient la nécessité, les circonstances, le hasard, et surtout l'inspiration du talent. Son but était

d'agir avec éclat; peu lui importaient le théâtre et l'objet. La guerre était pour lui un état, le but de toutes ses actions, et non pas un simple moyen. Avec un tel caractère, on a des qualités mâles et fortes, aux dépens des vertus douces et humaines; Mansfeld épargnait aussi peu la vie des autres que la sienne; il sacrifiait tout à ses succès; ses mœurs étaient celles de son siècle, et surtout de l'époque malheureuse où il a vécu. Avec de plus grands moyens, dans un autre temps, avec un but plus déterminé et plus noble, Mansfeld serait compté au nombre des plus illustres capitaines; et, par le malheur des circonstances, il n'est rangé que parmi les aventuriers célèbres.

né en  
1585.

Ce guerrier était fils naturel de Pierre Ernest, comte de Mansfeld. Attaché dans sa première jeunesse à la maison d'Autriche, comme son père, il l'avait servie avec zèle; mais les promesses trompeuses qu'elle lui avait faites, avaient converti cet attachement en une haine profonde qui s'étendit à la religion que cette maison professait. Il avait abjuré le culte de ses pères, et avait passé à celui des luthériens; depuis, il avait toujours combattu pour les ennemis de la maison d'Autriche; Charles Emmanuel, duc de Savoie, avait trouvé en lui un allié fidèle. Dès

qu'il apprit les troubles de la Bohême, il se mit en marche à la tête de deux mille hommes, et vint augmenter les forces des mécontents. L'Union l'avait secrètement encouragé à cette démarche; Charles Emmanuel lui avait fourni des moyens de lever et d'entretenir ce corps de troupes, et son premier exploit fut la prise de Pilsen.

On ne pouvait plus espérer de pacifier les troubles par la douceur et la condescendance. Mathias l'avait tenté inutilement; mais faible et valétudinaire, il répugnait plus que jamais aux voies de rigueur. Cependant le comte de Bucquoi, général habile, et Dampierre, avaient reçu de l'empereur l'ordre d'agir contre les rebelles; mais la guerre, entrecoupée par des négociations, se faisait mollement. Au milieu de ces circonstances critiques, Mathias meurt avec le 1619. sentiment amer de voir son autorité méprisée, laissant à son successeur un empire agité et mal affermi. Ferdinand avait hâté sa mort, en profitant de son impuissance pour faire arrêter son ministre favori, le cardinal Clesel, dont les conseils pacifiques déplaisaient à l'héritier du trône. Mathias outragé fut obligé de dévorer son ressentiment; il vit dans cet acte attentatoire à son pouvoir la juste punition des traitements qu'il

avait fait éprouver à son frère Rodolphe; le chagrin accéléra sa mort.

Elle donnait aux Bohémiens Ferdinand pour roi. Cet événement les fortifie dans leur révolte, et, pour la soutenir, la crainte les fait redoubler d'activité. Ferdinand n'avait hérité de son cousin qu'un trône ébranlé; tous ses états mécontents paraissent vouloir le repousser en même temps; le feu de la guerre civile menace d'embraser à la fois la Hongrie, la Bohême, la Lusace, la Moravie; Ferdinand a peu d'amis puissants, beaucoup d'ennemis déclarés, bien plus encore d'ennemis secrets, et jamais prince n'a commencé une carrière brillante sous de plus funestes auspices.

Dans cette situation précaire, Ferdinand ne se manque pas à lui-même; sa fermeté fait face au danger; il ne renonce à rien, ne désespère de rien, et veut que son courage en donne à ses partisans. Habile dans l'art de préparer les événements et de manier les esprits, actif, vigilant, également ferme et souple selon le besoin, il négocie, il intrigue, il lève des troupes, il mêle adroitement la menace et l'espérance. C'est en vain qu'il offre aux protestants de Bohême une amnistie entière et la confirmation de tous leurs privilèges; on ne croit pas à ses promes-

ses ; on se flatte de tirer avantage de sa position pour lui faire perdre la couronne de Bohême, et l'empêcher d'obtenir celle de l'Empire. Déjà La Tour est aux portes de Vienne ; il est sur le point de s'en emparer, et Ferdinand se trouve assiégé dans sa capitale par ses propres sujets.

Avec un peu plus d'activité, La Tour réussissait, et la monarchie autrichienne était perdue. Mais bientôt les succès de Bucquoi, qui a battu Mansfeld près de Budweiss, obligent La Tour à se replier sur la Bohême ; et malgré les protestations des révoltés et les obstacles multipliés que l'électeur palatin suscite à la diète, Ferdinand est proclamé empereur. Cette haute dignité était alors plus qu'un vain titre ; elle procurait de grandes ressources, donnait un pouvoir réel, et un pouvoir plus considérable dans l'opinion. La maison d'Autriche vit le moment où la couronne impériale allait passer dans une autre maison ; la plupart des princes d'Allemagne le désiraient ; l'intérêt de l'Empire paraissait le demander ; mais la fortune de Ferdinand l'emporta ; les efforts des mécontents et ceux de l'Union évangélique furent inutiles.

Pendant que l'Allemagne donne une couronne à Ferdinand, il en perd une autre ; il est formellement détrôné par ses sujets ; les États de

Bohême le déclarèrent déchu de ses droits. Sûrs de l'assentiment général du peuple, ils hasardent ce pas décisif; profitant de l'obscurité de la constitution, de la haine aveugle et du fanatisme qui animent la multitude, ils cassent l'élection de Ferdinand, et, pour légitimer cette mesure violente, ils s'appuient sur des formes douteuses et sur l'intérêt général. Ce grand procès, qui ne devait jamais être entamé, est jugé sans appel par des juges dénués de toute espèce de titres; l'arrêt est prononcé sans que l'accusé ait pu se faire entendre sur les crimes dont on l'accuse. Toujours passionné pour les coups d'éclat, le peuple applaudit; dans les luttes entre les corps et un individu, il voit toujours la liberté et la justice dans les premiers, l'injustice et le despotisme dans le second. Les Bohémiens remercient les États d'avoir sauvé la patrie; ils rêvent l'indépendance, et avec elle la jouissance de tous les avantages. L'audace et l'orgueil de cette démarche leur donnent le change sur leurs moyens; ils ont triomphé d'un monarque absent, et ils se croient invincibles.

Après cet acte hardi, qui effraie les souverains et qui étonne les peuples, les États de Bohême songent à donner un successeur à Ferdinand. Un moment ils eurent l'idée de se con-

stituer en république; mais les raisons politiques l'emportent sur les raisons personnelles; le danger des circonstances et la nécessité d'avoir un chef et des alliés dans la guerre qu'ils vont soutenir, font taire l'ambition et l'égoïsme. Long-temps ils balancent sur le choix du prince à qui ils offriront leur couronne; le roi de Danemarck, l'électeur de Saxe, le duc de Savoie, sont tour à tour proposés; mais enfin la pluralité des suffrages tombe sur Frédéric V, électeur palatin, et les États lui envoient une députation pour lui annoncer son élection, et le prier d'accepter le trône.

Frédéric ne fut pas surpris; il s'attendait à l'événement, il l'avait même préparé; mais dans le moment décisif il fut long-temps indécis, et il devait l'être. Ce prince n'avait ni les talents, ni l'âme d'un souverain; son esprit et son caractère ne répondaient pas à la place orageuse qu'on venait lui offrir. Il était facile de prévoir que la couronne de Bohême serait l'objet d'une lutte sanglante, et qu'elle resterait au plus fort ou au plus habile. Frédéric sentait son insuffisance; il ne pouvait se déguiser à lui-même les dangers, les travaux, les amertumes de tout genre qui l'attendaient; mais l'électrice Elisabeth, sa femme, enveloppa son faible époux de

tous les artifices que la vanité peut inspirer à ce sexe; bientôt il ne vit plus qu'une lâcheté honteuse dans le parti que lui dictait la sagesse. Le prédicateur de la cour, gagné par la princesse, ou séduit par sa propre ambition, fit parler la religion à ce cœur déjà sollicité par l'amour-propre et la tendresse conjugale; il lui représenta que la bonne cause exigeait qu'il triomphât de ses répugnances; et le malheureux Frédéric signa, d'une main tremblante, l'acte d'acceptation, comme s'il eût pressenti qu'il signait l'arrêt de sa ruine et de celle de ses enfants.

Les raisons qui avaient déterminé les États de Bohême à le préférer aux autres princes protestants, étaient plus plausibles que solides; mais dès qu'il eut pris sa résolution, elles se présentèrent à lui avec une force empruntée de l'imagination, et bientôt les inquiétudes firent place aux espérances les plus flatteuses.

Frédéric était gendre de Jacques I, roi d'Angleterre. Les liens du sang, l'intérêt de la religion, les principes politiques, tout devait faire une loi à son beau-père de le secourir de toute sa puissance; mais le caractère indolent et pacifique du roi d'Angleterre l'éloignait de toutes les entreprises périlleuses; ses idées sur l'auto-



rité royale ne lui permettaient pas d'approuver la conduite des États de Bohême ; ses relations avec l'Espagne l'empêchaient de se déclarer contre Ferdinand ; d'ailleurs, Frédéric ne l'avait pas consulté, et ce manque de déférence était peu propre à lui concilier un prince fier de ses prétendues lumières et de la sagesse de ses conseils.

L'électeur palatin était neveu de Maurice ; il pouvait présumer de l'activité et de la politique du stathouder, qu'il profiterait de cette occasion pour combattre de nouveau l'Espagne, et que cette puissance serait hors d'état de secourir Ferdinand. L'ambitieux Maurice, qui s'indignait du repos, et qui désirait que la guerre recommençât, avait secrètement favorisé les troubles de Bohême, et il avait même encouragé son neveu à accepter la couronne. Mais la trêve avec l'Espagne n'était pas encore expirée ; Maurice avait beaucoup de crédit dans la Hollande ; mais il avait aussi beaucoup d'ennemis qui redoutaient son ambition. Le grand-pensionnaire Barneweldt avait été admiré et pleuré de tous les partis ; sa mort, en augmentant le pouvoir réel de Maurice, avait excité beaucoup de défiance contre lui, et Frédéric, instruit de la position difficile de son oncle, ne pouvait pas compter sur ses services.

L'Union évangélique lui restait. Cette confédération avait les mêmes intérêts et les mêmes craintes que lui; ses ennemis étaient les siens; il devait s'attendre de la part des princes protestants aux plus grands efforts; mais l'Union était mal organisée. Un long repos lui avait fait perdre le zèle qui l'animait à sa naissance. Les luthériens, qui formaient le grand nombre, ne redoutaient pas moins les succès des réformés que ceux des catholiques, et ils se défiaient de Frédéric presque autant que de Ferdinand. Ce prince ne pouvait donc se reposer avec une sorte d'assurance que sur le mécontentement général de toutes les provinces de la maison d'Autriche; sur la révolte de la Hongrie et sur la diversion que promettait de faire en sa faveur Bethlem Gabor, prince de Transylvanie, qui ambitionnait le trône de Hongrie, et qui en était digne par sa valeur et ses talents.

Plein d'espérances, entouré de flatteurs, ivre de sa fortune, Frédéric s'était mis en route pour son nouveau royaume; il y avait été reçu au milieu des acclamations d'un peuple immense, qui voyait en lui son ouvrage et le gage de sa liberté. Couronné à Prague avec toutes les solennités d'usage, il oublia que son trône était entouré de précipices, et songea plus à jouir de

25 oct.  
1619.

son rang qu'à le conserver. Environné de fêtes brillantes au lieu de préparatifs de guerre, il laissait s'éteindre dans l'indifférence, ou même dans le mépris, l'enthousiasme que son arrivée avait inspiré à ses nouveaux sujets, et qui cependant était son unique moyen de salut.

Son rêve fut aussi court que brillant. Tandis qu'il s'endormait sur le penchant de sa ruine, Ferdinand se montrait digne du trône qu'il avait perdu, par l'activité qu'il mettait à le recouvrer. L'armée de l'Union s'était déclarée pour Frédéric; commandée par le margrave de Bade-Durlach et par Joachim Ernest, margrave de Brandebourg, elle devait défendre les états héréditaires du roi de Bohême, le Haut et le Bas Palatinat. Du moment où l'Union avait épousé la cause de Frédéric, la Ligue avait assuré ses secours à Ferdinand, et cette confédération était bien plus homogène, plus active et plus redoutable que l'autre. Le duc Maximilien de Bavière, qui en était le chef, pressait avec chaleur les efforts de son parti. Ce prince mettait un grand poids dans la balance par ses talents personnels; parent de Frédéric, l'ambition le rendait sourd à la voix du sang, et il fondait la grandeur de sa maison sur la ruine du Palatin. Philippe III avait aussi promis des secours à Ferdinand;

Spinola, le plus habile général des Espagnols, devait pénétrer dans le Bas-Palatinat à la tête de vingt mille hommes, tandis que l'électeur Jean-George de Saxe attaquerait la Lusace, et que Maximilien marcherait en Bohême à la tête de l'armée principale. Frédéric, menacé de tous côtés, se réveille; il rassemble ses forces, et veut enfin payer de sa personne. A l'approche du danger, l'enthousiasme des Bohémiens se rallume; ils redoutent les vengeances de Ferdinand, et sentent qu'il faut s'attendre à tout perdre ou savoir tout conserver. La Tour veut consommer son ouvrage; Mansfeld sert la cause de la Bohême de son génie et de son bras; Frédéric paraît à la tête de son armée; et sa présence anime les soldats; il choisit une position avantageuse près de la montagne blanche, et y attend Maximilien. Au sort de cette journée tiennent les destinées de l'Autriche, de l'Allemagne, de l'Europe entière. La bataille ne dura qu'une heure; Maximilien la décida en faveur de son parti; les talents de Tilly et de Wallenstein, qui commandaient sous lui, le secondèrent. Peu de batailles eurent des suites plus importantes, Frédéric, aussi prompt à perdre toute espérance que prompt à en concevoir, se déshonore par une fuite honteuse. Au lieu de profiter des res-

8 NOV.  
1620.

sources que lui offrent le zèle religieux et les craintes légitimes des Bohémiens, ou de mourir avec gloire, il abandonne le trône qu'il a occupé un moment, le pays qu'il ne devait plus revoir, ses sujets qu'il expose sans défense aux vengeances de Ferdinand. Souverain d'un jour, il va solliciter la pitié des princes, et n'en obtient que le mépris; dépouillé et fugitif, il se retire à Breslau, puis à Berlin, et, par un oubli inconcevable de toute dignité, il continue sa fuite précipitée, et court se cacher en Hollande.

## CHAPITRE XXX.

Ferdinand II abuse de sa victoire. Ses projets s'étendent. Efforts inutiles de Mansfeld, de Chrétien de Brunswick, du margrave de Bade en faveur de Frédéric. Despotisme toujours croissant de l'empereur en Allemagne. Chrétien IV, roi de Danemarck, veut venger la cause des protestants. Il est battu, et conclut une paix désavantageuse. Ferdinand ne ménage plus rien. Édit de restitution.

Ferdinand avait facilement triomphé d'un prince qui avait peu de moyens personnels, et qui avait quitté le trône avec la même précipitation qui le lui avait fait accepter. Jusqu'à ce moment la fortune s'était déclarée pour le parti le plus juste; ceux même qui n'aimaient pas l'empereur et qui le craignaient, ne pouvaient nier qu'on l'avait traité avec autant d'illégalité que de mépris, et qu'on l'avait puni des appréhensions bien ou mal fondées qu'il avait inspirées, comme d'actions positives et de crimes réels; mais les événements qui suivirent la bataille de Prague changèrent l'état des choses et la disposition des esprits.

Ferdinand ne manquait pas de mérite; mais il n'avait aucune des qualités qui le font aimer; il savait se faire craindre; il ignorait entièrement l'art de gagner les cœurs. Sa pénétration saisissait avec facilité les dangers et les ressources que présentaient les circonstances; sa fermeté ne se démentait pas dans les positions les plus critiques; son activité ne négligeait rien, et le rendait capable d'un travail opiniâtre et suivi. Jaloux de son autorité, il croyait que pour la conserver il fallait l'accroître; sévère par tempérament, il l'était encore plus par principes, et confondait la clémence avec la faiblesse. Elevé par les jésuites et conseillé par eux, il ne séparait jamais dans sa tête la religion et la politique, le salut et la puissance, et il voyait dans l'un le moyen de l'autre; tour à tour son ambition servait sa fausse piété, et sa fausse piété assurait les succès de son ambition. Il se peut que ses projets contre la religion protestante et la liberté de l'Allemagne aient longtemps mûri dans sa tête, avant qu'il trouvât des occasions de les développer; jusqu'à cette époque, du moins, il les avait plutôt fait soupçonner que montrés; peut-être que ce fut uniquement la rapidité de sa fortune, l'enchaînement de ses victoires, la faiblesse de ses ennemis, l'insou-

ciance et l'aveuglement de l'Europe, qui lui donnèrent le désir de tout envahir et le courage de tout entreprendre. D'abord après la bataille de Prague, il déploya un système de rigueur aussi imprudent que barbare, et annonça des vues ambitieuses qui menaçaient également l'indépendance des princes catholiques et celle des princes protestants, la constitution germanique et l'équilibre de l'Europe.

Au mépris de l'amnistie qu'il avait promise aux Bohémiens, et que le nombre même des coupables rendait nécessaire, il établit dans 1621. cette malheureuse contrée un tribunal de sang sous la présidence du prince Charles de Lichtenstein. Ce peuple était assez puni par l'humiliation de son orgueil et par la nécessité de subir le joug d'un vainqueur abhorré; on l'épouvante encore par des supplices; vingt-sept têtes des plus illustres tombent sur l'échafaud. On confisque les biens des condamnés avec une avidité révoltante, et ils enrichissent le fisc ou les partisans de la cour. La nation est dépouillée de tous ses privilèges; les ecclésiastiques luthériens sont expulsés; les jésuites triomphants reviennent; la religion protestante est menacée d'une ruine entière. On procède avec la même sévérité en Silésie et en Moravie.



Bientôt Frédéric lui-même est traité en criminel. C'est la vengeance et non la politique qui dicte à Ferdinand contre lui les mesures les plus violentes; car ce prince fugitif, dépoillé, découragé, ne peut inspirer de crainte à personne. Ferdinand le met, de sa propre autorité, au ban de l'Empire, lui et ses principaux adhérents. Oubliant qu'il n'est pas souverain de l'Allemagne, l'empereur viole toutes les formalités que les lois prescrivent. Tous les princes réclament contre ce pouvoir arbitraire; les catholiques eux-mêmes commencent à sentir qu'ils ne seront pas plus ménagés que les protestants; l'indignation est générale, mais la terreur glace tous les esprits.

Maximilien est chargé de s'emparer du Haut-Palatinat, pendant que Spinola, à la tête d'une armée espagnole, soumet le Palatinat du Rhin. L'armée de l'Union, dont l'activité avait été circonscrite par la pacification d'Ulmi, et qui devait se borner à défendre les états héréditaires de Frédéric, s'était mollement acquittée de ce devoir. Spinola avait rencontré si peu de résistance, qu'on soupçonna l'or des Espagnols d'avoir frayé le chemin à leurs armes, et que le margrave d'Anspach, général de l'Union, fut accusé d'avoir trahi la cause qu'il défendait. Déjà

tout le Palatinat du Rhin avait été conquis par Spinola, excepté les villes de Frankendahl, de Heidelberg et de Manheim; et ce général, que la guerre appelait dans les Pays-Bas, avait engagé l'Union à signer un traité de neutralité qui paralysait ses forces. C'était signer l'acte de sa dissolution. En effet, on la vit se dissoudre entièrement, lorsqu'il fallait plus que jamais que les protestants s'unissent étroitement pour ne pas être tous opprimés.

Les souverains de l'Europe ne pouvaient se déguiser à eux-mêmes que la maison d'Autriche redevenait formidable, et que, l'Allemagne une fois intimidée ou soumise, l'Espagne et l'Autriche, liées d'intérêts et de principes, formeraient une masse de puissance qui écraserait le Midi et le Nord. Cependant Frédéric ne trouva pas un allié; tous les états de l'Europe paraissaient frappés d'aveuglement et de stupeur; les cabinets semblaient étrangers à l'issue de ces grands événements. La France, gouvernée par Luyries, essaya de négocier en faveur de Frédéric, au lieu de commander la paix en prenant une attitude menaçante. Ferdinand ne vit dans sa modération apparente que l'aveu de sa faiblesse; comme en politique on ne ménage que ceux que l'on respecte, et l'on ne respecte que ceux

que l'on craint, il n'eut point égard à ses représentations. Luynes, beaucoup plus occupé à se maintenir en place qu'à soutenir la dignité de l'État, à déjouer les intrigues de la cour que les calculs de Ferdinand, resta dans l'inaction. Jacques I se laissait endormir par les promesses que lui faisaient l'Espagne et l'Autriche; Ferdinand l'assurait que ce qu'il faisait n'était que de vaines démonstrations; et qu'il rétablirait Frédéric dans ses états; le ministre espagnol lui persuadait que ce rétablissement serait la conséquence du mariage du prince de Galles avec l'Infante. Jacques, sourd au vœu de son peuple et aux sollicitations du parlement qui demandaient qu'on sauvât la religion protestante et l'honneur national, n'accordait à Frédéric que des secours insignifiants, qui coûtaient à l'Angleterre, sans changer l'état général des affaires.

Depuis la bataille de Prague jusqu'au moment où le Danemarck parut sur la scène, quatre petits princes sans états, ou du moins avec de faibles ressources, animés par la haine de l'oppression, doublant leurs forces par leurs qualités personnelles, et entraînés par un esprit véritablement chevaleresque, furent les seuls soutiens de la religion protestante et les seuls

défenseurs de Frédéric. Ils ne pouvaient pas contre-balancer, bien moins encore briser la puissance de Ferdinand; mais, en l'occupant, ils retardèrent sa marche ambitieuse, et, attirant les yeux de l'Europe sur cette singulière lutte, lui donnèrent le temps de susciter à l'Allemagne d'autres protecteurs. Sans eux, la guerre eût été bientôt terminée, et Ferdinand eût régné dans l'Empire sans opposition.

Ces quatre guerriers étoient George Frédéric, margrave de Bade-Dourlach; Chrétien, duc de Brunswick et évêque d'Halberstadt; Jean George de Brandebourg, duc de Jaegerndorff; et Ernest, comte de Mansfeld. Inégaux en talents et en génie, différents de caractère, ils avaient tous le même but, ils employaient tous les mêmes moyens. Chacun avait ses vues personnelles, mais tous voulaient en même temps défendre la liberté religieuse et politique de l'Allemagne. Sans argent et sans sujets, ils faisaient la guerre aux dépens des amis et des ennemis; et quand il s'agissait de se procurer des ressources, ils consultaient uniquement leurs besoins, et se souciaient peu du droit.

Le margrave de Bade avait pris part aux troubles de la Bohême dès leur origine; il avait abdiqué la souveraineté afin de pouvoir se livrer

tout entier à la guerre, mais il la faisait avec plus de bravoure que d'habileté et plus d'ardeur que de prudence. Jean George, duc de Jaegerndorff, venait d'être mis au ban de l'Empire; cet acte arbitraire avait enflammé ses ressentiments, et l'obligeait en quelque sorte à tout recouvrer à la pointe de l'épée. Chrétien de Brunswic, fils du duc Henri Jules et neveu du duc régnant Frédéric Ulric, était encore à la fleur de l'âge. Son ardeur bouillante et son humeur belliqueuse le poussaient aux combats, et lui faisaient supporter impatiemment le repos; c'était plutôt un partisan audacieux et actif qu'un général habile; mais dans sa place il valait mieux être l'un que l'autre. Sa valeur impétueuse ne lui permettait jamais de reculer, et lui faisait souvent braver le danger inutilement; sa libéralité lui attachait le soldat; sa gaieté et son esprit le soutenaient dans les positions les plus critiques. Il s'était déclaré le chevalier d'Élisabeth, épouse de Frédéric V; sa bravoure, son intrépidité, son activité infatigable, son mépris pour les plaisirs et les habitudes efféminées, le rendaient digne des beaux temps de la chevalerie; mais il souillait ses belles qualités par un défaut total de justice, de modération et de clémence; il ne savait ni épar-

guier le sang ni pardonner à ses ennemis, et il déshonorait ses victoires par une avidité insatiable et des cruautés gratuites. Inférieur à Mansfeld en talent et en grandeur d'âme, son égal pour l'activité, ces deux hommes furent, pendant cinq ans, les adversaires les plus redoutables de la maison d'Autriche.

Il serait difficile de lutter de rapidité avec Mansfeld et Brunswic dans le tableau de leurs opérations militaires ; et il serait assez inutile de les suivre dans leurs expéditions multipliées, qui ne tenaient pas à un plan général, et n'avaient souvent d'autre but que de fatiguer l'ennemi, en se montrant en même temps sur plusieurs points, ou de quitter un pays épuisé pour en chercher un autre où leurs troupes pussent subsister. On les vit porter successivement la guerre, de la Bohême, où Mansfeld tint encore longtemps Pilsen et Tabor, dans le Haut-Palatinat, dans l'Ostfrise, dans l'électorat de Cologne, dans la Haute-Saxe, en Silésie, et jusque dans la Hongrie. Quelquefois réunis, plus souvent séparés, presque toujours battus, et jamais domptés ; renaissant de leurs défaites, reparaissant plus redoutables lorsqu'on les croyait perdus sans ressource ; enrôlant sous leurs drapeaux ceux qui aimaient mieux combattre que travail-

ler, et tous ceux qui, ruinés par les soldats, le devenaient eux-mêmes par désespoir; arrachant aux uns ce qu'ils obtenaient des autres; également craints de leurs amis et de leurs ennemis; apprenant aux peuples à tout souffrir, aux gens de guerre à tout oser; et naturalisant en Allemagne le brigandage, l'indiscipline, les violences de toute espèce, ces deux aventuriers militaires ont donné plus que tout autre à cette guerre le caractère d'atrocité qui la distingue. Ils offrirent un exemple qui ne fut que trop suivi, et frayèrent à leurs successeurs une route sanglante, dans laquelle les plus grands capitaines ne rougirent pas d'entrer après eux. Ils se mirent un moment au service de la Hollande, où la guerre avait recommencé après l'expiration de la trêve; mais ce théâtre ne convenait <sup>1620.</sup> pas à leurs besoins, à leurs habitudes et à la nature de leurs talents. Sur ce terrain resserré et coupé dans tous les sens, la guerre se faisait avec trop de lenteur et d'une manière trop savante pour leur fougue impétueuse. Ils repaurent bientôt en Allemagne; et de nouveaux ravages et des coups de main hardis signalèrent leur retour. La guerre qu'ils faisaient était sanglante sans être décisive; mais elle fatiguait les troupes de Ferdinand, et l'empêchait de les em-

ployer à développer toute l'étendue de ses plans.

Cependant, sans l'activité et le grand talent de Tilly, Mansfeld et Brunswic auraient mieux réussi dans leurs opérations; et leurs succès mêmes leur auraient appris à mettre plus de suite dans leurs entreprises et dans leurs projets. Ferdinand lui-même n'était pas brave, et n'entendait rien à la guerre; mais il se rendait justice à cet égard, et il eut le bonheur de rencontrer des hommes qui méritaient sa confiance. Tilly était le principal artisan de sa gloire, et préparait sa grandeur par des triomphes répétés, qu'il devait plus à son mérite qu'à la fortune. Jean Tzerclaës de Tilly, qui fixa pendant onze ans la victoire dans les armées de l'Autriche, était originaire d'une illustre maison des Pays-Bas. Il avait été destiné à entrer dans l'ordre des jésuites; mais né pour le métier de la guerre, la nature l'avait emporté sur les vues de ses parents, et il avait servi de bonne heure. Il avait conservé de sa première éducation un attachement fanatique pour le culte de ses pères et une haine invincible contre les protestants. Robuste, infatigable, dur pour lui-même et pour les autres, sévère jusqu'à la cruauté, il était étranger à toute espèce d'affection douce et humaine. Sobre, ennemi des plaisirs, inaccessi-



ble aux séductions des sens, il ne connaissait d'autre occupation et d'autre délassement que la guerre; les jours de bataille étaient ses seules fêtes, et il les lui fallait sanglantes. Indifférent aux honneurs et aux récompenses, même à la gloire, il agissait beaucoup, et parlait peu de lui-même; il ne connaissait que son métier, ne voyait que le devoir, ne désirait que le salut. Dans un temps où la tactique était encore à naître, il passait pour un grand capitaine; ses succès ont été trop soutenus pour qu'on puisse les attribuer à la fortune et aux hasards des événements. On peut lui refuser les grandes vues: on ne saurait lui disputer ce coup d'œil prompt et sûr qui, dans chaque moment donné, indique ce qu'il faut faire et sait tirer parti des localités.

Il était supérieur à tous ceux qu'il fut appelé à combattre; jusqu'à Gustave Adolphe, il fut toujours vainqueur. Après avoir beaucoup contribué au gain de la bataille de Prague, il força Mansfeld à quitter la Bohême; il défit le margrave de Bade-Dourlach près de Wimpfen en Souabe; dans la même année, il battit le duc 1621.  
Chrétien de Brunswic près de Hoechst sur le Mein. A la suite de ces victoires, Heidelberg fut pris d'assaut, et tout y fut saccagé, à l'exception de la belle bibliothèque, dont Tilly fit présent au

pape Grégoire XV. L'année suivante, une nouvelle victoire remportée près de Loo, dans le pays de Munster, mit le comble à sa gloire.

Cet enchaînement de succès prépara et amena une suite d'inégalités et de violences de la part de Ferdinand II. Ce prince, enivré de ses triomphes, n'eut bientôt plus d'autre mesure de ses prétentions que celle de ses forces. Dans les caractères de cette trempe, la puissance est toujours voisine de l'abus, et ils veulent tout ce qu'ils croient pouvoir oser impunément. Une partie de l'Allemagne était contenue par ses armes, l'autre était impuissante; les princes protestants étaient intimidés, les catholiques dociles et soumis; les puissances de l'Europe, trop insouciantes ou trop faibles pour agir, gardaient le silence. Excité par les éloges de la cour de Rome et par les conseils des prêtres, qui le pressent d'achever son ouvrage et de profiter des circonstances pour étouffer la religion protestante, entouré de flatteurs qui lui montrent sa domination absolue en Allemagne comme facile, prochaine et bienfaisante pour l'empire, Ferdinand accueille ces idées analogues à ses principes, à ses passions, et surtout à son zèle religieux. Maximilien de Bavière, qui veut élever sa fortune sur les ruines du Palatin, appuie ces vues

ambitieuses de tout son crédit; les princes ecclésiastiques que la haine aveugle, parlent le même langage, et ne prévoient pas que le pouvoir arbitraire qu'ils sollicitent contre les protestants, amènera l'asservissement général de l'empire. Les conquêtes et les victoires de Tilly encouragent Ferdinand à commencer l'exécution de son plan; il n'a plus rien à craindre de Frédéric, qui a lui-même congédié ses défenseurs, et qui a rompu ses liaisons avec Mansfeld et Chrétien de Brunswic; Bethlem Gabor, un moment roi de Hongrie et l'allié du Palatin, aussi crédule, aussi faible, mais moins malheureux que lui, a conclu avec Ferdinand sa paix particulière à Niclasbourg; rien ne s'oppose aux 1622. projets de l'empereur; le moment est venu de les exécuter.

Déjà le margrave de Bade-Dourlach avait été mis au ban de l'empire, et le pays de Bade avait éprouvé toutes les horreurs de la guerre, quoique ce prince l'eût abandonné à son fils avant de se déclarer pour Frédéric, et que son fils fût resté neutre. Ferdinand avait fait décider contre cette maison le procès important qu'elle avait avec les enfants d'Édouard-le-Fortuné, margrave de Bade. Ce n'était là que le prélude des violences que Ferdinand allait se permettre,

les premiers pas de la marche progressive de  
1623. son ambition. Il convoque une diète à Ratisbonne, et propose à cette assemblée, incomplète et composée presque uniquement de ses partisans, d'ôter la dignité électorale à Frédéric, et d'en revêtir Maximilien de Bavière. Cette proposition était de la plus haute importance ; elle ne tendait à rien moins qu'à changer la constitution de l'Allemagne, et à rompre l'équilibre dans le collège électoral entre les catholiques et les protestants. La destitution du Palatin ne pouvait être justifiée, puisqu'il n'avait rien entrepris contre l'empire ; et en le supposant coupable, ses crimes, quels qu'ils fussent, ne pouvaient préjudicier à ses enfants encore au berceau ; ni à son parent le Palatin de Neubourg. Mais Ferdinand, sans pudeur et sans retenue, ne craignit pas de proposer cette injustice révoltante. Les états catholiques sont assez lâches ou assez aveugles pour la sanctionner, et Maximilien ne rougit pas de profiter de l'arrêt inique qui dépouille Frédéric de ses états. C'est en vain que les électeurs de Saxe et de Brandebourg réclament contre cette violation de toutes les lois ; leur sage résistance paraît presque une hardiesse coupable qui étonne les membres de la diète et qui irrite l'empereur ; bientôt la Saxe elle-même

applaudit à cette usurpation ; le faible Jean George se laisse gagner par la cession hypothécaire de la Lusace , et Maximilien est proclamé électeur.

Ce coup d'éclat avait réussi. Ferdinand lui-même fut surpris de la complaisance servile des souverains de l'Allemagne ; les preuves qu'il venait d'en recevoir lui firent croire qu'elle serait sans bornes , et que désormais il pouvait tout hasarder. Ne déguisant plus ses vues hostiles contre la religion protestante , il permet que les catholiques se remettent en possession de toutes les églises et de tous les établissements sur lesquels ils ont des prétentions surannées. Partout on menace , on inquiète , on dépouille les protestants ; Tilly appuie par la force les violences et les injustices que les catholiques projettent ou exécutent ; ses troupes , répandues dans tous les cercles , ne laissent aux princes qu'une autorité précaire ou un pouvoir apparent. C'est lui qui règne , qui dicte des lois et qui exige les contributions les plus fortes pour son armée ; ses soldats traitent l'Allemagne en pays conquis ; leurs extorsions les enrichissent , leur opulence les recrute , et attire sous les drapeaux de Tilly de nouveaux brigands qui vivent aux dépens des peuples. Les protestants tremblent

et se taisent; les catholiques éclairés gémissent de voir l'empire assujéti, et prévoient dans l'avenir les plus grands malheurs.

A la fin, l'Allemagne se réveille; les États du cercle de la Basse-Saxe sortent les premiers de leur léthargie; ils sentent qu'il faut tout perdre, ou faire un généreux effort pour tout sauver. Trop faibles pour combattre seuls avec succès la puissance de Ferdinand, ils s'adressent à Chrétien IV, roi de Danemark, lui offrent la place de général du cercle, et le pressent de joindre ses forces aux leurs. Chrétien voyait depuis longtemps, avec inquiétude les progrès de la puissance autrichienne; prince d'empire, voisin de l'Allemagne, sincèrement attaché à la religion protestante, il n'avait pu être indifférent ni aux entreprises ni aux triomphes de Ferdinand. Il avait fait des représentations très-fortes sur le système d'oppression qu'on suivait à l'égard des protestants; mais ces représentations, infructueuses comme tant d'autres, n'avaient été payées que de mépris. Des raisons d'intérêt personnel l'animaient plus vivement encore contre l'empereur; il avait espéré de procurer à ses fils cadets les évêchés de Brême et de Verden; Ferdinand venait de détruire ses espérances en privant les princes protestants du droit d'aspirer,

en qualité d'administrateurs, aux dignités ecclésiastiques de l'Allemagne. Le roi de Danemarck avait été encore plus sensible à la permission que l'empereur venait d'accorder aux comtes de Schaumbourg de porter les armes du Holstein, comme pour appuyer les prétentions de cette maison sur ce duché. Chrétien, justement irrité, reçut avec transport les propositions du cercle de Basse-Saxe. La France et l'Angleterre commençaient à s'apercevoir du danger qui menaçait la sûreté et l'indépendance de l'Europe; elles pressèrent ce prince d'éclater, et lui promirent même de l'argent et des secours; dans une assemblée générale des états de Basse-Saxe, 1625. la guerre fut résolue.

Chrétien IV, dans l'âge de la vigueur et de la force, était brave, entreprenant, actif; mais plus fait, en général, pour les travaux pacifiques de l'administration que pour les travaux militaires, il n'avait pas les qualités nécessaires au chef d'une coalition; et d'une guerre du genre de celle qu'il fallait faire à Ferdinand. Il manquait de cet enthousiasme réfléchi qui sait allumer, entretenir et maîtriser le feu des troupes, de ce dévouement entier à la grande cause qu'il devait défendre, de ces formes douces et imposantes qui commandent le respect et l'amour;

de ces grandes vues politiques et militaires qui embrassent un vaste terrain, saisissent d'avance toutes les combinaisons possibles et maîtrisent le présent et l'avenir. Sa nation avait plutôt cette intrépidité froide qui ne craint ni le danger ni la mort, que cette valeur active qui fait chercher et braver l'un et l'autre.

Pour entraîner l'Allemagne, l'attacher à ses destinées, et vaincre avec elle, il lui aurait fallu ce besoin de mouvement et de gloire, cette imagination guerrière, cet instinct d'héroïsme, qui seuls enfantent des miracles dans les crises politiques. C'était le caractère des Suédois voisins du Danemarck; c'était celui des anciens habitants de cette contrée, de ces braves Normands qui détruisirent et créèrent tant d'états; mais ce n'était plus le caractère de leurs descendants. Aussi la guerre que Chrétien entreprit fut malheureuse, quoique Mansfeld et le duc de Brunswick combattissent pour lui. La première campagne fut entièrement perdue; le roi de Danemarck eut le malheur de tomber de cheval, en se promenant sur les retranchements de Hameln; et sa blessure ralentit les opérations de l'armée danoise, tandis que Tilly, profitant de son inaction, s'avancait le long du Wésér, et s'emparait avec facilité des places les plus importantes.

1625.



L'année suivante, Chrétien parvint à rassembler une armée de soixante mille hommes; mais ces nouvelles levées ne pouvaient lutter avec succès contre les vieilles bandes de Tilly, endurcies à tous les travaux et familiarisées avec le danger. Chrétien, au lieu de compenser ce désavantage par le nombre, fit la faute de diviser ses troupes en trois corps. Avec le premier, le duc de Brunswic devait s'emparer de Gottingue et de Nordheim; Mansfeld devait marcher avec le second en Silésie pour soutenir la révolte qui venait d'y éclater; le roi de Danemarck voulait lui-même commander le reste de ses forces contre Tilly; ils furent tous trois malheureux. Brunswic s'était acquitté de sa commission; et, après avoir conquis les états de son frère, il avait jeté des troupes dans les villes de Munden, de Gottingue et de Nordheim; mais le poison selon les uns, ses excès selon d'autres, l'emportèrent à la fleur de son âge; Tilly profita de sa mort pour s'emparer de Munden et de Gottingue. 1626.

Le roi de Danemarck, forcé de livrer une bataille qu'il voulait éviter, fut complètement défait, près de Lutter, et vit échouer ses espérances et ses projets contre le talent et la fortune de Tilly; il perdit plus de six mille 1626.

hommes, et fut contraint de se retirer jusqu'à Stade-Mansfeld, avant de pénétrer en Silésie, avait voulu déloger les Impériaux du pont de Dessau, afin d'assurer à son parti la libre navigation sur l'Elbe; mais Wallenstein, qui commandait l'armée impériale, avait remporté sur lui une victoire complète. Le comte s'était sauvé avec les débris de ses troupes; il avait pénétré en Silésie, remporté, près d'Opeln, de grands avantages, et il avait marché en Hongrie pour se réunir avec Bethlem Gabor qui avait recommencé la guerre; mais Wallenstein l'y avait suivi; l'inconstant Bethlem l'avait abandonné; son armée s'était fondue. Il la quitte, marche par les provinces ottomanes pour gagner l'état de Venise par lequel il comptait rentrer en Allemagne; mais il meurt près de Zara en Dalmatie. La même année vit tomber les deux plus redoutables ennemis de la maison d'Autriche, qui, pendant sept ans, avaient fatigué ses armes victorieuses et formé les plus grands projets au sein du malheur et de l'abandon.

né en  
1583.

Ce Wallenstein, qui rendit dans cette guerre des services signalés à la maison d'Autriche, et dont les hautes destinées devaient être aussi tragiques qu'étoimantes, était un simple gentilhomme bohémien. Il avait porté les armes sous

Ferdinand contre les Vénitiens; nourri et élevé au milieu des camps et des alarmes, il avait servi avec gloire dans la guerre de Bohême. Son mérite avait frappé le comte d'Harrach: son extérieur noble et héroïque avait touché le cœur de sa fille; il l'épousa, et ce mariage fut le principe de son opulence et de sa grandeur. Son génie était vaste, son ambition plus vaste encore; rien n'était au-dessus de ses desirs et de ses espérances; son imagination était hardie; son caractère avait une teinte de faiblesse. Sa résolution une fois prise, il l'exécutait avec vigueur et avec constance; mais il manquait de cette force de volonté qui se décide promptement et saisit de prime abord son objet avec force. Son cœur était noble, généreux, ouvert aux affections de la nature et accessible à l'amitié, mais fier, superbe, vindicatif, excessif dans ses haines comme dans ses attachements; sa confiance une fois donnée (et il était facile de l'obtenir), il s'abandonnait sans réserve; il n'oublia jamais un service, il ne pardonna jamais une offense. Le soldat le craignait et l'adorait; sa représentation, sa magnificence, la majesté de sa personne, le faisaient paraître aux yeux de la multitude d'une nature supérieure au commun des hommes. Sa libéralité et les manières affables et populaires

qu'il savait prendre au besoin, relevaient et adoucissaient l'éclat de sa grandeur. Prodigue d'or, il en était avide, et le besoin de le répandre lui donnait celui d'en acquérir à tout prix. Timide et superstitieux par orgueil, il croyait ses destinées liées au système du monde, et cherchait, dans les mouvements des astres, l'ordre de bouleverser les états, le signe et le garant de ses succès. Trop sûr de sa force pour s'abandonner aux soupçons, trop fier pour craindre ceux des autres, ses vertus et ses vices étaient tels qu'il les fallait pour produire de grands effets dans un temps où tout était possible, parce que tous les rapports étaient renversés, et où des ames qui avaient reçu de la nature un caractère de hardiesse et d'originalité trouvaient dans la confusion de tous les éléments de la société, des éléments de créations nouvelles et de puissants moyens de fortune.

Avant la guerre contre le Danemarck, Wallenstein n'avait pas été chargé d'un commandement général. Ses brillants succès contre Mansfeld, la victoire de Dessau, l'habileté avec laquelle il avait terminé la guerre en Hongrie et apaisé les troubles de la Silésie, sollicitaient la reconnaissance de Ferdinand; et depuis ce moment, il paraît que son élévation devint un des

projets favoris de ce prince. Les circonstances favorisaient l'empereur : il venait de triompher du roi de Danemarck ; les efforts malheureux de ce prince pour limiter la puissance de l'Autriche, n'avaient fait que l'accroître. Les états de l'Empire consternés attendaient en silence l'arrêt de leur mort ; on croyait Ferdinand invincible ; lui même jugeait que sa fortune ne pouvait plus reculer, et qu'avec les talents de Tilly et le génie de Wallenstein, il pouvait tout entreprendre et tout légitimer par l'éclat de ses succès.

Alors, développant dans toute leur étendue ses plans d'ambition, il traite l'Allemagne en souverain absolu. Les ducs de Mecklembourg sont dégradés de leur rang et dépourvus de leurs états, parce qu'ils ont osé prendre parti pour le roi de Danemarck ; Ferdinand investit de ces riches dépouilles Wallenstein, déjà duc de Friedland, pour s'acquitter des services qu'il lui a rendus et des sommes considérables qu'il lui avait avancées. Maurice, landgrave de Hesse, et Frédéric Ulric, duc de Brunswic, qui ont eu le malheur de déplaire à Ferdinand, sont obligés d'abdiquer et de remettre leurs états à leurs fils. L'électeur de Brandebourg ; George Guillaume, reçoit l'ordre de reconnaître Maximilien comme

6 mars  
1649.

électeur de Bavière, et les Marches, ouvertes aux troupes impériales, souffrent en pleine paix toutes les horreurs de la guerre. Ferdinand donne à Maximilien le Haut-Palatinat, en échange de la Haute-Autriche, qu'il lui avait engagée pour la somme de treize millions. Enfin, il publie le fameux édit de restitution. Au mépris des traités les plus formels, de serments sacrés, d'une longue prescription, il ordonne, sous peine du ban de l'Empire, à tous les princes et à tous les états protestants, de se dessaisir en faveur des catholiques de tous les bénéfices médiats, de tous les cloîtres, de tous les biens d'Eglise qu'ils ont sécularisés depuis la paix de Passau, et de laisser les souverains catholiques travailler dans leurs pays à l'extirpation de la religion protestante, sans leur opposer de résistance. Cet édit renverse toutes les lois, déplace toutes les propriétés, attaque et bouleverse l'existence de la moitié des états de l'Allemagne, et annonce aux autres un sort pareil; Tilly et Wallenstein doivent assurer l'exécution du décret par leurs armes victorieuses. L'empire sans défenseur, les états sans union et sans point de ralliement, paraissent perdus sans ressource. Le roi de Danemarck, qui, depuis la bataille de Lutter, avait plutôt supporté la guerre qu'il ne

l'avait faite, a conclu à Lubeck une paix dés- 1629.  
honorante. L'antique constitution germanique  
ne sera bientôt plus qu'un fantôme, la liberté  
générale de l'Europe est menacée. Mais des évé-  
nements imprévus vont changer la face des affai-  
res et sauver l'équilibre. La Suède possède un  
héros, la France un ministre, dont le génie est  
au niveau des circonstances.

---

## CHAPITRE IV.

La France sort de son inaction. Changements arrivés dans ce royaume. Caractère de Richelieu. Son ministère. Il augmente les forces de l'état, en humiliant la noblesse et en combattant les protestants. A son instigation, la Suède arme contre la maison d'Autriche.

L'ALLEMAGNE était asservie; les princes et les villes de l'Empire attendaient en silence jusqu'où irait la tyrannie de Ferdinand, et Ferdinand, dépouillant toute retenue, et même toute politique, semblait vouloir essayer jusqu'où irait leur patience; il comptait sur leur faiblesse et sur l'inaction du reste de l'Europe. Mais la France, destinée par son étendue, sa situation, sa fertilité, sa population et le génie de ses habitants, à mettre un grand poids dans la balance politique, avait augmenté ses forces, en avait appris le secret, se préparait à jouer le rôle que lui dictaient sa gloire, son intérêt et la sûreté générale. Un seul homme avait opéré ce grand changement. Avant de le suivre sur le théâtre de la guerre et de la politique, où son génie et celui



de Gustave préservèrent l'Allemagne, et peut-être l'Europe, de la domination de l'Autriche; il faut jeter un coup d'œil sur la France, et voir par quelles mesures cet homme étonnant parvint à sa haute élévation, s'y maintint, et s'en servit pour assurer à son pays la tranquillité au dedans et la considération au dehors; ce sera le vrai moyen de connaître les causes des grands effets que la France et la Suède vont produire en Allemagne.

La mort du maréchal d'Ancre n'avait servi qu'à élever Luynes. Sa fortune avait été prodigieuse. De simple gentilhomme sans bien, Luynes était devenu duc et connétable, et il régnait au nom du roi; mais uniquement occupé à se défendre contre les attaques, ouvertes ou sourdes, de Marie de Médicis et des grands qui faisaient cause commune avec elle, il lui restait peu de temps pour s'occuper des affaires de l'état. Haï de la reine, envié des courtisans, plutôt aimé qu'estimé de son maître, incapable d'imposer à tous ses ennemis par des mesures vigoureuses ou par une grande activité, Luynes ne se serait pas soutenu à son poste s'il avait vécu. Marie de Médicis, réconciliée en apparence avec lui, avait reparu à la cour, mais bientôt de nouvelles dissensions avaient amené une nou-

velle rupture; cette rupture avait été suivie d'un nouveau rapprochement; mais cette paix était simulée, et l'animosité restait la même. Une mesure imprudente et injuste avait rallumé les feux de la guerre civile; les protestants irrités des confiscations qu'on avait faites dans le Béarn, 1621. avaient pris les armes; Lúynes, pour occuper le roi et pour ne pas le perdre de vue, lui avait permis de marcher contre eux. Louis avait montré dans cette guerre une valeur qui allait jusqu'à la témérité, et, cette valeur animant celle de ses troupes, il avait obtenu des succès mérités; cependant ses armes avaient échoué au siège de Montauban, et Luynes, qui craignait que ses ennemis ne se servissent de cet événement malheureux pour lui enlever son crédit et sa place, était tombé malade de chagrin, et était mort, la même année.

Louis XIII ne regretta pas son favori, et continua ses opérations militaires contre les protestants. L'activité de Lésdiguières et de Bassompierre les mit bientôt dans la nécessité de faire la paix; elle ne pouvait pas être durable; mais elle procura une tranquillité momentanée à la France, et rendit Louis au repos.

1624. Quelque temps après, Marie de Médicis, malgré les répugnances de son fils, parvint à faire

entrer Richelieu dans le conseil. Craignant sa mère et se défiant d'elle, Louis XIII ne voulait pas d'un homme qu'elle lui recommandait; il redoutait l'activité inquiète de l'évêque de Luçon; il connaissait et condamnait ses mœurs; toutes sortes de considérations l'engageaient à l'éloigner de sa personne; mais pour le bonheur de la France et le malheur de Marie elle-même, ses importunités l'emportèrent; et, triomphant à la fin des refus de son fils, elle fit entrer dans le conseil celui qui ne devait pas tarder à le dominer et à la perdre.

Armand Duplessis de Richelieu, distingué par sa naissance, l'avait été de bonne heure par ses talents. Nommé à l'âge de vingt-deux ans à l'évêché de Luçon, cette place, qui eût satisfait l'ambition de tout autre, ne fut pour lui qu'un point de départ. Habile à se rendre nécessaire, il avait su cacher son caractère impérieux, et montrer un esprit conciliateur tant que sa situation l'avait exigé. Attaché au maréchal d'Ancre, qui avait commencé sa fortune, il s'était senti de la chute de ce favori et de l'affaiblissement du crédit de la reine. Dans le premier moment, il l'avait suivie à Blois, et s'était ensuite retiré dans son diocèse, pour ne pas exciter les inquiétudes de Luynes. Lorsque le con-

nétable voulut faire sa paix avec la reine, Richelieu lui avait offert ses services; ils avaient été acceptés, et il avait travaillé pour les intérêts du connétable beaucoup plus que pour ceux de Marie. Sa récompense avait été la promesse du chapeau de cardinal, qu'il obtint peu après la mort de Luynes. Sans perdre jamais son but de vue, il y avait marché par des moyens lents et peu analogues à son caractère; le temps et les circonstances devaient faire le reste. Entré au conseil, il en fut bientôt le maître, et acquit sur l'esprit de Louis un ascendant irrésistible, qu'il dut presque uniquement à l'étendue de son génie, à la force de son caractère et à l'art de commencer des entreprises que lui seul pouvait achever.

Le cardinal avait un esprit lumineux, vaste, profond, qui saisissait les grands rapports, s'élevait à des vues générales, et de là embrassait, rangeait, employait ou méprisait les détails. Il ne porta pas dans les affaires un système favori, étranger à l'état des choses; mais la connaissance de l'état des choses lui fit bientôt découvrir les principes directeurs qui seuls étaient appropriés aux circonstances; il les enchaina par la méditation, et en forma un système auquel il demeura toujours fidèle, même dans les cas im-

prévus. Développant ses vues avec autant d'à-propos que d'audace, sa marche fut toujours sûre, prompte, décidée, progressive. On ne remarque point d'incohérences, de tâtonnements, de vacillations, de pièces de rapport dans le rôle qu'il a joué; tout était fortement lié dans sa conduite, comme tout l'était dans sa tête, et son ministère paraît avoir été coulé d'un seul jet. Se bornant à tout diriger, il ne se mêlait pas de tout faire, et savait ignorer ou laisser faire à d'autres ce qu'il n'eût fait lui-même qu'imparfaitement. Avec le talent de connaître les hommes et de les mettre à leur place, il pouvait se consoler des connaissances qui lui manquaient, et il était trop grand pour avoir la manie de paraître universel. Les combinaisons de la politique, qui jettent l'imagination dans le champ immense de l'avenir, qui décident du sort des empires, et qui, par leur incertitude même, donnent au génie le désir de les maîtriser, étaient plus assorties aux goûts, aux besoins, aux facultés de Richelieu que les travaux de l'administration, plus solides et plus durables, mais moins décisifs et moins brillants. A la vérité, il n'était indifférent à aucune branche de l'administration; seulement il subordonnait trop les opérations qui multiplient la richesse nationale,

à la puissance qui les emploie et les applique aux relations extérieures de l'état; cependant il ne séparait jamais ces objets, et sentait que l'un ne peut pas exister sans l'autre. La force de sa volonté était plus étonnante-encore que celle de son esprit, et il dut sa grandeur bien plus à l'énergie de son caractère qu'à l'éclat de ses talents; ce qu'il voulait, il ne le voulait jamais à demi; ce qu'il avait une fois voulu, il le voulait toujours. Son esprit ne manquait pas d'adresse, et lui suggérait au besoin des artifices et des ruses. Il possédait à un haut degré l'art funeste de dissimuler et de feindre; mais il n'employait pas de préférence ces moyens peu nobles et peu généreux; sa vigueur et sa fierté aimaient mieux lutter avec les obstacles que de les éviter ou de les tourner habilement, briser les résistances que de les empêcher de naître ou de les affaiblir par de sages tempéraments. La conscience de ses forces, qui étaient rares et grandes, mais que son orgueil exagérait, et l'habitude de l'élévation, lui firent regarder le ministère comme son domaine naturel, et comme une place qui lui appartenait; de là, son opiniâtreté pour y parvenir, son courage et sa persévérance à s'y défendre. Il s'estimait trop lui-même pour rendre justice aux autres, et il manquait d'humanité

parce qu'il ne voyait dans les hommes que des instruments ou des obstacles; les premiers étaient les objets de son mépris, les autres celui de sa haine. Il aimait le plaisir, mais il ne connut jamais l'amour; il eut des créatures qui lui étaient dévouées et qu'il employait plus volontiers que d'autres, mais il n'eut jamais d'amis, et ne sentit jamais le besoin d'en avoir. L'ambition ne souffrait point de partage dans son âme, et son activité n'y laissait aucun vide; il régna par la terreur et par l'admiration; cette idée lui suffisait. Orgueilleux et vain, il méprisait les hommes, et désirait leur suffrage. Infatigable, haïeux, vindicatif, cruel, il ne se lassait pas d'épier, de découvrir, de déjouer ses ennemis; et tandis qu'il dirigeait la grande intrigue du monde politique, il suivait avec la même vivacité d'esprit les petites intrigues de la cour. Au faite du pouvoir, il ne connut jamais la clémence; il punissait la haine impuissante, comme les conspirations, et le sang le plus illustre, quelquefois même le plus pur, coula sur l'échafaud, sans obtenir de lui un regret ni un remords.

Tel se montra Richelieu pendant tout le temps qu'il gouverna la France, et il n'abandonna le gouvernail qu'avec la vie; tel il était déjà quand 1624.

il entra dans le conseil du roi. Mais alors ses vices et ses grandes qualités étaient encore ensevelis dans les profondeurs de son âme ; on soupçonnait la force de son génie et celle de son ambition, mais on était loin de prévoir jusqu'où l'un et l'autre le conduiraient. Il ne tarda pas à déployer l'étendue de ses projets et à en recueillir les fruits. Dans un entretien qu'il eut avec Louis XIII, il lui développa, avec tant de netteté et de force, l'état du royaume, ses maladies, ses ressources, les causes de sa faiblesse, les principes de sa puissance ; il montra des connaissances si profondes de son pays et des états voisins, des idées si saines et si élevées ; il ouvrit au jeune roi des perspectives de grandeur et de puissance qui lui parurent si nouvelles, que, depuis ce moment, Louis conçut et conserva toute sa vie la plus haute opinion de son ministre. Le roi avait l'esprit trop juste pour ne pas être frappé de la logique victorieuse du cardinal ; il sentit bientôt que Richelieu était le seul homme capable de soutenir la gloire du trône et de diriger la monarchie. Il n'aima jamais Richelieu, mais il l'estima toujours ; le jugement de sa raison fut toujours pour ce ministre, lors même que son cœur lui porta une haine secrète. Le ministre dut peut-être la durée



de sa puissance et de son crédit beaucoup moins à la crainte qu'il inspirait à toute la France, et à son maître lui-même, qu'à la conviction intime que Louis XIII eut toute sa vie du mérite du cardinal; à ses yeux, Richelieu était supérieur à tous ceux qu'il aurait pu lui substituer, et le seul homme qui fût au niveau des devoirs difficiles du gouvernement.

Le but qu'il se proposa, dès son avènement au ministère, fut d'assurer à la France la considération et la prépondérance politique que la nature des choses lui assignait en quelque sorte; il voulait qu'elle acquit une puissance réelle, afin qu'elle fût forte et respectée dans l'opinion, et que sa puissance devînt le garant de sa propre indépendance, l'appui et le soutien de celle des autres états. Les ressources ne manquaient pas à la France; le travail y avait enfanté la vraie richesse; mais les forces étaient partagées, divisées, opposées les unes aux autres; l'autorité royale était affaiblie, entravée, paralysée dans sa marche et dans ses effets bienfaisants. Pour qu'elle devînt une autorité tutélaire, qui protégât la liberté de tous, en assurant à tous une égale justice, il fallait que le pouvoir fût plus concentré, et que personne ne pût impunément désobéir à la loi. Les ressorts du gou-

vernement une fois placés dans la main du roi, simplifiés dans leur jeu, et dirigés d'une manière uniforme, on pouvait espérer que la force publique serait en état de se faire craindre, au dedans comme au dehors. En travaillant à augmenter l'autorité royale, le ministre augmentait la sienne; et en prenant des mesures que dictait l'intérêt général, il pouvait paraître n'agir que pour son intérêt particulier; mais quand il aurait voulu séparer le pouvoir de son maître du sien, cela ne dépendait pas de lui. L'essentiel était que ce pouvoir devint ce qu'il devait être pour le bonheur et la gloire de la France. De grands obstacles se présentaient à Richelieu: dans l'intérieur, la puissance des grands qui rivalise avec celle du trône, et qui est également funeste au peuple et au prince; l'organisation des protestants qui, leur donnant des intérêts particuliers et des forces dont il était facile d'abuser, en forme, au sein même de la France, une société ennemie, toujours inquiète, jalouse et menaçante; au dehors, la maison d'Autriche dont les deux branches se sont rapprochées, qui domine l'Allemagne, et dont l'ambition ne connaît plus de bornes, ne rencontre plus d'opposition, ôte à la France toute espèce d'influence politique, et menace même d'entreprendre sur

son indépendance. Il faut la combattre et tâcher de l'affaiblir, mais il faut auparavant acquérir les moyens qu'exige cette grande entreprise, soumettre la noblesse au joug des lois, et enlever aux protestants un genre d'existence incompatible avec la tranquillité publique. Ces deux objets attirent les premiers l'attention et les soins de Richelieu.

La monarchie française n'était point limitée par des corps qui partageassent avec le roi l'autorité souveraine. Le roi la possédait seul, et il était l'unique source de la législation. A côté de lui se trouvaient des États-Généraux, qui, composés des représentants de tous les ordres, pouvaient et devaient servir d'organe à la vérité et au malheur, faire parvenir au trône les vœux et les plaintes du peuple, donner des conseils et non des lois, et asseoir l'impôt sur ses véritables bases; des cours de justice que le souverain a rendues trop indépendantes de lui, en introduisant la vénalité des offices, mais qui doivent jouir d'une certaine indépendance, afin d'inspirer de la confiance aux peuples; enfin des corps et des états provinciaux qui vivent sous l'égide de privilèges consacrés. Bien loin de compromettre le repos de la France et d'énervier le pouvoir du roi, ces limites légales sont d'utiles

barrières contre le despotisme et l'anarchie; ce ne sont pas celles que Richelieu se propose de renverser. Son caractère impérieux ne lui permet pas de les aimer; il tâchera peut-être de les affaiblir ou de les déplacer sourdement, et, en y parvenant, il fera un mal réel et durable à la France; mais c'est le pouvoir usurpé des grands qu'il se propose de combattre à force ouverte, et d'anéantir.

Fiers de leurs richesses, encore pleins des souvenirs du gouvernement féodal, et des souvenirs plus récents des guerres civiles, trouvant, dans leurs nombreux vassaux, des hommes toujours prêts à épouser leurs querelles, retirés dans leurs châteaux et dans les places fortes qui leur appartiennent, ils veulent dicter des lois au souverain, le forcer à les investir de sa confiance ou de son pouvoir, lui donner ses ministres ou l'être eux-mêmes, et lui prescrire toutes ses démarches. Déjà familiarisés avec les plaisirs de la société et les jouissances du luxe, moins fiers et plus adroits, ils essaient d'obtenir, par l'intrigue, la prééminence dont ils sont avides; mais au défaut de ces petits moyens, ou lorsqu'ils les ont employés sans succès, ils ont l'habitude de se cantonner dans les provinces, d'y prendre les armes, d'y commettre des ra-

vages, et le souverain se voit réduit à la triste et humiliante nécessité de marcher contre ses propres sujets. Les princes du sang, d'autant plus jaloux de la première place, qu'ils sont plus voisins d'elle, soutiennent les prétentions de cette noblesse inquiète, turbulente, rebelle, et trouvent à leur tour, chez elle, des moyens de résister à l'autorité royale. Marie de Médicis, qui ne sait ni supporter l'inaction, ni agir avec dignité, toujours active et toujours mécontente, entretient des relations avec tous les mécontents; elle est prête à conjurer contre l'état; et à combattre son propre fils, dès qu'il la contredit, ou qu'il préfère d'autres conseils aux siens.

Richelieu sent que ces forces opposées, ces entraves illégales, ces résistances arbitraires sont incompatibles avec l'ordre public. Il attire les nobles dans le voisinage de la cour, afin de pouvoir plus facilement surveiller leurs démarches, prévenir leurs complots, en les attachant au trône par la crainte et par l'espérance, ou les punir avec plus de sûreté. Il résiste aux menaces, il déjoue les artifices et les ruses, il oppose la force ouverte aux prétentions que l'on ose soutenir par la force; tous les individus, quel que soit leur rang, doivent obéir; le roi seul doit commander. Les mécontents séparent

sans cesse le pouvoir du roi de celui de son ministre, et attaquent l'un en paraissant n'attaquer que l'autre; mais Richelieu leur apprend que le roi et le ministre à qui il remet son pouvoir doivent être également respectés. La nouveauté de ces mesures, la fermeté du gouvernement, la haine et l'envie des nobles, enfantent des conspirations que le ministre découvre par son activité, et punit avec rigueur. Le frère de Louis XIII, le favori de sa mère, Gaston, aussi prompt à concevoir des projets qu'à les abandonner, toujours repentant et toujours coupable, se brouillant et se raccommodant avec la cour sans raison et sans dignité, formant des conjurations comme des parties de plaisir, et sacrifiant ses complices avec une inconcevable légèreté, conspire contre Richelieu. De l'esprit et point de tête, des goûts et point de passions, du mouvement et point d'activité rendent ce prince peu dangereux; mais son nom est un point de ralliement, et sert de prétexte et d'excuse aux mécontents. La duchesse de Chevreuse, qui traite les affaires de l'état comme ses intrigues, et ses intrigues comme des affaires d'état, irritée de son peu de crédit sur un ministre qu'elle s'est flattée de gouverner, est l'ame du complot qui se forme contre lui; le jeune comte

du Chalais se laisse gagner par ses charmes; le maréchal d'Ornano, gouverneur de Gaston, les deux Vendôme et le comte de Soissons prennent part à la conjuration; on veut assassiner le cardinal. Le projet est découvert; la plupart des coupables se sauvent; Chalais porte sa tête sur l'échafaud. Le cardinal profite du danger qu'il a couru, pour obtenir une compagnie de gardes. En même temps il convoque l'assemblée des notables, les étonne en leur déroulant ses vastes projets, les séduit par les dehors de la clémence, et les enchaîne à ses volontés par l'ascendant de son caractère. Il punit du dernier supplice Montmorency, Bouteville et Rosmadec de Chapelle, et cache, sous le masque du respect que mérite la loi contre les duels, la joie secrète qu'il éprouve en humiliant l'orgueil de la noblesse. La mort de Lesdiguières lui fournit l'occasion d'anéantir la dignité de connétable, dont le pouvoir étendu aurait pu menacer le sien. Les grands, frappés de l'heureuse audace du ministre, effrayés de son inflexible sévérité, apprennent à obéir, ou montrent du moins les dehors de l'obéissance.

Pour occuper leur esprit actif et leur valeur inquiète, et pour échapper à la haine par l'admiration, Richelieu se propose d'attaquer la

Rochelle, le centre de la puissance des protestants, le foyer de leurs mouvements, le principe de leurs richesses. Déjà deux fois ils ont obligé Louis de leur faire la guerre; il l'a faite avec gloire, mais sans succès décisifs : ils ont été vaincus sans être soumis, et deux fois des traités de paix peu honorables pour la couronne ont terminé ces luttes sanglantes. A la tête des protestants sont Rohan et Soubise, deux frères inégaux en talents et en vertus, égaux en activité et en ambition; Rohan, dont la tête forte et ardente ne voit la liberté religieuse que dans l'établissement de la liberté politique, et rêve le plan d'une république. Tour à tour ferme et souple, tempérant le feu de l'action par un sang-froid admirable, généreux, droit, incorruptible, respecté même de ses ennemis, son zèle lui déguise ses motifs secrets; son enthousiasme ne lui permet pas de voir que la France, par son étendue, sa situation et le génie même de ses habitants, repousse le gouvernement républicain. Rohan passe pour un capitaine consommé; il a employé toutes les ressources de son génie pour mettre la Rochelle en état de défense; il sent qu'avec elle, tout tombe ou tout est sauvé.

1627. Richelieu l'assiège par terre et par mer; il préside lui-même aux travaux, et le roi les anime



par sa présence. Deux fois l'Angleterre équipe et arme des flottes pour défendre la religion protestante, et entretenir en France des principes de troubles et de divisions; deux fois elle échoue. L'inhabileté ou la perfidie de Buckingham, et la bravoure des troupes françaises, rendent ces efforts inutiles. Sous les ordres de Louis de Metzeau et de François Tiriot, s'élève une digue de neuf cents toises de long qui ferme la rade de la Rochelle, et empêche l'approche des secours. Après avoir essuyé toutes les horreurs de la famine, la Rochelle cède au génie du cardinal; il marche pour détruire les restes <sup>1628.</sup> du parti. La résistance de Rohan est inutile; les protestants sont obligés de se soumettre; ils perdent des privilèges contraires à la tranquillité publique; mais ils conservent la liberté du culte, et partagent tous les droits des autres citoyens; Richelieu se montre à la fois tolérant et politique.

Les grands étaient intimidés ou gagnés. La vigilance de Richelieu qui lui faisait découvrir tous les complots, sa sévérité qui n'épargnait pas même le frère et la mère du roi, contenaient les nobles dans la soumission et dans le silence; du moins ils étaient réduits à recourir à des conspirations obscures, et ne combattaient plus

l'autorité du roi à armes égales. La puissance souveraine réprimant toutes les forces divergentes du but de la société, et les dominant toutes pour assurer l'existence de toutes, pouvait les diriger vers un but utile, et les employer au dedans pour le bonheur, au dehors pour la gloire de l'état. Les protestants avaient perdu des privilèges qui donnaient aux ambitieux de funestes facilités pour troubler le royaume, et ils avaient conservé tous les avantages qu'on ne pouvait leur ôter sans injustice; supérieurs par leurs prérogatives aux sectateurs de la religion catholique, ils étaient devenus leurs égaux; le roi n'était plus dans le cas de les observer, de les craindre, de les combattre. Richelieu a augmenté la puissance de l'état, en donnant plus d'unité au gouvernement, en brisant les résistances illégales qu'il rencontrait dans sa marche, en concentrant les moyens d'attaque et de défense dans la main du roi; il peut maintenant les employer contre les dangers et les ennemis du dehors.

Le système politique de Henri IV était le seul qui convînt à la France. Par la position géographique de leurs provinces, par leurs forces, par leurs principes même, l'Autriche et l'Espagne étaient ses ennemis naturels. Voisins

puissants, ils pouvaient lui faire beaucoup de mal, et ils avaient prouvé de tout temps que la volonté de lui en faire ne leur manquait pas. L'union des deux branches de la maison d'Autriche, les victoires et les usurpations heureuses de Ferdinand, son ambition toujours croissante et la faiblesse de l'Allemagne, ses forces militaires et les talents de ses généraux lui avaient donné une prépondérance dont on ne pouvait se déguiser la nature et les effets. La longue inaction de la France avait admirablement servi les projets de ce prince; il était temps qu'elle en sortît pour conserver son indépendance, et pour sauver celle de l'Europe. Ce n'est pas au moment où elle sera elle-même attaquée, qu'elle pourra se défendre avec avantage; il faut qu'elle conjure et dissipe l'orage avant qu'il approche de ses frontières. Richelieu le voit, sent ce qu'il faut faire, et l'exécute.

Déjà avant que Richelieu suscitât en Allemagne des ennemis à l'Autriche, il avait annoncé ses principes, et fait pressentir son système; la politique de la France avait changé de direction, et surtout de ton et de langage. La Valteline, pays sujet de la république des Grisons, s'était soulevée contre elle; la religion en avait été la causé ou le prétexte; l'Espagne avait favorisé

ces troubles; le gouverneur de Milan en avait profité pour bâtir des forts dans la Valteline, et, par ce moyen, les possessions d'Italie et d'Allemagne de la maison d'Autriche formaient une chaîne continue. Cet objet était de la plus haute importance; la France l'avait reconnu, et, même avant que Richelieu parvînt au ministère, elle avait entamé des négociations avec le pape et avec l'Espagne. L'un et l'autre lui avaient fait des réponses dilatoires et des promesses vagues qui étaient demeurées sans effet. Richelieu, qui sait que la modération ne passe que pour faiblesse, quand elle n'est pas appuyée au besoin par la force, avait envoyé le marquis de Coëuvres, à la tête de dix mille hommes, combattre 1624. et négocier à la fois. La Valteline s'était soumise; on avait donné des sûretés aux habitants; et bientôt le pays redevenu libre et tranquille, sans inquiétudes pour lui-même, n'en avait plus donné à la Suisse ni à la France.

Dans la suite Richelieu, déjà plus maître de son temps; de ses forces et de ses moyens; avait pris des mesures décisives et vigoureuses pour affaiblir la domination autrichienne en Italie, et y donner à la France des alliés et du crédit qui lui permissent d'y établir une sorte d'équilibre politique. Vincent II, duc de Mantoue, avait

déclaré le duc de Nevers, héritier de tous ses états. L'empereur ne voulait pas le reconnaître. Louis XIII, qui venait de prendre la Rochelle, avait passé les Alpes en personne, avec le cardinal Richelieu; il avait forcé le pas de Suze, avait pris la ville de Casal, malgré les intrigues de Charles Emmanuel duc de Savoie, et les troupes que Ferdinand fit passer en Italie, pour rendre aux Espagnols les services qu'ils lui avaient rendus en Allemagne. A Ratisbonne, la France avait obtenu le prix de sa fermeté active; l'em- 1630.  
pereur s'était vu forcé de reconnaître le duc de Nevers, qui en fut quitte pour quelques sacrifices peu considérables.

Ces efforts et ces succès annonçaient à l'Europe que la France avait repris l'usage de ses forces, et pouvaient donner à l'Autriche d'utiles craintes. Mais, seuls, ils n'opposaient pas, à la puissance de cette monarchie, un contre-poids suffisant. Richelieu avait des desseins plus vastes, mais ses moyens n'étaient pas encore tous préparés. Les troupes et l'argent lui manquaient pour faire à l'Autriche une guerre sérieuse; d'ailleurs, l'Europe aurait été scandalisée de voir le roi très-chrétien se liguer avec les protestants d'Allemagne; il fallait l'amener insensiblement à ne pas s'étonner de cette mesure. Ri-

cheliu était trop éclairé pour ne pas sentir que, dans les relations politiques, on doit consulter l'identité des intérêts, et non la conformité des religions: mais il était trop habile pour mépriser l'opinion générale; il fallait qu'il la ménagât, afin de trouver un jour plus de facilités à ses desseins en France, et moins d'obstacles en Allemagne. Le temps seul pouvait opérer ce changement; jusqu'à ce que le moment en fût arrivé, la France devait susciter à l'Autriche d'autres ennemis dont elle pût seconder indirectement les opérations; il lui importait de combattre Ferdinand en lui opposant une puissance capable de le contenir, ou du moins de l'occuper. La Suède se chargea de ce rôle difficile, et la France lui fournit tous les moyens de le jouer avec succès.

.....

## CHAPITRE V.

La Suède se prépare à combattre en faveur des protestants.

État de ce royaume. Caractère de Gustave Adolphe. Ses guerres avec les Polonais. Il débarque en Allemagne. Ses premières conquêtes. Bataille de Leipzig. Bataille de Lützen. Mort de Gustave Adolphe.

LA Suède avait été étrangère aux événements politiques qui avaient agité l'Europe. Inconnus et oubliés des puissances du Midi et même de l'Allemagne, les Suédois s'étaient signalés dans des guerres obscures contre les Danois, les Russes, les Polonais; mais cet empire n'était d'aucun poids dans la balance politique; les autres le connaissaient peu, et le craignaient encore moins. On ne se doutait pas des éléments de grandeur et de gloire qui dormaient dans son sein, et n'attendaient que le moment de l'éveil pour étonner l'univers. Autrefois, cette nation belliqueuse se précipita de ses foyers pour conquérir et ravager le monde romain; à cette époque, elle les quitta généreusement pour sauver la liberté des cultes et l'indépen-

dance de l'Allemagne. Ses ressources et ses forces paraissaient peu proportionnées à cette grande entreprise. La vaste surface qu'elle habite offre une nature plus imposante, plus sublime que fertile et riche. Le roc qui la convre en grande partie trompe les efforts et les travaux du cultivateur. Les hommes y sont grands, forts, robustes, sains de corps et d'esprit. Un sens droit, un vif attachement pour le sol natal, l'amour de la liberté, de l'élévation d'âme, de l'enthousiasme, forment les traits de la physionomie nationale. Ce peuple était intéressant, mais peu nombreux; on ne comptait pas plus de trois millions d'hommes sur ce terrain immense. L'industrie ne faisait que d'y naître; le commerce avait pris quelques accroissements depuis que Gustave Wasa l'avait affranchi de la tyrannie des villes de la Hanse; la richesse du pays consistait dans les mines; les revenus de l'état étaient peu considérables. Au sein d'un peuple brave et belliqueux, les soldats ne manquaient pas; mais les moyens de les entretenir au dehors étaient presque nuls. Il semblait que cette nation fût appelée par la nature à vivre tranquille et isolée, sans danger et sans gloire, étrangère aux événements et aux malheurs de l'Europe. Cependant elle était destinée à lutter



avec succès contre la puissance colossale de l'Autriche, et devait se placer elle-même, par ses grandes actions, au premier rang sur l'échelle politique. Les forces morales multiplieront ses forces physiques ou lui en tiendront lieu; l'énergie du caractère national et le génie de Gustave-Adolphe seront le principe de sa grandeur et de ses triomphes.

Gustave Adolphe était fils de Charles IX; il lui avait succédé à l'âge de seize ans. Son éducation avait été confiée aux soins du savant Skytte; également capable d'instruire et d'élever le jeune prince, qui conserva toujours pour son instituteur le plus vif attachement, et l'honora de sa confiance. La nature avait doué Gustave des plus heureuses dispositions; de bonne heure il avait annoncé de la fierté, du courage, de la présence d'esprit, le désir de connaître et le besoin d'agir. Son père devina tout ce qu'il serait un jour; et dans les dernières années de son règne, c'était sur lui qu'il se reposait avec complaisance pour se consoler de ses chagrins et de ses revers. Parvenu au trône presque au sortir de l'enfance, son mérite précoce, et les hautes espérances qu'il donnait de lui, avaient déterminé les Suédois à le déclarer majeur avant le terme prescrit par les lois; il se montra digne

né en  
1594.

de cette émancipation. Son jeune cœur avait triomphé d'un attachement vertueux que lui avait inspiré Elbe Brahé, dont l'esprit et les vertus égalaient la beauté, et il avait épousé la princesse Éléonore, sœur de George-Guillaume, électeur de Brandebourg, qui n'avait aucun de ces avantages à un degré éminent. Gustave avait montré dans toutes les affaires un mélange admirable de douceur et de fermeté, de force et de grâce, d'énergie et de mesure, de courage et de prudence. Peu d'hommes ont offert un plus riche assortiment des qualités en apparence les plus opposées, un plus bel équilibre de toutes les facultés de l'âme, une harmonie plus parfaite entre l'esprit et le cœur, le génie et la volonté. L'histoire nous peint des personnages plus grands au premier coup d'œil, parce qu'ils ont une qualité dominante; mais il y en a peu que, comme lui, on admire toujours davantage à mesure qu'on étudie mieux leur caractère et leurs actions. Brave et humain, passionné pour la gloire sans emportement et sans ivresse, il aima peut-être trop la guerre; mais des circonstances impérieuses lui servirent d'excuse, et, dans un siècle où la cruauté et la valeur paraissaient presque inséparables, il fut le seul qui épargnât les hommes, et qui ne répandit

pas leur sang sans nécessité. Au courage du soldat qui s'expose au danger et brave la mort, Gustave ne joignait pas toujours ce courage froid et calme, qui, dans le feu de l'action, maîtrise l'autre et commande les événements; mais, d'ailleurs, il avait toutes les qualités qui distinguaient les grands capitaines de son siècle; et il en avait d'autres qui lui étaient propres. A la sagacité qui saisit avec promptitude ce que permettent, le terrain, les armes, les fautes et les dispositions de l'ennemi, et qui en tire le meilleur parti possible, il joignait des réflexions profondes sur son art, dont Jacques de la Gardie lui avait donné les premières leçons. Il fit faire un pas à la tactique, et fut le premier à se douter des grands changements que l'artillerie devait apporter aux anciens principes. Ses plans étaient vastes, hardis, et pouvaient même paraître audacieux; mais plus on les examinait, et plus on trouvait qu'ils étaient mûrement réfléchis et bien calculés; il ne donnait au hasard et au moment que ce que la prévoyance ne pouvait pas leur enlever. Dans une monarchie limitée il avait sur ses sujets un pouvoir absolu; mais ce pouvoir était personnel, et il l'avait obtenu par l'ascendant naturel d'un grand caractère. Affable avec dignité, il possédait à un de-

gré éminent tous les moyens de captiver les cœurs et de dominer les esprits; il imposait au premier abord, et bientôt, par l'art de parler à chacun sa langue et de dire à tous des choses simples et flatteuses, il rassurait ceux qu'il avait intimidés. Il parlait plusieurs langues avec autant de grace que de facilité, et son éloquence naturelle était un des principaux ressorts avec lesquels il dirigeait la diète, animait son armée, entraînait ses adversaires eux-mêmes. Les lettres et les sciences, dont son instituteur lui avait de bonne heure inspiré le goût, tempéraient en lui l'effet des habitudes militaires; il se délassait des travaux de la guerre et de la politique, par des lectures assorties à ses devoirs et à ses goûts; Grotius était son auteur favori. Bon époux, père tendre, maître facile et indulgent, il était d'autant plus grand dans ses relations domestiques, qu'il ne voulait pas le paraître, et qu'il oubliait sa grandeur. Sincèrement religieux, il l'était sans superstition et sans fanatisme, par conviction, par habitude, et peut-être plus encore par ce besoin de l'infini que des âmes passionnées et ardentes comme la sienne doivent éprouver plus que les autres; il ne combattit pas uniquement pour la religion, mais certainement il combattit pour elle; chez lui, la religion fut utile à la

politique, mais ce ne fut pas la politique qui prit le masque de la religion.

Gustave Adolphe avait formé son armée, et s'était formé lui-même au grand art de la guerre, en combattant les Danois, les Russes et les Polonais. Son père lui avait légué ces trois guerres; le fils les avait terminées toutes trois à son avantage. Celle contre le Danemarck avait été la moins brillante; Gustave n'entendait rien à la guerre maritime. La paix de Knarad avait assuré à la Suède, au prix d'un million d'écus, les provinces dont le Danemarck s'était emparé. La Russie avait voulu un moment placer sur son trône un frère de Gustave Adolphe; plus éclairée sur ses vrais intérêts, elle avait donné la couronne à Romanow. La Suède irritée avait voulu contraindre sa liberté dans le choix d'un souverain, ou plutôt profiter de ce prétexte pour s'emparer de toutes les provinces situées sur la Baltique, plan favori de Charles IX et de Gustave Adolphe; Romanow, mal affermi sur le trône de Russie, n'avait pas combattu avec succès contre les Suédois, et, à la paix de Stolbova, 1617. il avait été obligé de leur céder la Carélie et l'Ingrie.

La guerre avec la Pologne avait été plus longue et plus sérieuse. Sigismond ne pouvait pas

oublier que le trône de Suède lui avait appartenu, et regardait Gustave Adolphe comme un usurpateur. Gustave redoutait peu les prétentions et les moyens de Sigismond; mais cette occasion de faire des acquisitions avantageuses à la Suède était trop favorable pour ne pas en profiter. La guerre, plusieurs fois interrompue par des trêves conclues et violées avec une égale facilité, avait toujours recommencé avec  
1617 une vivacité nouvelle, et elle avait duré long-  
1629. temps; la Livonie et la Prusse occidentale en avaient toujours été le théâtre. Cette guerre avait été l'école de Gustave et de ses troupes; c'était là, qu'éclairé par les lumières de Jacques de la Gardie, il avait réfléchi sur les défauts de la tactique de son siècle et sur les moyens de les corriger; l'élève avait bientôt surpassé le maître, et le génie de Gustave lui avait suggéré des idées neuves et heureuses avec lesquelles il familiarisa ses troupes, et qui dans la suite étonnèrent ses ennemis et expliqueront ses victoires. Il avait entremêlé ses colonnes de piquiers et de mousquetaires, afin de réunir l'avantage des deux armes; multiplié les sous-divisions et les officiers dans les corps, pour donner plus de mobilité et de souplesse à ses troupes; imaginé les canons de cuir bonilli, plus légers que l'artillerie ordi-

naire ; donné le premier des habits uniformes aux régiments, pour faciliter le commandement et leur inspirer l'esprit de corps ; étendu le front de ses colonnes et rangé ses bataillons sur une moindre profondeur ; et en enseignant à ses soldats l'art des déploiements, il avait formé une infanterie redoutable, qui avait presque toujours triomphé de la cavalerie brillante, impétueuse, mais indisciplinée des Polonais. Malgré la bravoure de la nation, et l'activité du prince Radzivill, de Sapieha, de Koniepsky, qui avaient successivement commandé contre lui, les armes de Gustave avaient presque toujours triomphé des efforts de Sigismond ; les qualités personnelles des deux souverains étaient trop inégales pour que la victoire pût être douteuse. Gustave partageait les dangers, les fatigues, les veilles, la nourriture grossière du soldat ; Sigismond ne savait pas combattre pour une cause qui était la sienne beaucoup plus que celle de sa nation. Aussi les Suédois étaient pleins d'enthousiasme pour leur roi, les Polonais d'indifférence pour le leur ; s'ils se battaient avec ardeur, c'était plus par l'effet d'une humeur belliqueuse, que par l'intérêt qu'ils prenaient à la guerre. Ils redoutaient les succès de Sigismond presque autant que ceux des Suédois, parce qu'ils craignaient

que les succès ne le rendissent entreprenant, et qu'il n'essayât de nouveau de porter des atteintes à leur constitution politique.

Gustave Adolphe avait fait des conquêtes étendues dans la Livonie et la Prusse occidentale; Sigismond ne résistait plus que mollement, et, sans les sollicitations pressantes de Ferdinand, il se serait hâté d'acheter la paix par des sacrifices. Mais Ferdinand, qui connaissait le zèle du roi de Suède pour la religion protestante, les ressources de son génie et celles qu'il pouvait trouver dans le caractère de sa nation, craignait que, la guerre de Pologne terminée, Gustave ne dirigeât son attention sur l'Allemagne. L'Autriche entretenait soigneusement les espérances de Sigismond, et, en lui promettant des secours, l'engageait à se refuser à toute négociation. Ferdinand n'ignorait pas que Gustave avait déjà eu l'idée de se mettre à la tête des protestants d'Allemagne, et de défendre leur liberté menacée, et qu'il avait écouté favorablement les propositions que l'Angleterre lui avait faites avant l'époque où le roi de Danemarck combattit pour les protestants. Les conditions qu'il avait mises à ses services, ayant paru onéreuses, tout avait été rompu; mais tout pouvait se renouer d'un moment à l'autre; l'essentiel était d'occuper le



roi de Suède en Pologne, et Ferdinand avait envoyé Jean George d'Arnim à la tête d'un corps de troupes au secours de Sigismond. Ce corps avait reçu un échec considérable près de Stum, et cette agression formelle de la part de l'Autriche avait augmenté l'animosité de Gustave contre l'orgueil et l'ambition de cette puissance qui lui avait déjà donné plusieurs sujets de plainte, et qui par ses injustices paraissait vouloir le forcer à la guerre.

En effet, le duc de Friedland avait chassé les ducs de Mecklenbourg, alliés de la Suède, de leurs états, et en avait pris possession. L'empereur venait de le nommer grand-amiral dans toutes les mers du Nord, et particulièrement dans la Baltique; il avait tâché d'obtenir des vaisseaux des villes de la Hanse, et, Stralsund lui ayant fermé ses portes, il avait assiégé cette ville libre, florissante, et dont l'existence indépendante était de la plus haute importance pour les rois du Nord. Stralsund avait invoqué ses protecteurs naturels, la Suède et le Danemarck; Chrétien IV et Gustave Adolphe lui avaient envoyé des secours qui l'avaient mise en état de résister aux efforts de Wallenstein, dont l'orgueil humilié s'était vu forcé de lever le siège, après y avoir perdu plus de douze mille hommes.

Wallenstein croyant mieux réussir dans ses projets, s'il séparait les deux rois du Nord, avait  
1629. offert la paix à Chrétien IV. Les conférences s'étaient ouvertes à Lubeck, et elles avaient eu le succès désiré. Gustave Adolphe, à qui l'issue de ces négociations ne pouvait être indifférente, et qui voulait influer sur la pacification du Nord, avait envoyé au congrès de Lubeck des ambassadeurs pour y assister en son nom. Wallenstein, qui trouvait son intérêt à traiter séparément avec le roi de Danemarck, et qui voulait se venger de Gustave par le mépris, avait empêché qu'on n'admit ses ministres, et ils avaient été renvoyés de la manière la plus insultante. Gustave avait impatiemment souffert cet outrage; il se respectait trop lui-même et respectait trop sa nation pour ne pas soutenir sa dignité, et, le ressentiment personnel se joignant aux raisons politiques, il méditait sérieusement de se déclarer contre l'Autriche.

Richelieu le trouva dans ces dispositions lorsqu'il chargea le baron de Charnacé, ambassadeur de France à Copenhague, de se rendre en Prusse, et de faire à Gustave les premières ouvertures. Le cardinal avait jugé sainement que la Suède était l'alliée naturelle de la France, que Gustave par ses talens, ses principes et ses

passions, était l'homme qu'il fallait opposer à la maison d'Autriche, et que les succès ou du moins les efforts de ce prince donneraient à la France le temps d'acquérir les forces nécessaires pour agir directement contre l'empereur et contre l'Espagne. Charnacé n'eut pas de peine à persuader Gustave de faire sa paix avec la Pologne et d'attaquer Ferdinand avec toutes ses forces; cette idée l'occupait depuis longtemps. Même avant les troubles de la Bohême, les protestants l'avaient pressé d'épouser leur cause; depuis, ils lui avaient plus d'une fois réitéré les mêmes instances. La vengeance, la gloire, la religion, l'intérêt propre, l'appelaient en Allemagne. La France ne peut revendiquer à juste titre l'honneur d'avoir suggéré la première cette grande idée au roi de Suède; mais sans la France le roi de Suède n'eût peut-être jamais eu le plan formel ou les moyens de l'exécuter.

La trêve entre la Pologne et la Suède fut bientôt conclue, par le zèle éclairé et la politique à la 1628. fois adroite et franche de Charnacé. La plupart des traités de paix ne sont que des trêves, et l'on espérait que celle-ci serait aussi durable qu'une véritable paix. Sigismond consentit à ce que la Suède gardât, pendant six ans, toute la

Livonie avec plusieurs villes de la Prusse orientale et occidentale. La nécessité seule lui fit accepter ces conditions. Il mourut avant la fin de la trêve.

Gustave Adolphe, délivré de la guerre avec la Pologne, se prépare à paraître sur un plus grand théâtre, et, saisissant son vaste projet avec cette force de tête et de volonté qui n'appartient qu'aux âmes extraordinaires, il concentre toutes ses pensées sur cet objet, et ne s'occupe plus que de l'affranchissement de l'Allemagne. Son but est de rétablir la religion protestante dans tous ses droits, de sauver l'indépendance de tous les états de l'Empire germanique, et d'assurer la tranquillité du Nord et du Midi, en brisant une puissance qui les menace également, dont la force dépasse toutes les limites et lui tient lieu de toute espèce de droit. Ses motifs sont le devoir et l'intérêt; la religion et la politique se confondent à ses yeux, et lui dictent les mêmes mesures. La gloire se présente à lui dans l'éloignement comme la conséquence naturelle de son entreprise; elle sera la récompense de ses actions, mais elle n'en est pas le principe. L'idée d'étendre au dehors la domination de la Suède et de faire de nouvelles acquisitions n'occupe dans son esprit qu'une place

subordonnée, mais elle agit confusément. Ses moyens paraissent au premier coup d'œil disproportionnés aux difficultés de son plan ; la Suède n'est riche ni en hommes ni en argent ; les armées de Ferdinand sont nombreuses et aguerries ; ses ressources sont grandes, car l'Allemagne entière est tributaire de ses besoins. Mais Gustave compte que la haine générale qu'inspirent aux états de l'Empire le despotisme de Ferdinand et les brigandages de ses soldats, lui procureront des alliés ; que la religion et la politique lui attacheront les protestants ; que ses premières victoires intimideront une partie des princes de l'Allemagne ; que ses premiers actes de justice et de clémence gagneront l'autre. La France lui promet des subsides, et lui annonce une puissante diversion ; l'Angleterre lui donne des espérances ; elles pourront être trompeuses, mais, au besoin, Gustave se repose à lui-même ; le sentiment de ses forces, le souvenir de ses victoires, l'énergie même de sa volonté, sont de grands moyens de succès. Son peuple lui est dévoué ; toutes les classes de l'état se regardent comme liées indissolublement à sa personne, à sa gloire, à ses destinées ; ses braves Suédois partagent son indignation, sa piété, son généreux enthousiasme ; il n'y a rien qu'il

ne puisse entreprendre avec eux; car ils sont comme lui sensibles à l'honneur et indifférents à tout le reste; l'essentiel pour eux n'est pas de vivre, mais de réussir, ou de périr honorablement.

Telles étaient les vues, les motifs et les moyens de Gustave; nous allons voir quelles furent ses actions; il ne tarda pas à développer son plan; la guerre contre l'empereur fut résolue. Gustave préférait l'offensive à la défensive; elle était plus analogue à son caractère, aux besoins de sa position, à l'esprit national des Suédois. Les meilleures têtes du sénat, qu'il convoqua à Upsal, et à qui il proposa l'alternative, discutèrent la question sous toutes ses faces, et décidèrent qu'il valait mieux porter la guerre en Allemagne que de l'attendre en Suède.

27 oct.  
1629.

Déjà tout est préparé. Le baron de Falkenberg, que Gustave a envoyé en Danemarck, en Hollande, en Allemagne, pour sonder et préparer les esprits, lui a rapporté les nouvelles les plus satisfaisantes. Le Danemarck s'engage à rester tranquille et à ne pas inquiéter la Suède pendant que son roi sera absent; la Hollande lui offre une alliance étroite et solide; les principaux états de l'Allemagne protestante n'attendent que son débarquement pour se déclarer en

sa faveur. Les vaisseaux, les bâtimens de transport, les troupes, tout est prêt pour la grande expédition qu'il médite. Les arrangements qu'il prend en Suède annoncent que son absence sera longue, et même feraient soupçonner que peut-être il ne comptait plus la revoir. Les milices sont destinées à la garde du royaume. Axel Oxenstierna reste en Prusse avec dix mille hommes. Cinq sénateurs, sous le nom de régens, sont chargés de l'administration générale; la reine ne doit avoir aucune part au gouvernement; le prince palatin Jean Casimir, beau-frère de Gustave, dont il connaît l'esprit d'ordre et l'économie, doit gérer les finances du royaume. Enfin, le roi se rend à l'assemblée des États, 30 mai  
1636. tenant entre ses bras sa fille Christine, âgée de quatre ans; il leur recommande, dans les termes les plus touchants, cette héritière future de son trône; il les remercie du zèle avec lequel ils secondent ses projets, rend hommage à leur patriotisme éclairé, place ses fidèles sujets sous l'égide de leur sagesse, prend congé d'eux avec autant de sensibilité que de noblesse, et termine son discours par une prière.

Ces sollicitudes paternelles, ces communications franches et intimes entre le peuple et le prince, l'éloquence affectueuse et entraînante

de Gustave , l'idée que la gloire et peut-être la mort l'attendent , la conviction où sont tous les auditeurs qu'il obéit au devoir et non à l'ambition , tout contribue à émouvoir l'assemblée ; des larmes s'échappent de tous les yeux ; Gustave lui-même est attendri.

Toutes les troupes étaient réunies à Elfsnaben : elles montaient à peu près à quinze mille hommes. La flotte , commandée par l'amiral Gyl-denhielm , frère du roi , portait six mille matelots et huit mille pièces de canon. Deux cents bâtiments de transport reçurent l'armée. Le rivage était couvert d'une foule de spectateurs , partagés de sentiments et d'idées , unanimes à suivre Gustave de leurs vœux et de leurs prières. Tout mit à la voile , et la flotte yint mouiller à l'île de Rugen.

24 juin  
1630.

Bogislas XIV régnait en Poméranie. Ce prince faible et impuissant voyait avec douleur ses états traités en pays conquis par les troupes impériales ; hors d'état d'empêcher ces vexations , il les supportait en silence. Il n'avait point d'héritiers , et , en vertu d'un traité de confraternité , la Poméranie devait retomber après sa mort à la maison de Brandebourg. Il importait beaucoup au roi de Suède d'avoir en Allemagne une place d'armes et de débarquement qui pût



être fortifiée et lui servir de point d'appui. Stettin lui convenait sous tous les rapports : la place ne pouvait pas se défendre ; Bogislas préférerait les Suédois aux Autrichiens ; mais il craignait la vengeance de ces derniers. Gustave le déterminé à lui ouvrir les portes de Stettin, en lui montrant qu'il est en état de l'y contraindre, et conclut avec lui un traité par lequel la Poméranie doit rester en séquestre entre les mains des Suédois, jusqu'à la fin de la guerre. Bientôt, par des ouvrages bien conçus et élevés avec une rapidité étonnante, il la met en état de soutenir un siège, et de là il part pour soumettre toute la Poméranie. Torquato Conti, général habile, mais cruel, sanguinaire et avide, et le duc Savelli, commandent les troupes impériales dans cette province. La guerre se fait avec acharnement ; Gustave est obligé d'acheter à prix de sang chaque avantage. Des villes qui aujourd'hui n'essayeraient pas même de se défendre, font une longue résistance ; la valeur opiniâtre des commandants et l'enfance où se trouvait encore la guerre des sièges, tiennent lieu d'ouvrages à ces places ; mais les Suédois triomphent de tous les obstacles. Conti se retire fatigué de l'inutilité de ses efforts ; le comte Schauenbourg le remplace, et n'est pas plus heureux que lui.

1631. Au commencement de l'année suivante, la Poméranie évacuée par les troupes impériales est occupée par les Suédois, et Gustave, maître de cette province importante, peut pénétrer avec plus de sûreté dans l'intérieur de l'Allemagne.

Ce fut alors que, par l'entremise de Charnacé, Richelieu conclut avec le roi de Suède un véritable traité d'alliance. Jusqu'à cette époque, le cardinal n'avait donné que des promesses vagues; peut-être doutait-il des succès de Gustave. Gustave, de son côté, craignant que la France ne lui ôtât la gloire de son expédition, et ne prît trop d'ascendant sur lui, avait montré peu d'empressement à s'unir avec elle; mais le besoin que la France et la Suède avaient l'une de l'autre pour contre-balancer les forces de l'Autriche, l'emporta finalement sur ces craintes, et l'alliance fut signée à Barwalde, petite ville de la Nouvelle-Marche, où se trouvait le quartier-général du roi de Suède. Le but de l'alliance était le rétablissement de la constitution germanique et une égale sûreté pour les catholiques et pour les protestants. Le roi de Suède s'engagea à employer à cette guerre une armée de trente mille hommes de pied et de six mille chevaux, et la France à payer à la Suède quatre cent mille écus par an.

Pendant que l'orage se formait contre Ferdinand du côté de la Suède, le mécontentement général éclata dans l'empire. A peine le roi de Suède avait-il paru en Allemagne, que l'opinion publique long-temps muette se fit entendre, et que les princes opprimés changèrent de ton et de langage. Les états protestants, rassemblés à Leipsic sous la présidence de l'électeur de Saxe, irrité de voir enlever à son fils l'archevêché de Magdebourg, avaient pris des conclusions alarmantes pour l'empereur : ils avaient annoncé le dessein de s'armer pour défendre leurs droits, si l'empereur ne leur faisait pas justice. Ferdinand avait formellement condamné ces conclusions, mais cet arrêt était illusoire dès qu'il n'était pas soutenu par les armes. La diète qu'il avait convoquée à Ratisbonne, dans l'espérance de faire élire son fils roi des Romains, avait été unanime à demander le renvoi de Wallenstein, en présentant un tableau effrayant, et qui n'était que trop fidèle, de ses violences, de ses injustices et de ses prodigieuses vexations. Ferdinand, qui l'estimait sans l'aimer, et qui ne l'employait pas sans crainte et sans défiance, n'avait pu refuser un acte de justice à l'Allemagne entière indignée et gémissante, et Wallenstein avait été obligé de se démettre du com-

mandement. Il avait reçu cet ordre avec une indifférence apparente qui cachait une fureur secrète et de vastes projets de vengeance, et s'était retiré dans ses terres en Bohême, attendant le moment où l'on aurait besoin de lui, pour punir Ferdinand de son ingratitude. La plus grande partie des officiers et des soldats qui composaient son armée, avait quitté le service avec lui, et il en entretenait un grand nombre à ses dépens dans l'inaction, les réservant pour des temps plus propices. Après sa retraite, Ferdinand avait chargé Tilly du commandement général de ses troupes.

Gustave, après avoir soumis la Poméranie, continue ses opérations avec vigueur, et poursuit sa marche victorieuse. Fidèle à son principe de s'emparer des pays en s'emparant du cours des fleuves qui les traversent, il remonte l'Oder, prend d'assaut la ville de Francfort, fait passer toute la garnison au fil de l'épée, en représailles des cruautés que Tilly avait commises à Neu-Brandebourg, et chasse les troupes impériales des Marches. Si l'électeur George Guillaume avait connu ses véritables intérêts, il aurait fait cause commune avec le roi de Suède, pour venger les affreux ravages que les Impériaux avaient commis dans ses états, et pour en

prévenir de nouveaux ; mais Adam de Schwartzenberg, son ministre, était vendu à l'Autriche ; il avait condamné son maître à la nullité, et l'éloigna de cette sage résolution ; d'ailleurs, tous les princes protestants flottaient encore entre la crainte de l'Autriche et celle de la Suède, et il n'y avait que des victoires qui pussent fixer leurs irrésolutions et les attacher au parti de Gustave.

Tilly, chassé des Marches, s'était porté sur Magdebourg, ville peuplée, commerçante et riche, fière de son indépendance, toujours prête à la défendre par les armes, que l'ancien administrateur avait engagée dans une guerre contre Ferdinand. Falkenberg, l'ami et le compagnon de Gustave, la défendait. Tilly en forme et en presse le siège. Le roi de Suède marche à son secours ; mais il demande à l'électeur de Brandebourg Spandau et Custrin pour assurer sa retraite en cas de malheur ; les lenteurs et les tergiversations de George Guillaume font perdre à Gustave un temps précieux ; à la fin il obtient ces deux forteresses, mais déjà l'heure fatale de Magdebourg avait sonné. La ville avait été prise d'assaut dans le moment où le silence de l'artillerie ennemie lui avait fait croire que Tilly levait le siège, et que le roi de Suède appro-

20 mai  
1631.

chait. Il y a peu de tableaux plus horribles que celui du saccagement de cette belle ville ; pendant trois jours le soldat s'y abreuva de crimes, s'enivra de débauches et de sang ; on ne vit que des bourreaux et des victimes. Plus de quarante mille personnes périrent par le feu, par le fer, ou dans les eaux de l'Elbe, qui étaient teintes de sang et qui roulaient des cadavres. De quatre mille maisons, il n'en resta que cent quarante-quatre. Mille personnes s'étaient réfugiées dans l'Église cathédrale, et furent seules épargnées par les vainqueurs fatigués de meurtres. Semblable à l'ange destructeur, Tilly présidait froidement à ces scènes infernales, comme on préside à une fête militaire ; et, pour ajouter à l'horreur de ce carnage par un contraste révoltant, sur des monceaux de cadavres et les ruines fumantes de la ville il entonna, avec ses satellites, un *Te Deum* solennel.

Au récit de la prise de Magdebourg, Gustave fut saisi d'une juste indignation. Résolu de venger l'humanité et de punir Tilly de ses forfaits, il allait partir avec son armée animée du même esprit ; mais le faible George Guillaume redemanda ses forteresses, et le roi de Suède est obligé de retourner à Berlin pour obtenir de la terreur ce qu'il ne peut obtenir de la raison.

Aussitôt qu'il a rempli ce but important, il retourne pour chercher Tilly, qui paraît l'éviter. Gustave prend une position très-forte à Werben, au confluent de la Havel et de l'Elbe; et après avoir renforcé par l'art l'ouvrage de la nature, il s'avance vers Leipsic, atteint Tilly qui veut lui échapper, et arrive dans la plaine de Breitenfeld, qu'il devait immortaliser par sa victoire. C'est près du village du même nom que les deux armées se rencontrent. Le génie de Gustave <sup>7 sept.</sup> 1631. triomphe de la vieille expérience de son adversaire; la valeur de l'infanterie suédoise, son ordre de bataille, ses manœuvres rapides décident la victoire en étonnant l'ennemi. Pour la première fois, Tilly éprouve les revers de la fortune; il ne montre pas sa présence d'esprit ordinaire, et fait des fautes nombreuses; le sang versé à Magdebourg pèse sur lui. Après une longue résistance, les vieilles bandes impériales cèdent le champ de bataille; la déroute est complète et le carnage terrible. Dans le premier accès de sa reconnaissance, Gustave se jette à genoux sur le champ de bataille, et entonne, avec son armée, un cantique solennel d'actions de grâces.

L'Allemagne respire; l'Europe est étonnée; Vienne se défie de sa fortune; les principaux protestants espèrent des temps plus heureux,

et, commençant à croire que l'Autriche n'est pas invincible, se rangent du côté de Gustave. L'électeur de Saxe lui-même ne craint pas de se déclarer ouvertement contre l'empereur, et il a des conférences avec le roi de Suède pour décider les opérations de la campagne. Il y fut résolu que les Saxons feraient une irruption dans la Bohême, tandis que Gustave chasserait les Impériaux de la Thuringe, des cercles du Rhin, de la Franconie et de la Bavière. On a souvent blâmé le roi de Suède de n'avoir pas poussé droit à Vienne après la bataille de Leipsic; on a même dit que, comme Annibal, il savait vaincre, et ne savait pas profiter de sa victoire; ce jugement est hasardé. Gustave n'avait en tout que seize mille hommes; Tilly en avait autant. Il fallait au roi de Suède des moyens de continuer la guerre; il ne pouvait les obtenir que des états de l'Allemagne, et pour cet effet il fallait leur montrer le plus grand empressement à les délivrer de la tyrannie des garnisons autrichiennes. D'ailleurs, si les Saxons avaient rempli leurs engagements, la Bohême, dégarnie de troupes, n'aurait opposé qu'une faible résistance, et l'empereur eût tremblé pour sa capitale; mais Jean George d'Arnim, qui commandait l'armée saxonne, inclinait plus pour l'Autriche



que pour la Suède ; il savait que son maître craignait autant les succès de Gustave que ceux de Ferdinand ; lui-même , ami et partisan de Wallenstein , ne voulait autre chose que le reporter au commandement. En conséquence , il agit avec mollesse , ne profita pas des avantages que lui offraient les circonstances , et cette partie du plan de Gustave fut entièrement manquée.

Pendant que les Saxons trompaient les espérances de leur allié , ce prince soumettait le Haut-Palatinat et la Franconie , chassait les impériaux de toutes les villes qu'ils occupaient , et partout on le regardait comme le sauveur et le libérateur de l'Allemagne. Tilly avait rassemblé toutes ses forces sur les bords du Lech ; il s'y était retranché pour fermer à Gustave l'entrée de la Bavière ; mais le héros suédois ne se laisse pas décourager par ces obstacles ; il s'empare de Donauwert ; son armée passe le Lech sous le feu de l'artillerie ennemie ; et gagne les bords opposés du fleuve hérissé de montagnes et de rochers. La nature et les hommes , tout cède à l'impétueux courage des Dalécarliens , animés par la présence de leur roi ; les Impériaux sont battus ; Tilly , dangereusement blessé , meurt , trois jours après la bataille , des suites de cette blessure. Alors , rien n'arrête la marche victo-

rieuse du roi de Suède ; il entre dans la Bavière ; tous ses pas sont marqués par des succès , et il pénètre jusqu'à Munich , résidence de Maximilien de Bavière , le plus cruel ennemi des protestants.

A la nouvelle de la mort de Tilly et des progrès de Gustave Adolphe , Ferdinand effrayé sacrifie son orgueil à sa sûreté , et ce superbe monarque est obligé de conjurer Wallenstein de reprendre le commandement de son armée , ou plutôt de lui créer une armée et de le défendre. Tout autre que Wallenstein eût été satisfait de la réparation éclatante que lui ménageaient les circonstances , et eût adouci à son souverain , par des procédés généreux , cette cruelle nécessité ; mais l'ame implacable de Wallenstein n'est pas satisfaite de cette vengeance. Il fait avaler à son maître la lie des humiliations ; il paraît se refuser à ses désirs , afin de l'obliger à redoubler d'instances et de prières ; à la fin il cède ; mais il impose à l'empereur les conditions les plus onéreuses ; il demande de nommer lui-même tous les officiers de son armée , de lever des contributions dont il ne serait comptable à personne , de garder pour soi toutes les conquêtes qu'il pourrait faire , d'être mis en possession du Mecklenbourg , ou d'obtenir un équivalent ; il

exige de plus, qu'il lui soit permis d'entrer dans les états héréditaires toutes les fois qu'il le jugerait convenable, et que l'empereur fixe désormais sa résidence à Prague. Accepter de pareilles propositions, c'était se détrôner soi-même, renoncer à sa souveraineté, et devenir l'esclave de son sujet; mais la terreur qu'inspire la Suède est si grande, que Ferdinand, quelque jaloux qu'il soit de son autorité, souscrit à ces conditions et se met à la discrétion de Wallenstein.

La réputation de Wallenstein lui forme bientôt une armée nombreuse. Ses talents, sa libéralité, la licence qui régnait dans son camp, attiraient sous ses drapeaux le soldat et l'officier; les braves espéraient de la gloire; les hommes avides avaient la perspective du butin; d'ailleurs, l'Allemagne était tellement dévastée, que la faim et la misère chassaient tout le monde aux armées. Bientôt Wallenstein se voit à la tête de quarante mille hommes. Maximilien l'appelait en Bavière, où rien ne pouvait arrêter les succès du roi de Suède; mais Wallenstein n'avait pas pardonné à l'électeur de Bavière la part qu'il avait eue à sa destitution, et il ne s'empressa pas de le secourir. Les Saxons étaient encore dans la Bohême; Wallenstein la leur fait évacuer. Après avoir pris toutes les mesures néces-

saires pour assurer la tranquillité de ce royaume, il se met en marche pour se rapprocher de l'électeur, qui, de son côté, quitte Ratisbonne, qu'il avait mise en état de défense. La jonction des deux armées se fait à Egra, vers la fin de juin; réunies, elles montaient à soixante mille hommes. Il avait été décidé d'avance que Wallenstein et Maximilien commanderaient chacun leurs troupes; elles passent les défilés de Kaden, se portent sur le Haut-Palatinat, et paraissent menacer Nuremberg.

Cette ville puissante et riche tenait le premier rang entre les villes protestantes; Augsbourg et Ulm pouvaient seules le lui disputer. Elle se hâte d'envoyer une députation à Gustave-Adolphe pour réclamer ses secours. Ce monarque les lui accorde généreusement; et ajournant ses autres desseins, sans attendre les renforts qui devaient lui arriver, il se rend à Nuremberg avec toutes ses forces, et se prépare à la défendre avec vigueur.

Par ses ordres, on creuse un fossé profond à un quart de lieue de l'enceinte de la ville, et on le garnit de fortins et de redoutes; sept mille personnes sont employées journellement à cet ouvrage. La ville répond à la magnanimité de Gustave par tous les sacrifices qu'il exige; elle

ouvre ses magasins ; elle répand dans l'armée des Suédois de l'argent , des vivres , des vêtements. Les bourgeois prennent les armes ; trente mille hommes partagent avec les Suédois les fatigues et les veilles ; cette ville pacifique est devenue un vaste camp ; tous ses habitants sont soldats ; les ateliers ne retentissent que de préparatifs de guerre.

Cependant Wallenstein et Maximilien asseyent leur camp sur les hauteurs qui dominent Nuremberg , et choisissent une position militaire presque inexpugnable ; de là ils attendent tranquillement que la famine oblige le roi de Suède à quitter ses lignes et à leur abandonner Nuremberg. Gustave , à qui cette inaction ne convient pas , emploie toutes sortes d'artifices pour engager son ennemi à une bataille ; mais Wallenstein , quoique supérieur en forces , s'y refuse , et , nouveau Fabius , oppose à l'ardeur impétueuse du roi de Suède un sang-froid imperturbable ; sûr de l'avantage de sa position , et craignant d'exposer sa gloire aux hasards d'une affaire générale , il n'engage que des combats partiels et peu décisifs. La situation de l'armée suédoise devient de jour en jour plus critique ; les vivres manquent ; l'eau s'épuise et se corrompt ; une sécheresse opiniâtre augmente le mal et ôte le

remède. Mais bientôt Wallenstein, qui veut affamer son ennemi, se trouve lui-même pressé par la famine. Le pays est dévoré à une grande distance, et les convois n'arrivent pas; les mêmes besoins, la même disette, les mêmes maladies règnent dans les deux armées; les chevaux tombent d'épuisement, et leurs cadavres infects corrompent l'air et empoisonnent les soldats. A la fin, le roi de Suède veut tenter, contre l'avis de ses généraux, de forcer Wallenstein sur les hauteurs qu'il occupe. Les Suédois font des prodiges de valeur, mais ils ne peuvent vaincre la nature, et les Impériaux gardent leurs positions; bientôt Gustave lève son camp, après que les deux armées ont été plus de deux mois en présence l'une de l'autre; il quitte les lignes de Nuremberg, dirige sa marche sur la Bavière et menace les états de Maximilien, dans l'espérance que Wallenstein s'avancera pour les sauver; et qu'il pourra se mesurer avec lui. Le duc de Friedland reste encore immobile. Après s'être assuré de la retraite du roi, il fait aussi la sienne, laissant partout de terribles traces de sa présence; à plus de dix lieues à la ronde tout fut saccagé; pas un village ne fut épargné; en se retirant, il fit même mettre le feu à son camp, et l'incondie s'étendit à une grande distance.

8 août  
1632.

Bien loin de suivre Gustave en Bavière, Wallenstein, soit pour opérer lui-même une puissante diversion, soit pour punir l'électeur, se porte avec toute son armée du côté de la Saxe. Ce malheureux état est dégarni; Arnim, à la tête des Saxons, envahissait la Silésie; la terreur et la désolation marchent devant le duc de Friedland, et l'électeur effrayé invoque les secours du roi de Suède. Ce prince, toujours fidèle à ses engagements, au mépris même de ses intérêts, qui déjà inspirait des inquiétudes à Ferdinand pour ses états héréditaires, et à qui Jean George avait donné de nombreux sujets de plainte, laisse la Bavière, et se hâte d'aller sauver son allié. Déjà Wallenstein était à Eulembourg, à trois milles de Leipsic, lorsqu'il apprend que le roi de Suède est arrivé à Erfurth, à la tête de vingt mille hommes. Il marche à sa rencontre dans le dessein de lui livrer bataille; mais Gustave, plus rapide que lui dans sa marche, s'empare des défilés de Naumbourg, et, profitant de la faute que fait son adversaire, de détacher Pappenheim avec douze mille hommes, s'avance pour l'attaquer dans ce moment décisif. La bataille s'engage dans la plaine de Lutzen, entre le village de ce nom et le Flossgraben, auquel étaient appuyées l'aile gauche de Wallen-

6 nov.  
1632.

stein et la droite des Suédois; la chaussée séparait les deux armées. Gustave lui-même, à la tête de quelques escadrons suédois, chargeait les cuirassiers impériaux; mais dans le moment où il crie au régiment de Steenbock de le suivre, et où il devance sa troupe, un coup, parti d'une main inconnue, vient frapper le héros; ce coup est suivi d'un second, et il tombe; son corps est confondu avec les autres qui tombent sur lui. Le désir de venger la mort d'un roi qu'ils adoraient, prête un nouvel aiguillon à la valeur des Suédois; Bernard de Saxe-Weimar prend le commandement des troupes; après de sanglants et d'inutiles efforts, Wallenstein est obligé de se retirer. Déjà la bataille est gagnée, lorsqu'on voit arriver, du côté de Halle, Pappenheim avec un corps considérable presque tout composé de cavalerie. Les Suédois, fatigués du carnage, sont obligés de combattre des troupes fraîches; ce nouvel obstacle ne fait qu'accroître leur valeur; ils se jettent avec fureur sur les Impériaux qui leur disputent vigoureusement le terrain, mais qui cependant sont forcés à la fin de leur céder le champ de bataille, et se retirent en désordre. Pappenheim blessé mourut le lendemain dans le château de Pleissenbourg;



on compta dix à douze mille morts de part et d'autre sur le champ de bataille.

Le corps du grand Gustave fut trouvé sous un tas de cadavres. Sa mort effaçait tout l'éclat de la victoire ; un morne silence régnait dans le camp des vainqueurs , et ce silence n'était interrompu que par des sanglots. Jamais mort ne fut plus saisissante , plus tragique , plus décisive par ses suites. Gustave fut enlevé au sein de la gloire et dans la fleur de son âge ; il n'avait pas trente-huit ans. L'Europe perdit le héros qui la remplissait de ses exploits et qui seul fixait l'attention universelle ; la réformation et la liberté perdirent un zélé défenseur ; la Suède avait plus joui de sa gloire que de ses rares qualités , de ses actions que de sa présence ; mais sa grandeur la consolait de tout , et elle lui avait voué un véritable culte. A sa mort , les Suédois possédaient les deux tiers de l'Allemagne et cent trente villes murées dans cette partie de l'Europe. Les vastes projets que ses prodigieux succès lui avaient inspirés , furent ensevelis avec lui ; on est réduit à les soupçonner ; sa gloire en est peut-être moins éclatante , mais elle en est plus pure ; ils eussent tous été dignes de son génie , mais peut-être moins dignes du grand caractère

qu'il avait déployé. Sa mort fut une calamité publique pour tous les pays protestants : ses ennemis mêmes le pleurèrent ; Ferdinand versa des larmes ; le pape fut touché ; ceux qui ne rougirent pas de s'en réjouir , furent marqués du sceau de l'indignation publique ; il laissa un vide immense dans tous les esprits et dans tous les cœurs.

Ses fidèles Suédois emportèrent son corps , en le baignant de larmes , d'abord à un village , et ensuite à Weissenfels , où tous les soldats accouraient en foule pour voir encore une fois les traits chéris du héros qu'ils aimaient comme leur père. La reine le reçut , et ne le quitta plus jusqu'à ce qu'il eût été déposé dans le caveau de Stockholm. Il fut transporté en pompe à Wolgast , au milieu des gémissements d'une foule de spectateurs de toutes les classes , qui bordaient les routes , et qui , se rappelant d'avoir vu passer Gustave au milieu d'eux , rapprochaient douloureusement cette marche rapide et triomphale de ce lent et funèbre convoi , et voyaient dans ce contraste le néant de toutes les choses humaines. Il semblait que la religion et la liberté , que toutes les espérances et tous les principes fussent perdus sans retour avec lui. Embarqués

à Wolgast , les restes du grand Gustave arrivèrent à Nyköping , et furent reçus comme une propriété nationale. Encore aujourd'hui aucun Suédois digne de ce nom ne pense à lui sans orgueil et sans douleur. La Suède compte parmi ses souverains beaucoup d'hommes extraordinaires ; il a été le plus grand de tous.

~~~~~

<sup>5 août</sup>  
1633.

## CHAPITRE VI.

La Suède n'abandonne pas les projets de Gustave. Oxenstierna prend la direction des affaires. Fin tragique de Wallenstein. Bataille de Nordlingue. Paix de Prague. La France sent la nécessité de faire une guerre directe à l'Autriche. Richelieu, qui a triomphé de ses ennemis, se déclare contre l'Espagne.

LA mort de Gustave avait ranimé le courage des catholiques, et donné de nouvelles craintes aux protestants. On ne savait quel parti prendrait la Suède. Ceux qui s'imaginaient que cette guerre avait été amenée par l'ambition du roi, croyaient que les Suédois quitteraient l'Allemagne et retourneraient dans leurs foyers. Mais l'esprit de Gustave animait toute la nation; elle aimait la puissance, la gloire, la religion. Personne n'aurait osé lui proposer de sacrifier, sans dédommagements quelconques, les avantages qu'elle avait obtenus; et les princes d'Allemagne, qui sentaient le besoin de sa protection, faisaient tous leurs efforts pour l'attacher à la cause de la liberté germanique. Ceux même qui

étaient inquiets et jaloux de l'influence des étrangers, n'ayant aucun moyen de les renvoyer chez eux, dissimulaient leurs sentiments. Gustave était mort, mais le sénat de Suède aurait cru manquer à sa mémoire, en perdant le fruit de ses exploits; les vastes projets qu'il n'avait exécutés qu'en partie, étaient devenus une espèce de propriété nationale. D'ailleurs, il avait formé des élèves dignes de lui; ses principes lui survécurent et son génie conduisit encore les Suédois à la victoire. Il n'avait laissé qu'une fille âgée de six ans, Christine, qui devint dans la suite plus singulière que grande, et qui, voulant étonner l'Europe, ne fit que l'amuser. Elle annonçait beaucoup d'esprit, et ses connaissances étaient précoces. Les États la placèrent sur le trône, et la régence fut confiée aux cinq grands officiers de la couronne, qui se montrèrent dignes de leurs hautes fonctions.

Axel Oxenstierna, l'ami et le conseil de Gustave; l'héritier de ses talents et de ses vues élevées, qui avait été le confident de ses pensées les plus intimes, fut chargé de la direction générale des affaires de l'Allemagne et du soin de continuer la guerre. On ne pouvait faire un meilleur choix. Oxenstierna était initié dans toutes les parties de l'administration; il savait faire

la guerre, et il l'avait faite avec succès; il était à la fois homme d'état et négociateur habile. Sa tête froide et vaste saisisait beaucoup de rapports en même temps; et combinait les idées sans passion. Il avait des principes fixes, et possédait l'art de les suivre, tout en les modifiant selon les circonstances. Son esprit actif et son âme ferme ne craignaient pas les situations critiques, mais il était trop sage pour multiplier sans raison les difficultés. Passionné pour la gloire et la prospérité de la Suède, comme il devait l'être, il ne sacrifiait pas facilement l'intérêt de la cause générale à des considérations particulières; infatigable, fécond en ressources, sachant deviner les hommes et traiter avec eux, il était ce qu'il fallait être pour conserver aux Suédois leur réputation, affaiblir la jalousie que leurs victoires avaient inspirée à l'Europe, et rallier tous les princes protestants autour d'un centre commun. On lui a reproché d'aimer l'autorité; il l'aimait comme tous ceux qui savent en faire un bel usage, et qui ne voient dans la puissance que l'instrument du génie; jamais Oxenstierna n'abusa de son pouvoir. On a prétendu qu'il inclinait pour l'aristocratie, et qu'il aurait voulu donner cette forme à la constitution de la Suède; mais il a tout au plus désiré

d'assurer à l'élément aristocratique de la constitution plus de force et d'activité, sans vouloir anéantir les autres, et ses lettres prouvent qu'il était partisan éclairé des formes monarchiques.

Oxenstierna ayant pris la direction des affaires de l'Allemagne, la Suède conserva son ascendant, dans toute son intégrité. Déjà l'électeur de Saxe, également incapable de se contenter d'une place subalterne et d'occuper la première, qui avait toujours été animé contre le roi de Suède de la basse jalousie des petits esprits, formait des prétentions à la direction générale des affaires; la cour de Vienne les nourrissait sourdement; mais Oxenstierna l'apaise on l'oblige à cacher son chagrin. Déjà le duc de Brunswick armait séparément; Oxenstierna le ramène et l'attache de nouveau à la ligue générale. L'électeur palatin, le malheureux Frédéric, était mort du chagrin que lui avait donné la fin tragique de Gustave; dans l'espérance de recouvrer ses états, il était accouru de la Hollande pour joindre son généreux protecteur; mais la fortune, qui ne lui avait accordé dans sa vie qu'un moment brillant, ne se lassait pas de le persécuter. Déjà on murmurait en Allemagne de ce que les Suédois ne rendaient pas à son fils, le prince Louis, celles de ces provinces qui avaient été

reconquises sur les Impériaux; Oxenstierna, qui sent combien il importe dans ce moment critique que la Suède paraisse désintéressée, rend au Palatin toute la partie de son héritage dont la Suède peut disposer. L'Autriche, profitant de la fluctuation des esprits, tâchait de dissoudre la coalition ennemie, en faisant à chaque prince des propositions de paix séparées; mais Oxenstierna déjoue sa politique, et ses intrigues se tournent contre elle-même. Il convoque à Heilbronn les députés des cercles de Franconie, de Souabe, du Haut et du Bas-Rhin; sa logique victorieuse et son éloquence entraînant l'emportent sur les intérêts particuliers des divers états; ils resserrent les liens de l'alliance avec la Suède, déferent au chancelier la direction suprême de la guerre, en lui associant un conseil qui doit lui être subordonné. Tout paraissait perdu à la mort de Gustave Adolphe; le génie d'Oxenstierna a tout sauvé.

Dans le même temps la France renouvelle ses engagements avec la Suède. La marche rapide et victorieuse de Gustave Adolphe commençait à lui donner de l'inquiétude; elle craignait que l'abaissement de l'Autriche ne servît à créer en Allemagne une autre puissance également redoutable; elle ne prétendait pas être maîtresse de



l'Empire, mais elle ne voulait pas qu'un autre le fût. Aussi la mort de Gustave Adolphe causa une douleur apparente et une joie secrète au roi de France et à son ministre. On croyait, avec raison, que les succès prodigieux des Suédois tenaient en partie aux qualités personnelles de leur souverain. Gustave n'étant plus à redouter, Richelieu sentit qu'il fallait que la France appuyât les desseins d'Oxenstierna. Feuquières, négociateur habile, fut chargé de conclure avec lui un nouveau traité de subsides. La France ne s'engagea à payer qu'un million de livres, au lieu de douze cent mille qu'elle avait payées jusqu'alors, mais elle les paya plus régulièrement.

Après la bataille de Lutzen, les opérations militaires avaient toujours continué, mais la perte avait été si grande des deux côtés, que la guerre s'était faite mollement. Wallenstein s'était retiré en Bohême avec les débris de son armée. Le duc Bernard de Weimar et le maréchal Horn commandent les troupes suédoises. L'un, entreprenant, actif jusqu'à la témérité, avec une valeur brillante et un esprit fin, souple, adroit, est plus jaloux de profiter des circonstances pour acquérir une souveraineté, que de servir la cause qu'il paraît défendre; l'autre, plus mesuré dans ses projets, plus réfléchi dans

le choix de ses moyens, plein de bravoure et de droiture, sait joindre le désintéressement au zèle.

La guerre se fait sans ensemble et sans plan général; on se bat à la fois sur tous les points, en Saxe, en Silésie, en Bavière, en Souabe, en Alsace, au gré des vues particulières des généraux, sans que les opérations se lient et qu'on paraisse jaloux de frapper un coup décisif. Les Suédois semblent uniquement vouloir se maintenir en Allemagne jusqu'à la paix, y vivre aux dépens du pays, et empêcher les progrès de leurs ennemis; Les Impériaux ne songent qu'à couvrir les états héréditaires, et le tableau de cette guerre sanglante et longue perd de son unité à mesure qu'on avance; l'intérêt tombe avec Gustave, et ne se relève que faiblement.

Wallenstein lui-même, depuis la bataille de Lutzen, n'avait pas montré son activité ordinaire; il semblait que la mort l'eût délivré du seul adversaire digne de lui. Il avait battu le comte de la Tour en Silésie, près de Steinäu, mais il n'avait pas profité de sa victoire, et la cour de Vienne ne pouvait lui pardonner d'avoir soustrait à sa vengeance l'auteur des troubles de la Bohême. Ce nouveau grief contre Wallenstein rappela tous ses autres torts dans l'esprit de

18 oct.  
1633.

Ferdinand et de ses ministres. Le duc de Friedland était trop puissant pour qu'on ne songeât pas à lui ôter les grands moyens dont il disposait, du moment où l'on pourrait le faire sans danger, et où l'on n'aurait plus besoin de ses talents. Maximilien et l'Espagne le craignaient et travaillaient sans cesse à le perdre; les jésuites le haïssaient, et leur crédit sur l'esprit de l'empereur était sans bornes. Wallenstein ne l'ignorait pas; il connaissait toute l'activité de ses ennemis; mais au lieu de gagner Ferdinand en lui témoignant des égards, et de chercher son salut dans la soumission, son orgueil ne lui permettait de le voir que dans le rang suprême. Persuadé que pour sauver sa puissance, il fallait l'accroître, et que le trône était son unique asyle, il résolut de s'emparer de celui de Bohême. Son armée lui était dévouée; ses officiers voyaient en lui l'auteur de leur fortune ou le seul de qui ils pouvaient l'attendre. Le seul Piccolomini avait observé et deviné ses secrets, et se servait de la confiance sans bornes qu'il avait inspirée au duc de Friedland, pour le trahir et pour le perdre; fidèle à son maître, ou plutôt trop ambitieux lui-même pour servir l'ambition du duc, il prépara et amena sa chute.

Wallenstein sentant que ses ressources ne suf-

fisaient pas pour lutter, à forces égales contre Ferdinand, avait tâché d'engager la France et la Suède à le seconder dans l'exécution de son plan. Ces deux puissances l'encouragèrent : mais se défiant de sa bonne foi, elles répugnaient à lui donner des secours efficaces; Oxenstierna demandait des sûretés. Ferdinand, instruit de ces négociations, et sachant que Wallenstein a surpris à ses officiers un serment qui les attache entièrement à sa personne, reconnaît la nécessité de le prévenir. Sa position était délicate. Le duc de Friedland était revêtu d'une si grande autorité qu'il pouvait résister avec succès à son souverain, et l'on n'osait entreprendre de le réduire par la force, encore bien moins de le faire arrêter, juger et punir. L'orgueil de Wallenstein lui inspire une sécurité funeste, et sert les desseins de Ferdinand; son courage lui fait mépriser le danger; son ame fière et généreuse est fermée à la défiance, et il ne prend aucune précaution contre les traîtres qui l'environnent; au contraire, il les choisit pour confidents de ses projets. On propose à Ferdinand de se défaire, par un assassinat, de ce sujet dangereux, et il ne rougit pas d'y consentir; un Écossais, nommé Lesly, se charge de porter le coup. Le malheureux duc de Friedland s'était retiré dans la for-

teresse d'Egra où il se croyait en pleine sûreté; toujours adonné à l'astrologie judiciaire, il venait de consulter son astrologue Apostolo Zeni, qui lui avait dit que son heure fatale n'était pas encore passée. Au milieu de la nuit, au moment où Wallenstein se prépare à prendre quelque repos, Lesly entre dans sa chambre; sans lui laisser le temps de se reconnaître, il le perce de sa pertuisane, et le héros expire. Ainsi tombe, <sup>1634.</sup> sous les coups d'un assassin, à l'âge de cinquante-trois ans, celui qui avait partagé avec Gustave Adolphe l'attention de l'Europe. On ne saurait décider si ses projets ambitieux furent la cause ou l'effet des desseins sinistres que la cour de Vienne forma contre lui, et dont il fut la victime; il est certain que sa fortune gigantesque avait déplacé, à ses yeux, les bornes du possible, et que les événements, changeant tous les rapports, permettaient de tout espérer à qui-conque osait tout entreprendre.

La même année fut témoin de la défaite des Suédois. Le duc Bernard et le comte de Horn avaient obtenu les succès les plus brillants en Franconie et en Alsace, mais ils échouèrent à Nordlingue. L'empereur avait mis à la tête de ses troupes l'Archiduc Ferdinand, son fils, et lui avait donné pour conseils Gallas et Piccolomini.

L'armée impériale avait été renforcée par quinze mille Espagnols, sous les ordres du cardinal Infant, fils de Philippe III, et les deux armées réunies étaient venues mettre le siège devant Nordlingue. Le duc de Weimar, réuni aux troupes de Horn, avait promis à la ville de la secourir. Après une résistance vigoureuse, les habitants de Nordlingue donnent les signaux de détresse dont on était convenu; Bernard, pour les sauver, propose de livrer bataille; Horn, aussi brave, mais moins bouillant que lui, veut attendre un renfort considérable que doit leur amener le rhingrave Othon; mais l'ardeur du duc l'emporte, et le combat est résolu. Horn, après s'être opposé à la bataille, fait tous ses efforts pour assurer la victoire à son parti. L'issue de la journée dépendait d'un poste avantageux, situé sur une hauteur, et occupé par les Espagnols; Horn l'attaque; il est repoussé; il l'attaque encore, et s'en empare; mais des flots d'Espagnols se succèdent, le chassent de nouveau, et le forcent d'abandonner son entreprise. La valeur inconsidérée de Bernard ne lui permet pas de suivre le plan de Horn; la bataille est perdue; huit mille Suédois tués, quatre mille prisonniers, un grand nombre de drapeaux enlevés, la perte de quatre-vingts canons, du bagage

et de la caisse militaire, rendent cette défaite complète. Horn est fait prisonnier, et conduit au cardinal Infant; ce prince s'honore lui-même en honorant ce guerrier malheureux; il lui rend son épée en lui disant qu'il se félicitait de pouvoir rendre ses hommages à un homme qu'il regardait comme son maître; paroles flatteuses, mais peu propres à consoler un cœur tel que celui de Horn, qui s'oubliait lui-même et ne voyait que la patrie.

La perte de la bataille de Nordlingue décida l'électeur Jean à quitter l'alliance des Suédois. Depuis long-temps il supportait impatiemment l'autorité d'Oxenstierna; son chapelain, qui s'occupait moins de la religion que des affaires, et qui avait gagné la confiance de son maître en partageant ses plaisirs, était venu à la cour de Vienne. Arnim voyant que la Saxe n'a rien à craindre de l'armée suédoise, affaiblie par sa défaite, presse l'électeur d'entamer des négociations avec Ferdinand; les conférences s'ouvrirent à Pirna, et on y signa les préliminaires de la paix; le traité fut conclu à Prague. L'empereur y assurait aux princes protestants la jouissance de tous les biens ecclésiastiques qu'ils avaient possédés avant la paix de Passau, et même les autres pendant quarante ans; il promettait de

1635.

réintégrer les ducs de Mecklenbourg dans leurs états; mais les descendants du malheureux Frédéric devaient rester privés de leur héritage. Jean George obtint la Lusace, à titre de fief relevant de la Bohême, et on lui fit espérer l'archevêché de Magdebourg pour un de ses fils. Ce traité excita une indignation universelle; on reprocha à Jean George son ingratitude envers une nation généreuse qui avait deux fois sauvé la Saxe, sa dureté envers la famille de l'infortuné Palatin, son indifférence coupable pour le sort de la religion, et son imprévoyance qui l'empêchait de sentir que cette paix était sans garantie.

En effet, la paix de Prague était déloyale, incomplète et dénuée de garantie. Elle n'accordait aux protestants qu'une partie de leurs justes demandes; elle ne leur garantissait pas même ce qu'elle leur accordait; mais la terreur qu'inspiraient les armes de Ferdinand, après la bataille de Nordlingue, était si grande, que la plupart des protestants accédèrent à ce traité. La Hesse seule resta l'alliée fidèle des Suédois. Jamais leur situation n'avait été plus critique; à la vérité, la défection de la plupart des confédérés leur donnait le droit de ne pas les ménager; et débarrassait leurs opérations de toute



espèce d'entraves; mais elle leur faisait beaucoup perdre dans l'opinion publique. De ce moment, la Suède parut travailler pour elle-même, et non défendre la liberté des princes de l'empire germanique, puisqu'ils ne demandaient plus d'être défendus par elle. La trêve de six ans, conclue avec la Pologne, était sur le point d'expirer, et il était douteux que la république voulût la renouveler; l'occasion de venger ses injures et de réparer ses pertes, était favorable. Enfin l'argent manquait à la Suède; les caisses de l'état étaient vides; les subsides que payait la France peu considérables, et même ils n'étaient pas toujours acquittés régulièrement. L'armée suédoise, que ses victoires et ses défaites avaient également affaiblie, et qui, en Allemagne, avait été en partie recrutée d'étrangers, avait été sollicitée par des émissaires à passer au service de la Saxe; la fidélité d'un grand nombre de soldats avait été ébranlée; le courage, la fermeté, l'éloquence d'Oxenstierna, les avaient ramenés à leur devoir; mais le même danger pouvait naître, et cette idée seule devait augmenter les inquiétudes du chancelier.

Jusqu'alors, la France s'était contentée de lui payer des subsides, et de lui donner des promesses vagues; Richelieu n'avait pas voulu pren-

dre une part active à la guerre. La France n'était pas assez puissante ni assez tranquille pour faire de grands sacrifices. Lorsque Gustave parut en Allemagne, le cardinal crut que les forces des Suédois suffiraient pour occuper et pour affaiblir l'Autriche; et le roi de Suède, jaloux de recueillir seul la gloire et les avantages de son expédition, ne se souciait pas que la France acquît le droit de les partager en participant à ses travaux et à ses dangers. Plus tard, les victoires rapides de Gustave donnèrent de l'inquiétude à Richelieu; il craignit un moment que, l'Autriche écrasée, la Suède ne prît en Europe un ascendant dangereux; et loin d'appuyer les succès des Suédois, la France ne se montra pas même empressée à remplir ses engagements.

La mort de Gustave Adolphe, et surtout les événements désastreux qui la suivirent, la défaite de Nordlingue et la paix de Prague, rendaient à l'Autriche toute sa supériorité. Richelieu sentit la nécessité d'attaquer directement cette puissance, dont les moyens semblaient se multiplier à mesure que la guerre se prolongeait. L'état de la France lui permettait de diriger son attention et ses forces sur la politique extérieure. Le cardinal venait de triompher de ses ennemis. Marie de Médicis, qui s'était retirée à Bruxel-

les, et Gaston, frère du roi, réfugié en Lorraine, avaient engagé Montmorenci, gouverneur du Languedoc, à se déclarer pour eux, et à lever l'étendard contre le ministre; c'était déclarer la guerre au roi. Montmorenci, brave, généreux, et jusqu'alors d'une fidélité irréprochable, mais ardent, léger, et présumant trop de lui-même, en se chargeant de ce rôle difficile, avait plus consulté son ambition que ses ressources. Il avait rassemblé des troupes; Gaston l'avait joint avec une petite armée composée de déserteurs de toutes les nations, et avait espéré, dans le délire de son orgueil, que toute la France épouserait sa querelle, et s'armerait pour soutenir un prince du sang. Mais la France resta tranquille; car tous ceux qui haïssaient le cardinal, méprisaient encore plus Gaston. Richelieu, qui s'intéressait à Montmorenci, l'avait fait avertir, par des amis communs, de ne pas s'engager dans cette entreprise; mais Montmorenci, égaré par un faux point d'honneur, se crut trop avancé pour reculer. Le cardinal venait de faire périr sur l'échafaud le maréchal de Marillac, sous prétexte de malversations, mais, dans le fait, pour avoir conspiré contre lui, dans la fameuse journée des dupes, où ceux qui voulaient perdre Richelieu se perdirent

eux-mêmes. Voyant que cette sévérité ne décourageait pas ses ennemis, que les conspirations et les cabales naissaient les unes des autres, il résolut de déployer la plus grande rigueur dans la révolte du Languedoc. Schomberg avait reçu l'ordre de marcher contre Montmorenci. Cet infortuné, qui s'était engagé dans la mêlée à la rencontre de Castelnaudari, avec autant d'imprudence que de bravoure, avait été fait prisonnier. Le parlement lui avait fait son procès, et l'avait condamné à perdre la tête. L'arrêt était juste; le roi aurait dû lui accorder sa grace à cause de sa jeunesse et de son repentir; mais l'implacable Richelieu, profitant de la sévérité de Louis, l'avait détourné de cet acte de clémence, et malgré les vœux du peuple, les prières de sa mère et les larmes de son épouse, Montmorenci avait été sacrifié à la vengeance du cardinal. Dans ce moment décisif il avait montré une dignité touchante, et une admirable fermeté. L'indignation générale contre Richelieu n'en avait été que plus forte, mais il avait résolu de réduire ses ennemis au silence par une rigueur inflexible, et de se ménager le repos et le loisir nécessaires pour exécuter ses plans politiques; il ne fit grace à personne; tous les amis et les partisans de Montmorenci furent

enveloppés dans sa ruine, et puis avec plus ou moins de sévérité. Le chancelier de Châteauneuf, qui, dans l'abandon de la confiance et de la gaité, avait paru désirer la place du cardinal, fut enfermé, pour le reste de ses jours, dans le château d'Angoulême; le chevalier Jars, de la maison de Rochechouart, qui avait applaudi aux projets de Châteauneuf, fut sur le point d'expier son imprudence dans les supplices, et ne dut la vie qu'à un moment de justice de Richelieu, qui suivait quelquefois la voix de la conscience. La fin tragique d'Urbain Grandier, curé de Loudun, épouvanta toute la France, en montrant jusqu'où s'étendaient les ressentiments du cardinal, ses artifices et la docilité des agents de ses vengeances. Gaston, toujours prêt à former des projets et à les abandonner, à compromettre ses amis et à faire sa paix à leurs dépens, était rentré en France et avait reparu à la cour; mais le cardinal l'observait de près; et s'était assuré de la personne de Puylaurens, son favori. Marie de Médicis n'avait pu obtenir la permission de revenir; errante en pays étranger, sans crédit et sans argent, elle était l'objet de la pitié universelle, sans émouvoir celle de Richelieu, qui savait qu'elle ne reparaitrait sur la scène que pour le perdre, et qui la laissa

mourir dans l'indigence, à Cologne. Le roi, fatigué des cabales dont elle avait été l'ame, des craintes et des soupçons dont son ministre l'obsédait contre elle, et naturellement froid et insensible, oublia sa mère, la négligea entièrement, et la perdit sans la regretter.

1635. Ainsi les attaques réitérées et maladroites des ennemis de Richelieu n'avaient servi qu'à augmenter son pouvoir. A cette époque, il se vit tellement sûr de sa place et de son autorité, qu'il pouvait étendre sans crainte le champ de ses opérations et de ses vues politiques; c'est alors qu'il résolut d'opérer une puissante diversion en faveur de la Suède, en attaquant l'Espagne.



## CHAPITRE VII.

État de l'Espagne. Caractère de Philippe IV et d'Olivarès.

La France se déclare contre l'Espagne. Exploits de Banner et de Bernard de Saxe-Weimar. Mort de ces deux capitaines. Opérations de Torstenson. Ferdinand III. Tout s'achemine à la paix.

DEPUIS l'avènement de Philippe IV au trône 1621. d'Espagne, les relations entre les deux branches de la maison d'Autriche étaient devenues plus étroites. Non-seulement, en recommençant la guerre avec la république des Provinces-Unies, avant l'expiration de la trêve, l'Espagne avait 1620. empêché que les Hollandais ne secondassent les projets de l'électeur palatin et des protestants, mais elle avait même entretenu des armées en Allemagne, et fait passer à Ferdinand des secours d'hommes et d'argent considérables; la victoire de Nordlingue avait été en grande partie l'ouvrage des Espagnols. Le système qui liait étroitement les intérêts de l'Autriche et de l'Espagne, était celui du comte-duc Olivarès, Ce ministre gouvernait cette monarchie en maître

absolu, et ne laissait à Philippe IV que les honneurs et le titre de roi. Parvenu au trône à l'âge de dix-huit ans, Philippe avait plus d'esprit naturel, plus d'aptitude aux affaires et de vivacité que son père; il voulait le bien, et s'était proposé, en prenant le sceptre, de réformer tous les abus; mais ce désir était plutôt chez lui une vue de la raison qu'une détermination de la volonté. Il craignait le travail, il aimait le plaisir, et il avait donné sa confiance à un homme qui mettait tout son art à fortifier ses penchans naturels et à lui persuader que les satisfaire c'était régner; cet homme était le comte-duc Olivarès, de l'illustre famille des Guzman. Attaché de bonne heure à Philippe, il lui avait donné une haute idée de ses connaissances et de ses talents pour l'administration; le courage avec lequel il avait bravé, par attachement pour l'héritier du trône, la colère de Philippe III et du duc d'Uzède son favori, était un grand mérite aux yeux du jeune prince, qui l'avait récompensé en lui remettant, dès son avènement au trône, toutes les affaires. Olivarès ne manquait pas d'esprit, mais, comme il manquait de connaissances, il s'était associé son oncle, D. Bertrand de Zuniga, dont les lumières et l'expérience lui furent d'un grand secours pendant les premières années de



son ministère. Toutes les fautes que commit le comte-duc, tous les malheurs qu'il attira sur sa patrie, et toutes ses propres infortunes vinrent uniquement de ce qu'il ne sentit pas qu'il fallait un régime sage et sévère à l'Espagne, et non du mouvement ; du repos et du travail, et non des dépenses et des entreprises d'éclat ; que ce n'était pas en multipliant ses efforts qu'elle pouvait acquérir des forces ; qu'elle devait porter ses regards sur elle-même beaucoup plus que sur les autres états ; éclairer le monde par l'exemple d'une bonne administration, et non l'étonner par ses triomphes. Olivarès voulait éblouir les yeux de son maître et ceux de la nation par de vastes projets, et se rendre nécessaire en compliquant la marche de la politique par une foule d'entreprises hasardeuses, sans penser que l'abus de la puissance en amène inévitablement la destruction, et que le premier caractère de la sagesse est de proportionner ses vues à ses moyens et ses désirs à ses forces. Au lieu de négocier la prolongation de la trêve, il avait recommencé la guerre avec les Provinces-Unies, et cette guerre, que l'Espagne faisait sur terre avec des succès très-équivoques et des frais immenses, abîmait son commerce maritime, et lui enlevait son unique richesse, en la privant de

son numéraire. Olivarès prodiguait à Ferdinand des secours qui prolongeaient les maux de l'Allemagne, sans procurer à l'Espagne le moindre avantage. Il favorisait en France les mécontents, encourageait à la révolte Marie, Gaston, les grands du royaume, pour occuper Richelieu et l'empêcher d'agir au dehors ; et, par cette conduite, il ne faisait que lui fournir des moyens d'augmenter son pouvoir et lui donner le désir de les employer à se venger de l'Espagne ; déjà le cardinal, par son audace et son activité, avait fait échouer les projets de l'Espagne sur la Valtelline et sur le Mantouan.

Tous les vices d'Olivarès prenaient leur source dans une ambition inquiète qui rendait sa politique trop entreprenante. Il n'était pas cruel, mais le besoin d'argent lui fit prendre contre les peuples des mesures oppressives, dont nous verrons qu'il fut lui-même la victime ; et la crainte de perdre son crédit lui fit éloigner, disgracier et perdre des hommes qui n'avaient d'autre tort que d'exciter sa jalousie par leur mérite. Olivarès connaissait les causes de la décadence de l'Espagne, et il voulait lui rendre sa force première ; mais tantôt il manquait le bien en tâchant de le produire tout d'un coup, sans préparation quelconque, et voulait forcer

la marche des choses, dans l'espérance de recueillir plus promptement les fruits de ce qu'il avait semé; tantôt il employait de petits moyens, et ne savait pas attaquer le mal à sa racine. Ainsi il publiait des lois somptuaires et voulait prévenir le luxe, au lieu de multiplier la richesse qui met en état de le payer; il invitait les étrangers à venir se fixer dans le royaume, et le dépeuplait par des recrutements continuels. Il était laborieux, mais il voulait encore plus le paraître, et donnait à l'activité des formes rebutantes, afin de dégoûter le roi de plus en plus de toute espèce de travail. Il paraissait vouloir consulter les meilleures têtes, et s'environner de toutes les lumières; comme il avait introduit l'usage de donner les avis par écrit, ces formes, libres en apparence, n'étaient que le masque de son despotisme, car il restait toujours le maître d'écarter et de rejeter les avis contraires au sien. Son extérieur était peu prévenant, mais il avait beaucoup d'agréments dans l'esprit, et pendant vingt ans il eut l'art d'endormir son maître au sein des plaisirs. Il portait dans ses relations domestiques des mœurs douces et un caractère aimable. On lui a reproché d'avoir trop pensé à l'avancement de sa famille; on pourrait lui reprocher avec plus de raison d'avoir préféré sa

place aux devoirs qu'elle lui imposait, et il en aurait été plus digne s'il avait été moins jaloux de la conserver.

Tel était le ministre qui gouvernait l'Espagne, lorsque Richelieu se préparait à la combattre. Tous deux régnaient sous le nom de leur maître; l'homme était plus estimable dans Olivarès, le ministre plus grand dans Richelieu; l'un avait plus d'esprit que de caractère, l'autre avait le génie des affaires et plus de caractère encore que de génie. Richelieu avait la mesure de ses ennemis; il voyait clairement la faiblesse secrète de l'Espagne sous sa grandeur colossale, et il connaissait assez Olivarès pour savoir que la force de sa tête et celle de ses talents n'étaient pas de nature à multiplier les moyens d'attaque et de défense de la monarchie; la guerre contre l'Espagne fut résolue.

Le plan du cardinal était non-seulement de diviser les forces de la maison d'Autriche, et, en lui ôtant sa suprématie dans l'opinion, d'élever la puissance de la France, mais encore d'étendre les limites de la France, et d'augmenter sa puissance relative en augmentant sa puissance absolue. Il voulait rester maître des passages de l'Italie; reprendre le Roussillon aux Espagnols, acquérir l'Alsace et Philipsbourg, et s'empa-

rer des Pays-Bas espagnols. Les Suédois doivent lui procurer l'Alsace; c'est du consentement et du concours de la république des Provinces-Unies qu'il attend le succès de ses projets sur les Pays-Bas; il fait proposer aux États-Généraux un plan de partage éventuel; mais ici sa politique se trouva en défaut. La sagesse des conseils, la vigueur des mesures, la fermeté et la modération, la prévoyance et la loyauté caractérisaient la république nouvelle. Ses vûes et son activité s'étendaient à tout; elle combattait l'Espagne avec succès, et la guerre qu'elle faisait à cette puissance était aussi savante que soutenue; elle l'arrêtait des années devant ses places fortes, et elle lui enlevait les siennes; au dehors, elle interceptait les riches convois de l'Amérique, et les galions étaient amenés dans les ports de la Hollande. Elle créait un commerce immense, et en étendait les rameaux aux dépens de ses ennemis. Sa politique embrassait toute l'Europe dans ses combinaisons; elle avait soutenu l'électeur palatin, protégé celui de Brandebourg dans l'affaire de la succession de Clèves, payé des subsides au roi de Suède. Frédéric-Henri, frère de Maurice, lui avait succédé dans le poste important de Stathouder; moins audacieux, moins ardent et moins ambitieux que Maurice, Frédé-

1620.

ric-Henri était aussi brave, aussi actif et plus grand tacticien que lui ; il mettait plus de sagesse et de mesure dans sa conduite ; il était fait pour être le premier citoyen d'une république. Les propositions de Richelieu au sujet de la conquête et du partage des Pays-Bas, étonnèrent les États-Généraux ; leur intérêt ne leur permettait pas d'accéder aux projets ambitieux de la France ; en devenant voisins de cette puissance, ils avaient lieu de la craindre autant et plus que l'Espagne, dont les forces étaient plus disséminées, tandis que, maîtresse des Pays-Bas, la France tout entière les aurait menacés d'un moment à l'autre. Ils faisaient la guerre pour rester indépendants, et non pour enlever ces provinces à l'Espagne, bien moins encore pour les donner à une autre puissance ; ils ne voulaient pas que l'Espagne fût leur souveraine, mais, comme voisine, elle leur convenait mieux que toute autre. Les États-Généraux acceptèrent l'alliance que la France leur proposait ; elle était naturelle ; ils avaient les mêmes ennemis, l'Espagne et l'Autriche ; mais ils n'entrèrent pas dans les autres vues de Richelieu, et, soit qu'il eût espéré de les tromper, soit qu'il eût été moins clairvoyant qu'eux, il fut obligé de rendre un secret hommage à leurs lumières et à leur sagacité.

La France ayant resserré les liens qui l'unissaient à la Suède et à la Hollande, déclara la guerre à l'Espagne ; sans se déclarer encore formelle- 1635.  
ment contre l'Autriche. Le manifeste ne coûta pas de peine à faire, les griefs ne manquaient pas ; on insista beaucoup sur la protection ouverte ou sourde que l'Espagne avait accordée à la reine-mère, à Gaston, à tous les mécontents de France, et sur la détention de l'électeur de Trèves, Philippe Christophe. En effet, l'Espagne, par un de ces actes de violence plus communs dans la guerre de trente ans que dans les autres, s'était emparée des états de ce prince, s'était saisie de sa personne, et l'avait fait conduire prisonnier à Bruxelles, pour le punir d'avoir recherché la neutralité et de l'avoir obtenue de la Suède, par l'entremise de la France.

Pour que la Suède pût agir avec vigueur en Allemagne, il fallait qu'elle n'eût rien à craindre du côté de la Pologne ; le premier service que la France lui rendit, fut d'engager les Polonais à conclure une nouvelle trêve de vingt-six ans. Cette négociation était difficile ; la république était fortement sollicitée par le pape et l'empereur à reprendre les armes ; mais l'habileté du comte d'Avaux et la fermeté d'Oxenstierna triomphèrent de toutes les difficultés. La Suède ren-

dit aux Polonais les places qu'elle avait gardées dans la Prusse occidentale , mais elle conserva la Livonie ; libre de toute inquiétude, elle poursuivit la guerre en Allemagne avec vivacité , tandis que la France envoyait deux armées en Italie , et que les Hollandais , réunis aux Français , gagnaient sur les Espagnols la bataille d'Alvesnes , dans l'évêché de Liège.

Ici le théâtre des opérations militaires s'étend ; et, comme elles ne marchent pas sur un même plan et ne se lient point les unes aux autres, il serait aussi inutile que difficile de les suivre, et de les présenter toutes de front, dans ce tableau politique. On voit les alliés, comme dans la plupart des coalitions, former des plans vicieux , ou gâter les meilleurs plans dans l'exécution , en sacrifiant l'intérêt de la cause générale à des vues particulières ; on les voit perdre de vue l'objet principal de la guerre, qui était le maintien de la constitution germanique et l'établissement de l'équilibre , pour faire ou conserver des conquêtes , et , trahissant leurs desseins intéressés , aliéner d'eux l'opinion publique ; on voit les armées abandonner leurs avantages , se retirer ou se débander faute d'argent ou de vivres , et l'épuisement des peuples obliger les généraux à ralentir leur activité. Les négocia-



tions se mêlent aux armes; les deux partis se font des ouvertures simulées, proposent la paix et l'empêchent, et n'ont d'autre but, dans cette tactique ancienne et toujours renouvelée, que de rejeter sur leur adversaire tout l'odieux de la guerre. De grands noms fixent l'attention au milieu de ce dédale d'intrigues politiques et d'opérations militaires; des héros célèbres disparaissent de dessus la scène; d'autres y débntent, et annoncent ce qu'ils seront un jour; mais le récit de leurs exploits et l'appréciation de leur mérite n'appartiennent ici sous aucun rapport, et nous ne nous y arrêtons que pour relever les faits qui ont préparé et qui expliquent le traité de Westphalie.

Banner, l'élève du grand Gustave, avait été nommé généralissime des armées suédoises en Allemagne. Pendant six ans il soutint la gloire de sa nation, fit de grandes choses avec de faibles moyens, ménagea le sang de ses troupes, les tint dans le devoir malgré tous les efforts des ennemis, et, dans un temps où l'art de la guerre n'était pour ainsi dire que l'art de ravager, de piller, d'épuiser les pays, Banner montra une rare modération, et ne se portait à ces mesures cruelles qu'à la dernière extrémité. Il aimait les plaisirs de la table et s'y livrait quel-

quefois avec trop d'abandon, mais ils n'entreprirent jamais sur ses devoirs; ce fut lui qui rendit aux Suédois la confiance en eux-mêmes et celle des peuples, par la victoire de Wittstock. Jusque-là il avait été trop faible pour agir offensivement, et avait même eu de la peine à se maintenir dans la Poméranie; la trêve conclue à Stumsdorff entre la Suède et la Pologne, permit à la première de ces puissances de retirer toutes ses troupes de la Prusse, et elles étaient venues renforcer l'armée de Banner; avec elles il se propose de frapper un coup d'éclat, qui donne à la Suède de nouveaux alliés, et punisse ceux qui l'ont abandonnée. Déjà Baudis, général saxon, a été battu par le Suédois Rudwen, 1635. près de Dömitz, et a perdu quatre mille hommes; Banner lui-même a détruit sept régiments impériaux sous les ordres de Marazini, près de Kyritz; ces exploits ne sont que le prélude d'opérations plus décisives. Soutenu par Wrangel, il marche à l'armée saxonne et impériale réunies près de Wittstock et les attaque avec des forces inférieures; leur défaite fut complète; ils laissèrent près de cinq mille morts sur le champ de bataille et la perte des vainqueurs fut légère. Erfurt et Torgau tombèrent en leur pouvoir, et Leipsic même aurait été obligé de se

24 sept.  
1636.

rendre , si Hatzfeld et Goetz n'avaient fait diligence pour sauver la ville.

Pendant què Banner punissait la défection de l'électeur de Saxe , et relevait le courage des Suédois , le duc Bernard de Weimar poussait la guerre avec vivacité sur un autre théâtre , et , tout en paraissant servir la cause commune , ne travaillait que pour lui-même. Après la mort de Gustave Adolphe , ce prince aurait voulu jouer le même rôle que lui en Allemagne , et diriger les opérations militaires ; mais la politique habile d'Oxenstierna et l'orgueil national des Suédois l'avaient forcé de renoncer à ce plan. Sa féconde imagination lui en avait bientôt suggéré un autre. Dans un temps où l'épée et les talents militaires décidaient de tout , et où tous les états de l'Allemagne bouleversés paraissaient être l'enjeu de la guerre et le prix des combats , l'ambition de Bernard voulut profiter de la confusion générale , pour devenir souverain , et même un souverain puissant. Sa valeur brillante , son génie actif et entreprenant , la considération générale dont il jouissait , justifiaient ses espérances , mais il manquait de forces et de ressources. Comme il voulait se rendre indépendant de la Suède , qui se défiait de lui et dont il se défiait à son tour , il avait proposé à la France de lui

donner des subsides pour lever et entretenir une armée avec laquelle il ferait la guerre sur le Rhin ; son but secret était d'employer l'argent de la France à conquérir l'Alsace , dont il voulait faire la base du nouvel état qu'il méditait de créer. Richelieu , qui convoitait aussi cette province , voulait se servir du bras et de la tête de Weimar pour soumettre l'Alsace et pour l'incorporer à la France ; on se trompait de part et d'autre. Soit que Richelieu et Weimar ne se devinassent point , soit que chacun d'eux espérât d'empêcher l'exécution des projets de l'autre , ils avaient conclu un traité que Weimar avait lui-même négocié à Paris , par lequel la France s'engageait à lui payer un subside annuel de quatre millions. Bernard avait commencé ses opérations sous de malheureux auspices ; mais la fortune l'avait ensuite dédommagé de ses premières rigueurs. Battu près de Rheinfelden , par  
28 févr.  
1638. Jean de Werth et Savelli , il les avait défaits complètement trois jours après ; à la suite de cette victoire , il s'était emparé de Rheinfelden et de Fribourg , et avait mis le siège devant Brisach , place importante de laquelle dépendait le destin de l'Alsace. Les Impériaux l'avaient senti , et avaient multiplié leurs efforts pour la délivrer ; mais Bernard les rendit inutiles. Trois armées

s'avancent , et trois fois Bernard, sans interrompre le siège, va à leur rencontre, et remporte sur eux des victoires signalées. Goetz est battu près de Wittenweier, le duc Charles de Lorraine à Ochsenfelde; Goetz, qui revient à la charge, est vaincu une seconde fois près de Brissach. La ville se défend avec la plus grande opiniâtreté; le siège est converti en blocus; à la fin, pressée par la famine, elle ouvre ses portes. Bernard montre autant d'humanité après la victoire qu'il a déployé de talents pour l'obtenir, et tâche de faire oublier aux habitants, par sa générosité, tous les maux qu'ils ont soufferts. Mais ses projets d'ambition s'étendent avec ses succès; maître de l'Alsace, il veut épouser la princesse Amélie, veuve de Guillaume V, landgrave de Cassel, qui, chargée de la régence pendant la minorité de son fils, a excité l'admiration générale par une conduite aussi ferme que prudente. Cette épouse serait digne de Bernard par ses qualités personnelles, et les états de la Hesse, liés à l'Alsace par de nouvelles conquêtes, formeraient une masse de puissance redoutable. Au milieu de ces vastes projets et de ces brillantes espérances, Bernard meurt subitement; l'opinion générale fut qu'il avait été empoisonné; Richelieu gagnait trop à sa mort

30 juill.

4 oct.

24 oct.

1639.

pour qu'on ne l'accusât pas d'en être l'auteur. La France recueillit seule le fruit des victoires du duc de Saxe ; non-seulement elle s'empara de l'Alsace, mais elle acquit encore son armée. Cette armée était à l'enchère après sa mort ; Charles Louis, fils de l'infortuné Frédéric V, voulait l'engager à son service ; mais la France le fit arrêter à son passage, et, sous prétexte qu'il ne lui était pas permis de traverser le royaume sans permission, elle le fit conduire à Vincennes. En même temps les émissaires de Richelieu firent aux soldats et aux officiers de Bernard des propositions avantageuses ; toutes les troupes s'engagèrent à la solde de la France ; en vain la Suède réclama l'armée de Bernard ; elle passa sous les ordres du maréchal de Guébriant, et il la conduisit en Allemagne.

Banner y faisait toujours la guerre avec autant d'activité que le lui permettaient l'épuisement des provinces qui en étaient le théâtre, la faiblesse de son armée et le défaut d'argent. Depuis la bataille de Wittstock, il avait étonné l'Allemagne par la rapidité de ses marches. Le succès n'avait pas toujours couronné ses efforts, mais il avait toujours empêché ses ennemis de profiter de leurs avantages. L'Autriche, ne pouvant le vaincre, résolut de se défaire de lui ; et ce grand

homme, qui avait relevé le parti des Suédois dans l'Empire, et qui venait de tenter une entreprise audacieuse sur Ratisbonne, où se trouvaient la diète et l'empereur, qu'il avait été sur le point de faire prisonnier; mourut à Halberstadt, des 1641. suites d'un poison lent qu'on lui avait donné à Hildesheim. Sa mort fut sur le point de faire perdre à la Suède tout le fruit de ses victoires; il y eut un moment où elle se vit presque sans armée; mais la succession de ses héros ne souffrait point d'interruption; l'école de Gustave avait été féconde en guerriers. Torstensson parut sur la scène et appuya, par ses armes et par ses succès, les négociations qui avaient été entamées depuis la mort de Ferdinand II. Ce prince était mort sans 1637. voir la fin de l'incendie que son orgueil et son intolérance avaient allumé; tout son règne n'avait été qu'un enchaînement de guerres, et il laissait à son successeur ce funeste héritage. Les grandes qualités de ce prince furent perdues pour ses peuples; et il aurait emporté ce sentiment amer au tombeau, si les jésuites, dont le zèle hypocrite ou peu éclairé l'avait égaré pendant sa vie, ne l'avaient pas encore abusé à l'heure de sa mort.

Son fils, Ferdinand III, qui avait été nommé roi des Romains quelques mois auparavant, lui

avait succédé sur le trône impérial. Ce prince n'avait ni les talents ni les passions de Ferdinand II ; il avait moins de sagacité et d'esprit ; il avait plus de modération et de douceur. On se flattait qu'étranger aux animosités et aux haines de son père, il aurait des inclinations plus pacifiques, et que, cédant au vœu des peuples, il prêterait les mains à la paix.

Les négociations avaient été entamées sous Ferdinand II ; mais des deux côtés l'empressement n'avait été qu'apparent. L'opinion, que les princes devraient toujours consulter, pour la suivre ou pour la combattre, était déjà devenue une puissance. Tous les états qui se faisaient la guerre voulaient faire croire aux peuples qu'il ne tenait pas à eux qu'elle ne fût terminée, mais que leurs ennemis s'y refusaient ; de là, les fausses démonstrations, les propositions insignifiantes, les ouvertures simulées. Dans le fond, personne ne voulait encore la paix sérieusement, excepté ceux qui payaient la guerre de leur sang et de leur argent. Les souverains espéraient des victoires qui leur assureraient de nouveaux avantages ; les généraux désiraient d'obtenir ou de conserver des commandements qui leur procuraient des richesses ou de la gloire ; les ministres voulaient se rendre nécessaires.



Depuis l'avènement de Ferdinand III au trône, les apparences de la paix parurent devenir plus fortes. Hambourg fut le lieu des conférences entre Conrad de Lützw, envoyé de l'empereur, 1641. Claude de Mêmes, comte d'Avaux, ministre de France, et Jean Salvius, envoyé de Suède. On avait même signé les préliminaires l'année de la mort de Banner, et l'on avait décidé que le congrès s'ouvrirait à Munster et à Osnabrück l'année suivante; mais ces préliminaires n'avaient point été ratifiés.

Cependant les hostilités continuaient, et même elles ne souffrirent pas d'interruption jusqu'à la conclusion définitive de la paix. Torstenson avait succédé à Banner dans le commandement de l'armée suédoise. Ce général avait appris la guerre sous Gustave, qui devint en lui le grand capitaine. Plus vaste dans ses projets, plus hardi dans l'exécution que Banner, il revint aux idées de Gustave Adolphe, et fut le premier général Suédois, depuis la mort de ce prince, qui sentit la nécessité d'attaquer l'empereur dans ses états héréditaires pour terminer la guerre. Au lieu de frapper dans le reste de l'Allemagne des coups plus éclatants que décisifs, il dirigea constamment ses efforts sur la monarchie autrichienne elle-même; et s'il ne réussit pas complètement

dans son dessein, il faut s'en prendre à la faiblesse de ses moyens, au dépérissement de sa santé et aux circonstances, beaucoup plus qu'à ses talents et à son activité.

En arrivant en Allemagne, il forme une nouvelle armée avec l'argent qu'il apporte de la Suède, et se propose de joindre le maréchal de Guébriant qui commande les troupes de Weimar. Mais Guébriant se refuse à cette jonction, passe dans l'électorat de Cologne et remporte près de Kempen une victoire décisive sur le général Lamboi. Dans le même temps Torstenson, 1642. pénètre en Silésie, et assiège Schweidnitz; il bat le duc Albert de Saxe-Lauenbourg, qui meurt de ses blessures; Schweidnitz, Oppeln, Brieg et même Olmütz tombent en son pouvoir; il entre en Saxe pour éloigner les Impériaux de la Silésie, tire à lui Wrangel près de Guben, Koenigsmarck près de Torgau, et menace Leipsic. L'armée impériale s'avance, sous les ordres de l'archiduc et de Piccolomini, pour sauver cette ville, et rencontre les Suédois près de Breitenfeld; ce terrain, déjà abreuvé de sang, rappelle aux Suédois de grands souvenirs, et devient pour la seconde fois le théâtre de leurs exploits; 1642. Leipsic ouvre ses portes aux vainqueurs, et Torstenson assiège Freiberg. Il est obligé de lever le

siège, mais, malgré les efforts de Gallas, il entre en Bohême par la Lusace, et pousse ses succès jusque dans la Moravie; Kœnigsmarck, qu'il détache d'un autre côté en Franconie, rançonne l'Allemagne jusqu'au Rhin, et par des marches rapides et savantes arrive à temps pour sauver la Poméranie où les impériaux ont fait une diversion.

Mais pendant que Torstenson fait triompher les armes des alliés, Guébriant est blessé au siège de Rothweil en Souabe, et meurt de ses blessures. Cette mort rend le courage aux Bava-rois; ils surprennent l'armée française près de Düttlingen, elle est complètement défaite; ses débris se sauvent avec peine en Alsace et dans le Sundgaw. La joie que cause cette victoire à Vienne est inexprimable; on fait célébrer un service solennel; les espérances et les prétentions renaissent, la paix paraît s'éloigner.

24 nov.  
1643.

Ces alternatives continuelles de succès et de revers multiplient les obstacles et les difficultés qui s'opposent à l'ouverture du congrès. Le désir de pousser la guerre et celui de hâter la conclusion de la paix, la modération et les demandes ambitieuses passent avec une extrême rapidité d'un parti à l'autre. La bataille de Leipzig avait rendu les Suédois moins traitables;

celle de Düttlingen produisit le même effet sur les Impériaux.

Plus que ces événements, la mort de Richelieu et celle de Louis XIII parurent un moment reculer le terme des malheurs de l'Europe à une grande distance, et prolonger l'anarchie et la confusion générale. Le cardinal était mort à l'âge  
1642. de cinquante-huit ans. L'autorité suprême avait été sur le point de lui échapper; peu avant sa mort, le fils du marquis d'Effiat, le jeune Cinq-Mars, que Richelieu avait lui-même placé auprès de Louis XIII, avait formé contre lui une conjuration dont les rameaux s'étendaient fort loin. Ce jeune homme, long-temps indifférent au roi, avait gagné sa confiance par son adresse; le roi avait besoin de quelqu'un avec qui il pût dire du mal de Richelieu, et se consoler de son esclavage par la liberté de ses propos. Cinq-Mars parvenu à la place de grand écuyer, avait oublié les bienfaits du cardinal et conspiré contre lui; le duc d'Orléans était entré dans ce complot; Cinq-Mars avait négocié avec l'Espagne, et Xaintrailles avait conclu à Madrid, en son nom, un traité avec Olivares, qui avait promis une armée aux mécontents. Le projet était de tuer Richelieu; Louis XIII lui-même avait pris part en quelque sorte à la conjuration, sans en connaître

l'étendue et les moyens. Le cardinal était malade à Carcassonne ; Cinq-Mars avait suivi le roi au siège de Perpignan. Heureusement pour Richelieu que ses émissaires lui procurèrent à force d'argent une copie du traité conclu avec les Espagnols ; il l'envoya au roi ; cet acte perdit les conjurés. L'ordre fut donné d'arrêter les coupables ; Cinq-Mars et de Thou furent décapités à Lyon, le premier comme auteur du traité de Madrid, le second pour en avoir eu connaissance et ne l'avoir pas déclaré ; le duc de Bouillon fut puni par la confiscation de sa principauté de Sedan ; Gaston fit sa paix, à son ordinaire, en sacrifiant ses amis. Le cardinal ne survécut que trois mois à ce nouveau triomphe ; il mourut avec tous les dehors de la piété ; admiré de l'Europe, redouté du peuple, haï des grands, indifférent à Louis qui put un moment se croire libre. L'Espagne et l'Autriche, la Suède et l'Empire crurent que cette mort allait changer le système politique de l'Europe ; les premières l'espérèrent, les autres le craignirent ; mais Richelieu mourant avait recommandé au roi Mazarin à qui il avait donné ses principes, et dont l'adresse et l'esprit délié devaient achever l'ouvrage que l'audace et le génie de Richelieu avaient commencé. Louis obéit encore à son ministre après sa mort, et

les mêmes maximes dirigèrent la politique extérieure de la France. Le roi suivit de près Richelieu dans la tombe; il termina sa carrière à 1643. Saint-Germain-en-Laye, à quarante-deux ans. L'héritier du trône était âgé de cinq ans. Louis XIII, qui n'avait point eu de volonté pendant sa vie, s'imagina que ses volontés seraient respectées après sa mort; il déclara la reine, Anne d'Autriche, régente; il n'avait pas une haute idée de ses talents, mais il l'estimait plus que le duc d'Orléans. Mazarin avait fait associer à la reine un conseil de régence qui devait avoir la plus grande autorité; mais à peine le roi eut-il fermé les yeux que le parlement publia une déclaration qui donnait tout le pouvoir à la reine; c'était le donner à Mazarin, qui avait eu assez d'habileté pour la gagner, en s'assurant de tous ses entourés, depuis les officiers jusqu'aux valets. On le croyait mal avec elle, et il avait toute sa confiance. Ce fut un bonheur pour l'empire. La pacification générale entraînait dans les principes, dans les goûts et dans l'intérêt du cardinal. On croyait que la mort de Louis XIII replongerait l'Europe dans les horreurs de la guerre. L'Espagne, affaiblie par la révolte de la Catalogne et du Portugal, qui partageait ses forces, comptait triompher de la France pendant la minorité

de Louis XIV. Mais le cardinal et le duc d'Enghien prouvèrent que la France savait encore négocier et vaincre. La bataille de Rocroy, gagnée par ce héros, à l'âge de vingt-deux ans, 1643. détruisit l'antique gloire de l'infanterie espagnole, renversa toutes les espérances des ennemis du royaume, et répandit sur le règne naissant de Louis XIV un éclat qui pouvait servir d'heureux présage.

Tandis que les principes et la conduite de Mazarin ne permettaient pas à l'Autriche et à l'Espagne de croire qu'elles pourraient reprendre leur ascendant et prolonger la guerre ou dicter des lois à l'Europe, de nouveaux orages se formaient dans le Nord, par les intrigues et l'activité de la cour de Vienne. Le Danemarck avait vu d'un œil jaloux les succès et la gloire de la Suède; mais il était resté fidèle à la neutralité, et s'il n'avait pas servi la cause générale de la liberté religieuse et politique de l'Allemagne, il n'avait pas du moins empêché ses voisins de la servir. Ferdinand III, instruit de la jalousie de Chrétien IV contre la Suède, l'engage à se déclarer contre elle, et lui promet des victoires faciles. Les négociations s'entament, et le comte d'Uhlfeld, ministre du Danemarck, soumet les vaisseaux suédois qui passent le

Sund à des visites qui paraissent contraires aux franchises et aux droits dont ils jouissent. La Suède prend l'éveil ; peu disposée à supporter un affront , et soupçonnant les vues secrètes et les projets hostiles du Danemarck , elle se propose de l'attaquer sans lui laisser le temps de se reconnaître , et de punir cette puissance avant qu'elle ait fait ses préparatifs de guerre. Torstenson reçoit l'ordre de l'attaquer ; cet habile général cache son plan ; il amuse Gallas , son adversaire , par des marches savantes , traverse la Moravie , la Silésie , la Lusace , sans que les Impériaux se doutent de son dessein. Tout à coup il entre dans le Holstein et s'en empare sans résistance ; la Jutlande est soumise avec la même rapidité. Le Danemarck étonné , qui n'a point de troupes permanentes , et dont l'organisation militaire porte encore l'empreinte de la féodalité , se voit sans défense , et invoque le secours de l'Autriche. Gallas , qui voit qu'il a été trompé , accourt dans l'espérance d'enfermer et d'affamer les Suédois dans la Jutlande ; mais Torstenson devine qu'il veut se saisir des défilés entre Stapelholm et Schleswig ; il le prévient , et , rassemblant toutes ses forces près de Rendsbourg , il quitte le Holstein. Gallas , faute de vivres , est



bientôt lui-même obligé de l'abandonner; Torstenson le suit de près; la cavalerie de Gallas est entièrement dévêtue près de Juterbock; son infanterie a le même sort près de Magdebourg, où Kœnigsmarck remporte sur elle une victoire qui laisse à peine subsister deux mille hommes de cette armée menaçante. 1644.

La France et la Hollande étaient également intéressées à faire cesser cette guerre du Nord qui empêchait les Suédois de concentrer toutes leurs forces contre l'Autriche; elles s'y emploient utilement, et bientôt, par leur médiation, la paix est conclue à Bromsebrö. La Suède sort de cette courte lutte avec de grands avantages; elle obtient les îles de Gothland et d'Oesel, les provinces de Jemtelande et de Herudale, la Hallande, pour trente ans, et l'affranchissement de tous les péages du Sund. La Hollande, toujours attentive à ses intérêts mercantiles, profite de l'occasion pour étendre et assurer son commerce dans la Baltique. 1645.

La paix de Bromsebrö permet à Torstenson d'aller ailleurs cueillir de nouveaux lauriers. Fidèle à son plan de réduire l'Autriche à la nécessité de faire la paix, en l'attaquant dans le centre de sa puissance et de ses ressources, il marche

1645. vers les états héréditaires et pénètre en Bohême. L'armée impériale, commandée par Gœtz et par Hatzfeld, veut en vain s'opposer à ses progrès; elle est battue près de Jancowitz; Gœtz est tué dans la mêlée; Hatzfeld est fait prisonnier; les vaincus laissent neuf mille hommes sur le champ de bataille. L'empereur se trouvait à Prague; il fuit devant les armées victorieuses des Suédois, et se retire à Grätz; Torstenson opère sa jonction avec le Transylvain Ragotzky, qui avait de nouveau pris les armes contre l'Autriche. Déjà ils sont maîtres du cours du Danube; Vienne est menacée; mais Ragotzky, toujours inconstant et mobile, fait sa paix particulière; la santé de Torstenson, affaiblie par les fatigues et les travaux, l'oblige à chercher du repos; le chagrin que lui donne la défection du Transylvain et les maladies qui ravagent l'armée suédoise le déterminent à se démettre du commandement; il laisse Wrangel et Kœnigsmarck à la tête des troupes recueillir le fruit de ses victoires. D'un autre côté, le duc d'Enguien, devenu prince de Condé, et Turenne, soutiennent l'honneur des armes françaises: Merci, général bavois, qui a pris à Fribourg une position avantageuse, est forcé dans son camp par
- 1644.

les deux héros ; Turenne est battu l'année suivante à Mergentheim par les Bavares ; mais deux mois après il efface et venge cet affront par la victoire d'Allersheim, et Merci meurt dans cette bataille, pleuré par ses ennemis.

---

## CHAPITRE VIII.

Ouverture du congrès de Münster. Caractères des plénipotentiaires. Marche des négociations. Paix de Westphalie. Considérations sur ce traité.

LES succès des armes des alliés et l'épuisement universel amenèrent à la fin l'ouverture du congrès qui devait faire cesser tant de malheurs. Depuis quatre ans il avait été résolu que les conférences auraient lieu à Münster et à Osnabrück; mais des prétextes frivoles ou des raisons importantes avaient multiplié les longueurs et les délais. Tantôt c'étaient les pleins-pouvoirs qui n'avaient pas les formes requises, et qui n'étaient pas assez étendus; tantôt il fallait attendre l'arrivée des députés des villes et des princes de l'empire, auxquels la France et la Suède, qui ne voulaient pas traiter avec les électeurs seuls, avaient procuré l'admission. La détention de l'électeur de Trèves avait aussi fait perdre un temps précieux; l'Espagne ne voulait pas le relâcher; la France ne voulait pas négocier sans lui; à la fin, la première céda, et le

10 avril  
1645. congrès s'ouvrit.

Indépendamment même de l'importance des intérêts dont cette assemblée était chargée et des grands talents qui s'y trouvaient réunis, jamais il n'y en avait eu dans le monde policé de plus imposante. C'était pour la première fois que les états de l'Europe paraissaient former une véritable république de puissances, et qu'ils sentaient la nécessité d'assurer l'intérêt général en consultant tous les intérêts particuliers, et de combiner toutes les forces de manière que, par leur action et leur réaction réciproques, aucune ne fût écrasée, aucune ne devint tyrannique. L'Europe n'avait jamais présenté un spectacle pareil. A Münster se rendirent les ambassadeurs de France et de Hollande, pour traiter avec l'empereur et l'Espagne, sous la médiation de la république de Venise; à Osnabrück, la Suède fit ses propositions pour elle-même et pour l'empire, sans l'entremise d'aucune puissance. On admirait dans cette assemblée des talents éminents et des connaissances profondes.

Le comte de Trautmansdorff, premier plénipotentiaire de l'empereur, méritait cette place par un esprit juste et étendu, et par un grand attachement à la puissance dont il devait défendre les intérêts. Le duc de Longueville, qui était à la tête de l'ambassade de France, n'avait été

envoyé à Münster que pour la représentation ; Mazarin voulait l'éloigner de la cour ; le comte d'Avaux et le sieur de Servien étaient les véritables négociateurs. Le premier, issu de l'illustre famille des de Mêmes, connaissait à fond la France et l'Europe ; des études profondes et l'expérience des affaires avaient développé son génie naturel ; il saisissait avec une égale facilité les détails et l'ensemble ; homme d'état et négociateur, il avait des principes sûrs, un point de vue élevé, un coup d'œil prompt, et l'art de modifier son système suivant les circonstances ; des formes imposantes et agréables, de la noblesse et de la grace, une manière de traiter franche et loyale, digne du ministre d'une grande puissance, lui conciliaient l'estime et la confiance générales. Servien ne manquait ni d'esprit ni d'habileté ; mais il était plus vif et plus impérieux que le comte d'Avaux.

Les deux plénipotentiaires de la Suède étaient tous deux des hommes d'un rare mérite. Jean Oxenstierna, fils du grand chancelier, avait reçu une éducation digne de sa naissance et des places auxquelles il pouvait aspirer ; son imagination était féconde en moyens, son jugement prompt et sûr, son activité infatigable, sa parole sacrée ; mais sa fermeté dégénérait quelquefois

en roideur, et on lui trouvait cette hauteur que les contemporains ont reprochée à toute sa famille. Adler Salvius ne devait son élévation et sa fortune qu'à son mérite; il avait l'esprit plus conciliateur et le caractère plus doux qu'Oxens tierna; mais il travaillait avec plus de peine; son élocution n'avait pas autant de facilité ni d'abondance; et si l'un montrait trop de roideur, l'autre avait peut-être un peu de mollesse.

Tels étaient les principaux personnages du congrès. Il dura près de quatre ans avant de terminer son ouvrage. La nature, le nombre, la complication des intérêts dont il fut chargé, suffiraient peut-être pour justifier ce qu'on a appelé sa lenteur. Tous les rapports avaient été bouleversés; il s'agissait de les établir sur de nouveaux principes; il fallait assurer l'existence indépendante de tous les états de l'Europe, changer la constitution de l'empire germanique, fixer le sort des protestants, leur donner des moyens de défense contre les catholiques, sans leur fournir des moyens d'attaque; enfin, dédommager la France et la Suède de leurs sacrifices. Toutes les puissances se craignaient mutuellement et se défiaient les unes des autres. Les alliés ne voulaient pas trop affaiblir leurs ennemis, ni se

procurer l'un à l'autre de trop grands avantages ; l'Espagne et l'Autriche s'observaient réciproquement ; les Pays-Bas redoutaient l'agrandissement de la France, qui, de son côté, ne voulait pas accorder à la Suède trop de prépondérance en Allemagne. Au milieu de ce dédale de prétentions et de craintes opposées, l'habileté ne suffisait pas pour satisfaire tous les intéressés ; il fallait encore le secours du temps et surtout celui de la lassitude. A ces causes de la longueur du congrès s'en joignirent d'autres qui prirent leur source dans les passions des négociateurs et dans la politique insidieuse de quelques puissances. L'Autriche et l'Espagne voulaient faire des paix séparées, l'une avec la Suède, l'autre avec les Pays-Bas, sans le secours de la France. Les raisons qui le faisaient désirer à l'Autriche, éloignaient la Suède de ce parti ; cette puissance était trop éclairée pour ne pas sentir qu'elle serait perdue tôt ou tard, si elle se séparait de la France. Les Provinces-Unies n'avaient pas les mêmes motifs pour se refuser aux vœux de l'Espagne, et l'Espagne réussit. Ces tentatives et ces essais firent perdre beaucoup de temps ; d'ailleurs, la marche et l'issue des opérations militaires accéléraient ou retardaient les négociations ; les succès des envoyés dépendaient de



ceux des généraux, et c'était sur les champs de bataille que se préparaient les matières. Enfin, les divisions et les jalousies des plénipotentiaires de la même puissance nuisirent aussi à l'accélération des affaires. Servien, créature de Mazarin, calomniait à la cour le comte d'Avaux. Oxéstierna était jaloux du crédit de Salvius sur l'esprit de Christine. Mais Christine était lasse de la guerre, et voulait la paix, afin de pouvoir se livrer tout entière aux sciences; Mazarin désirait la paix parce qu'il prévoyait et craignait en France de nouveaux troubles; l'Allemagne et l'Autriche étaient épuisées. La prise de la partie de Prague, appelée la petite ville, par Königsmark, 1648. qui y fit un butin immense, acheva de déterminer cette dernière puissance à se hâter de conclure, et l'interminable traité fut signé, 26 oct. 1648.

La marche des négociations au congrès de Münster et d'Osnabrück fut généralement plus franche et plus ouverte qu'elle ne l'avait été dans d'autres négociations de ce genre.

A la vérité, on voit par les lettres et les dépêches des ministres, qu'on employa quelquefois la tactique ordinaire. On demanda beaucoup, dans l'idée de rabattre de ses prétentions et de vendre son apparente facilité, ou l'on commença par faire des demandes modestes pour ne pas

effaroucher les autres puissances; on insista sur des objets peu importants, afin d'en obtenir d'autres de la lassitude générale; on sacrifia les choses aux personnes et les principes aux petites passions, et l'on parut insister sur des points d'un intérêt général, pour assurer d'autant mieux son intérêt particulier. On confondit aussi quelquefois, au congrès de Münster, la ruse avec la finesse, la subtilité avec la pénétration, la défiance avec la prudence, la mauvaise foi avec des artifices légitimes; mais ces sortes de méprises, d'autant plus funestes qu'elles sont volontaires, y furent moins fréquentes qu'ailleurs. La plupart des puissances voulaient non-seulement une paix momentanée, mais une paix solide et durable. Tous les états sentaient qu'elle ne serait que précaire si elle assurait tout aux uns et enlevait ou refusait tout aux autres, et que la sûreté générale exigeait que personne ne fût sacrifié, et qu'aucun état n'acquît assez de prépondérance pour dicter la loi. Les plénipotentiaires prirent l'esprit des gouvernements qu'ils représentaient. La plupart avaient des vues trop élevées et une politique trop loyale, pour ne pas embrasser dans leurs pensées et dans leurs travaux tous les états de l'Europe; et le traité de Westphalie fut le résultat de vastes et profondes combinaisons.

Ce traité peut être regardé comme la première grande mesure que les puissances de l'Europe aient prise pour parvenir à une espèce de garantie légale de leur existence et de leurs droits. Cette paix a été un essai du système des contreforces, moins imparfait que tous ceux qui l'avaient précédé; il devait mettre à couvert l'indépendance des états en les opposant les uns aux autres, et substituer pour tous l'ordre social à l'état de nature; il a servi en quelque sorte de base à tous les traités postérieurs. Ce traité, qui est le point de départ du droit public de l'Europe, mérite quelque attention; sans entrer dans les détails, saisissons - en les principaux articles.

La guerre avait eu pour objet principal la liberté religieuse. Les protestants avaient obtenu de grands avantages par la paix de Passau; mais ces avantages ne leur ayant pas été garantis par l'organisation de la diète ni par celle des grands tribunaux de l'empire, leur existence avait toujours été précaire. L'oppression leur avait bientôt enlevé ces avantages, ou la crainte de l'oppression les avait empêchés d'en jouir; depuis la victoire de Prague, Ferdinand les avait à peu près dépouillés de tous leurs droits. La Suède et la France étaient également intéressées

à ce que les états protestants fussent respectés dans l'exercice de la liberté du culte ; mais la raison , la religion , la politique , prescrivaient à la France d'assurer la même liberté aux catholiques ; l'égalité des droits des deux sectes religieuses pouvait seule garantir la solidité de la paix ; voici ce qui fut réglé à cet égard.

La paix de religion de 1555 est confirmée dans toute son étendue , et l'état public de la religion en Allemagne doit être remis sur le pied où il était le premier janvier de la sixième an-  
1624. née de la guerre , excepté dans le Palatinat et dans les terres des princes qui avaient épousé la cause du Palatin , où l'on doit se régler sur  
1619. la seconde année. Tous les biens ecclésiastiques que les protestants ont possédés alors doivent leur rester. Les bénéficiers qui changeront de religion , perdront de fait leurs bénéfices. Si quelque électeur , prince ou seigneur souverain , quel que soit son titre , change de religion ou acquiert quelque état qui professe une religion différente de la sienne , il lui sera permis d'avoir dans sa cour des ministres de sa religion , mais de manière que cela ne puisse préjudicier à la religion de ses sujets.

L'essentiel était de créer dans la constitution même de l'Allemagne une garantie de ces droits

religieux. Il fut décidé pour cet effet, que, dans les assemblées ordinaires, ainsi que dans les diètes générales, le nombre des députés des deux religions serait égal; que quand on nommerait des commissaires extraordinaires, ils seraient pris parmi les catholiques pour les affaires qui les regardaient, et parmi les protestants pour celles qui leur étaient particulières. Le tribunal de la chambre impériale doit être composé d'un juge catholique, de quatre présidents nommés par l'empereur et dont deux professeront la confession d'Augsbourg, de vingt-six assesseurs catholiques et de vingt-quatre protestants. Les juges du conseil aulique seront pris en nombre égal dans les deux religions. Les droits qui sont donnés aux catholiques et à ceux de la confession d'Augsbourg, sont aussi accordés aux réformés. A l'exception de ces trois religions, aucune autre ne sera reçue ni tolérée dans l'Empire.

La constitution germanique, comme la plupart des constitutions de l'Europe, était le résultat du hasard des circonstances, des besoins, des intérêts et des passions du moment. La plupart des choses étaient réglées par l'usage et non par des lois écrites; les rapports nouveaux étaient décidés arbitrairement, sans aucune es-

pèce de principe fixe. Les empereurs avaient été autrefois souverains de l'Allemagne comme tous les autres princes de l'Europe ; mais les grands vassaux ou les grands propriétaires s'étaient insensiblement rendus indépendants. Tant que les empereurs n'avaient pas eu des états héréditaires considérables, les petits souverains de l'Allemagne n'avaient pas eu besoin de se préparer des moyens de défense dans la constitution, puisque les chefs de l'empire avaient peu de moyens d'attaque ; mais depuis que les empereurs furent pris dans la maison d'Autriche, et que cette maison fut devenue puissante, les princes de l'empire auraient dû prendre des précautions contre leurs entreprises, en changeant les formes de la constitution. Charles-Quint et Ferdinand II leur avaient prouvé que les lois politiques existantes, bien loin de s'opposer aux injustices et aux usurpations des empereurs, leur donnaient une sorte de légalité. Il importait à la France et à la Suède, que la maison d'Autriche ne pût pas traiter les princes de l'Allemagne comme ses sujets, et l'empire comme une province ; par la paix de Westphalie, on tâcha de prévenir le mal, en faisant plusieurs changements à la constitution.

Il fut décidé que les princes et les états de

l'Allemagne jouiraient, dans toutes les assemblées nationales, d'un suffrage libre et décisif, relativement à toutes les affaires de l'empire, quand il s'agirait de faire des lois nouvelles, d'en interpréter d'anciennes, de déclarer la guerre, de lever des troupes, d'établir des impôts dans l'empire, d'y bâtir des forteresses. C'était assurer aux états une part active et continuelle à la souveraineté; c'était même leur donner presque exclusivement le pouvoir législatif, pour tout ce qui tenait à l'intérêt de la fédération. Les villes libres eurent voix décisive aux diètes particulières et générales. Plus on multipliait les voix dans les diètes, plus la France et la Suède croyaient qu'elles ôtaient d'influence à l'empereur et qu'elles se ménageaient de moyens d'augmenter la leur. Elles avaient encore le même but en établissant que les électeurs et les princes pourraient faire des alliances entre eux et avec les puissances étrangères, pourvu que ces alliances ne fussent formées ni contre l'empereur ni contre l'empire. On renvoya à la diète de décider à quelles formes devait être soumis le droit de prononcer le ban, et dans la suite il fut réservé aux seuls électeurs.

Ces lois constitutionnelles étaient sages; mais des lois de cet ordre ne sont presque ja-

mais efficaces, quand ceux qu'elles doivent contenir ont un pouvoir indépendant de celui qu'elles leur confèrent, et qu'ils peuvent se servir de leurs droits pour violer leurs devoirs. Il n'y avait aucun prince en Allemagne assez puissant pour contraindre l'empereur à respecter les formes prescrites; on pouvait donc prévoir qu'elles seraient illusoires, s'il n'existait pas une force qui leur servit de garantie. La France et la Suède ne demandaient pas mieux que de se charger de ce rôle; mais les sacrifices qu'elles prétendaient avoir faits pour la cause commune, et ceux auxquels elles s'engageaient encore, méritaient des dédommagements ou des récompenses. On ne pouvait les leur accorder qu'aux dépens de l'Autriche ou de l'empire. Comme on ne pouvait pas prétendre que l'Autriche s'exécutât seule, et que les princes séculiers de l'Allemagne étaient plus difficiles à dépouiller que les ecclésiastiques, ce furent les états de ces derniers dont on disposa sans scrupule pour faciliter les arrangements; le principe des sécularisations fut admis. Dès que la France et la Suède obtenaient des dédommagements, il fallait en accorder aussi à plusieurs états de l'Allemagne qui avaient essuyé des pertes considérables pendant la guerre, et de ce système de



compensations et d'indemnités résulterent de grands changements.

La France obtint la cession formelle des évêchés de Metz, de Toul et de Verdun, qu'elle possédait déjà depuis plus d'un siècle, mais auxquels l'empire n'avait pas formellement renoncé; les droits de métropolitain devaient rester à l'électeur de Trèves. L'empereur céda à la France la Haute et la Basse Alsace, Brisach, le Sundgaw et la préfecture des dix villes impériales avec leurs dépendances. Cependant on réserva aux états immédiats de l'empire, qui se trouvaient dans ces provinces, la jouissance de toutes les prérogatives compatibles avec la souveraineté de la France. On lui accorda encore le droit de mettre garnison dans la forteresse de Philipsbourg. Tout ce que la France acquit par cet article du traité était le fruit des conquêtes et des victoires de Bernard de Weimar. Ces acquisitions étaient précieuses; elles donnaient à la France, de ce côté, des limites naturelles, et, par la fertilité et la richesse de ces provinces, elles augmentaient sa puissance réelle; mais elles formèrent long-temps des parties tout-à-fait hétérogènes dans le corps de la monarchie française. La différence du langage, du caractère national, et même de la religion, rendit long-

temps la possession de ces provinces précaire et incertaine. Nous verrons, dans la suite, les droits ecclésiastiques et autres qui y furent réservés à plusieurs princes d'Allemagne, devenir des principes de division et de guerre.

La Suède, qui n'était entrée en Allemagne que pour assurer son indépendance et son intégrité, et qui ne possédait rien dans l'empire, avant la guerre de trente ans, obtint, par la paix de Westphalie, des avantages considérables. En débarquant en Allemagne, Gustave Adolphe avait mis toute la Poméranie en séquestre. A la mort du dernier duc, Bogislas XIV, cette province aurait dû retomber, en vertu des traités de confraternité, à l'électeur de Brandebourg; mais les Suédois n'avaient pas voulu s'en dessaisir. A Osnabrück, ils consentirent à rendre à son légitime possesseur la Poméranie ultérieure; mais on fut obligé de leur assurer l'autre, ainsi que Stettin, l'île de Rugen et la ville de Wismar, dans le Mecklenbourg. De plus, on sécularisa en leur faveur l'archevêché de Brême, qui fut converti en duché, et l'évêché de Verden, qu'ils obtinrent à titre de principauté. La Suède eut trois voix à la diète, et reçut cinq millions d'écus qui devaient être répartis sur sept cercles de l'empire, car l'Autriche et la Bavière

furent formellement exemptées de cette rétribution. La Suède montrait ainsi plus d'habileté que de désintéressement; mais les puissances ne peuvent pas avoir la même générosité que les particuliers; elles se doivent avant tout à elles-mêmes, et les souverains sont dans l'obligation de ne pas sacrifier gratuitement les ressources de leurs états. D'ailleurs, il importait à l'Allemagne que la Suède, qui devait lui garantir son existence, eût un intérêt particulier à la défendre, et des moyens directs de connaître et de surveiller ses affaires. Dans la suite, la Suède perdit une grande partie de ses conquêtes; les acquisitions qu'elle faisait par ce traité, n'étaient ni une grande perte ni un malheur pour l'Allemagne.

L'électeur de Brandebourg, héritier légitime de toute la Poméranie, fut indemnisé pour la partie de ce duché que les Suédois se réservèrent, par la sécularisation de l'archevêché de Magdebourg, qu'il fut obligé de laisser au prince de Saxe qui en était administrateur, jusqu'à sa mort, et par celle des évêchés de Halberstadt, 1680. de Minden et de Camin, qui furent déclarés principautés séculières, avec quatre suffrages à la diète.

En dédommagement de la ville et du port de

Wismar, les ducs de Mecklenbourg reçurent les évêchés de Schwérin et de Ratzebourg, qui furent sécularisés, et les commanderies de l'ordre de S. Jean, Mirow et Nimirow. La maison de Brunswic acquit les cloîtres de Walkenried et de Grüningen, parce qu'elle était obligée de renoncer à l'espérance de plusieurs coadjutoreries que les princes de son sang avaient obtenues, et on lui assura la succession alternative dans l'évêché d'Osnabrück. La Hesse n'avait proprement rien perdu; mais ceux qui étaient chargés de ses intérêts, négocièrent si habilement, qu'elle fut gratifiée de l'abbaye de Hirschfeld, de quatre bailliages du comté de Schauenbourg, et de six cent mille écus, qui furent répartis sur Mayence, Cologne, Paderborn, Münster et Fulda.

L'électeur palatin, Charles Louis, fils de l'infortuné Frédéric V, recouvra le Palatinat du Rhin et ses dépendances. Le Haut-Palatinat resta à la maison de Bavière, et la Bergstrasse fut achetée par l'électeur de Mayence. On créa, en faveur de Charles Louis, une huitième dignité électorale, qui devait être supprimée si la maison de Bavière ou la maison Palatine venait à s'éteindre. La Saxe trouva, dans le congrès de Münster et d'Osnabrück, une défaveur bien

meritée; on ne lui pardonnait pas la paix de Prague; elle augmenta encore l'indignation générale en protestant contre la liberté religieuse accordée aux réformés, et cette protestation n'aboutit à rien.

La république des treize cantons suisses fut déclarée libre, indépendante, souveraine, et fut affranchie de tous les liens qui l'unissaient à l'empire. Ce peuple également respectable par les motifs qui lui firent désirer l'indépendance, par les moyens qu'il employa pour y parvenir, et par le bel usage qu'il en a fait pendant plusieurs siècles, jouissait déjà de la liberté qu'il devait à sa valeur. Son existence indépendante était, depuis deux siècles, un fait incontestable; mais les faits de ce genre doivent être formellement reconnus par les autres nations, pour avoir une entière validité. Les braves montagnards des Alpes n'avaient pas besoin, pour se croire libres, que l'empire déclarât publiquement qu'ils l'étaient; mais cette déclaration était un hommage qu'on devait à leurs vertus. La France, éclairée par une sage politique, exigea que la Suisse fût reconnue entièrement indépendante, et que l'empire n'eût plus sur elle la moindre prétention, afin que cette république devînt, ce qu'elle a été en effet depuis cette époque, un

boulevard placé entre la France et l'Autriche, un état pacifique, et dont ces deux puissances fussent également intéressées à maintenir la neutralité et le repos.

L'Espagne reconnut aussi, au congrès de Münster, l'indépendance de la république des Provinces-Unies. Cette reconnaissance n'était pas une vaine formalité, car jusqu'alors l'Espagne les avait toujours traitées en rebelles, et avait revendiqué sa souveraineté par la force des armes. Dans cette longue et sanglante lutte, qui avait duré quatre-vingts ans, on ne sait ce qu'on doit admirer le plus, de la persévérance opiniâtre de l'Espagne, qui s'épuisait et s'affaiblissait en faisant sans cesse de nouveaux efforts pour soumettre la Hollande, ou de la fermeté et du bonheur de la république, qui s'enrichissait et se fortifiait par la guerre même, et combattait son ennemi avec les ressources qu'elle lui enlevait. L'histoire ne présente aucun exemple d'un peuple chez lequel la liberté ait enfanté autant de prodiges, sans que sa cause ait été souillée par des crimes, et qui ait connu tous les genres d'énergie, excepté celle des passions violentes et cruelles. Les limites de la nouvelle république furent fixées dès-lors, telles qu'elles sont demeurées jusqu'à la guerre de la révolution française.

Le Brabant hollandais et les places qui couvrent la Flandre et la Gueldre lui restèrent. Elle s'était rendue maîtresse du cours de la Meuse par la prise de Maëstricht, et elle conserva cette conquête. L'article du traité le plus funeste aux Pays-Bas, et peut-être le plus avantageux aux Provinces-Unies, mais aussi le plus contraire aux principes d'une politique noble et généreuse, fut celui par lequel la Hollande exigea la clôture du port d'Anvers. Cette ville jusque-là florissante, active, populeuse, tomba de son élévation avec une prodigieuse rapidité, et Amsterdam, que la nature n'avait pas destinée à jouer le rôle d'Anvers, débarrassée de cette rivale, s'éleva rapidement.

L'Europe entière eût été pacifiée par le traité de Westphalie, si l'Espagne et la France avaient voulu faire la paix. Mais ces deux puissances ne furent pas assez sages pour sacrifier des espérances vagues et incertaines de victoires et de conquêtes à un bien plus réel et plus solide, et surtout à de plus hautes considérations. L'Espagne, qui avait été assez heureuse et assez habile pour séparer les Provinces-Unies de la France, et qui comptait que les troubles dont la minorité de Louis XIV était menacée empêcheraient cette puissance d'agir avec vigueur au

dehors, se flattait de réparer ses pertes, de re-  
1642. couvrir non-seulement la Catalogne qui s'était  
donnée à la France, mais encore le Roussillon  
et une partie des Pays-Bas que la France avait  
conquis. D'un autre côté, Mazarin ne voulait  
pas une paix générale, parce qu'il désirait d'oc-  
cuper au dehors l'activité inquiète et bouillante  
de la nation; craignant des divisions intestines,  
il espérait détourner, dans les pays voisins, les  
humeurs politiques qui fermentaient dans l'in-  
térieur, et se faire pardonner son pouvoir par  
les succès brillants des armes françaises. Tels  
étaient les motifs qui prolongèrent la guerre  
entre l'Espagne et la France pendant onze ans;  
nous verrons qu'elle ne fut terminée qu'en 1659,  
par la paix des Pyrénées.

Le traité de Westphalie fit perdre à la maison  
d'Autriche la prépondérance politique qu'elle  
avait eue en Europe depuis Charles V, et dont  
elle avait si souvent abusé pour le malheur des  
autres états. Lui enlever cette supériorité déci-  
dée et dangereuse, avait été l'objet principal de  
la guerre que lui avaient faite la Suède et le Da-  
1629. nemarck, depuis l'année de l'édit de restitution,  
qui fut l'apogée de sa puissance, et en même  
temps l'époque du plus haut degré de sa tyran-  
nie. La liberté politique de l'empire germanique



et la liberté religieuse des protestants étaient les moyens les plus sûrs de lui ôter son ascendant dominateur ; c'était sous ce rapport que les puissances ennemies de l'Autriche envisageaient ces deux objets importants. Elles parvinrent à leur but secret et principal ; la puissance des états de l'Empire contint celle de l'Autriche ; leur force contre-balança la sienne, et les amis de l'humanité espérèrent que ce système servirait de garantie à l'existence indépendante des autres états et assurerait la tranquillité de l'Europe.

Comme la guerre ne doit être que le moyen d'amener le règne de la justice et du droit, et les traités de sages combinaisons qui dispensent d'en appeler à l'épée, en créant un ordre de choses où la force prévienne l'abus de la force, on peut dire avec raison que la guerre de trente ans et la paix qui la termina, furent un bien pour l'Europe, et produisirent l'effet désiré. La puissance qui menaçait toutes les autres, fut resserrée dans des limites plus étroites ; la France et la Suède lui servirent de contrepoids, et ces deux états acquirent en Allemagne un crédit et une influence qui diminuèrent considérablement celle de la maison d'Autriche. A la vérité l'événement a prouvé que l'Europe n'avait fait que changer de dangers, et la France acquit, vingt

ans après, une telle prépondérance, et en abusa tellement, que l'Allemagne retomba sous le pouvoir de la maison d'Autriche, et chercha auprès de cette puissance un appui et des secours contre les entreprises menaçantes de Louis XIV. Mais on ne saurait en faire un reproche aux hommes d'état qui négocièrent le traité de Münster. La France acquit, dans l'espace de vingt ans, une consistance, une force, une puissance prodigieuses, mais ce fut par le développement interne de ses ressources et de ses moyens naturels. Aucun gouvernement ne connaissait ces ressources et ne pouvait les connaître; le sien même ne se doutait pas de leur existence. Les puissances qui conclurent la paix de Westphalie voyaient la France encore engagée dans la guerre avec l'Espagne, affligée d'une minorité orageuse; elles ne la croyaient pas sur le point de devenir aussi redoutable qu'elle le devint en effet, car elles ne pouvaient pas deviner le génie de Colbert qui créa la richesse nationale de la France. D'ailleurs, on avait encore dans toute l'Europe des idées exagérées de la Suède. Les grandes choses qu'elle avait faites donnaient le change sur l'étendue de ses moyens; cependant le rôle brillant qu'elle jouait était un coup de force, et non le résultat naturel et durable de

sa position ; c'était l'effet de l'impulsion donnée à un peuple énergique par un homme extraordinaire , et à ce mouvement rapide devaient succéder la fatigue et la faiblesse. On avait donc tort de voir dans la puissance de la Suède en Allemagne un contre-poids suffisant pour contenir la France , mais cette erreur était bien pardonna ble. On doit regretter que les plénipotentiaires de Münster n'aient pas eu l'idée de créer en Allemagne même , sur les bords du Rhin , une puissance considérable , qui pût arrêter au besoin l'Autriche et la France , et servir d'é gide aux autres états de l'empire germanique ; mais la France , l'Autriche , la Suède , les princes d'Allemagne mêmes , se seraient opposés avec une égale vivacité à l'exécution de ce plan. Il fallait qu'une triste expérience en fit sentir la nécessité ; le hasard des circonstances et le génie d'une maison souveraine devaient réaliser en partie cette idée dans le siècle suivant ; la liberté civile et religieuse de l'Allemagne en a été mieux assurée.

Indépendamment de son influence sur la garantie publique des états de l'Europe , on ne saurait dire que la guerre de trente ans ait produit quelque avantage à l'humanité et qu'elle ait accéléré le développement des esprits. Cette guerre désastreuse n'a point fait faire , comme d'autres ,

de progrès aux arts mécaniques. La grande consommation qu'elle a occasionnée, aurait dû amener de plus grands efforts et multiplier les productions de tout genre. Mais comme elle ne se fit pas avec l'excédant du revenu des nations, mais avec le capital même, elle enleva les avances nécessaires au travail, et le paralysa. Comme elle ne fut pas conduite par des moyens réguliers, elle ravagea toutes les contrées qui en furent le théâtre, ne laissant aux peuples que le découragement et la misère. Cependant le mouvement qu'elle imprima aux hommes, et qui leur donna le besoin de l'activité, ne fut pas perdu, et survécut à la guerre. Les passions, qui n'avaient amené que des destructions, prirent à la paix une autre direction, et aimèrent mieux produire des objets utiles que de rester inactives, ou de ne pas trouver les moyens de se satisfaire. D'ailleurs, la dépopulation amenée par trente années de combats fournissait, à ceux qui échappèrent aux armes, des moyens plus abondants de subsistances, et invitait à réparer les maux de la guerre. Mais, en Allemagne, où les ravages avaient été poussés au delà de toute appréciation, il devait s'écouler bien du temps, avant que, selon les lois que la nature suit dans le développement des sociétés

humaines, le travail amenât la richesse; la richesse l'ennui, la curiosité et le goût du plaisir; l'ennui et la curiosité, les progrès des arts et des sciences.

Les génies heureux ne manquaient pas. La nature ne connaît pas des époques de stérilité; mais ces génies sommeillaient faute de secours et de circonstances favorables, qui les tirassent de leur léthargie; ou s'attachaient exclusivement à la guerre et à la politique. De tout temps ces objets, à la fois vastes et vagues, importants et brillants, ont fixé de préférence les regards des hommes, et dans la première partie de ce siècle surtout, ils paraissent avoir absorbé l'attention et les forces. Peu d'époques offrent un plus grand nombre de noms justement célèbres; dans les deux partis brillèrent de rares talents; jamais on ne vit plus de capitaines habiles, plus d'hommes d'état d'un génie supérieur. Mansfeld, Chrétien de Brunswick, Gustave Adolphe, Horn, Banner, Weimar, Torstenson, Wrangel, Königsmarck à la tête des Suédois; en France, Gassion, Guébriant, Turenne et Condé; et dans les armées de l'Autriche, Maximilien de Bavière, Bucquoi, Merci, Tilly, Wallenstein, Galas, Piccolomini, Jean de Werth; sont des personnages placés, à la vérité, à une grande distance l'un de l'autre, mais qui jetteront toujours un

grand éclat et qui vivront dans l'histoire. La plupart de ces guerriers illustres n'ont pas perfectionné la tactique et n'ont pas créé des moyens d'attaque et de défense d'un genre nouveau ; mais ils ont tous fait de grandes choses avec les moyens connus. Richelieu, Mazarin, Oxenstierna et Olivares, Salvius, d'Avaux et Servien tiendront long-temps encore un rang distingué entre les ministres et les négociateurs.

Deux circonstances expliquent cette fécondité de la nature en apparence extraordinaire ; les mêmes causes ont toujours produit et produiront toujours les mêmes effets. Dans les crises violentes, le besoin qu'on a des grands talents les avertit de leur existence, et la nécessité oblige les gouvernements à les employer. Les âmes énergiques, les esprits supérieurs se mettent à leur place par la force même des choses qui brise les lois de l'étiquette et de l'usage, et qui condamne les petites passions au silence. D'ailleurs, quand l'humanité se débat au milieu des crimes et des malheurs, les grands événements qui se pressent fécondent l'imagination, enflamment le génie, et lui fournissent des matériaux de travail qui le rendent supérieur à lui-même.

## SECONDE PÉRIODE. 1640 — 1660.

## CHAPITRE IX.

Le Portugal secoue le joug de l'Espagne, et contribue à l'élévation de la France. État du Portugal depuis l'année de sa sujétion. Mécontentement général sous l'administration d'Olivarès. Le duc de Bragance et son épouse. Conjuratlon qui se forme en leur faveur. Son origine, sa marche, ses succès, son résultat.

QUAND le duc d'Olivarès apprit que le Portugal avait secoué le joug de l'Espagne, il entra chez Philippe IV, et lui dit en riant : Je félicite votre majesté des nouvelles acquisitions qu'elle vient de faire. Quelles? répondit le monarque. Il a pris fantaisie au duc de Bragance, reprit le ministre, de se faire proclamer roi, et votre majesté pourra confisquer ses immenses domaines.

On ne pouvait pas annoncer avec plus de légèreté ou de dissimulation un événement d'une haute importance ; car la révolution qui venait

d'enlever le Portugal à l'Espagne avait été aussi complète que rapide, et devait être aussi décisive et aussi durable qu'elle avait été inattendue.

Cette révolution mérite de trouver sa place dans ce Tableau. Elle diminua les ressources de l'Espagne, occupa ses forces, et amena son abaissement, à la paix des Pyrénées. Elle fit reparaître sur la scène une puissance qui l'avait quittée depuis soixante ans, et prépara de loin de grands changements dans les relations mercantiles, et dans la richesse commerciale d'une partie de l'Europe.

1580. La mort du cardinal Henri, roi de Portugal, avait laissé le trône vacant. Plusieurs compétiteurs s'étaient présentés; les uns descendaient du roi Emmanuel, par le mariage de ses filles avec des princes étrangers, et, en vertu des lois constitutionnelles de Lamego, ils étaient exclus du trône; d'autres ne pouvaient prouver la légitimité de leur naissance, et les lois mêmes leur refusaient toute espèce de titres. Philippe II, roi d'Espagne, appartenait aux premiers, et, quoiqu'issu de la fille aînée du roi Emmanuel, il n'avait aucun droit à la couronne. Don Antonio, prieur de Crato, qui aspirait aussi à la succession, était le fils naturel du duc de Béia. Selon la constitution du royaume, celui qui



avait le plus de droit au sceptre, était Jean, duc de Bragance, Catherine, sa mère, étant la petite-fille d'Emmanuel; mais, au défaut de droits, Philippe II avait la force, et son concurrent n'avait que des droits stériles, sans puissance pour les faire valoir. Le roi d'Espagne avait fait avancer une armée considérable, sous les ordres du duc d'Albe, et, son or frayant le chemin à ses troupes, la crainte et la corruption lui avaient procuré le trône. Ses adversaires n'avaient opposé à ces moyens actifs que les désirs secrets des peuples intimidés, quelques demi-mesures, et peu de qualités personnelles. Philippe avait juré, à Tomar, de respecter les privilèges de la nation, de ne pas confondre l'administration ni les revenus du Portugal avec ceux de l'Espagne; et d'employer, dans les affaires du royaume, les nationaux préférablement à tous autres; mais ce serment devait lui garantir l'obéissance des Portugais, et non leur garantir à eux-mêmes sa fidélité à remplir ses engagements. A peine fut-il retourné en Espagne, qu'il oublia ses devoirs et ses vrais intérêts, et que le Portugal fut traité par le ministère espagnol, non comme un royaume affilié à celui d'Espagne, et qui avait le même souverain que lui, mais comme une province con-

quise, qu'il s'agissait uniquement de dépouiller et d'appauvrir.

Les principes et les maximes de Philippe II devinrent malheureusement la conscience et la raison politique de l'Espagne, et passèrent à ses successeurs; le Portugal en ressentit surtout la  
1598 funeste influence. Sous le règne de Philippe III,  
1621. ce royaume avait marché à grands pas vers sa décadence; non-seulement le gouvernement ne faisait rien pour y entretenir l'activité, l'industrie et l'émulation, et le traitait avec une coupable négligence, mais encore on y prenait des mesures absurdes, oppressives, propres à étouffer toute espèce de culture. On écartait la noblesse de toutes les places, et on la condamnait à l'inaction; on décourageait le peuple par des impôts excessifs et mal répartis; on blessait l'orgueil national par des mépris affectés et des préférences humiliantes. Philippe III, qui avait des intentions droites, mais qui voyait toutes les affaires par les yeux du ci-devant duc, devenu depuis cardinal de Lerme, avait fait espérer un moment aux Portugais que leur sort s'adoucirait. Le duc d'Uzède, son favori, et fils de de Lerme, qui voulait distraire le monarque ennuyé, et lui faire connaître les vices de l'administration du cardinal, l'avait engagé à faire

un voyage dans le Portugal. Le peuple, toujours prompt à concevoir des espérances, comptait déjà sur le redressement de tous ses griefs; les nobles avaient rivalisé de magnificence, et s'étaient épuisés en fêtes pour amuser et gagner leur souverain. Philippe était prévenu en leur faveur; mais d'Uzède, qui s'en aperçut, empêcha les grands de lui parler à fond des intérêts du pays; il voulait bien perdre son père dans l'esprit du roi, mais non ôter aux ministres les moyens de s'enrichir aux dépens des peuples. Quoique la saison fût avancée, et que Philippe fût malade, il s'était hâté de le ramener en Espagne. Ainsi ce voyage, sur lequel les Portugais avaient fondé toutes leurs espérances, n'avait eu d'autre effet que d'achever la ruine d'un grand nombre de fortunes. Rien n'avait été changé; Philippe ne connaissait ni le mal ni le remède; et l'eût-il connu, sa mort, qui suivit immédiatement son retour en Espagne, aurait fait évanouir tous ses projets de réforme.

Le règne de Philippe IV fut encore plus désastreux pour le Portugal. La prospérité de l'Espagne était étroitement liée à celle de cet état jadis puissant; d'après les principes d'une saine politique, il fallait lui conserver ou lui rendre sa vigueur et sa richesse premières, pour aug-

inenter celles de la monarchie à laquelle ses destinées étaient associées ; le vrai moyen d'attacher les Portugais au sceptre espagnol eût été de ne pas leur faire regretter leur ancienne existence. Olivares avait adopté d'autres principes , qui lui paraissaient meilleurs parce qu'ils étaient moins simples , ou parce que ses passions se trouvaient d'intelligence avec eux ; il croyait qu'une nation aussi fière que les Portugais ne pouvait perdre ses anciens souvenirs de puissance et de gloire que dans la faiblesse et l'indigence ; qu'ils ne seraient des sujets soumis qu'autant qu'ils seraient pauvres et découragés ; et qu'il fallait rendre le retour de l'ancien ordre de choses impossible, en mettant le Portugal hors d'état de payer sa défense , et de soutenir le rôle de puissance indépendante. Pendant dix-neuf ans il avait été fidèle à ce système, qui l'avait séduit par un faux air de profondeur et de finesse, et qui , dans le fond, était aussi contraire à la politique qu'à l'humanité. Le Portugal avait vu de plus en plus les terres se dépeupler et rester en friche , l'industrie languir , la marine tomber en décadence, et le commerce passer aux étrangers.

Les torts , ou plutôt les crimes du ministère espagnol, étaient d'autant plus impardonnables qu'il aurait dû redoubler d'activité et de zèle

pour faire oublier aux Portugais les pertes continuelles qu'ils faisaient dans les deux Indes, où ils étaient les victimes de la guerre de l'Espagne contre la Hollande. Les Portugais avaient de vastes possessions en Afrique et en Amérique, qu'ils avaient acquises au prix de leur sang et au péril de leur vie, sous le règne d'Emmanuel-le-Grand, possessions qu'ils devaient à l'audace heureuse et au génie entreprenant de Gama et de Cabral, à la valeur et à la politique d'Albuquerque et d'Alméide. Ces possessions étaient la source d'un commerce immense qui embrassait toutes les parties du monde connu, qui avait fertilisé, peuplé, enrichi le sol même du Portugal, et lui avait donné les moyens d'entretenir des flottes formidables; son pavillon était respecté sur toutes les mers, et il avait été longtemps le pourvoyeur général de l'Europe. A la vérité, il ne pouvait pas espérer de conserver ces avantages exclusifs, et il n'était pas de l'intérêt des nations que cette puissance seule vendît sur le grand marché du monde policé des objets de luxe, qui étaient devenus de nécessité première. Déjà plusieurs nations s'étaient mises sur les rangs, et tôt ou tard le Portugal devait trouver des concurrents redoutables; mais s'il était resté indépendant, il eût gardé une place

éminente parmi les peuples commerçants, au lieu que, devenu province de l'Espagne, il s'était vu tout à coup réduit à une entière nullité par les conquêtes rapides que firent sur lui les Provinces-Unies.

Ces républicains habiles, profonds et persévérants dans leurs projets, marins hardis et infatigables, allaient chercher dans les autres parties du monde les moyens de défendre leur existence en Europe, et jetaient les fondements de leur puissance navale et de leur commerce. De simples particuliers formaient les plus vastes entreprises, et déjà le négoce avait créé chez eux des fortunes prodigieuses; qui devenaient le ressort de nouvelles entreprises, et le principe de fortunes nouvelles. C'était surtout aux dépens des Portugais qu'ils augmentaient leurs richesses; ils tombaient sur tous leurs établissements avec autant de célérité que de vigueur, et, comme le gouvernement espagnol ne prenait aucune mesure pour les défendre, ils s'en emparaient sans rencontrer de résistance. Partout ils étaient secondés par les souverains et les naturels du pays, qui, maltraités par les Portugais, mécontents du présent et espérant mieux de l'avenir, recevaient les Hollandais avec empressement. Déjà, sous le règne de Philippe III,

la compagnie hollandaise des Indes orientales, qui naquit au commencement du siècle, et qui prit des accroissements rapides, avait enlevé les Moluques aux Portugais, et avait acquis le monopole des épiceries. L'amiral Van Reck avait bâti la première forteresse hollandaise sur l'île de Ternate. Sous Philippe IV, le Portugal avait vu ses colonies attaquées dans toutes les parties du monde. Schah-Abas, souverain de la Perse, avait conquis, avec le secours des Anglais, l'île d'Ormuz, et les Portugais avaient ainsi perdu un des plus grands entrepôts de leur commerce. Le Brésil avait été attaqué, avec succès, par les Hollandais Willekens et Long; et Jean Maurice de Nassau, qui en était gouverneur, avait soumis la partie la plus importante de cette superbe contrée, et y avait fait beaucoup de lois sages et d'excellents arrangements, pour assurer cette conquête aux Hollandais et la rendre encore plus lucrative. Les Portugais, à qui le hasard avait fait découvrir le Japon, y avaient formé des relations précieuses, malgré les obstacles que leur opposaient les mœurs, les usages, la religion, les lois du pays, et y avaient même répandu le christianisme; mais ils en avaient été chassés pour toujours, avec tous les autres chrétiens, par les intrigues des Hollandais, et, après

un siège long et meurtrier, Malacca venait de  
1640. leur être enlevée par cette nation active et insatiable.

Ces pertes multipliées avaient répandu dans le Portugal le deuil et l'indignation. Le peuple, qui se rappelait les temps de sa gloire et de sa richesse, les attribuait à l'indépendance dont il avait joui; et comparant cette période brillante à son avilissement et sa misère actuelle, il en accusait hautement les Espagnols. Toutes ses passions souffraient également de cette décadence; il était attaqué dans son orgueil, dans son avidité et dans ses plaisirs. Toutes les classes étaient mécontentes; les ouvriers manquaient d'ouvrage et de pain; les négociants étaient obligés de restreindre leur luxe avec leurs spéculations; et comme les nobles mêmes avaient fait directement le commerce où y avaient pris part d'une manière indirecte, leur opulence avait aussi diminué, et les revenus de leurs terres ne suffisaient pas à leur magnificence.

Tandis que les sources des richesses du Portugal tarissaient, les demandes du gouvernement paraissaient se multiplier, et chaque jour voyait naître de nouveaux impôts; on vendait toutes les places; les bénéfices les plus riches du clergé étaient entre les mains des Espagnols; les au-



ciens domaines de la couronne avaient été aliénés. La noblesse languissait dans ses terres, sans considération et sans honneur. Les arsenaux étaient dégarnis; les ports étaient déserts; plus de trois cents vaisseaux avaient été conduits en Espagne; plus de deux mille canons avaient été transportés du Portugal dans le royaume dominateur, et il semblait qu'on se proposât de livrer le Portugal, sans défense, à ses ennemis de l'intérieur et du dehors, et qu'après avoir appauvri la nation, on voulût encore l'insulter.

A la tête du gouvernement se trouvait la reine Marguerite, veuve de François, duc de Mantoue, et cousine germaine de Philippe IV. Cette princesse, qui était censée diriger les affaires, n'avait aucun des vices qui inspirent la haine, ni aucune des faiblesses qui attirent le mépris; elle voulait le bien, et, quoiqu'elle son esprit ne fût ni étendu ni actif, elle aurait prévenu le mal ou redressé la plupart des griefs de la nation; mais elle ne faisait que prêter son nom au gouvernement; l'autorité était tout entière entre les mains de deux Portugais, dont l'un, Pierre Suarez, présidait le conseil de Portugal à Madrid; l'autre, Vasconcellos, était chef du conseil à Lisbonne. Unis par les liens du sang, et plus encore par la conformité de leurs principes et

de leurs passions, indifférents au sort du Portugal, et ne songeant qu'à leur fortune, ces deux hommes se soutenaient réciproquement, et semblaient avoir conspiré la ruine de leur patrie. Vasconcellos était le plus abhorré, parce que ses actions étaient mieux connues, ses vices plus exposés au jour, et que sa tyrannie pesait plus directement sur ses compatriotes. D'ailleurs, il ajoutait l'outrage aux vexations, l'insolence à l'injustice; il paraissait mépriser ceux qu'il dépouillait, et le mépris est ce qu'un peuple fier et généreux pardonne le moins.

Une mesure imprudente de la cour, dans un moment où il fallait plus que jamais ménager les esprits, mit le comble au mécontentement général. La Catalogne venait de se révolter contre l'Espagne. Cette province industrielle et riche devait, en grande partie, sa prospérité à des privilèges civils et politiques, que Philippe II lui-même avait respectés; Olivares, pressé par le besoin d'argent, avait essayé de se procurer de nouvelles ressources, en portant atteinte à la constitution des Catalans; tous les habitants avaient couru aux armes. Olivares croyait étouffer facilement l'insurrection en employant la force; et pour réduire la Catalogne avec plus de facilité, et assurer en même temps la tran-

quillité du Portugal, il avait ordonné à la noblesse portugaise de s'armer et de servir contre les Catalans.

Cet ordre, donné dans de pareilles circonstances, produisit une fermentation générale. Les Portugais plaignaient la Catalogne, admiraient son courage, s'indignaient contre le gouvernement tyrannique qui provoquait des mesures extrêmes, et inclinaient plus à imiter les Catalans qu'à s'armer pour les punir.

Cependant on obéissait, tout en murmurant; et quelles que fussent les dispositions des esprits, le peuple serait resté immobile et soumis, si l'impulsion ne lui avait pas été donnée. Là, comme partout, ce fut un petit nombre d'individus qui résolurent, préparèrent, amenèrent la révolution; la multitude parut dans le moment décisif pour frapper le coup du dénouement; elle acheva ce qu'elle n'aurait jamais commencé; elle adopta l'ouvrage de quelques conjurés, hommes de tête et de caractère, comme si c'eût été le sien. L'archevêque de Lisbonne, Rodrigue da Cunha, souffrait avec impatience l'asservissement de son pays. Plus homme d'état qu'homme d'église, il croyait l'autorité des Espagnols illégitime dans son principe, et l'usage qu'ils en faisaient la lui rendait

encore plus odieuse; il désirait un changement comme citoyen, comme noble et comme prêtre, car la nation, la noblesse et le clergé avaient également à se plaindre de ses maîtres. Son cousin, Pierre de Mendoza, son ami intime, Antoine d'Almeida, Don Michel d'Almeida, vieillard respectable par la sévérité de ses principes et la pureté de ses mœurs, François de Mello et son frère, étaient dans la société intime de l'archevêque, et partageaient ses sentiments. Dans leurs conversations journalières et leurs épanchements réciproques, naît le projet de secouer le joug de l'Espagne, et de rendre au Portugal son indépendance première. Il serait difficile de nommer l'auteur de ce projet, parce que la première idée en était dans tous les cœurs et dans toutes les têtes; bientôt il se développe de plus en plus; l'archevêque et ses amis l'examinent sous toutes ses faces, calculent les résistances qu'ils doivent rencontrer, concertent leurs moyens, imaginent, prévoient et tâchent de maîtriser les suites possibles ou probables de leur entreprise. Leur but n'est pas de changer la constitution du Portugal; cette constitution était monarchique; elle doit le rester, et ils veulent même la rétablir dans son intégrité primitive. On a prétendu qu'ils avaient en un mo-

ment l'idée de constituer le Portugal en république; l'exemple de la Hollande aurait pu les séduire; mais les principes, d'accord avec la politique, l'emportent, et ils veulent une seule chose, que le Portugal redevienne un royaume séparé; et prenne rang de nouveau parmi les puissances. Leur entreprise leur paraît juste, non parce que l'archevêque la sanctionne en se mettant à leur tête, mais parce que le pouvoir des Espagnols n'est fondé que sur une usurpation, et que la force peut détruire ce que la force seule a créé. A leurs yeux le duc de Bragance est le légitime souverain du Portugal, et c'est lui qu'ils veulent replacer sur le trône.

La grande question était de savoir s'il consentirait à son élévation, et se prêterait aux desseins des mécontents. Jean, duc de Bragance, était petit-fils de Catherine, qui avait inutilement disputé la couronne à Philippe II, et fils du duc Théodore. Son père n'avait jamais pu se consoler de la perte du trône; il avait fait quelques tentatives sourdes et malheureuses pour y remonter, et, n'ayant pas réussi, il avait voulu du moins être enterré avec toute la pompe usitée pour les souverains, en avait exigé la promesse de son fils, et avait emporté cette vaine consolation dans le tombeau. Jean n'avait ni les mêmes

regrets ni les mêmes désirs; né dans une condition privée, il en avait pris les habitudes et les goûts; une grande fortune lui fournissait les moyens de remplir sa vie de distractions et de plaisirs variés; étranger à l'ambition, parce qu'il l'était en général aux passions ardentes, il ne connaissait pas ce besoin d'activité, qui souvent est l'effet d'une inquiétude vague, et quelquefois le signe de la présence du génie. Le sien était médiocre; il ne manquait pas d'une certaine facilité d'esprit, mais il n'avait pas d'étendue ni de suite dans les idées; d'ailleurs, bon, généreux, humain, il était estimé du peuple, et tous les vœux le portaient au trône.

On pouvait craindre qu'un homme de ce caractère ne préférât les douceurs de la vie privée aux dangers et aux orages du rang suprême, qu'il ne pouvait obtenir qu'en courant les chances d'une révolution. En effet, le duc de Bragance n'aurait jamais pensé de lui-même à l'entreprendre, et peut-être se serait-il même refusé à celle qu'on voulait faire en sa faveur, malgré les instances de Pierre de Mendoza, que les conjurés lui avaient dépêché, et qui lui fit les premières ouvertures du projet, si le docteur Jean Pinto Ribeiro, qui gouvernait sa maison, et la duchesse son épouse, ne lui avaient communiqué leur cou-

rage et leur fermeté. Pinto était un esprit intrigant et actif, qui aimait le mouvement des affaires comme d'autres aiment un violent exercice; il voyait son élévation dans celle de son maître, et se flattait de gouverner l'état comme il le gouvernait lui-même. Cet homme fécond en ressources, audacieux et ferme dans ses projets, avait de bonne heure été associé aux plans de l'archevêque de Lisbonne, et avait, plus que personne, contribué à les faire naître, et à les conduire à leur maturité. Ce fut lui qui arrangea toutes les mesures, prépara tous les moyens d'exécution, et développa au duc de Bragance toute la marche que devait prendre la révolution. Cependant, il le convainquit plus qu'il ne le persuada de la nécessité de monter sur le trône; ce triomphe était réservé à l'épouse du duc, Louise Guzman de Médina Sidonia. Le duc de Bragance la consultait dans toutes les affaires, et elle méritait sa confiance par ses vues élevées et la noblesse de son caractère; il lui découvrit la conjuration qui se tramait en sa faveur, et ce fut elle qui l'entraîna. Cette femme joignait à tous les charmes de son sexe un esprit vaste, pénétrant, instruit, et beaucoup d'énergie; l'élévation de son âme donnait à son extérieur une majesté imposante; faite pour les hautes entre-

prises, elle sentait qu'elle était née pour gouverner, et que, déplacée dans une condition privée, le trône était sa véritable place. Elle reçut avec joie, mais avec dignité, les confidences du duc; et saisissant ce projet avec toute la force de sa tête et toute la chaleur d'un cœur ambitieux, elle fit passer son courage dans le cœur de son époux. Elle lui montra que, déjà soupçonné à Madrid, il serait perdu quand même il se refuserait aux desseins des conjurés; qu'il n'avait que l'alternative d'une mort certaine et honteuse, ou des chances d'une entreprise glorieuse; que, s'il ne réussissait pas, il mourrait du moins avec honneur; et que, dans sa situation, il fallait accepter, sans balancer, le grand et beau jeu qu'on lui offrait.

La duchesse ne se trompait pas en parlant des soupçons et des craintes du ministère espagnol. Olivares se défiait du duc; il connaissait ses titres au trône; il savait que son immense fortune lui donnait les moyens d'y parvenir et d'en soutenir l'éclat, et que le peuple de toutes les classes était pour lui. Mais n'osant pas faire arrêter le duc dans ses terres, de peur d'accélérer le soulèvement qu'il voulait prévenir, il avait substitué la ruse à la force, et employait mille artifices pour se rendre maître de sa per-



sonne; mais tous ces artifices, devinés ou trahis, avaient été inutiles, et s'étaient tournés contre lui. Il avait offert au duc le gouvernement du Milanez; le duc l'avait refusé en alléguant son ignorance sur les intérêts et les affaires de l'Italie. Le roi d'Espagne voulait aller lui-même soumettre et punir la Catalogne; il invita le duc à venir l'accompagner dans cette expédition; le duc déclina l'invitation en prétextant que sa fortune ne lui permettait pas une si grande dépense. Enfin, Olivarès voulant l'endormir ou le gagner en lui témoignant de la confiance, le charge de visiter toutes les forteresses et tous les ports du Portugal menacés par une flotte française; il l'investit d'un grand pouvoir, met à sa disposition quarante mille ducats pour les frais du voyage, et donne en même temps l'ordre à tous les officiers et aux gouverneurs espagnols de se saisir du duc et de l'envoyer à Madrid. Mais le duc de Bragance paraît partout si bien accompagné, qu'aucun d'eux ne hasarde d'exécuter les ordres d'Olivarès. Cette commission honorable fournit au duc les occasions de se montrer au peuple, de le gagner, d'exciter ses espérances; les caresses et l'or d'Olivarès servent admirablement les projets des conjurés.

Enfin, le ministre espagnol enjoint au duc de

venir rendre compte à Madrid de l'état dans lequel il a trouvé le royaume; le duc multiplie les délais; Olivarès le presse et insiste. Le duc de Bragance sent la nécessité de frapper le coup qu'il médite; il est perdu s'il obéit; il l'est de même s'il se contente de désobéir; les conjurés se préparent, et le premier décembre doit voir éclater la révolution. Leur marche était bien calculée. Les Espagnols ont peu de troupes à Lisbonne; quelques centaines de conjurés suffisent pour les désarmer, les contenir, ou les séduire par leurs promesses. L'étonnement commencera le succès; la crainte et l'or feront le reste; le peuple de Lisbonne, qui adore le duc de Bragance et qui hait les Espagnols, se déclarera pour lui; il suffit de donner le signal de l'explosion, et d'inspirer à la multitude le courage d'agir. Pinto a même poussé plus loin la prévoyance; il a communiqué son projet à deux bourgeois considérés, qui, fiers de cette confiance, lui ont promis le secours de tous les ouvriers qui manquent d'ouvrage et de pain, et ces deux hommes s'engagent à préparer l'insurrection du peuple. Le mouvement des conjurés doit être dirigé sur le palais; là, on veut se saisir de la vice-reine et de l'archevêque de Braga, arrêter Vasconcellos et se défaire de lui pour

accorder une victime à la fureur populaire, désarmer les gardes et proclamer le duc de Bragance. Une fois reconnu dans Lisbonne, les autres villes et les campagnes, qui n'attendent que le moment d'éclater, suivront l'exemple de la capitale; la surprise, la corruption ou la crainte détermineront les gouverneurs espagnols à ouvrir les places fortes; et la France, la Hollande, la Suède, l'Angleterre, ennemies de l'Espagne, s'empresseront de reconnaître le nouveau roi, et soutiendront de toute leur puissance son trône chancelant.

Le premier décembre 1640 (c'était un dimanche), tous les conjurés armés se rendent de grand matin, par des chemins détournés, au palais de Bragance. Les rôles sont distribués. A huit heures, Pinto donne le signal de l'attaque par un coup de pistolet; les conjurés se partagent en quatre corps. Don Michel d'Alméïde, à la tête du premier, attaque la garde allemande qui est prise au dépourvu; deux soldats courent aux armes et blessent Antoine de Menesez; l'un est tué, l'autre est mis hors de combat. George de Mello dissipe la garde castillane. Pinto et Antoine Tello de Menesez entrent dans le palais et vont droit à l'appartement de Vasconcellos; le capitaine qui le gardé se sauve; les conjurés

entrent; on trouve le secrétaire caché dans une armoire sous un monceau de papiers; on le tire de sa retraite, et Rodrigue de Saa, grand-chambellan, lui casse la tête d'un coup de pistolet; on jette son cadavre par les fenêtres, et le peuple assouvit sa haine sur son corps inanimé. Almeïde avait arrêté la vice-reine et l'archevêque de Braga, qui, voyant qu'il n'y a pas d'espérance de résister, se soumettent. La vice-reine expédie au gouverneur du château Saint-George l'ordre d'en ouvrir les portes; le duc de Bragance est proclamé à Lisbonne au milieu des applaudissements du peuple; cette révolution est consommée dans un jour.

Lisbonne s'étant déclarée pour Jean IV, son exemple fut suivi dans toutes les provinces. La conduite d'une capitale peuplée et opulente exerce toujours un pouvoir entraînant sur les autres villes; d'ailleurs, l'opinion générale formée depuis long-temps en faveur du duc de Bragance, n'attendait que l'occasion de se prononcer. Pour empêcher le désordre, les conjurés créèrent un conseil d'état, ou plutôt les principaux d'entre eux en formèrent un; l'archevêque de Lisbonne le présidait. Ceux qui avaient produit le mouvement, eussent-ils été désintéressés, devaient en diriger les effets, afin de prévenir

les troubles jusqu'à l'arrivée du roi. Le conseil se hâta d'envoyer la nouvelle de l'avènement du duc de Bragance au trône, dans toutes les colonies et dans tous les établissements des Portugais; partout on reconnut et l'on proclama le nouveau souverain. La ville de Ceuta fut la seule qui demeura soumise aux Espagnols, et elle leur est restée.

Lisbonne attendait son nouveau maître avec impatience; à la fin Jean IV arriva pour occuper le trône. Il n'avait rien fait pour l'obtenir, si ce n'est de ne pas le refuser. Il vint recueillir le fruit du zèle du peuple et de l'heureuse audace des conjurés, et débarqua près du palais royal, au milieu des applaudissements d'une foule immense; l'ivresse était générale; la ville fut illuminée; ce qui fit dire à un Espagnol, que le duc de Bragance était le premier homme à qui il n'eût coûté pour acquérir un trône que quelques feux de joie. Le vingt-quatre janvier, les États du royaume convoqués à Lisbonne, donnant à tout ce qui s'était fait une sanction légale, publièrent un manifeste dans lequel ils établirent tous les titres que le duc de Bragance avait à la couronne, et prouvèrent à l'Europe que cette révolution était légitime.

Pendant que Jean IV se croyait affermi sur

le trône, ou ne redoutait du moins que des dangers extérieurs, il se formait contre lui, à Lisbonne même, une conjuration qui fut sur le point de détruire l'ouvrage de la première. L'archevêque de Braga, qui avait été l'ame et le conseil de la vice-reine, ne pouvait voir d'un œil tranquille et indifférent une révolution qui l'avait privé de son pouvoir, et qui avait rendu ses ennemis tout-puissants. La facilité avec laquelle les partisans du duc de Bragance avaient exécuté leur projet, faisait croire à l'archevêque qu'il trouverait la même facilité à le renverser, et qu'un coup de main pouvait détruire ce qu'un coup de main avait opéré. La sainteté de son caractère et le respect superstitieux que les Portugais avaient pour le clergé, lui persuadaient qu'il pourrait couvrir ses intrigues du voile du mystère, et gagner la multitude. Le peuple s'était prononcé en faveur de la maison de Bragance; mais il n'était pas impossible de le ramener aux Espagnols; la crainte et l'espérance adroitement ménagées ont toujours un grand pouvoir sur une multitude mobile, qui nulle part n'a des principes ni même des affections durables, et cède toujours à l'impression du moment. L'essentiel était de trouver des hommes hardis et entreprenants qui fussent ca-

pables d'agir dans l'instant décisif, et qui offris-  
sent au peuple de l'argent, du crédit et de grands  
noms qui lui imposent toujours. Une petite  
partie de la noblesse était mécontente; les uns  
étaient jaloux de la puissance des seigneurs qui  
avaient élevé le duc de Bragance sur le trône;  
les autres étaient attachés aux Espagnols par la  
reconnaissance et par l'habitude. L'archevêque  
de Braga communiqua son projet au grand in-  
quisiteur, François de Castro, évêque de Guarda,  
au marquis de Villaréal, au comte d'Armamar  
et au duc de Caminha, et, trouvant chez eux  
les mêmes passions et les mêmes intérêts que  
ceux qui le guidaient lui-même, il n'eut pas de  
peine à les faire entrer dans ses plans. Les Juifs  
promirent de les favoriser; mécontents du nou-  
veau roi qui venait de leur refuser de vivre  
dans le Portugal, ils se prêtèrent volontiers aux  
desseins de l'archevêque. Ce prêtre s'engagea,  
au nom du roi d'Espagne, à leur permettre de  
bâtir une synagogue à Lisbonne, s'ils prenaient  
une part active au projet formé contre le duc  
de Bragance; les Juifs, opprimés à Lisbonne,  
saisirent avec empressement cette occasion d'a-  
méliorer leur sort; l'archevêque et le grand  
inquisiteur, quelque intolérantes qu'eussent  
leurs maximes, sacrifièrent les principes de leur

église au succès de leur ambition , et immolèrent leurs scrupules à leur intérêt.

A la vérité, l'archevêque et les chefs des conjurés avaient prêté serment de fidélité à Jean IV, et, à l'assemblée de la diète, ils avaient signé la déclaration des États; l'action qu'ils méditaient était donc évidemment un crime. Mais dans les révolutions, le bouleversement de tous les rapports semble aussi déplacer les idées morales, donner au vice les couleurs de la vertu, et à la vertu celles du vice; les scélérats se servent de cette fluctuation apparente des principes pour égarer et séduire, ou pour perdre et calomnier les gens de bien; les hommes faibles se font illusion à eux-mêmes sur l'immoralité de leurs actions, et les coupables s'étourdissent par des sophismes pour échapper aux remords.

Les conjurés avaient autrefois prêté serment à Philippe, et ils prétendaient que ce premier serment, dont rien n'avait pu les délier, frappait le second de nullité; mais il aurait fallu s'y refuser, ou il fallait le tenir. Cependant l'archevêque employa ce mauvais raisonnement pour persuader ses complices de la légitimité de leur entreprise; et dès que leurs consciences furent d'accord avec leurs passions, ils concertèrent ensemble les moyens d'exécuter leurs projets.



Il fut résolu que le 5 août les Juifs mettraient le feu aux quatre coins du palais et à différents endroits de la ville, afin d'occuper le peuple; que les conjurés en profiteraient pour approcher du palais, sous prétexte d'éteindre l'incendie, mais dans le dessein de tuer le roi et de se saisir de la reine et de ses enfants. Dans le même temps, quelques-uns des mécontents devaient embraser la flotte; l'archevêque et le grand inquisiteur s'étaient chargés de contenir la populace en se promenant dans les rues avec un cortège nombreux de prêtres et de moines, et en la menaçant des vengeances du saint-office.

Pour que ce projet infernal réussît, il fallait qu'il fût appuyé par des forces militaires considérables; car on ne pouvait raisonnablement espérer que le peuple applaudirait à cette entreprise; il abhorrait le joug espagnol; il aimait le nouveau roi; le premier étonnement ou le premier moment d'effroi passés, on avait à craindre sa puissance et sa fureur. Les conjurés furent d'avis de ne rien entreprendre avant qu'ils ne fussent sûrs du secours du comte Olivares, et du jour où arriverait la flotte qu'il devait leur envoyer. Pierre Baëza, Juif nouvellement converti, à qui Jean IV avait accordé la permission de correspondre avec la Castille, leur

offrit ses services ; ils les acceptèrent. Baëza eut l'imprudence d'adresser les lettres qui contenaient les noms des conjurés et tous les détails du complot , au marquis d'Ayamonte qui devait les faire passer au comte duc. Ces lettres, munies du cachet de l'inquisiteur , frappèrent Ayamonte , et lui donnèrent des soupçons. Comme il était lui-même parent du duc de Bragance , par la maison de Médina Sidonia , il se hâta d'envoyer ces dépêches au nouveau roi. Les conjurés ne se doutaient de rien , et tout était découvert ; le roi avait fait entrer dans la ville toutes les troupes qui étaient dans le voisinage ; il avait donné aux officiers des ordres secrets qui ne devaient être ouverts qu'à une certaine heure , et qui leur enjoignaient d'arrêter en même temps tous les conspirateurs. On en saisit quarante-sept ; l'archevêque de Braga et le marquis de Villaréal furent arrêtés au milieu du conseil d'état , que le roi avait convoqué pour le même jour. Dès que le peuple apprit ces événements , il s'assembla en foule autour du palais , demandant à grands cris qu'on lui livrât les coupables ; ce fut une raison décisive de hâter l'instruction du procès. Le tribunal nommé pour cet objet fut composé en partie des grands du Portugal. Les chefs de la conjuration avouè-

rent tout librement; la torture arracha des aveux aux autres. Le marquis de Villaréal, le duc de Caminha et son fils furent condamnés à perdre la tête; on abandonna au roi de prononcer sur le sort de l'archevêque et du grand inquisiteur. Jean IV, naturellement doux et clément, inclinait à faire grace à tous les coupables, mais le conseil s'y opposa; le crime était avéré, la peine légale et juste; il importait d'intimider les esprits par un grand exemple, afin de prévenir le retour perpétuel des conjurations. Le roi céda, quoique à regret, à ces représentations. Les principaux conjurés furent exécutés publiquement sur la grande place de Lisbonne; Villaréal, Caminha, Armamar et don Manuel montèrent ensemble sur l'échafaud; l'archevêque et le grand inquisiteur furent épargnés à cause de leur état et de leur dignité, et seulement condamnés à une prison perpétuelle. On croyait encore en Portugal qu'il est des places qui mettent au-dessus de la peine du crime, quoiqu'elles n'empêchent pas de le commettre.

Cette conspiration ayant échoué, on s'attendait à voir l'Espagne armer contre le Portugal, et ne rien épargner pour le soumettre; déjà l'on faisait dans ce royaume des préparatifs de défense, et le zèle des citoyens annonçait une ré-

sistance vigoureuse. Mais l'Espagne resta tranquille, et parut avoir oublié la révolution du Portugal. Il paraît que le ministère espagnol renouça de bonne heure à l'espérance de recouvrer ce royaume. Olivares lui-même fut d'avis d'ajourner ce grand procès; c'était consentir à le perdre sans retour. Cette modération apparente était moins l'effet de la politique que de la nécessité. La Catalogne était en armes, et la révolte y avait pris un caractère alarmant; la France favorisait les rebelles qui servaient ses intérêts, et le mal menaçait de se répandre dans les autres provinces; déjà l'Andalousie s'ébranlait; le duc de Médina Sidonia était à la tête des mécontents, et voulait enlever cette province à la monarchie. Dans une situation aussi critique, le gouvernement espagnol ne pouvait sans danger partager ses forces; en voulant tout conserver, il eût risqué de tout perdre. Le Portugal fut abandonné à lui-même, pour le moment. On se proposait bien de faire revivre les anciens titres dans des circonstances plus heureuses et de les appuyer par la force; mais Olivares fut disgracié sans voir la fin des troubles de son pays, qu'il avait excités par sa mauvaise administration. La vice-reine du Portugal, duchesse de Mantoue, qui était retournée en Es-

pagne , sortant de son exil d'Ocanna , où Olivares l'avait confinée , pour l'empêcher de paraître à la cour , contribua plus que personne à la chute du ministre , et ouvrit les yeux à Philippe IV sur les véritables causes des malheurs de la monarchie.

Ce fut un bonheur pour le Portugal de ne pas être obligé de revendiquer son indépendance par une guerre longue et sérieuse , car il aurait probablement été laissé à ses propres forces. A la vérité , la France , la Hollande , l'Angleterre et la Suède le reconnurent ; ces puissances firent ce que les états ont toujours fait dans des circonstances pareilles ; elles ne s'engagèrent pas dans la question du droit ; elles se contentèrent de se demander s'il était de leur intérêt de reconnaître le fait. La réponse n'était pas douteuse. Ces états étaient ou en guerre ouverte avec l'Espagne , ou ses ennemis secrets ; ils devaient voir avec plaisir que la révolution du Portugal privât l'Espagne d'une partie considérable de ses forces. Mais aucune de ces puissances n'aurait pu ni voulu secourir le Portugal d'une manière efficace , si les armes avaient dû décider de son indépendance. La France alors n'avait point de marine , et ce n'était que par mer qu'elle pouvait faire passer des troupes

dans le Portugal; d'ailleurs, après la mort de Richelieu, le ministère français prit, sous la direction de Mazarin, une marche moins hardie, et perdit de son caractère entreprenant. La Hollande n'avait point d'intérêt plus pressant que celui de son commerce; déjà elle ne redoutait plus l'Espagne, et elle craignait que des relations intimes avec le Portugal ne la missent dans le cas de lui rendre les conquêtes qu'elle avait faites sur lui, ou du moins elle prévoyait avec regret qu'elle ne pourrait plus en faire de nouvelles, et cette idée ne lui permettait pas de s'intéresser vivement à la révolution qui assurait l'indépendance de ce pays. L'Angleterre, déchirée par des divisions intestines qui présageaient encore de plus grands malheurs, était devenue étrangère aux relations politiques et indifférente aux événements. La Suède, placée à une grande distance du Portugal, ne pouvait prendre qu'une part indirecte et faible à ses démêlés avec l'Espagne; d'ailleurs, la guerre d'Allemagne absorbait son attention et ses forces. Ces quatre puissances se contentèrent de recevoir les ambassadeurs que leur envoya le roi Jean pour leur annoncer son avènement au trône, et de lui donner des assurances d'amitié et des espérances vagues de secours. Heureusement pour le Portu-

gal, sa guerre avec l'Espagne ne fut pas encore sérieuse; elle se réduisit à quelques escarrouches et à des invasions réciproques de territoire, sans plan, sans but et sans effet. \* \*

Mais l'Espagne, pour punir le Portugal, employa tout son crédit et toute l'influence qu'elle avait à Rome, pour empêcher le pape de reconnaître Jean IV. Comme elle régnait dans toutes les cours de l'Italie par l'intrigue ou par la terreur, elle y réussit. Urbain VIII qui occupait la chaire de Saint-Pierre et Innocent X, son 1644. successeur, refusèrent de donner audience à l'ambassadeur de Portugal, et les envoyés d'Espagne à Rome employèrent même la violence pour l'obliger à quitter la ville. Le pape déclara qu'il ne nommerait aucun des évêques que le roi lui présenterait pour les sièges vacants; il persista dans cette résolution. Ce refus menaçait d'amener la désorganisation entière de l'église en Portugal, et peut-être que si Jean IV avait eu plus de fermeté, ou que l'inquisition eût été moins active, ce royaume se serait séparé de la cour de Rome, et les papes auraient perdu, par leur obstination, cette mine de richesses. La division entre le Portugal et le Saint-Siège dura long-temps, et ne fut entièrement terminée que lorsque le crédit de la France l'emporta à Rome sur l'influence espagnole.

Ainsi finit une révolution, légitime dans son principe, rapide dans sa marche, peu sanglante dans ses développements, décisive et durable dans ses effets. Le Portugal recouvra son indépendance, et a su la conserver; mais il ne recouvra pas ses forces, qui avaient été attaquées et énervées dans leur principe. Soixante ans de servitude et de fers avaient laissé des traces profondes que le temps n'a pu entièrement effacer.

---



## CHAPITRE X.

L'Angleterre en révolution. Ses divisions intestines lui ôtent d'abord toute espèce d'influence politique, et préparent ensuite sa prépondérance. Considérations générales sur les développements de la constitution de l'Angleterre. Changements opérés dans l'opinion publique. Le roi, la reine et Buckingham. Fausse conduite de la cour. Trois parlements convoqués et dissous. La révolution se prépare.

PENDANT qu'une révolution bienfaisante ramenait le Portugal sur la scène, des révolutions sanglantes et funestes en éloignaient l'Angleterre. Durant toute la guerre de trente ans, cet état fut étranger aux événements du monde politique; l'Angleterre ne parut point au congrès où les intérêts de toutes les puissances de l'Europe furent agités et fixés, tandis qu'au commencement du siècle, sous le règne d'Élisabeth, elle prenait une part active à tous les événements, et mettait un grand poids dans la balance. Cependant, jusqu'à l'époque où les troubles commencèrent, sa puissance réelle n'avait pas diminué; au contraire; sous une adminis-

tration pacifique, toutes les branches de l'industrie et du travail avaient prospéré, et l'aisance était devenue générale. Mais le caractère personnel des souverains l'avait empêchée de déployer au dehors de l'activité et de l'énergie, et la puissance d'opinion de l'Angleterre avait considérablement baissé. Jacques I était pacifique par indolence; Charles, son fils et son successeur, agit mollement, faute de moyens, dans les relations extérieures, pendant la première partie de son règne, et, durant l'autre, les orages politiques qui s'élevèrent dans ses états occupèrent son activité et ses forces. L'Angleterre, indifférente à toutes les transactions, parut effacée de la carte politique; mais ce ne fut que pour y réparaître avec plus d'éclat après que les guerres civiles furent terminées. Ce sont ces troubles, qui semblaient la menacer d'une dissolution totale, et du sein desquels elle sortit plus forte et plus redoutable que jamais, dont nous allons présenter le tableau.

Ce tableau est du plus grand intérêt: nous y verrons d'un côté, des imprudences suivies de terribles malheurs; de l'autre, des crimes heureux et des succès brillants; de simples fautes punies comme des attentats, et des attentats inouis récompensés comme des vertus; une lutte

inégalité entre les passions qui veulent conserver leurs avantages et les passions qui veulent en acquérir, et ces dernières, toujours plus énergiques et plus violentes, l'emporter sur les autres. Nous y verrons la souveraineté déplacée, et un souverain vertueux périr sur l'échafaud comme un particulier coupable; le fanatisme religieux se mêler au fanatisme politique; la crainte des dangers dont l'autorité royale paraissait menacer l'État, amener de longues dissensions, et ces dissensions expirer finalement sous la verge du despotisme d'un homme de génie, aussi heureux que criminel; une monarchie limitée détruite avec une espèce de fureur, pour élever sur ses débris un pouvoir absolu et illimité; la vraie liberté politique sortir du sein même de ce long et sanglant combat entre les principes de l'ordre et ceux d'une liberté malentendue; la nation, éclairée par l'expérience, rétablir son premier régime, et le perfectionner de manière à concilier la liberté et l'ordre, et à échapper en même temps à tous les genres de despotisme.

Mais pour bien saisir les troubles de l'Angleterre dans leur ensemble, il faut remonter beaucoup au-delà de l'époque où ils prirent naissance. C'est dans la nature même de la constitution

anglaise, dans l'histoire de son origine et de ses développements ; et plus encore dans ses rapports avec les idées et les sentiments, la religion et les propriétés, les principes et les habitudes, sous le règne de Charles I, qu'il faut chercher les causes éloignées, préparatoires et indirectes, du bouleversement social dont l'Angleterre devint le théâtre. Sans cette connaissance, on prendrait des occasions pour des causes ; on ne verrait plus de proportion entre les causes et les effets ; on attribuerait souvent à la force des choses ce qui fut l'erreur ou le crime des personnes ; on supposerait aux acteurs une prévoyance criminelle là où ils furent entraînés par des circonstances irrésistibles, et l'on jugerait mal les uns et les autres. Ce ne sera qu'après avoir vu ce qu'étaient les lois politiques de l'Angleterre dans le moment critique des troubles, que nous pourrions apprécier le caractère du roi, celui de ses ministres, juger avec quelque vérité les fautes de la cour et les passions des chefs du parti populaire, et comprendre comment des causes faibles en apparence, mais prochaines et directes, se mariant aux causes préparatoires et éloignées, amenèrent les tempêtes et les orages dont nous allons être les témoins.

L'Angleterre avait été soumise, comme toutes

les contrées de l'Europe, au régime féodal. Lors de la conquête de ce pays par Guillaume, duc de Normandie, tous les anciens propriétaires avaient été dépouillés ou opprimés; les nobles et le peuple avaient été également maltraités et asservis; Guillaume n'avait songé qu'à s'enrichir lui-même et à récompenser ses Normands aux dépens des anciens habitants du pays. Cette servitude uniforme de la nation fut une des causes qui la conduisirent à la liberté. Tandis qu'ailleurs les rois s'alliaient avec le peuple contre les nobles, et que tous les efforts étaient dirigés contre les grands propriétaires, en Angleterre les nobles et le peuple firent cause commune contre l'autorité royale, qui, au lieu d'être protectrice, était oppressive et menaçante pour tous.

Dans le douzième siècle, le roi avait un pouvoir très-étendu; il était le plus riche propriétaire du royaume, disposait de la force armée, et passait pour la source et l'organe de toute justice. L'Angleterre paraissait plus éloignée que les autres états de l'Europe d'un ordre de choses où la souveraineté fût partagée. A la vérité, les grands vassaux, qui tenaient leurs terres immédiatement du prince, s'assemblaient auprès de lui dans certains temps de l'année et discu-

taient en sa présence les affaires de l'état ; mais c'étaient des conseils qu'on leur demandait, et non des lois. Quelquefois ils formaient un tribunal pour juger leurs pairs ; jamais ils n'étaient envisagés comme une section du pouvoir législatif ; souvent même ils étaient plutôt une décoration du trône et du prince qui l'occupait, qu'une assemblée associée à ses importantes fonctions.

Insensiblement ils obtinrent de la bonne volonté de quelques souverains, de la faiblesse et des circonstances critiques où se trouvèrent les autres, des concessions importantes. Mais ce ne fut que sous le règne de Jean-sans-Terre que l'excès de la tyrannie amenant le remède, les seigneurs levèrent l'étendard, et obligèrent le prince 1215. à signer la grande charte. Cet acte abolissait en faveur de toutes les classes les servitudes féodales les plus gênantes, et garantissait à tous les individus le droit de ne pouvoir être privé d'aucune de leurs propriétés sans jugement préalable, et ce jugement devait être toujours prononcé par les pairs de l'accusé. Cette charte était plutôt une loi civile qu'une loi politique ; mais elle assurait la liberté des personnes et des choses ; elle garantissait ces avantages à tous les ordres de citoyens ; et dans un temps où l'on

ne connaissait dans toutes les contrées de l'Europe que deux classes, le clergé et la noblesse, une loi pareille était un véritable phénomène.

Au mépris de ses serments, Henri III, successeur du roi Jean, avait violé la grande charte; l'Angleterre fut de nouveau agitée de troubles intestins, et les nobles s'insurgèrent contre le roi. Le comte Leicester, qui était à la tête des mécontents, voulant se rendre le peuple favorable, appela les députés des comtés et des bourgs au parlement, où les grands vassaux avaient siégé seuls jusque là. La révolution opérée par Leicester céda au génie et à l'activité du jeune Édouard, qui remplaça son père Henri III sur le trône, et qui lui succéda. Mais l'innovation introduite par Leicester fut conservée; on ne put ou l'on ne voulut pas l'abolir; les députés des communes continuèrent à paraître dans l'assemblée de la nation, et Édouard I porta même une loi justement célèbre, par laquelle il fut statué qu'aucun impôt ne pourrait être levé sans le consentement des pairs et de l'assemblée des communes.

La constitution anglaise suivait encore dans ses développements la marche que l'ordre social prenait partout en Europe, avec la seule différence que les députés des communes y furent

admis plus tôt qu'ailleurs dans l'assemblée de la nation. Mais deux circonstances, dont il était difficile de prévoir les heureux effets, préparèrent à l'Angleterre une constitution qui, résultat du hasard plus que du génie, est plutôt un grand bonheur qu'un grand mérite. Les grands vassaux immédiats étaient nominativement invités à l'assemblée générale de la nation ; ceux qui n'avaient que de petites *tenures* relevant des premières, recevaient une invitation générale à tous les propriétaires de la contrée. Les assemblées étaient fréquentes et les voyages coûteux ; les petits gentilshommes ne se soucièrent pas d'y paraître en personne, et se contentèrent d'y envoyer des députés ; les formes représentatives s'établirent. Ces propriétaires, peu aisés et accoutumés à des habitudes de dépendance envers les grands vassaux, sentaient qu'opinant avec eux et en leur présence, ils n'avaient aucune espèce d'influence ni de crédit ; ils se rapprochèrent des députés des communes, et, réunis, ils formèrent une section de l'assemblée générale de la nation. Dès lors il n'y eut plus trois ordres en Angleterre comme dans le reste de l'Europe, savoir : la noblesse, le clergé et les villes ; mais le parlement fut composé de deux chambres ; dans l'une siégeaient les grands et riches propriétaires



laïques et ecclésiastiques; dans l'autre, les députés des comtés et des villes. La première en fut plus imposante; l'autre gagna en puissance et en liberté, et elles formèrent des éléments politiques qui furent distincts sans être opposés, et qui, tout en limitant l'autorité royale, se contre-balancèrent réciproquement. Ainsi l'orgueil qui, dans les autres pays, empêchait la petite noblesse de se séparer de la grande, calculant mieux en Angleterre, y amena cette séparation, et prépara les voies à l'établissement de la constitution actuelle.

Les guerres entre l'Angleterre et la France, et les guerres civiles des maisons d'Yorck et de Lancastre, qui remplirent les quatorzième et quinzième siècles, détournèrent l'attention des esprits des affaires intérieures. Dans la première époque, les victoires des souverains et la gloire de la nation la rendaient indifférente aux progrès de l'autorité royale qui allait toujours croissant, comme il arrive dans les guerres heureuses. Pendant les démêlés sanglants de la *rose rouge* et de la *rose blanche*, les lois politiques et civiles étaient tombées en désuétude ou avaient été foulées aux pieds, et la force avait pris la place du droit; mais les deux partis qui se disputaient le trône, également intéressés à s'at-

tacher le peuple, l'avaient également caressé, et, sans acquérir un plus haut degré d'influence politique, il s'était affranchi d'un grand nombre de liens qui gênaient sa liberté civile.

Lorsque la maison de Tudor monta sur le trône, dans la personne de Henri VII, qui réunit les titres des maisons d'Yorck et de Lancastre, la nation, fatiguée de ses malheurs, ne demandait que le repos, et n'était nullement disposée à contester au souverain le plus ou le moins d'étendue de sa prérogative. Les princes de la maison de Tudor profitèrent de cette disposition générale des esprits, et marchèrent à grands pas vers l'autorité absolue. Henri VII diminua le pouvoir des grands vassaux; il engagea les pairs à ne plus entretenir de force armée, et les appauvrit en leur accordant le privilège dangereux de vendre leurs terres. Henri VIII se sépara de la cour de Rome; il se déclara lui-même chef de la religion et employa cette nouvelle autorité à enlever au clergé une grande partie de ses biens. Son père et lui ne voyaient, dans l'affaiblissement des deux premiers ordres de l'état, que l'accroissement de leur propre pouvoir, et ils ne prévoyaient pas qu'ils ôtaient au trône ses appuis naturels, et que par ces mesures imprudentes ils donnaient trop d'activité et de pré-

pondérance à l'élément démocratique de la constitution.

Mais le danger était encore éloigné. Depuis Henri VII jusqu'à la mort d'Élisabeth, les rois 1603. d'Angleterre ont régné sans contrôle. La terreur glaçait les esprits sous les règnes ensanglantés de Henri VIII et de la cruelle Marie. Sous l'administration brillante et prospère d'Élisabeth, l'admiration enchaînait toute la nation au trône. Le parlement sanctionnait toutes les mesures du gouvernement, et semblait n'exister que pour donner une sorte de légalité aux actes les plus tyranniques. Les rois le convoquaient souvent; ils n'avaient rien à craindre de lui, et ils assuraient leur despotisme en le mettant sous la protection d'un corps qui lui donnait les formes de la liberté. Quelques membres plus hardis ou plus éclairés que les autres, osaient-ils élever la voix contre des abus criants de l'autorité, l'autorité les faisait arrêter et emprisonner; le parlement les réclamait faiblement, et le peuple gardait le silence.

Ainsi, à l'avènement des Stuart au trône, la 1603. monarchie était plutôt limitée par le droit que par le fait, et le droit même n'était pas déterminé avec précision ni énoncé avec clarté. Il existait des lois qui devaient assurer la liberté

des personnes et l'inviolabilité des propriétés ; mais elles n'étaient pas suffisamment garanties par les corps qui partageaient la souveraineté avec le prince ; depuis plusieurs siècles elles avaient été violées sans scrupule et sans opposition. Le parlement avait le droit d'accorder ou de refuser les impôts ; mais sa longue complaisance en avait presque fait une cour d'enregistrement ; les rois avaient ouvert des emprunts, levé des sommes considérables sur les marchandises, extorqué de l'argent à titre de prêt, et tout le monde avait obéi. Il était facile de prévoir que dans un pareil ordre de choses, si jamais l'esprit de liberté se réveillait, la nation prendrait les lois favorables à son pouvoir dans leur plus grande latitude, et que les rois les interpréteraient dans un sens directement opposé ; que les ennemis de l'autorité royale partiraient de ce que la constitution aurait dû être ou pouvait devenir, et les partisans du trône de ce qu'elle avait été ; que les parlements argumenteraient des abus du pouvoir, pour s'attribuer le droit de les réprimer, et que les rois s'en serviraient pour prouver l'étendue et l'ancienneté de leur prérogative. La constitution, née des circonstances et composée de pièces de rapport, n'était ni complète, ni écrite ; elle ren-

fermait le principe de son perfectionnement ; mais elle était imparfaite. Les formes qu'elle consacrait n'étaient pas suffisantes pour assurer la liberté publique ; et cependant elles étaient assez libres pour donner à la nation le désir et le moyen d'entreprendre sur l'autorité royale. Telle était la constitution de l'Angleterre lors de la mort d'Élisabeth. Les éléments de troubles qu'elle contenait auraient encore longtemps sommeillé, sans l'action de plusieurs causes qui les développèrent avec rapidité sous le règne de Jacques I.

Henri VII et Henri VIII avaient diminué le pouvoir des pairs et du clergé, en diminuant la somme de leurs propriétés. Sous le règne d'Élisabeth, la classe industrielle et commerçante avait acquis des propriétés considérables ; en devenant plus riche, elle était aussi devenue plus éclairée sur ses intérêts, plus jalouse de ses droits, plus envieuse de ceux des autres ; et comme l'influence politique cherche toujours le niveau des propriétés, de ce moment la nation eut une tendance plus marquée vers la démocratie. La réformation l'avait rendue plus entreprenante. Les puritains haïssaient les anglicans, qui dans la hiérarchie et dans les rites qu'ils avaient conservés, leur offraient des traces

de la religion proscrite. Mécontents du gouvernement qui protégeait leurs adversaires, ils étaient conduits, par l'affinité secrète des idées, à appliquer aux sociétés politiques leurs principes sur l'organisation des sociétés religieuses; ces principes étaient démocratiques. Tous les puritains de religion ne l'étaient pas en même temps en politique, mais les uns se servaient habilement des autres. D'ailleurs, les progrès de la richesse et de la culture avaient fait naître en Angleterre ces sociétés, où quelquefois l'esprit s'éclaire, mais où plus souvent les passions s'allument; où l'amour de la vérité prend les traits de l'esprit de parti; où les faibles sont subjugués, les hommes timides réduits au silence, les orateurs véhéments seuls écoutés et suivis, et où se fait si rapidement le passage de l'opinion à l'action, et de l'audace des pensées à la hardiesse des mesures. L'imprimerie, ce véhicule de la vérité et de l'erreur, avait multiplié les moyens d'éclairer et d'égarer les esprits; les pamphlets étaient dévorés par ceux qui n'y prenaient qu'un intérêt de curiosité ou d'ennui, comme par ceux qui voulaient s'instruire et s'occuper des affaires de l'état; et le mouvement général des esprits devait inspirer de justes inquiétudes à l'observateur impartial.

Telle était la situation de l'Angleterre, lorsque 1625.

Jacques I mourut subitement, laissant à Charles, son fils, un trône en apparence puissant et bien affermi, mais qui, dans le fait, était menacé de tous côtés par des ennemis secrets. Jacques n'avait aucune des qualités imposantes qui commandent l'admiration, ni des qualités aimables qui inspirent l'amour. Son extérieur, ses goûts, son ton, ses principes politiques et religieux n'étaient pas de nature à relever l'éclat de la majesté royale, ni à lui concilier l'attachement du peuple. Instruit sans lumières, jaloux de son autorité sans l'exercer, populaire sans dignité, pacifique sans influence politique, il avait soulevé contre lui toutes les passions des Anglais; leur orgueil national par sa nullité politique, leur amour pour la liberté par ses maximes sur l'origine et l'étendue du pouvoir royal, leur haine contre la religion catholique par une prédilection marquée pour ses cérémonies et ses rites. La noblesse voyait avec déplaisir la haute fortune et la toute-puissance de Buckingham; les puritains se plaignaient d'être opprimés, parce que leurs adversaires étaient plus favorisés qu'eux; les catholiques témoignaient hautement que Jacques n'avait pas rempli leurs espérances; les évêques auraient voulu

qu'on traitât les puritains avec plus de dureté; les citoyens éclairés gémissaient de voir les formes de la constitution tomber en désuétude. Mais au milieu de ce mécontentement universel, Jacques avait régné paisiblement; le soin d'éviter le retour des parlements avait prévenu, sous lui, toute espèce d'explosion.

Charles I avait été imbu, dès son enfance, des principes de son père sur l'autorité royale, qui étaient en opposition directe avec ceux qui commençaient à circuler parmi la nation. Ce prince avait des qualités excellentes; mais ses vertus étaient bien plus celles d'un particulier que celles d'un souverain. A toute autre époque, ses talents et son caractère auraient paru moins au-dessous de sa place; mais il vivait dans un temps où il aurait fallu une rare habileté pour prévenir la crise qui se préparait, ou une grande énergie de caractère pour la combattre avec succès.

Charles manquait de l'une et de l'autre; son jugement était sain, son esprit était lent, peu étendu, et son imagination n'était rien moins que vaste, active et profonde. Sans craindre le travail, il n'était pas naturellement laborieux. La défiance qu'il avait de lui-même lui donnait une funeste facilité à écouter les conseils de ceux



qui l'environnaient ; souvent il voyait bien , et il suivait les avis de ceux qui voyaient moins bien que lui. La reine et ses ministres favoris avaient sur son esprit un pouvoir excessif. Plutôt obstiné que ferme , il ne savait ni céder ni résister à propos ; s'opiniâtrant dans les petites choses , et mollissant dans les grandes. On ne lui a jamais disputé le courage ; mais le sien était plus propre à supporter qu'à entreprendre ; c'était celui de la patience bien plus que celui de l'action. Ce prince était honnête homme dans toute la rigueur du terme ; on lui a cependant reproché de manquer à sa parole , parce que , de crainte de se compromettre , il avait pris dans les troubles civils l'habitude d'un langage embarrassé et équivoque , que les deux partis interprétaient en leur faveur. Ses plus cruels ennemis n'ont pas osé attaquer ses mœurs ; époux fidèle , père tendre , maître doux et humain , il était adoré dans ses relations domestiques , et méritait de l'être ; chaste , tempérant , sobre jusqu'au scrupule , il répugnait à toute espèce de désordre , haïssait tous les excès , et ne pardonnait pas la licence ni même la liberté des propos. Sa vie était simple , sa cour peu brillante , ses plaisirs ceux d'un particulier qui aime sa femme et ses enfants. Son extérieur était

plus noble que celui de son père; mais ses goûts se refusaient à la représentation; froid, sérieux, réservé en public, quoique poli et affable, il manquait de ces manières franches et communicatives, de ces formes brillantes, de ces prévenances actives qui captivent les peuples. Sa physionomie avait une expression de tristesse douce et noble qui semblait annoncer des malheurs et que les malheurs renforcèrent. Jaloux de son pouvoir, il s'en formait des idées exagérées; il y tenait par principes et non par ambition ou par orgueil; c'était plutôt chez lui une erreur de l'esprit qu'un défaut du cœur; le respect pour des maximes consacrées par l'usage et le bien-être même de la nation lui paraissaient exiger qu'il maintint et même qu'il augmentât sa prérogative. Sincèrement religieux, il était attaché par sa conviction au culte des épiscopaux; et le zèle avec lequel il en pratiquait tous les actes extérieurs, prouve qu'il aimait les cérémonies, et qu'il avait une aversion naturelle pour la simplicité outrée des presbytériens.

Marie Henriette de France, avec laquelle il était déjà fiancé avant la mort de son père, et qu'il épousa peu après son avènement au trône, était digne de son rang par ses charmes et par

ses vertus ; mais les vœux de la nation ne l'avaient pas portée au trône. A la vérité, le peuple avait préféré cette union au mariage avec l'infante d'Espagne, que Jacques avait négocié pendant six ans, que Buckingham avait proposé, et qu'il avait ensuite fait échouer ; mais Marie Henriette était catholique, et même catholique zélée ; elle vint en Angleterre avec des prêtres, et le peuple craignait toujours le rétablissement de l'ancien culte ; ce mariage fut cause qu'on soupçonna la foi de Charles, et fournit à ses ennemis les moyens d'empoisonner ses démarches les plus innocentes. La reine acquit bientôt un grand pouvoir sur l'esprit du roi ; la beauté et les graces de Marie Henriette enchaînaient Charles ; les agréments de son esprit lui faisaient rechercher son commerce ; ses vertus lui inspiraient du respect ; les amertumes de toute espèce dont le règne de Charles fut rempli, le rendaient plus sensible aux charmes des plaisirs domestiques, et la tendresse de la reine le consolait de toutes les trahisons de ses serviteurs. Fille de Henri IV, Marie Henriette avait comme lui l'ame grande et élevée, le caractère généreux et l'imagination vive. Elle était capable des résolutions les plus hardies, des sacrifices les plus difficiles. Au milieu des dangers et des

situations les plus critiques, elle conservait le calme, la présence d'esprit et la sérénité d'une ame qui se sent faite pour commander à la fortune. Elle fit le bonheur de Charles, et contribua à ses malheurs. On lui reprochait de la fierté, et peut-être elle n'en était pas exempte; quoique cette fierté ne dégénérait pas en orgueil, le peuple était lui-même trop fier pour la pardonner. Elevée dans un royaume où la constitution ne ressemblait pas à celle de l'Angleterre, et où la volonté du roi ne connaissait pas de limites légales bien déterminées, elle transporta en Angleterre des maximes qui se trouvaient en opposition avec l'opinion publique; et fortifiant Charles dans son esprit de résistance aux desirs du parlement, elle lui persuada que le moindre sacrifice de son autorité serait une faiblesse honteuse, dans un temps où céder quelque chose eût été sagesse, même justice, et le vrai moyen de tout conserver. D'ailleurs, Marie Henriette n'oubliait pas les intérêts de sa religion; et, sans prétendre la faire dominer en Angleterre, elle tâchait de lui procurer des avantages incompatibles avec les idées de la nation, et témoignait ouvertement son mépris pour celles des sectes protestantes qui s'éloignaient le plus de l'église romaine par leurs principes et par leurs rites.

Mais quel que fût l'ascendant de la reine sur l'esprit de Charles, il ne contre-balançait pas celui de Buckingham, et le crédit excessif de ce favori fut la première cause de tous les malheurs qui assaillirent le roi et la monarchie. Le duc avait été aimé de Jacques I, jusqu'au délire, et cet attachement avait eu tous les caractères de la passion. Jamais homme n'avait fait en Angleterre une fortune plus rapide et plus brillante; il réunissait les places les plus importantes, et disposait en maître de celles qu'il ne gardait pas pour lui-même. Jacques lui donnait rarement un refus, et le duc emportait de force ce qu'il ne pouvait obtenir de la complaisance du roi. Il lui avait arraché son consentement au voyage du prince de Galles en Espagne, voyage peu assorti à la dignité de l'héritier de la couronne, qui avait révolté le zèle religieux et l'orgueil national des Anglais, et qui n'avait abouti qu'à une rupture avec l'Espagne. On a prétendu que l'issue et les suites de ce voyage avaient refroidi Jacques pour Buckingham, et que, s'il avait vécu, il l'aurait disgracié. Buckingham s'était emparé de l'esprit de Charles, et, par un exemple peut-être unique dans l'histoire, le favori du père devint aussi celui du fils. Dès son avènement au trône, Charles lui donna toute sa

confiance; les grands qui méprisaient le duc, et le peuple qui le haïssait, furent également mécontents. Ce mécontentement était juste; Buckingham n'avait aucune des qualités qui font quelquefois pardonner une haute fortune. Cavalier accompli, courtisan aimable, seigneur libéral et magnifique, autant il se distinguait de la foule par sa figure belle, noble, imposante, par la grace de ses mouvements et de ses discours, par une représentation vraiment royale, autant il rentrait dans la foule du côté de l'esprit, des connaissances, des lumières; il n'avait ni les vues d'un homme d'état, ni les talents d'un capitaine, ni les qualités d'un bon administrateur, et il croyait réunir tous les genres de mérite. Sa passion dominante était de paraître avec éclat, surtout dans les cours étrangères, d'y fixer les regards des femmes, et il sacrifia toujours les intérêts de l'Angleterre au désir de faire des conquêtes de ce genre, ou au regret de n'y avoir pas réussi. Il n'était ni vindicatif, ni cruel, ni sanguinaire; mais il immolait tout à ses goûts et à ses fantaisies, parce qu'il manquait de principes et d'élévation d'ame. Vain, fastueux, prodigue des revenus de l'état et des siens, léger et inappliqué, il ne possédait à un haut degré d'autre talent que celui de séduire, de gagner, d'enchaîner ses maîtres.

On sent qu'un favori de ce caractère aurait dans tous les temps fait tort au roi dans l'esprit de ses peuples ; dans ce moment , un choix pareil était une véritable calamité publique. Tous les ordres de l'état étaient également prononcés contre le duc de Buckingham , qui n'avait pour lui que ses créatures , et l'opinion générale se manifesta avec force dans le premier parlement ; Charles soutint et défendit son ministre avec une opiniâtreté funeste ; il ne sépara plus la cause du trône de celle de Buckingham , et peut-être amena-t-il de cette manière la chute de l'un et de l'autre.

De retour de Madrid , Buckingham , pour se venger du mauvais succès de son entreprise , avait engagé Jacques à déclarer la guerre à l'Espagne. Il avait eu de la peine à surmonter la répugnance du roi , qui tenait à son système pacifique , et qui , contre ses principes , s'était vu forcé de convoquer un parlement. Les représentants de la nation et la nation elle-même avaient applaudi à cette mesure vigoureuse ; la haine nationale , le zèle pour la religion , et l'espérance d'opérer une diversion utile aux protestants d'Allemagne , l'avaient emporté sur toutes les autres considérations , et la guerre contre l'Espagne avait été résolue. Jacques n'a-

vait eu que le temps de la déclarer, et avait laissé à son fils ce funeste héritage. Dans la disposition générale des esprits, cette circonstance fut décisive pour le règne de Charles ; elle l'obligea à recourir aux parlements et à se mettre dans leur dépendance.

Les rois d'Angleterre pouvaient aussi peu que les autres souverains de l'Europe se passer de subsides et d'impôts. Autrefois leurs domaines avaient suffi pour l'entretien de leur cour et pour la dépense de leur maison ; mais ces domaines avaient été diminués par des donations et des aliénations fréquentes, et les progrès de la culture et de la richesse nationales avaient multiplié les besoins du roi et augmenté les dépenses de l'état. A la vérité, les ressources et les revenus de la nation s'étaient accrus dans une progression beaucoup plus rapide ; mais il fallait s'adresser à la nation pour en obtenir des secours. Sous Édouard I, on avait consacré le principe que le parlement seul avait le droit d'accorder l'impôt. Ce principe avait souvent été violé, et les rois s'étaient permis des impositions arbitraires ; mais le principe n'avait jamais été révoqué en doute ; il formait la conscience politique de la nation, et tous les rois lui avaient rendu hommage en s'adressant souvent au par-



lement dans les besoins de l'état. A l'avènement de Charles I, les idées généralement répandues, les lumières qui circulaient dans toutes les classes, l'esprit de liberté qui s'annonçait dans la nation, pouvaient faire présumer que le parlement se servirait des facilités que lui donnait le droit de voter l'impôt, pour recouvrer, conserver ou étendre son influence politique. Le moyen était admirable; on pourrait s'étonner qu'on n'en eût pas fait usage plutôt, si la sévérité cruelle des premiers Tudors, le génie d'Élisabeth et l'apathie politique de Jacques, n'expliquaient pas ce singulier phénomène. Pour peu que Charles et ses ministres eussent observé la marche et les caractères de l'opinion publique, ils auraient dû s'attendre à rencontrer dans le parlement moins de complaisance et plus de fermeté que n'en avaient trouvé ses prédécesseurs. Le parti le plus sage eût été de déterminer le degré de liberté politique que le parlement devait avoir dans une constitution mixte, pour que l'autorité royale et la sienne se contre-balançassent l'une l'autre, et que les deux pouvoirs fissent une alliance solide et durable. Il eût fallu créer la loi ou rentrer dans ses limites sans y être contraint par la force, se faire un mérite de ce qui allait devenir une

nécessité, deviner l'opinion sans attendre qu'elle énonçât son vœu, se mettre volontairement de niveau avec elle et paraître la rencontrer plutôt que lui obéir.

En suivant ce système, le roi aurait été le maître de placer lui-même les limites de l'activité parlementaire, et il se serait montré facile sans faiblesse; dans la suite, il aurait pu se montrer ferme sans danger; on aurait cru à ses bienfaits et à ses refus. Mais cette marche était peu analogue aux principes de Charles sur l'autorité royale; il aurait cru manquer à ses devoirs en se relâchant sur sa prérogative; il ne pouvait le faire par conviction et il ne connaissait pas assez l'esprit général pour s'imaginer que ces sacrifices fussent nécessaires. S'il jugeait assez bien l'opinion, comme quelques historiens l'ont prétendu, pour craindre que ses sacrifices ne fussent insuffisants et n'en amenassent d'autres, il devait suivre l'exemple de son père, en évitant avec soin de convoquer le parlement. Pour cet effet, il fallait se rendre indépendant de la nation, en diminuant ses dépenses et en vivant d'économie; surtout se condamner à une entière nullité politique, et tout sacrifier au maintien de la paix, ou, si l'on faisait la guerre en hasardant des impôts et des emprunts illé-

gaux, la faire d'une manière active et brillante, éblouir la nation par des succès, et se faire pardonner ses torts à force de gloire.

Charles ne prit aucun de ces partis décisifs, ou plutôt il essaya de tous et voulut les concilier; ce fut ce qui le perdit. Au lieu de se hâter de faire la paix avec l'Espagne, il continua la guerre, et bientôt même, pour se prêter aux caprices de son favori, il rompit avec la France. La guerre amena le besoin d'argent; ce besoin força le roi de convoquer le parlement. Le parlement, éclairé sur ses intérêts, lui accorda des subsides insuffisants; on lui demanda de faire droit, au préalable, aux griefs de la nation. Charles irrité cassa tous les parlements réfractaires, et eut recours à toutes sortes de moyens injustes et illégaux pour se procurer l'argent nécessaire à ses expéditions, et ces expéditions, mal conçues et plus mal exécutées, couvrirent ses armes de honte et achevèrent d'indisposer la nation.

Le parlement fut convoqué la première année du règne, et le roi lui demanda les moyens de pousser avec vigueur la guerre contre l'Espagne; mais il fut étonné du peu de zèle des chambres à seconder le sien. Le mécontentement et l'esprit de résistance se montrèrent à découvert;

tous les discours étaient remplis des craintes qu'inspiraient les catholiques, de griefs contre les évêques qui paraissaient les favoriser, surtout contre Laud, évêque de Bath, et de plaintes contre le duc de Buckingham. Le roi n'obtint qu'une somme peu considérable et disproportionnée aux dépenses de la guerre. Buckingham, irrité des accusations qui se répétaient tous les jours dans la chambre des communes, détermina le roi à casser le parlement; il ne siégea que deux mois, et les membres portèrent dans les provinces la gloire de leur résistance et l'espérance d'être rappelés par la nécessité même des circonstances.

Charles n'effaça pas cette première tache de son règne par l'éclat de ses entreprises militaires. Au moyen d'emprunts forcés, il équipa une flotte contre l'Espagne, et en donna le commandement à Édouard Cécil. Elle était composée de quatre-vingt-dix voiles, et portait dix régiments d'infanterie; sa destination était de s'emparer des richesses que l'Espagne attendait de l'Inde; mais cette flotte ne fit rien. L'armée  
1625. débarqua près de Cadix, et les excès des soldats enfantèrent des maladies qui obligèrent à rembarquer les troupes. Le mécontentement fut général; une nation brave, fière et généreuse,

partage les succès et les revers de son gouvernement ; elle pardonne tout à qui soutient son honneur ; elle ne pardonne rien à qui l'humilie aux yeux des autres peuples. L'Angleterre était indignée contre Buckingham qui avait été l'auteur de cette expédition malheureuse.

Charles , pressé par le besoin , convoque un 1626.  
second parlement. Malgré les artifices de la cour, les mêmes hommes dont elle avait appris à craindre l'énergie et les talents dans la première assemblée , reparaissent dans la seconde. Par cette preuve de sa confiance , le peuple sanctionne en quelque sorte leurs opinions politiques , et leur prête une nouvelle force. Plusieurs de ces représentants , qui parurent avec éclat dans tous les parlements sous le règne de Charles I , étaient aussi distingués par leur moralité que par leurs connaissances et par leur génie ; c'étaient de vrais citoyens , qui croyaient obéir à leur conscience et à leur devoir en prenant des mesures légales pour rendre au parlement et au roi leur action et leur réaction réciproques. On ne joue jamais ce rôle sans éclat ; la gloire , qui devrait être la récompense de ceux qui ne la cherchent jamais aux dépens du devoir , devient le principe de la conduite politique , et entraîne à des démarches hardies qui obtiennent

presque toujours le suffrage du peuple. Édouard Coke, Philips, Seymour, Wentworth, peuvent avoir été influencés à leur insu par des considérations de ce genre ; mais peut-être ne s'apercevaient-ils pas de la mésalliance secrète qu'avaient faite dans leur cœur les grandes idées du bien public et de l'intérêt national avec des passions personnelles. Du moins les passions ne poussaient pas encore le parlement hors des voies légales ; bien loin de vouloir amener le renversement de l'autorité du roi, les principaux chefs de l'opposition voyaient la liberté également intéressée au maintien de la prérogative du prince et à la conservation des droits du parlement.

Dans ce second parlement, les communes examinent les griefs de la nation, avant de songer aux besoins pécuniaires de l'État, et de nouvelles plaintes s'élèvent plus fortes et plus violentes contre Buckingham, qu'on regarde comme l'auteur de tous les maux du royaume. Charles parle aux chambres assemblées, censure sans ménagement la conduite des communes, et avance même que le parlement n'est qu'un conseil dont il peut à la rigueur se passer, et qui doit craindre de fatiguer sa patience. La chambre-basse lui adresse des remontrances

d'autant plus fortes, qu'elles sont plus modérées, et qu'elles associent le respect du souverain à l'amour des lois constitutionnelles. Le duc de Buckingham est accusé dans la chambre haute par le duc de Bristol qu'il a desservi, calomnié, et qui, révélant les mystères des iniquités que Buckingham a commises en Espagne, excite contre lui une indignation générale. Dans le même temps; le chevalier Dudley, Diggs et Elliot présentent aux pairs assemblés un acte d'accusation, divisé en treize articles, contre Buckingham. Au lieu de sacrifier au vœu général un ministre coupable, qui ne peut plus lui être utile, du moment où il excite la méfiance universelle, Charles croit que les attaques dirigées contre lui sont dirigées contre le trône; il fait mettre Diggs et Elliot en prison, et, comme pour affronter l'opinion publique, il nomme le duc de Buckingham chancelier de l'université de Cambridge, et récompense celui que la nation veut punir.

Les communes obtiennent qu'on relâche les membres arrêtés, et ne paraissent pas disposées à changer de principes ni de marche. Charles, malgré l'avis des seigneurs, casse ce second parlement comme le premier; c'est ainsi qu'il donne 1626. de temps en temps des organes à l'opinion pu-

blique, et qu'il semble ne les inviter à parler que pour se jouer d'eux et de leurs commettants. Il ne connaît pas le présent, il ne prévoit pas l'avenir, il ne vit que dans le passé. Il fallait céder au parlement, ou ne plus en convoquer; la conduite du roi trahit en même temps sa mauvaise volonté et son impuissance.

Des mesures illégales doivent de nouveau remplacer les subsides qui manquent. Le gouvernement compose avec les catholiques, impose et rançonne les villes maritimes, lève les droits connus en Angleterre sous le nom de *tonnage* et de *poundage*, et organise un emprunt général forcé; ceux qui refusent de le payer sont punis par l'obligation de loger des gens de guerre. Dans ce moment même, où ses ressources sont insuffisantes et précaires, Charles, ne consultant que les passions de Buckingham qui veut se venger des dédains de la cour de

1627. France, lui déclare la guerre. Son prétexte est de secourir les Rochelois assiégés par Richelieu. Cette entreprise religieuse doit avoir l'agrément de la nation anglaise; une guerre étrangère occupera les esprits au dehors, et rendra les parlements plus dociles. Il fallait des succès pour que ces raisonnements fussent solides, et que les moyens menassent au but. Buckingham com-



mande la flotte anglaise ; au lieu de s'emparer de l'île d'Oleron , il attaque l'île de Rhé , défendue vigoureusement par Thoiras ; les Anglais sont repoussés avec une perte considérable , et Buckingham retourne en Angleterre avec honte et sans remords. Charles , obligé de continuer la guerre qu'il a entreprise avec une légèreté inexcusable , convoque un troisième parlement ; 1628. il y retrouve les mêmes adversaires , y suit la même marche , et y rencontre une plus grande résistance. La chambre vote cinq subsides au roi ; mais avant de passer le bill , elle reprend l'examen des griefs de la nation contre le trône. Charles ne veut entendre parler de plaintes qu'après qu'on aura fait droit à ses demandes ; la chambre croit que ses plaintes seront vaines et stériles , dès que le roi sera satisfait , et elle présente une *pétition de droits* dont les principes sont sages , le ton modéré , et qui tend à déterminer irrévocablement la prérogative royale , et non à faire sur elle des conquêtes illégitimes. Dans cette pétition , les communes demandent que personne ne soit contraint de consentir à aucune espèce de don ou de prêt , que par le vœu commun des deux chambres ; que le peuple soit épargné pour le logement des matelots et des gens de guerre ; que les cours martiales

soient abolis, et que nul ne soit jugé que par les formes et les lois du royaume. Charles donne une réponse vague; les communes en exigent une plus précise; à la fin, le roi la donne, et il sanctionne les principes consacrés dans la pétition. Les communes, encouragées par ce succès, passent à l'examen d'autres griefs. Le roi, inquiet de leur marche progressive, proroge le parlement; cette mesure augmente le mécontentement général. Dans ce moment critique, le  
1629. duc de Buckingham tombe à Portsmouth sous le poignard de Felton. Cet officier, d'un caractère sombre et bilieux, haïssait personnellement le duc qui lui avait refusé une compagnie; le fanatisme religieux et politique venant à l'appui de ses passions, lui persuade qu'il servira la patrie et qu'il gagnera le ciel en débarrassant l'Angleterre d'un homme que le parlement a déclaré, dans sa fameuse remontrance au roi, ennemi de l'état. La mort du duc affligea sincèrement Charles; moins que jamais disposé à supporter les attaques continuelles du parlement, il se défait de ce surveillant incommode, et le casse comme les précédents.

Après la mort de son favori et la dissolution du troisième parlement, Charles se hâta d'entamer des négociations avec la France et l'Es-

pagne. La paix ne fut pas difficile à conclure. L'Angleterre avait commencé la guerre sans rai-<sup>1630.</sup> son; les trois puissances avaient un égal intérêt à la terminer; jamais négociations ne furent moins épineuses ni moins compliquées. On ne stipula rien, parce qu'il n'y avait aucun point litigieux; on se contenta de se déclarer réciproquement qu'on ne se regarderait plus comme ennemis; on oublia les réformés dans le traité avec la France, les intérêts du palatin dans la paix avec l'Espagne.

---

## CHAPITRE XI.

Longue interruption des parlements. Tranquillité de l'Angleterre. Charles veut introduire la liturgie anglicane en Écosse. Troubles dans ce pays. Guerre de Charles contre l'Écosse. Convocation du long parlement. Jugement et mort de Strafford. Massacre d'Irlande. Usurpations du parlement sur l'autorité royale. La guerre civile éclate.

<sup>1629</sup> **D**URANT onze ans, Charles ne convoqua point  
<sup>1640.</sup> de parlement. L'expérience lui avait prouvé qu'il devait s'attendre à trouver dans ces assemblées nationales un esprit de résistance dont il redoutait les funestes effets. Il crut devoir éviter ces convocations, parce qu'il regardait comme étant de son devoir de défendre sa prérogative ; mais le peuple ne voyait dans ce système que le renversement de la constitution et les progrès menaçants de l'autorité royale. Les esprits s'exaspéraient dans le silence, et les humeurs fermentaient d'autant plus, qu'elles ne pouvaient pas se faire jour d'une manière légale.

Ce qui augmentait le mécontentement général, c'était les mesures que Charles employait

pour se procurer de l'argent, mesures qui paraissaient vexatoires, parce qu'elles étaient arbitraires. A la vérité, la paix avait diminué les dépenses du roi; mais elles surpassaient encore de beaucoup les revenus qu'il tirait de ses domaines. Quelque grande que fût son économie, il était obligé d'avoir recours à toutes sortes d'expédients odieux. On leva des impôts par tonneau et sur les poids; on fit renaitre les anciens réglemens sur les forêts pour avoir le prétexte d'exiger des amendes; enfin, on exigea de tous les comtés une taxe en argent au lieu des navires destinés à la garde des côtes, impôt qui fut appelé *shipmoney*. En eux-mêmes, ces impôts n'étaient pas ruineux pour le peuple; mais ils étaient contraires aux lois du royaume; les parlements les avaient formellement interdits, et on se servait encore de formes illégales pour punir ceux qui se refusaient à ces illégalités. Le conseil ordonnait l'impôt; la cour étoilée sévissait contre ceux qui voulaient s'y soustraire. Les juges, intimidés ou gagnés, prononçaient dans le sens du gouvernement, et cette marche produisait un grand mal en décréditant la justice. Hambden, qui devint dans la suite si célèbre, fut un de ceux qui refusèrent de se soumettre aux ordres du roi. Il fut accusé;

le procès fut instruit et jugé avec éclat : c'est ce que Hambden désirait, afin d'éclairer l'opinion et d'irriter de plus en plus les esprits. Il fut condamné; mais le peuple le regarda comme un martyr de la liberté.

Malgré ces violations de la loi et ces mesures arbitraires, l'Angleterre fut tranquille et florissante pendant les onze années où elle n'eut point de parlement. Tandis que la plupart des états de l'Europe étaient désolés par la guerre ou troublés par des divisions intestines, le royaume jouissait d'une paix profonde. L'agriculture et les arts faisaient des progrès rapides, et le commerce étendait ses rameaux. La nation travaillait avec une activité soutenue; elle produisait pour les autres pays, et s'enrichissait à leurs dépens. Chaque jour voyait naître des spéculations et des entreprises nouvelles. La flotte du roi était considérable; il accueillait tous les projets utiles, et paraissait véritablement jaloux d'accroître, par ses soins et par son zèle, la richesse nationale. Mais les esprits étaient peu disposés à sentir le prix de ces avantages; on était indifférent au bien, parce qu'il ne se faisait pas suivant les formes consacrées. On se défiait de toutes les opérations sages du gouvernement, parce qu'on lui supposait le dessein

secret d'endormir la nation. Le repos même dont on jouissait fixait l'attention sur la chose publique; le bien-être général donnait au peuple cette inquiétude sourde et ce besoin de mouvement qui naissent toujours dans l'homme quand il a pourvu aux nécessités de la vie. Les bons esprits rendaient hommage à la prospérité publique; mais ils la jugeaient précaire et incertaine, tant qu'elle ne reposait pas sur les lois constitutionnelles. Les enthousiastes de la liberté politique n'y voyaient point de dédommagement du bien qu'ils regrettaient ou qu'ils désiraient. Passionnés pour certaines formes, ils les voulaient à tout prix, sans demander si elles seraient bienfaisantes. Généralement, on était plus frappé d'une violation de la loi, fût-elle légère; que du respect que le gouvernement témoignait habituellement pour elle; on ne tenait aucun compte au roi de toutes ses actions justes et légales, et on ne lui pardonnait pas quelques illégalités qui faisaient exception à sa conduite ordinaire.

Cependant, ce mécontentement n'eût point produit d'explosion, et peut-être, en gagnant du temps, fût-on parvenu à le calmer, si un zèle aveugle n'avait déterminé le roi à faire en Écosse des changements qui furent mal reçus,

et qui eurent une influence décisive sur les troubles de l'Angleterre.

Le presbytérianisme dominait en Écosse, et y avait eu de tout temps un caractère ardent, sombre, soupçonneux, jaloux. C'était en partie le zèle atrabilaire des premiers réformateurs qui avait amené les malheurs de l'infortunée Marie. Ce zèle ne rencontrant plus de résistance, s'était un peu ralenti; mais la haine contre l'église épiscopale était presque aussi forte en Écosse que la haine contre la religion catholique. Jacques I aimait la hiérarchie par conviction et par politique; il avait tâché de l'introduire en Écosse telle qu'elle existait en Angleterre; il n'avait pas complètement réussi, mais cependant il avait créé des évêques; l'existence de ces évêques, pauvres et peu considérés, irritait les presbytériens sans satisfaire le parti opposé. Charles I poussait encore plus loin que son père l'aversion contre les puritains et l'attachement aux épiscopaux. Il haïssait les premiers parce qu'il voyait en eux les ennemis secrets de l'autorité royale; et les accusait de vouloir amener l'anarchie dans l'état et dans l'église. Eux, de leur côté, attribuaient son zèle pour la hiérarchie au désir secret de rétablir la religion catholique, et de consolider en Angleterre le despotisme politi-



que en l'appuyant sur le despotisme religieux. Des deux parts on exagérait les torts, les dangers et les craintes. Charles n'ignorait pas que les idées des puritains circulaient et s'accréditaient de plus en plus parmi la nation, et que cette secte devenait de jour en jour plus nombreuse. Il fallait donc user de ménagement et de prudence, et se garder de fournir des armes à ses adversaires par des mesures éclatantes en faveur de la hiérarchie. Au contraire, Charles, naturellement porté à prononcer son opinion, et peut-être trompé par sa conscience, se laissait égarer par le zèle fougueux de Laud, qui l'entraînait aux mesures les plus violentes.

Laud, l'artisan des malheurs de son maître, et qui en fut la victime, s'était élevé aux premières places de l'église par son mérite et par la faveur de Charles, à qui Buckingham l'avait fortement recommandé. A la mort d'Abbot, le roi lui avait conféré le siège de Cantorbéry et la dignité de primat du royaume. C'était plutôt un homme savant qu'un esprit lumineux et profond. Dans les affaires, il confondait le zèle et la précipitation, le courage et la violence, la fermeté et l'obstination. Son caractère ardent et fougueux lui dictait de fausses mesures, son attachement à la doctrine de l'église épiscopale

le rendait intolérant envers tous les sectaires ; il avait la manie de la domination et de l'uniformité dans un ordre de choses où l'une est dangereuse et l'autre impossible. Ses idées exagérées sur la nature de l'autorité royale étaient malheureusement analogues à celles de Charles, et ses principes légitimaient à ses yeux des démarches que la morale et la politique condamnaient également. D'ailleurs, il était honnête homme, sincèrement religieux, sévère pour lui-même comme pour les autres, et de mœurs irréprochables.

Laüd était persuadé que la religion ne peut exercer un empire durable sur les peuples qu'autant qu'elle est environnée d'un éclat imposant, et que des formes majestueuses et des cérémonies nombreuses rendent ses principes plus sacrés et ses leçons plus efficaces. Il avait fait, dans cet esprit, différentes innovations. Les prières étaient devenues plus solennelles, les génuflexions plus nombreuses ; les tables de la communion se rapprochaient, par leur forme et par la place qu'elles occupaient, des anciens autels. Ces changements, innocents en eux-mêmes, peut-être même utiles, étaient directement opposés aux opinions dominantes. Déjà l'on criait de tous côtés à l'idolâtrie, déjà l'on voyait

la religion catholique reprendre son funeste empire, lorsque Laud conseilla à Charles d'introduire en Écosse les canons et la liturgie de l'église anglicane.

Charles s'était fait couronner en Écosse; et il 1633.  
y avait été reçu avec une grande magnificence et une joie universelle; mais il avait pu remarquer que les idées qui circulaient en Angleterre étaient aussi répandues en Écosse, que l'esprit de résistance à l'autorité royale y était même plus général et plus prononcé; et que la haine contre toutes les cérémonies qui de près ou de loin rappelaient la religion catholique, y était portée à son comble. Cependant Charles se pro- 1636.  
posa d'y introduire la nouvelle liturgie. Déjà il avait irrité la haute noblesse du pays, en lui enlevant plusieurs privilèges, et il devait craindre son animosité et ses vengeances. Les évêques avaient été élevés aux premières charges civiles; le peuple et les grands l'avaient vu avec un égal déplaisir; c'était Laud qui l'avait conseillé au roi. Ce prélat ambitieux désirait lui-même de parvenir au gouvernement de l'état; celui de l'église ne lui suffisait pas; et en effet, il avait été nommé commissaire de la trésorerie après la mort du comte de Portland. Les Écossais étaient déjà indisposés contre la cour. L'ordre

1637. vint de publier la nouvelle liturgie dans toutes les églises. A Édimbourg, au moment où le doyen voulut en faire la lecture; le tumulte éclata; le lecteur fut assailli de pierres; on brisa toutes les vitres de l'église; les évêques furent publiquement insultés et traités avec ignominie. Les mêmes scènes se renouvelèrent dans toutes les autres villes. La nation entière parut indignée; toutes les classes firent cause commune dans cette grande affaire nationale, et signèrent une convention par laquelle tous les individus s'engagèrent à défendre à tout prix leur religion et leur culte. Ce pacte célèbre, nommé *covenant*, devint le lien de l'union générale; ceux qui le dressèrent et le firent signer, persuadèrent au peuple que c'était le même acte qui avait été dressé sous Jacques I, et que le roi lui-même avait signé. Le peuple égaré applaudit, et ne douta pas de la légitimité de ses démarches. D'ailleurs, il s'imaginait qu'il s'agissait d'opter entre Dieu et le roi, le ciel et la terre, le salut et la tranquillité de l'ordre social; et il ne balança pas un moment à prendre les armes.
1639. Le roi se hâte d'équiper une flotte et une armée pour apaiser les troubles de l'Écosse. Le comte d'Essex et le comte d'Arondel sont mis à la tête des troupes, et le premier se rend

maître de Berwick. La noblesse brillante et nombreuse qui s'était rendue sous les drapeaux du roi, lui promettait des succès rapides et décisifs. Les Écossais n'avaient pas rassemblé trois mille hommes. Il fallait frapper un grand coup, et la guerre était terminée; mais Charles irrésolu flotte entre les mesures vigoureuses et les négociations. Les Écossais joignent à la force des armes, des requêtes suppliantes dans lesquelles ils paraissent sincèrement demander la paix. Beaucoup d'officiers et de soldats de l'armée du roi partagent les sentiments des Écossais, et portent à regret les armes contre eux. Les rebelles correspondent avec les Anglais mécontents, qui voient dans la révolte une résistance généreuse, aussi utile à l'Angleterre qu'à l'Écosse elle-même. Ces faits expliquent l'indécision et la faiblesse de Charles, mais ils ne la justifient pas. Il fallait d'abord combattre, vaincre et soumettre les Écossais, ensuite seulement leur accorder leurs justes demandes. Leurs prétentions pouvaient être légitimes; mais ils étaient coupables d'employer la force pour les appuyer, et méritaient d'être traités sévèrement.

Charles, qui connaît les dispositions des esprits, craint de retomber sous la dépendance des parlements; il prévoit des troubles, et, au

lieu de les prévenir par la fermeté, il croit les étouffer par la douceur. Les Écossais professaient leurs principes jusque dans leur adresse au roi pour demander la paix, et prétendaient n'avoir rien fait de contraire aux lois du royaume. Cependant Charles cède, et fait avec eux une espèce de traité qui lui ôte les moyens de les réduire s'ils récidivent, et qui leur assure des avantages dont ils peuvent facilement abuser. A peine l'arrangement fut-il conclu, que le roi sentit la faute qu'il avait faite. Les Écossais avaient remporté une victoire complète. Le gouvernement avait en quelque sorte sanctionné leurs principes; c'était les encourager à former de nouvelles prétentions, donner aux Anglais le secret de la faiblesse du ministère, et les inviter à suivre l'exemple de leurs voisins. Après ce traité, les Écossais parurent à leurs propres yeux et à ceux des états voisins, ennemis de l'Angleterre, une véritable puissance. Richelieu, qui ne pouvait pardonner à Charles son expédition sur l'île de Rhé, envoya des émissaires en Écosse pour y entretenir le mécontentement et y préparer de nouveaux troubles. Des lettres interceptées prouvèrent que les *Covenanters*, au mépris de la dernière paix, méditaient des projets coupables, et qu'ils s'étaient adressés à

Louis XIII dans l'espérance d'obtenir de lui des secours.

Charles se flatte que l'ancienne jalousie entre l'Angleterre et l'Écosse servira sa cause ; et oubliant ses maximes et les leçons de l'expérience ; il convoque un parlement, dans l'idée que la haine nationale l'emportera sur toutes les autres considérations, et que cette assemblée secondera de tout son pouvoir ses projets contre l'Écosse ; mais les temps ont changé. La crainte du despotisme, la haine commune contre la religion catholique et l'amour de la liberté politique et religieuse ont rapproché les deux peuples ; et l'identité momentanée de leurs intérêts efface toutes les anciennes divisions. Les membres du parlement sentent que c'est aux Écossais qu'ils ont l'obligation d'être convoqués après un intervalle de onze ans ; et cette longue interruption se joignant à tous les autres griefs, ils se montrent peu disposés à se prêter aux vues du ministère et aux désirs du roi. Au lieu de voter des subsides comme Charles le souhaitait, Pym et Hambden suivent la même marche que dans les parlements précédents ; ils blâment la conduite du gouvernement, approuvent les Écossais, font une longue énumération de tous les sujets de plaintes que le roi a donnés à la

13 août  
1646.

nation, et paraissent ignorer les désirs du gouvernement. En vain la chambre-haute les invite à s'occuper avant tout des besoins de l'état; ils ne voient dans cette invitation qu'une nouvelle infraction aux lois, et persistent dans leurs principes. Charles, toujours prompt à recourir à une mesure dont l'expérience devait lui avoir montré l'insuffisance et le danger, casse ce parlement, comme il a dissous les autres; il ne peut pas se passer de ces assemblées, et il ne sait ni les respecter ni les maîtriser. Il ne prévoit pas qu'il sera contraint d'avoir de nouveau recours à elles, et qu'il augmente le mal en employant ces remèdes violents.

Le parlement dissous, le roi arme de nouveau contre l'Écosse; le duc de Northumberland et le général Conway obtiennent le commandement des troupes. L'essentiel était d'agir avec célérité; mais l'armée royale perd du temps à se former et à se réunir. Les Covenanters passent la Thyne, pénètrent dans le nord de l'Angleterre, s'emparent de Newcastle, et l'armée du roi se retire du côté d'Yorck. Charles sent qu'isolé de sa nation, sans moyens pécuniaires et sans ressources personnelles, il ne peut pas continuer la guerre avec vigueur; cependant il essaie encore de se passer de parlement, il convoque à York l'as-



semblée générale des pairs du royaume; il espère que ce conseil national l'éclairera de ses lumières, et surtout qu'il donnera le change à la nation, et légitimera à ses yeux les démarches ultérieures du gouvernement. Mais un grand nombre de pairs, quoique attachés au trône et à la personne du roi, partageaient les sentiments des autres classes du peuple, ne voyaient la liberté que dans le respect des lois constitutionnelles, et se flattaient que la nécessité des circonstances ramènerait Charles à des maximes plus modérées. La plupart lui conseillaient d'avoir recours au parlement; et cette assemblée solennelle des pairs ne sert qu'à mettre dans tout son jour l'embarras du roi, à révéler les perplexités des ministres, et à constater les maux de l'état.

Les Écossais, toujours jaloux de mettre les apparences de leur côté, présentent une adresse pour demander la paix; toujours respectueux en paroles et rebelles en actions, ils proposent de négocier. On choisit Rippon pour le lieu des conférences. Le comte de Strafford était le seul qui s'opposât à ces mesures pacifiques; il voulait qu'on employât les armes pour chasser les Écossais de l'Angleterre et pour les obliger à licencier leurs troupes. L'avis des autres con-

seillers prévalut; on convint d'une cessation d'armes; l'armée écossaise resta en possession de ses conquêtes; on ajourna la conclusion du traité à Londres; on permit aux commissaires écossais de s'y rendre et d'y séjourner. C'était accumuler fautes sur fautes, et courir à sa perte.

Le 13 novembre 1640, s'assemble de nouveau ce fameux et long parlement qui devait renverser le trône, immoler le roi, décomposer l'état, détruire la constitution, et périr lui-même, victime de son despotisme et de son mépris pour les lois. On avait conseillé au roi d'éloigner le parlement de Londres où les chefs du parti de l'opposition échaufferaient une populace immense, toujours facile à égarer, et où cette populace prêterait une terrible force aux discours des orateurs, et de le convoquer à York, où les discussions seraient plus libres, plus calmes, plus sages. Ce conseil, s'il eût été suivi, aurait peut-être sauvé l'Angleterre. On fit croire à Charles que ce serait annoncer des craintes indignes de lui. L'avis fut rejeté. La plus grande activité régna dans les comtés et dans les villes pendant le temps des élections; les puritains d'état et de religion n'épargnèrent rien pour faire élire les hommes les plus prononcés et les plus énergiques; la cour négligea d'acquérir de l'influence

sur les assemblées électorales, ou fut hors d'état d'en obtenir faute d'argent.

Depuis la convocation du parlement jusqu'au commencement de la guerre civile, Charles ne se ressembla plus à lui-même. La nécessité cruelle qui l'avait forcé de nouveau à se mettre dans la dépendance, parut lui avoir ôté tout moyen et même tout désir de résister. Il sentit qu'il serait impossible de casser cette assemblée comme il avait cassé les autres; et cette idée paralysant son activité et son courage, lui fit croire qu'il ne lui restait plus d'autre parti que de désarmer ses ennemis à force de complaisance et de sacrifices. Il se présenta à l'ouverture du parlement sans avoir prévu le genre et la direction des attaques dont il était menacé, et sans avoir formé de plan de défense. Il n'en était pas de même de ses adversaires; l'expérience du passé leur donnait le besoin de se préparer au combat; l'identité de leurs intérêts, et des correspondances actives, leur fournissaient les moyens de combiner d'avance leur jeu; les uns concertèrent ensemble leur marche, les autres se trouvèrent naturellement d'accord avec eux.

Le nouveau parlement était composé d'éléments divers. On y voyait beaucoup de citoyens éclairés qui voulaient profiter des circonstances

pour ramener le règne de la constitution , ou plutôt pour la modifier de manière que l'autorité du parlement et celle du roi concourussent à maintenir la liberté générale. La plupart des membres de cette assemblée étaient des presbytériens enthousiastes qui ne voyaient la liberté politique et religieuse que dans la destruction de l'épiscopat et dans l'établissement de leur culte. Il n'y avait dans le parlement que peu de partisans de l'autorité absolue, d'hommes qui voulussent que la prérogative royale fût illimitée. A l'ouverture du parlement il y avait encore moins de partisans de la démocratie ; à peine cette idée se présentait-elle comme un bien à quelques esprits ardents ; bien moins encore voyait-on qu'il fût possible de la réaliser. Les indépendants et les niveleurs naquirent du sein des orages, où les opinions vont toujours s'exagérant, et où les passions s'exaltent de plus en plus. Mais il est sûr que le parlement, irrité de ses défaites précédentes, se proposa de bonne heure de profiter des circonstances pour se mettre à l'abri de toute mesure arbitraire, et que malheureusement il oublia, dans la chaleur du combat, que l'autorité du trône était aussi nécessaire au maintien ou à l'établissement de la vraie liberté que l'autorité parlementaire.

D'ailleurs, plus les chefs du parti populaire multipliaient avec succès les attaques, plus ils croyaient qu'il fallait encore oser pour mettre la cour hors d'état de reprendre son ascendant, de se venger et de les punir. Les avantages mêmes qu'ils remportaient sur le trône, enflammaient leur imagination; et bientôt prenant l'audace pour le courage et le fanatisme pour le zèle, ils accueillirent de préférence toutes les mesures extrêmes.

Leur première attaque fut dirigée contre Thomas Wentworth, comte de Strafford. C'était un des plus beaux génies de l'Angleterre. Son esprit vaste et profond, son caractère mâle et ferme, ses connaissances variées et solides le rendaient éminemment propre à tenir le timon des affaires dans la tempête qui s'annonçait; il avait brillé dans les premiers parlements parmi les chefs de l'opposition; Charles l'avait attaché à la cause du trône, que Wentworth, qui prévoyait les excès auxquels conduiraient les opinions du jour, se sentait disposé à défendre. Sa fortune avait été aussi brillante que rapide; Charles l'avait nommé vice-roi d'Irlande et président de la cour supérieure d'York; dans ces deux places il avait servi le roi avec autant de zèle que d'habileté; mais la conscience qu'il avait

1641.

de son crédit et de ses talents dégénérait quelquefois en hauteur, et ses hauteurs lui avaient fait des ennemis dangereux qui conjurèrent sa perte. Les Irlandais, les Écossais, les Anglais étaient également irrités contre lui, parce qu'il avait soutenu partout, avec dignité et avec force, l'autorité du monarque. Les chefs du parti populaire l'accusèrent devant la chambre des pairs; ils ne lui pardonnaient pas son apostasie, et ils voulaient débiter par un essai hardi, afin d'avoir la mesure de la fermeté du roi. Priver le roi de Strafford, c'était le priver de son conseil et de son appui, et se préparer des victoires. Ce grand citoyen fut accusé de trahison; il n'était coupable que d'avoir trop bien servi son maître; ses rares talents, ses principes politiques, son attachement au roi et à l'état étaient ses véritables crimes. Sa contenance fière et calme, ses réponses victorieuses couvrirent ses juges de confusion; après avoir fait de vains efforts pour le sauver, Charles fut assez faible pour signer son arrêt de mort; en le signant, il prépara le sien. Strafford mourut en héros; il emporta avec lui le deuil de la monarchie; et le trône, privé de son défenseur, fut exposé sans défense au génie malfaisant des factieux.

L'archevêque de Cantorbéry avait été arrêté

avec Strafford; mais une seule victime suffisait aux vues du parlement, et Laud ne fut pas accusé; on le laissa languir en prison, et il fut réservé pour un autre moment. Windebanch et Finch auraient aussi été saisis et privés de la liberté, si, par une prompté fuite, ils ne s'étaient dérobés à la fureur de leurs ennemis; l'un se sauva en France, et l'autre en Flandre.

La faiblesse honteuse que Charles avait montrée en sacrifiant Strafford à la haine du parlement, amena ou accéléra ses malheurs. Non-seulement il perdit un homme d'un grand mérite, qui joignait à toutes les ressources du génie celle d'un caractère ferme et un entier dévouement à la personne du roi, et cette perte était irréparable, mais il découragea ses partisans; ils furent tous repoussés par son ingratitude, ou glacés par la terreur, et craignirent d'être tôt ou tard sacrifiés aux mouvements populaires. D'ailleurs, il avait donné à ses ennemis le secret de leurs forces, en leur donnant celui de la résistance qu'ils pouvaient attendre de sa part; depuis ce moment, l'audace leur tint lieu de puissance, et leurs projets s'étendirent avec leurs succès. Le roi, dénué de la volonté et des moyens de se défendre, parut isolé; il semblait provoquer les attaques par son apathie; l'autorité

toute entière passa dans le parlement. Ce changement brusque et total fut l'effet des premières victoires de ce corps et de la confiance qu'elles lui avaient inspirée. Il conquiert tout le pouvoir en paraissant sûr de sa conquête, et il devint maître de tout en agissant et en parlant comme s'il l'était devenu. Depuis long-temps l'opinion publique était pour lui, et lui avait frayé la route des victoires; les habitudes d'obéissance qui attachaient la nation à l'ordre établi, furent rompues du moment où l'on vit qu'on pouvait impunément attaquer le trône. La force appartient toujours à celui qui dispose de l'opinion et de l'argent, et le parlement avait l'une et l'autre. La raison et la conscience des bons citoyens eux-mêmes applaudirent à ses premières démarches, dont ils ne prévoyaient pas les suites et le résultat final. Ainsi, toutes les bases de l'autorité royale s'ébranlèrent en même temps, et il était facile de prévoir que le monarque allait être dépouillé de toutes ses prérogatives.

Les chefs du parti populaire dans la chambre haute et dans les communes étaient des hommes distingués par leur richesse et par leur naissance, ou du moins par leur éloquence et par leurs talents. Le comte de Bedford était trop grand propriétaire pour vouloir le bouleverse-



ment de l'état ; mais il voulait des réformes et surtout des places éminentes. Lord Say et lord Mandeville étaient tous deux de zélés puritains ; mais la ferveur religieuse de l'un ne l'empêchait pas de nourrir une ambition sourde et profonde ; et , malgré l'austérité de sa secte , l'autre se permettait les plus grands dérèglements. Les puritains , fiers du relief et de l'appui que leur donnaient ces noms illustres , leur étaient dévoués.

Dans la chambre-basse , Pym , Hambden , Saint-Jean , Hollis , dominaient par leur expérience parlementaire , par l'attachement qu'ils avaient toujours professé pour les mêmes principes , et par une réunion rare de qualités. Pym était prononcé dans ses opinions , et hardi dans ses démarches ; fidèle à son but , il ne le perdait jamais de vue. Hambden avait une éloquence moins entraînante , mais plus de finesse d'esprit , plus de mesure dans ses discours et dans ses actions ; le sang-froid et la patience avec lesquels il écoutait tout le monde lui conciliaient les suffrages ; la netteté de ses idées et la force de sa dialectique le rendaient maître des délibérations. Sa modestie désarmait l'envie ; sa froideur faisait croire à son impartialité ; et l'art qu'il avait de se réserver pour la fin de la discussion , assurait ses triomphes ; il comptait tou-

jours avec raison sur la lassitude et la fatigue de l'assemblée; d'ailleurs, il était brave, ferme et attaché par principes à la cause populaire. Saint-Jean était un avocat du collège de Lincoln, qui avait commencé sa réputation en défendant Hambden lorsqu'il avait refusé de payer la taxe pour les vaisseaux. Il était sombre et réservé, et ensevelissait dans le silence d'ardentes passions et des idées exagérées. Il avait l'art d'appuyer les mesures les plus hasardées par des sophismes adroits que son imagination et la routine de son métier lui fournissaient en abondance. Hollis, le plus jeune des comtes Clare; Nathanaël Fiennes, le fils du lord Say, et le chevalier Henri Vane, ne pouvaient rivaliser avec les chefs du parti par l'étendue de leurs moyens personnels; mais leur naissance même donnait de la force aux discours dans lesquels ils paraissaient l'oublier, et les faisait considérer par le parti populaire. Hollis était le plus estimé de tous.

Tels étaient les hommes qui avaient le plus d'influence dans le parlement. Les uns avaient des principes; d'autres n'avaient que des intérêts et des passions; d'autres encore obéissaient à la fois à ces deux puissances, et il est incertain si les principes servaient chez eux de masque aux

passions, ou si les principes employaient les passions et ne dédaignaient pas de les prendre à leur solde; mais peut-être ces chefs du parti populaire ne le savaient-ils pas eux-mêmes, et, tout en trompant les autres, étaient-ils dupes de leur propre cœur.

Leur plan d'agression et d'envahissement ne tarda pas à se développer, et bientôt on les vit marcher en avant, et détruire la constitution avec autant de constance que d'habileté. Dans les premiers temps, ils firent des lois sages qui diminuaient le pouvoir du roi, sans porter proprement atteinte à sa prérogative, et qui tendaient à contre-balancer, l'un par l'autre, les éléments de la souveraineté. Le parlement abolit la haute-commission et la chambre étoilée, qui 1641. avaient de plus en plus étendu la sphère de leur activité, et qui décidaient les procès d'une manière arbitraire; le pouvoir judiciaire fut rendu plus indépendant de la couronne, et le cours de la justice fut abandonné à lui-même; il fut décidé que le roi n'aurait pas le droit de lever la taxe sur les vaisseaux sans le consentement du parlement, conséquence toute simple des principes fondamentaux de la constitution anglaise. Charles sanctionna ces bills avec la plus grande facilité; et cette facilité, aussi raison-

nable que nécessaire, enhardit le parlement à faire des propositions nouvelles, qui étaient directement opposées à l'esprit de la constitution.

Jusque-là les opérations de l'assemblée avaient pu déplaire au roi; mais elles avaient l'assentiment de la nation, et elles devaient plaire à tous les esprits sages et aux vrais citoyens. Le parlement sentait que la force du gouvernement est toujours voisine de l'abus de la force, quand elle existe sans contrôle et sans contre-poids; mais il oubliait que la faiblesse ou l'impuissance du gouvernement sont bien autrement funestes à l'ordre social; qu'en affaiblissant l'élément monarchique de la constitution, il exposait l'Angleterre au despotisme de la démocratie, et qu'il n'y avait de salut que dans l'action des contre-forces. En perdant de vue ces axiomes politiques, le parlement dépassa les limites du droit et de la raison, empiéta sur la prérogative royale, et devint usurpateur.

En déclarant que le roi ne pourrait ni le proroger ni le dissoudre avant qu'il eût terminé toutes ses opérations, il ôta au roi le seul moyen qu'il eût de se défendre légalement, et depuis ce moment les observateurs éclairés prévirent que la lutte qui s'engageait entre les deux pouvoirs serait sérieuse et ne se terminerait que

par la défaite entière de l'un et la victoire complète de l'autre. L'acte qui statuait qu'à l'avenir le parlement pourrait s'assembler sur la simple convocation des shérifs, si le roi ne le convoquait pas dans l'espace de trois ans, était également un acte attentatoire à la prérogative, et tout à fait inutile, dès que le roi était mis dans la dépendance entière du parlement pour les impôts. A ces mesures contraires à la constitution, le parlement en ajouta une dont le but était d'humilier le roi, et de se ménager contre lui des moyens d'agression. Les Écossais étaient en Angleterre. Non-seulement, sur la proposition du comte de Bristol, on les laissa dans le royaume, mais on leur accorda trois cent mille livres sterling de gratification; c'était récompenser, avec l'argent de l'Angleterre, des sujets révoltés. Mais le parlement voulait se ménager des alliés dans le cas où il serait obligé d'employer la force. Déjà même on proposait d'exclure les évêques de la chambre-haute, afin de diminuer l'influence du roi sur l'assemblée des pairs; et si le bill ne passa point alors, c'est que les lords laïques furent assez éclairés pour sentir qu'il n'était pas de leur intérêt d'y consentir.

Le grand allié du parlement était l'opinion publique. Les mesures qu'il prit pour s'em-

parer de ce levier actif, et pour le diriger, étaient aussi condamnables que ses projets, et ses moyens étaient aussi dangereux que son but. Voulant prévenir la résistance de leurs adversaires, en leur donnant une haute idée des forces du parti populaire, les législateurs prodiguèrent les intrigues, les bassesses, et même les tromperies, pour surprendre ou pour obtenir des adresses d'adhésion de toutes les classes du peuple. On vit des représentants, qui devaient éclairer et diriger l'opinion publique, prendre conseil de l'opinion populaire, et consulter ceux qui n'ont jamais d'autres idées que celles que leur donnent leurs passions ou celles de leurs chefs. La première adresse de ce genre fut présentée dans le procès du malheureux Strafford, et depuis elles se multiplièrent à l'infini. Ceux qui les dictaient, voulaient moins faire connaître le nombre des voix qu'ils avaient en leur faveur, que le nombre de bras dont ils pouvaient disposer au besoin. Pour enflammer les passions du peuple, et pour justifier ou pallier leurs mesures, ils accusaient sans cesse la cour de former des projets contre le parlement et de conspirer contre la nation. La plupart de ces projets n'existaient que dans la tête et dans les écrits des accusateurs, ou bien ils étaient faits

par des amis de la vraie liberté, par ceux des partisans du trône qui gémissaient de sa destruction progressive, et n'attendaient pas la participation du roi pour le servir. D'autres étaient plutôt des désirs d'un meilleur ordre de choses, que des idées faites pour l'amener; des regrets du passé, que des efforts pour les rétablir. C'était le parlement qui conspirait contre la constitution et contre le roi, en envahissant la souveraineté tout entière, et il calomniait les victimes de son ambition; il ne parlait que de se défendre, et personne ne songeait à l'attaquer; il faisait croire au peuple que ses mesures étaient des précautions de sûreté, et c'était contre ces mesures qu'il eût fallu prendre des précautions. Ces calomnies et ces mensonges, maladroitement tissés, trouvaient des esprits disposés à les recevoir, et se répandaient avec une prodigieuse facilité. Les chaires des presbytériens retentissaient d'invectives contre la cour; tous les pamphlets en étaient remplis; et les hommes impartiaux étaient également étonnés de la fausseté des faits et du ton détestable de ces écrits, proscrits par la vérité et par le bon goût.

Charles n'opposait aux attaques de ses adversaires que la patience; à leurs usurpations continuelles sur sa prérogative, qu'une com-

plaisance sans bornes ; à leurs vociférations , que le silence ; il donnait sa sanction à tous les projets de loi ; et au lieu de combattre ses ennemis par les armées que la constitution lui fournissait , il voulait les désarmer par la douceur. Mais cette condescendance excessive était contraire à ses devoirs et compromettait sa sûreté ; on ne voyait dans sa facilité que l'effet de ses craintes et le signe de sa faiblesse. Plus ses sacrifices étaient grands et même excessifs , moins on lui en tenait compte , parce qu'on les croyait dictés par la nécessité ; on ne croyait pas à la sincérité de ses sentiments , et le parlement s'imaginait qu'il fallait oser encore davantage et faire de nouvelles conquêtes pour assurer celles qu'il avait faites.

Charles crut qu'un voyage en Écosse serait utile à ses intérêts ; il voulait gagner les Écossais par des concessions auxquelles ils ne pouvaient pas s'attendre , et s'éloigner du parlement pour se distraire de ses chagrins et ralentir l'activité de ses ennemis. Mais ce voyage ne servit qu'à mettre leur pouvoir dans tout son jour , et même à l'augmenter. Le parlement n'ayant pas réussi à empêcher ce voyage par ses représentations , nomma des commissaires chargés d'accompagner le roi , sous prétexte de ne pas interrompre les



affaires ; c'étaient des surveillants qu'on lui donnait, et on les choisit parmi ses plus fougueux adversaires ; Pym et Hambden furent du nombre. Arrivé en Écosse, le roi sembla vouloir se dépouiller de sa prérogative ; tout le pouvoir royal parut passer au parlement écossais ; le monarque ne conserva presque qu'un vain titre. En Angleterre le parti populaire, encouragé par cet exemple, se proposa de le réduire au même état ; et ne mit plus de bornes à ses espérances ambitieuses.

Pendant que le roi était en Écosse, un terrible événement vint glacer tous les esprits, et mit le comble aux malheurs de ce prince. L'Irlande, quoique voisine de l'Angleterre, était à une grande distance d'elle relativement à la civilisation. A demi barbare, elle avait toujours été traitée avec sévérité par ses maîtres ; cette sévérité avait amené des vengeance, et ces vengeance de nouvelles sévérités. Elisabeth et Jacques I avaient formé en Irlande des colonies anglaises ; ces colonies étaient l'objet de la haine nationale. La plupart des Anglais étaient protestants ; la grande majorité des habitants de l'Irlande était catholique ; leur fanatisme, né de leur profonde ignorance, et fortifié par leurs mœurs et leurs habitudes féroces, était sombre, ardent et cruel.

Pendant les troubles de l'Ecosse il se forma en Irlande une vaste conjuration contre les Anglais domiciliés dans l'île. Le moment de se délivrer de leurs oppresseurs paraissait être venu. Le parlement d'Angleterre et le roi divisés ne pouvaient pas sévir contre eux. Sir Daniel Pheлим O-Neal, distingué entre ses compatriotes par un amour féroce de l'indépendance, plus encore que par sa naissance illustre, se met à la tête du complot. Le plan est de massacrer, dans un même jour, tous les protestants qui se trouvent en Irlande, et de s'emparer de la ville et du château de Dublin. Cette seconde partie du projet manqua; les lords chefs de la justice, avertis par un des conjurés, sauvent la capitale; mais la révélation du complot s'était faite trop tard pour prévenir le carnage dans toute l'étendue de l'île. Au nom de la religion, encouragés par leurs prêtres, les Irlandais se précipitent avec fureur sur les malheureux Anglais désarmés; non-seulement sans répugnance et sans remords, mais avec une joie barbare, ils commettent des horreurs que l'imagination se refuse à concevoir, et la plume à retracer. A la cruauté des bêtes féroces ils joignent des raffinements dont l'affreux privilège est réservé à l'homme dégradé par le fanatisme; croyant que

1641.

le crime est une vertu, ils se baignent dans le sang avec volupté. Les femmes, les vieillards, les enfants sont enveloppés dans la même proscription, et périssent au milieu des tourments. Quarante mille personnes sont massacrées dans un jour. Les bourreaux s'applaudissent de leur affreuse activité, et entonnent des hymnes sur les cadavres de leurs victimes.

Cette catastrophe épouvantable saisit Charles d'indignation et de pitié; et il se hâte d'exprimer ses sentiments au parlement d'Angleterre, et de lui demander des secours pour punir les rebelles et venger ses sujets. Mais les ennemis de Charles ne voient dans ce tragique événement qu'une occasion de le calomnier et de le perdre dans l'esprit du peuple, et un moyen d'allumer le zèle des puritains. Ils ne rougissent pas de le soupçonner d'avoir connivé au massacre d'Irlande; et cette atroce accusation s'accrédite par son atrocité même, dans un temps où les esprits exaltés aiment de préférence tout ce qui sort du cours ordinaire de la nature. Charles ne paraît aux puritains qu'un monstre altéré de sang. O-Neal, qui a trouvé dans les papiers d'une de ses victimes une commission du roi scellée du grand sceau, a l'art de s'en servir et de l'apposer à un ordre qu'il suppose émané

du trône, et qui lui commande des crimes. Cette tromperie acheva d'égarer les esprits prévenus. Charles, trop fier et trop vertueux pour se défendre de cette accusation, aurait cru se manquer à lui-même en faisant son apologie; il se contente d'insister sur la juste punition des Irlandais et d'invoquer les secours du parlement. Il offre même de lever dix mille hommes à ses frais. Mais le parlement paraît craindre de lui fournir les moyens de se justifier aux yeux du peuple; il craint encore plus que Charles ne se serve tôt ou tard de l'armée destinée contre l'Irlande pour reprendre toute son autorité en Angleterre, et il multiplie les délais.

Dans ce moment de la plus grande effervescence, il publie sa fameuse remontrance au roi, véritable manifeste contre le malheureux monarque. On ne sait ce qu'on doit y admirer le plus, de la mauvaise foi qui invente ou altère les faits et en tire les conséquences les plus absurdes, ou du talent insidieux avec lequel les sophismes et les mensonges y sont présentés. On y ressuscite les fautes ou les torts de Charles pendant les premières années de son règne, tandis qu'il les a tous expiés et réparés par les concessions généreuses qu'il a faites au parlement; on y exalte les grandes choses que le

parlement a faites, et ses usurpations y sont présentées comme des remèdes aux maux de l'état et comme des bienfaits précieux. Les législateurs promettent à la nation un bonheur chimérique, lui donnent les espérances les plus brillantes, et s'engagent à les réaliser s'ils ne sont pas arrêtés dans leurs opérations par la mauvaise volonté du gouvernement. A cette remontrance, que le parlement a le courage de présenter au roi, Charles répond avec autant de dignité que de modération; au tableau des griefs de la nation il oppose celui de ses propres bienfaits; à celui des travaux du parlement, les mesures inconstitutionnelles de ce corps et ses fausses démarches; aux espérances dont on berce le peuple, les dangers et les malheurs dont l'Angleterre est menacée.

Ce langage ferme et vrai irrite le parlement, sans ramener les esprits. Il s'élève un tumulte violent à Londres, à l'occasion du commandement de la Tour, où les chefs du parti populaire veulent un homme qui leur soit dévoué. Au milieu de ces excès, le parlement garde une immobilité coupable, et ne fait rien pour rétablir la tranquillité publique et pour prévenir de nouveaux désordres. Charles s'aperçoit trop tard qu'il a suivi une marche vicieuse; mais après avoir montré de la faiblesse où il fallait

déployer une grande fermeté, il veut prendre des mesures vigoureuses lorsqu'il n'a plus les moyens de les soutenir. Sur le conseil du lord Digby, il fait accuser de trahison lord Kimbolton, membre de la chambre-haute, et cinq députés des communes, savoir : Hollis, Haslerig, Pym, Hambden et Strade. On ne pouvait lui conseiller une démarche plus fausse et plus dangereuse. Pouvait-il espérer de réussir à enlever au parti populaire des chefs qu'il adorait ? et s'il ne réussissait pas, n'achevait-il pas de tout perdre en mettant dans son jour l'étendue de la puissance du parlement et la nullité de la sienne ? La chambre des communes et celle des pairs se réunissent pour réclamer contre cette infraction des lois du royaume. Charles se rend lui-même aux communes pour demander et saisir les coupables ; on les fait évader. La chambre jouit du spectacle de la dégradation volontaire de la majesté royale, et Charles est obligé de se retirer. Il se rend à la maison commune, dans l'espérance que le magistrat de Londres l'appuiera ; mais il éprouve une seconde humiliation, et il se voit réduit à se désister formellement de toute poursuite contre les membres accusés. Le parlement décrète d'accusation le procureur-général ; et Charles confus de sa défaite, honteux de

sa précipitation, quitte Londres, et court ensevelir à Hamptoncourt ses regrets, ses inquiétudes et ses craintes.

Le parlement, fier de cette nouvelle victoire, devient plus hardi, plus menaçant, et ne garde plus de mesures. Ses triomphes prouvent la faiblesse de l'autorité royale, et il ne cesse de l'affaiblir sous prétexte de sa prépondérance excessive; et de l'attaquer en parlant des dangers de la chose publique. Il demande que la milice du royaume soit soumise à ses ordres, et que les places fortes soient remises entre les mains de ceux qu'il nommera au roi; c'était dépouiller le roi des derniers lambeaux de sa prérogative; autant valait-il le détrôner. Sans perdre un temps précieux à délibérer, le parlement donne ordre au jeune Hotham de s'emparer de Hull, place d'armes importante, et il charge le comte de Warwick du commandement de la flotte; c'était commencer la guerre, et déclarer que la force seule pouvait décider le grand procès entre les parties intégrantes de la souveraineté.

Charles reconnaît que les mesures extrêmes sont devenues nécessaires; il ne lui reste plus d'autre parti que d'abdiquer et de signer l'acte de dissolution de la monarchie, ou de défendre et de recouvrer sa prérogative par la voie des

armes. La première démarche serait un crime ; la seconde est un devoir que lui prescrivent le maintien des lois constitutionnelles du royaume, le salut de l'Angleterre, la conservation de sa famille et de sa personne. Dans sa situation, il est également dangereux pour lui d'éviter la guerre et de la faire ; il peut tout recouvrer par ce moyen, mais il peut aussi tout perdre. Cependant il ne balance pas, et préfère de périr avec gloire à se rendre sans résistance. Il refuse son consentement aux derniers bills que le parlement lui a présentés. Il se rend à Yorck où il convoque toute la noblesse du comté et l'engage à le soutenir dans sa juste entreprise. La reine part, et, avec autant de courage que d'activité, va solliciter en Hollande des troupes et de l'argent. Le parlement, qui affecte toujours des intentions pacifiques, présente au roi dix-sept propositions qui tendent à lui enlever toute espèce de pouvoir, et qu'il ne peut ni ne veut accepter. Charles élève l'étendard royal à Nottingham, et invite tous les amis de la constitution et tous les partisans du trône à venir combattre pour les sauver.

25 août  
1642.



## CHAPITRE XII.

La guerre civile éclate en Angleterre. État des forces des deux partis. Olivier Cromwell. Fautes de Charles I dans la conduite de la guerre. Batailles d'Edgehill, de Newbury, de Marstonmoor. Parti des indépendants. Changements dans l'organisation de l'armée. Bataille de Naseby. Les Écossais livrent le roi. Les presbytériens succombent sous les indépendants. Jugement et supplice de Charles I.

DEPUIS long-temps le parlement voulait pousser Charles à des mesures extrêmes. Sa marche d'abord sage, légale, puis agressive et envahissante, tendait à l'autorité absolue; plus il avait de pouvoir, plus il voulait en obtenir; tant qu'il partageait la puissance avec le roi, la sienne lui paraissait faible, ou du moins précaire. Il voulait la guerre; au milieu des agitations et des dangers qu'elle devait faire naître, il sentait qu'il lui serait facile de réunir tous les pouvoirs, et de régner sans contrôle. Les puritains, fougueux et violents, avaient condamné au silence les citoyens sages qui voulaient un parlement respecté et un roi puissant; eux-mêmes étaient entraînés

par les *indépendants* qui demandaient une égalité parfaite dans l'état et dans l'église, et ne voulaient dépendre que d'eux-mêmes, dans l'une et dans l'autre. Ce parti était encore peu nombreux, et formait une faible minorité; mais il était le plus énergique; il était indifférent sur le choix des moyens; en un mot, il avait tous les caractères qui, dans les convulsions politiques, assurent à une faction la victoire sur les autres; car l'exagération des idées et la violence des mesures font toujours triompher la volonté forte et unanime d'un petit nombre d'hommes, de la volonté indécise, irrésolue, partagée, d'une majorité immense, qui ne sait pas agir, et qui délibère encore lorsque les premiers ont déjà frappé le coup décisif.

C'était le roi qui avait commis les premières hostilités; mais ce n'était pas lui qui avait commencé la guerre; le parlement était le véritable agresseur. On avait réduit Charles à la nécessité de se défendre; cependant, le parlement fut assez habile ou assez hardi pour persuader au peuple que c'était le roi qui était altéré du sang de ses sujets, et qui voulait les combattre pour les asservir. Ce malheureux prince fut chargé de la responsabilité de la guerre et de tout le poids de l'indignation publique; tandis que le

parlement, auteur de tous les maux, parut céder à regret à une nécessité cruelle, et invita les citoyens de toutes les classes à se rallier autour de lui.

La partie n'était rien moins qu'égalé entre le roi et le parlement ; les moyens de l'un étaient inférieurs aux moyens de l'autre. Des deux côtés, à la vérité, il y avait un pouvoir établi par la constitution même ; les esprits faibles pouvaient croire obéir à la loi, soit en épousant la cause du trône, soit en se déclarant contre lui. Dans le fait, l'autorité du parlement était illégale, puisqu'elle avait dépassé les barrières constitutionnelles ; le parti du roi, qui voulait refouler dans ses limites le parlement usurpateur, était le seul qui fût légal ; mais la plupart des gens ne voyaient, d'un côté, qu'un individu qui avait commis autrefois des fautes graves ; de l'autre, un corps qui avait commencé par rendre de grands services ; et le commun des hommes se défie moins des corps que d'un individu, et suppose, à tort, plus d'ambition à l'un qu'aux autres. Le parti du parlement devait donc être plus nombreux que celui du roi, et il l'était en effet. Charles avait pour lui la noblesse ; mais cette noblesse était divisée d'opinions, et craignait de servir le despotisme royal tout en com-

battant le despotisme populaire. Le parlement pouvait disposer des forces et de la fortune des fermiers, des laboureurs, des artisans, des négociants; en un mot, de la plus grande partie de la nation. Le roi manquait d'argent; le parlement, maître de tous les revenus et de toutes les caisses du royaume, disposait de toutes les ressources de l'Angleterre. Le roi avait dans les Hollandais des alliés actifs et zélés; mais le parlement avait eu l'art de s'emparer de la flotte, et les secours des pays étrangers ne pouvaient que difficilement aborder. Dans l'armée du parlement combattaient les passions, dans celle du roi les idées et les principes. Dans l'une, le fanatisme religieux et le fanatisme politique faisaient tout entreprendre et tout supporter, et les factieux, espérant de gagner en même temps l'autorité sur la terre et des récompenses dans le ciel, ne voulaient que des partis extrêmes; leurs signes de ralliement étaient des mots faciles à saisir et à répéter: dans l'autre, bien loin que le fanatisme du trône animât les esprits, il n'y avait pas même d'enthousiasme, et les partisans du monarque étaient divisés par des nuances d'opinion, qui avaient à leurs yeux la plus haute importance. Dans l'armée du parlement, les officiers et les soldats étaient en

même temps des prédicateurs forcenés; ils prêchaient et combattaient tour à tour; on priait Dieu et l'on chantait les hymnes de l'ancienne loi, tout en combattant; le langage de ces fanatiques était inintelligible, mais d'autant plus dangereux; leurs formes étaient bizarres, mais elles agissaient sur les sens. Les royalistes, tout en les combattant avec d'autres armes, essayaient de les combattre par le ridicule; mais l'esprit échouait contre le délire de l'enthousiasme, et la raison était impuissante dans la fièvre chaude des passions.

Dans les rangs de l'armée parlementaire servait un homme obscur, qui réunissait au plus haut degré tous les vices et toutes les vertus, toutes les idées et toutes les passions de son parti, et qui était digne d'en être le représentant; un esprit profond, des vues étendues, une ambition sourde et ardente, et une audace de pensée et d'action à l'épreuve de tout, devaient, tôt ou tard, le rendre maître de la faction dont il paraissait être l'instrument. Né d'une 1603. famille noble, plus avantagée du côté des talents que de la fortune, Olivier Cromwell avait reçu une éducation soignée; et un esprit précoce, des connaissances étonnantes pour son âge, l'avaient fait admirer et rechercher des princes

et des grands, dans le temps où il faisait encore ses études à Cambridge. De bonne heure il se proposa de parvenir à une grande fortune ; mais son caractère inquiet, sa physionomie répoussante et ses prétentions excessives l'avaient empêché de réussir. Dans sa jeunesse, il avait pris le parti des armes ; l'instinct du talent le portait à cette profession, et il avait étudié l'art dans les ouvrages des tacticiens célèbres ; mais comme l'Angleterre était en paix avec toutes les puissances, il avait été obligé d'aller chercher du service en Hollande, et n'y avait pas été accueilli comme il aurait voulu l'être. Mécontent de son sort, il avait essayé de faire fortune dans l'église ; le goût du siècle et son goût particulier lui avaient toujours fait aimer la théologie ; ses connaissances dans ce genre étaient bien supérieures à celles de la plupart des ecclésiastiques de son temps. On le soupçonna de puritanisme, et ce soupçon, qui l'empêchait de s'élever au gré de son ambition, l'attacha plus fortement à cette secte, et lui inspira une véritable haine contre la cour et contre la hiérarchie. A l'ouverture du long parlement, il obtint une place dans les communes, mais il ne brilla pas dans les débats politiques ; ses principes étaient prononcés et hardis ; son élocution, embarrassée et timide,

le rendait peu propre à briller à côté de Hambden et de Pym. Sous un extérieur calme et doux il cachait le feu et les tourments des passions; un œil exercé découvrait sous sa contenance tranquille, modeste, humble même, un orgueil sans bornes et une avidité d'autant plus dévorante qu'elle était concentrée. Son imagination était plus sage que vive; et son esprit réfléchi couvrait long-temps dans le silence les idées qu'elle lui suggérait. Froid et insensible, il était enthousiaste au besoin, ou savait le paraître. Indifférent au plaisir, il était tout entier aux affaires, ou du moins ses obscures et passagères jouissances ne lui donnaient pas de longues ni de fortes distractions. Il avait la patience d'attendre les circonstances, et le talent de les saisir. On le jugeait timide, et son courage tenait de l'audace; indécis, et sa fermeté était inflexible; lent, et son activité ne connaissait pas le repos; modéré, et il était extrême dans ses opinions et dans ses mesures. Jamais personne n'offrit un contraste plus frappant entre l'homme extérieur et l'homme intérieur; ses dehors ne trahissaient aucun des affreux secrets cachés dans les profondeurs de son âme; aucun homme ne poussa l'art de l'hypocrisie plus loin que lui, ne sut mieux s'ensevelir en lui-même pour se

rendre impénétrable, ni sortir de cette retraite plus à propos pour effrayer, entraîner et subjuguier les esprits. Ce génie actif, malfaisant, mystérieux, était inconnu; la guerre éclata; il leva le voile qui le couvrait; il subjuguait les uns; il effraya les autres, et les étonna tous par sa présence.

A la tête de l'armée du parlement se trouvait le comte d'Essex. Son nom donnait du relief à la cause qu'il défendait, et ralliait à lui des hommes distingués de la noblesse. Essex avait beaucoup d'ambition et peu de moyens, et encore plus de vanité et d'orgueil que d'ambition. Moins avide de pouvoir que de considération, et plus jaloux des honneurs attachés aux grandes places, que de l'élévation même, il aurait supporté sans peine qu'un autre eût eu plus de crédit que lui, pourvu qu'il en eût gardé les décorations et les dehors. Les préférences que le roi avait données, dans toutes les occasions, au comte de Strafford, avaient blessé son amour-propre, et les hauteurs du favori avaient achevé de détacher Essex du parti de la cour. Partisan de la monarchie par principes, il combattit le monarque; ennemi de l'insurrection, il leva l'étendard de la révolte, parce que les chefs du parti populaire eurent l'art de lui persuader que



leurs projets ne menaçaient pas le trône, et que son orgueil fut flatté de l'idée de se montrer supérieur à ce qu'on appelait les préjugés de son rang et de sa naissance. Il croyait de bonne foi qu'il aurait la gloire d'assurer l'autorité du roi et la liberté du peuple, qu'il saurait contenir les passions de son parti, modérer les prétentions du parti opposé, et qu'il les dominerait tous; et il ne prévoyait pas qu'il serait tôt ou tard le jouet de l'un, et l'objet du mépris de l'autre. Ses talents médiocres étaient singulièrement disproportionnés au rôle qu'il jouait, bien plus encore à celui qu'il voulait jouer; mais il avait trop peu d'esprit pour le sentir. Quoique brave, il n'aurait pas conduit les opérations de l'armée parlementaire avec beaucoup d'habileté, si Hambden, Waller, Fairfax, Cromwell et autres officiers de mérite ne l'avaient pas servi de leur tête et de leur bras.

Charles, plus soldat que capitaine, avait donné toute sa confiance à son neveu, le prince palatin, Robert. Ce prince, fils de l'infortuné Frédéric V, avait appris le métier de la guerre en Hollande, sous l'illustre Frédéric Henri. Intrépide, entreprenant, inconsidéré, il se laissait entraîner par son humeur fougueuse; il manquait de la première qualité d'un général, le

sang-froid; ses défauts devinrent funestes à la cause qu'il défendait. D'ailleurs, la déférence que Charles avait pour ses avis, et l'autorité qu'il lui laissait prendre dans l'armée, blessaient l'orgueil national, et les seigneurs anglais obéissaient à regret à un étranger. Robert, nourri et élevé dans les camps, n'avait pas le don de cacher ou de se faire pardonner son ascendant; son ton tranchant, ses manières brusques, ses propos peu mesurés, achevèrent de lui aliéner les esprits.

L'armée d'Essex montait à seize mille hommes; il l'avait rassemblée à Northampton. Charles avait formé la sienne à Shrewsbury; et avec l'argent que lui avaient fourni la noblesse et l'université d'Oxford, il avait porté ses forces à quatorze mille hommes. Durant toute cette guerre, les armées respectives ne furent jamais beaucoup plus nombreuses; le défaut de numéraire empêchait des deux côtés des efforts considérables. Les armées royales tâchaient de frapper des coups décisifs et d'engager des batailles; cette tactique leur convenait, parce que le roi n'avait pas assez de moyens pour traîner la guerre en longueur. Par la raison opposée, les généraux du parlement évitaient les actions décisives; plus la guerre durait, et plus le peuple s'accoutumait

à obéir au parlement, et perdait l'habitude de respecter l'autorité royale. Le but de toutes les opérations du roi devait être de marcher sur Londres, et de s'emparer de la ville; elle était le siège du parlement, le foyer de la révolution; son exemple avait entraîné les provinces, son exemple devait les ramener à la soumission et à l'ordre. Charles sentait de quelle importance il était pour lui de se rendre maître de la capitale; mais les chefs du parti parlementaire connaissaient trop bien leurs intérêts, pour ne pas tâcher de l'en éloigner. Ils menacèrent les partisans du roi sur plusieurs points; et Charles, adoptant un faux système d'opérations, divisa ses forces au lieu de les concentrer. La guerre se fit en même temps dans le nord et dans le midi; à l'est et à l'ouest. Les royalistes perdirent tout en ne voulant rien sacrifier; et négligeant le point central de leurs opérations, ils furent battus en détail dans toutes les provinces. Rien ne prolongea plus la guerre et ne différa plus le dénouement, que les négociations simulées qu'entamaient sans cesse les deux partis. Lorsque les hostilités commencèrent, le parlement et le roi ne désiraient pas sincèrement la paix; le parlement voulait se concilier l'opinion publique, et mettre les apparences de son côté; le

roi, qui le savait, opposait aux propositions capitieuses de ses adversaires d'autres propositions du même genre; et ces ouvertures réciproques, qui n'étaient que des ruses de guerre, ralentissaient les opérations sans amener de résultat. Dans la suite, aussi souvent que l'un des deux partis menaça de prendre une supériorité décisive et durable, les vaincus essayèrent de se rapprocher sérieusement des vainqueurs; mais les derniers haussaient leurs prétentions à mesure que les premiers diminuaient les leurs, et ne voyaient de sûreté pour eux-mêmes que dans l'entière humiliation de leurs ennemis. De là, de nouvelles ruptures et la prolongation des hostilités.

Au commencement de la guerre, les troupes du parlement, moins aguerries que celles du roi, et composées en grande partie d'artisans, reçurent quelques échecs, qui ne furent pour elles que d'utiles leçons. Les royalistes ne surent pas profiter de leurs avantages. Ce fut à 23 oct. 1642, Edgehill que les deux armées se trouvèrent pour la première fois en présence l'une de l'autre, et que la guerre civile éclata dans toute sa force et son activité. La cavalerie parlementaire fut battue par celle du roi, que commandait le prince Robert; mais l'infanterie de l'armée d'Es-

sex soutint avec honneur l'effort du combat ; et le prince s'étant laissé entraîner trop loin à la poursuite des ennemis, la bataille resta indécise. Les deux partis s'attribuèrent la victoire, et aucun d'eux ne continua les opérations avec vivacité ; des deux côtés, on se contenta de prendre des villes dont la perte ou la conquête ne décidait rien, et ne donnait à personne une supériorité réelle. L'année suivante, Essex at-<sup>20 sept.</sup> taqua l'armée royale à Newbury ; son infanterie <sup>1643.</sup> lui assura la victoire, mais elle ne fut pas brillante ; Charles ne parut pas affaibli, et tint la campagne tout le reste de l'année.

Plus les succès étaient balancés, plus la situation du roi devenait critique ; ses ressources diminuaient, et des négociations actives et heureuses augmentaient celles du parlement. Les Écossais, familiarisés avec l'insurrection, étaient accoutumés à porter les armes contre leur souverain ; ce peuple naturellement brave, déjà aguerri, et prêt à combattre du moment où on lui offrait de l'argent, était un allié précieux pour les chefs du parti populaire. Le parlement demanda du secours à l'Écosse ; il alléguait que l'identité des intérêts devait rapprocher les deux nations, et fit espérer aux Écossais d'amener le rapprochement et la réunion des deux églises.

Bientôt on conclut une alliance sous la forme d'un covenant, la plus agréable à l'Écosse. Les États de ce royaume s'engagèrent à soutenir la cause commune en levant une armée de vingt mille hommes d'infanterie et de deux mille chevaux. Les frais de l'équipement devaient tomber à la charge du parlement d'Angleterre; il s'engagea à payer aux Écossais trente mille livres sterling par mois. Cet argent devait être pris sur ceux qu'on appelait les malveillants, c'est-à-dire sur les royalistes secrets ou prononcés; par cette mesure, le parlement punissait ses ennemis, enlevait au roi des moyens de résistance, et se conciliait le peuple.

L'alliance de l'Angleterre avec l'Écosse fut pour Charles un événement désastreux. Depuis ce moment, la balance pencha en faveur de ses adversaires; ils obtinrent et conservèrent une supériorité décisive, et lui-même fut obligé de partager plus que jamais son attention et ses forces. Sentant la nécessité de concentrer ses moyens d'attaque et de défense, il se proposa de faire une trêve avec les rebelles d'Irlande; mais ce parti lui fit du tort dans l'opinion publique. Ses ennemis se servirent de ces démarches pour persuader au peuple que le roi n'avait combattu les Irlandais qu'afin de sauver les

apparences, et que, catholique lui-même dans le fond du cœur, il allait employer les secours des catholiques contre les protestants. Cette accusation paraissait d'autant plus fondée, qu'il y avait beaucoup de seigneurs anglais catholiques dans l'armée royale. Les partisans de Charles essayèrent de le servir, en organisant des conjurations qui le rendissent maître de Londres. Ces projets mal conçus et mal exécutés, où l'on prenait des désirs pour des espérances, et des espérances pour des moyens de succès, toujours découverts et toujours punis, se tournaient contre ceux mêmes qui les avaient préparés, et devenaient, entre les mains de leurs adversaires, des armes dont ils se servaient pour soulever tous les esprits contre le roi. La cour fit sonder et solliciter le comte d'Essex pour l'attirer de son côté ; son exemple eût entraîné un grand nombre de partisans du parlement ; mais le comte rejeta toutes les propositions qu'on lui fit ; il s'imaginait qu'il dicterait tôt ou tard la paix aux royalistes, et le rôle de médiateur qu'il comptait jouer lui paraissait plus beau que celui de transfuge. Charles crut un moment qu'il enlèverait au parlement rebelle toute son autorité, en convoquant à Oxford un parlement composé de tous ceux qui avaient quitté

ou qui quitteraient l'autre. Cette mesure venait trop tard; pour réussir, il aurait fallu l'adopter au commencement de la guerre, dissoudre formellement le parlement de Londres et en créer un nouveau; mais dans l'état où étaient les affaires du roi, il ne devait pas s'attendre que le parlement d'Oxford fût respecté; l'autre avait pour lui l'opinion et la force; on ne pouvait rien opposer à ces deux puissances. Aussi cette convocation ne servit-elle qu'à mettre la faiblesse de Charles dans tout son jour, et à procurer un nouveau triomphe au parti populaire. Quarante-trois seigneurs et cent dix-huit membres des communes se rendirent à l'invitation du roi; mais cette assemblée, reconnaissant son insuffisance, ne tarda pas à se séparer. Charles avait cru embarrasser le parlement en faisant enlever le grand sceau à Londres; lord Lyttleton l'avait porté au quartier-général; le parlement ordonna qu'on en fit un autre, et prouva par cette démarche qu'il s'arrogeait à la fois la souveraineté et le gouvernement.

Tous les moyens d'attaque, imaginés par le roi lui-même ou par son parti, étaient mal calculés ou disproportionnés à l'effet qu'ils devaient produire. Comme ces moyens n'avaient pas eu le succès désiré, il fallut recourir de nouveau



aux armes, et Charles vit clairement que la force seule pouvait décider ce grand procès. L'armée d'Écosse s'était réunie à celle du parlement, et avait formé le siège d'Yorck; le prince Robert l'avait fait lever. Malgré l'avis du marquis de Newcastle, qui commandait avec lui les troupes royales, il engage la bataille de Marstonmoor 1644. contre l'armée parlementaire, commandée par le comte de Manchester, Fairfax, Lesley et Cromwell. L'aile droite du roi est victorieuse, mais l'aile gauche est entièrement battue; sa défaite rend inutiles les avantages remportés par les autres troupes, et la victoire de l'armée du parlement est complète. Cet événement fut décisif; depuis la bataille de Marstonmoor, les affaires du roi ne se relevèrent plus, et le succès, qui légitime tout aux yeux du grand nombre, consolida l'autorité du parlement. Les partisans de Charles furent intimidés; ils abandonnèrent sa cause, ou craignirent du moins de se prononcer en sa faveur et de le servir. Le roi lui-même redouta de plus grands malheurs; il pressa la reine de quitter l'Angleterre; elle céda à regret, mais elle céda dans l'espérance de lui trouver des alliés et des vengeurs, et elle se rendit en France.

La victoire de Marstonmoor était due en grande

partie à la valeur des Écossais; le parlement voulut se montrer reconnaissant, et l'archevêque de Cantorbéry, Laud, fut immolé à la haine de cette nation. Ce malheureux vieillard languissait en prison depuis l'arrestation de Strafford. Auteur innocent des troubles de l'Écosse et de l'Angleterre; il avait fait beaucoup de mal en croyant faire le bien, et son zèle aveugle avait entraîné Charles dans le précipice; mais, bien loin d'avoir trahi son pays, il avait cru le servir en tenant cette conduite irréfléchie. On voulait du sang; il fut jugé et trouvé coupable. Il fallait accoutumer le peuple aux supplices, et punir des torts comme des crimes, pour que les crimes du parti populaire parussent des actions nécessaires et dictées par l'intérêt public. Laud fut décapité. Ses défenses et le discours qu'il prononça sur l'échafaud étaient propres à convaincre de son innocence les esprits les plus prévenus, et à toucher les cœurs les plus insensibles; le fanatisme, qui ferme l'esprit à l'évidence et le cœur aux sentiments de l'humanité, applaudit au supplice de Laud, comme si l'existence de ce vieillard faible et impuissant eût été un danger pour l'état.

Les presbytériens triomphaient, mais déjà se préparait leur chute. Les indépendants, long-

temps timides, peu nombreux, et cachés sous le masque du presbytérianisme, commençaient à développer les plans qu'ils avaient ensevelis dans le secret et dans le silence. Les presbytériens voulaient la destruction de la hiérarchie et la nullité de la puissance royale, et leurs opinions exagérées avaient réduit au silence ceux qu'on appelait les politiques dans le parlement, et qui désiraient simplement de ramener la constitution de l'Angleterre au véritable esprit du gouvernement mixte. Mais les presbytériens voulaient du moins établir dans l'église un ordre fixe, et conserver dans l'état la dignité royale; les indépendants étaient également contraires à l'un et à l'autre. Dans leur système, l'église devait exister sans prêtres, sans symbole, sans discipline, sans cérémonies, sans règle, et les membres de la société religieuse ne devaient obéir qu'aux inspirations de la grace. L'état devait être organisé sur des principes à peu près semblables. La démocratie était la seule forme qui convînt à la dignité de la nature humaine, et qui assurât la liberté générale; toute espèce de distinction devait être abolie. Point de roi, point de pairs, égalité entière et parfaite, telle était leur devise et leur signe de ralliement. Cette doctrine n'était au fond qu'une exagéra-

tion de celle des presbytériens; elle devait plaire aux esprits bornés, parce qu'elle n'était rien moins que compliquée, et qu'on pouvait la saisir sans un haut degré d'intelligence; aux têtes ardentes qui haïssent la mesure dans les idées, parce qu'elle était extrême; aux ambitieux, parce qu'elle était enivrante pour le peuple, et qu'elle leur fournissait un excellent moyen de l'égarer et de l'asservir. Dans la secte des indépendants, se trouvaient beaucoup de fanatiques de bonne foi, et quelques hommes profondément pervers qui empruntaient le langage et les dehors du fanatisme, et qui, au milieu de leur délire apparent, conservaient tout le sang-froid nécessaire pour diriger et employer à leur gré la frénésie des autres. Les constitutionnels avaient succombé sous l'ascendant des presbytériens, parce qu'ils avaient fait cause commune avec eux; et qu'ils s'étaient flattés de les employer, de les contenir et de les traiter comme des instruments qu'on brise à volonté après s'en être servi. Ils oubliaient que, dans les révolutions, les plus violents font toujours la loi. Les presbytériens furent asservis et écrasés par les indépendants, parce qu'ils firent la même faute que les constitutionnels, qu'ils s'endormirent dans la

même sécurité, et ne se réveillèrent que pour hâter les triomphes de leurs ennemis.

Il eût suffi, pour prévoir les succès des indépendants, de compter Cromwell dans leurs rangs. Sa sagacité naturelle et l'observation assidue de la marche de tous les partis lui avaient fait saisir de bonne heure deux idées mères, qui devinrent ses principes directeurs au milieu des orages politiques, et qui expliquent la prodigieuse fortune de cet usurpateur. L'une était, que le parti le plus exagéré devait l'emporter sur ceux qui prétendaient mettre de la mesure dans l'anarchie révolutionnaire; l'autre, que la force armée devait nécessairement finir par faire la loi. Long-temps il ajourna ses projets, il dissimula ses espérances, et les hommes les plus éclairés ne voyaient en lui qu'un presbytérien prononcé. Après la victoire de Marstonmoor, à laquelle il avait beaucoup contribué, il crut le moment favorable pour commencer ses attaques contre les presbytériens. L'essentiel était de leur enlever l'influence qu'ils avaient sur l'armée. Cromwell, Tate, Haslerig et les autres chefs des indépendants proposèrent au parlement de recréer l'armée sur un nouveau mode, et d'exclure lui-même tous ses membres de tous les emplois militaires et civils. Ils lui

persuadèrent que cet acte de désintéressement et de patriotisme exciterait l'enthousiasme universel, et que la nation serait plus que jamais docile et soumise aux ordres d'une assemblée qui lui donnerait cette preuve d'esprit public. Dans un moment de ferveur politique et religieuse le parlement accueillit cette proposition, et exigea de tous ses membres de signer un acte qu'on appela l'acte de renoncement à soi-même. En conséquence, on ôta le commandement au comte d'Essex, et sur l'avis de Cromwell on le donna à Fairfax, qu'on chargea d'organiser les troupes. Fairfax était, sans le savoir, l'instrument de Cromwell. Il était honnête homme et bon soldat; sa femme, presbytérienne zélée, l'avait engagé à épouser la cause du parlement. Il servait cette cause avec zèle et avec succès. Cromwell, qui avait sur Fairfax tout l'ascendant d'un esprit supérieur sur un esprit faible, maîtrisait ses sentiments, lui dictait ses opinions, et dirigeait sa conduite. Fairfax n'avait pas assez de finesse pour deviner et déjouer les ruses de l'homme qui le gouvernait. En lui faisant déférer le commandement général, Cromwell devenait lui-même le chef de l'armée. A la vérité, l'acte de renoncement le regardait aussi bien que tous les autres membres du parlement; mais

Fairfax déclara qu'il ne pouvait se passer de lui, et le parlement, qui ne soupçonnait pas les vues profondes de Cromwell, et qui connaissait ses talents militaires, consentit à faire, en sa faveur, une exception à la règle. Il resta donc à l'armée; Fairfax et lui la remplirent d'hommes 1644. qui leur étaient dévoués, et les indépendants furent bientôt en possession de toutes les places d'officiers.

Fairfax et Cromwell se hâtent de justifier la confiance du parlement par de nouveaux exploits; ils rencontrent l'armée royale près de Naseby, et l'attaquent. La bataille est long-temps 1645. douteuse; ce fut le génie de Cromwell qui la décida. Jamais Charles ne montra une plus grande valeur; on fut obligé de l'empêcher de charger presque seul l'infanterie parlementaire qui venait de remporter la victoire. Les débris de l'armée royale se sauvèrent dans la plus grande confusion; le bagage de Charles fut pris, on y trouva sa cassette qui contenait toute sa correspondance particulière, et ses ennemis se servirent de ses lettres pour le perdre de plus en plus dans l'opinion publique. Lui-même se retira dans le pays de Galles qui lui avait donné des preuves multipliées de fidélité et de dévouement. Le prince Robert se jeta dans Bris-

tol, et rendit peu de temps après cette place importante, sans y être contraint par la nécessité. Le roi en fut tellement irrité, qu'il lui ôta le commandement et le congédia.

Jamais les affaires du roi n'avaient été dans une situation plus déplorable. Après la bataille de Naseby, ses ressources se trouvaient épuisées, ses troupes découragées et réduites à un petit nombre. Il manquait d'hommes et d'argent. La cour de France, et la reine elle-même, lui firent conseiller de se rapprocher des presbytériens, d'écouter et de recevoir leurs propositions: Ce conseil était sage. Les presbytériens commençaient à s'éclairer sur les vues secrètes et sur les moyens des indépendants; ils sentaient qu'ils s'étaient perdus eux-mêmes en voulant perdre le roi; que les passions les avaient emportés trop loin; et qu'une coalition prompte avec le trône et ses partisans pouvait seule les sauver. Depuis cette époque, ils ne cessèrent pas de négocier avec Charles; mais une obstination égale des deux parts empêcha de rien conclure. Les presbytériens, accommodants et faciles sur d'autres points, ne voulaient pas se relâcher sur la hiérarchie. Charles aurait sacrifié une partie de sa prérogative plutôt que les évêques, et il ne croyait pas que sa conscience



lui permit de composer avec ses adversaires sur cet article important. Les négociations se rompirent, pour se renouer encore plusieurs fois, et pour se rompre de même.

Dans cette position critique, Charles n'avait que le choix des inconvénients, et tous les partis étaient presque également dangereux. Il s'imagina que les Écossais étaient, de tous ses ennemis, ceux qui méritaient le plus sa confiance; que s'il s'abandonnait à eux, ils seraient flattés de la préférence qu'il leur accordait sur les Anglais, que sa confiance exciterait leur générosité, que les anciennes jalousies nationales se réveilleraient, et que l'Écosse n'oublierait jamais que les Stuarts lui avaient appartenu avant de monter sur le trône d'Angleterre. Montreuil, envoyé de France, fut chargé d'entamer cette négociation. Elle ne fut ni longue ni difficile. Les Écossais sentaient quelle importance ils acquéraient pour tous les partis, du moment où ils seraient maîtres de la personne du roi. Charles donne ordre 1646. que Newarck qu'ils assiégeaient leur ouvre ses portes, et il se rend dans leur camp. Prisonnier de ses sujets, il est obligé de les suivre à Newcastle, mais il est tranquille, et se croit en sûreté sous leur sauve-garde. Pendant qu'il se livre à une entière sécurité, le parlement offre aux

Écossais de leur payer tous les arrérages qui leur sont dus, s'ils consentent à lui livrer le roi, et à quitter l'Angleterre ; ils ont la lâcheté d'y consentir ; le parlement d'Écosse lui-même sanctionne cette perfidie ; les Écossais reçoivent quatre cent mille livres sterling ; le roi est livré à ses ennemis, et conduit à Holdenby. Le parlement d'Angleterre, et les Écossais eux-mêmes, se félicitent de cette mesure, et y voient le triomphe du presbytérianisme.

30 janv.  
1647.

Mais l'armée, composée d'indépendants, ne pouvait voir avec indifférence les presbytériens maîtres de la personne du roi, et paraissait peu disposée à leur laisser cet avantage. Le parlement, fier de sa supériorité, veut se débarrasser de cette armée victorieuse qui l'inquiète et le menace. La guerre était terminée par la captivité du roi ; le parlement veut envoyer une partie des troupes en Irlande, et licencier l'autre. Ce projet était d'une exécution difficile ; l'armée était trop redoutable pour être facilement intimidée ; elle était trop indisciplinée pour être docile. Le mécontentement éclate ; on accuse le parlement d'ingratitude, d'incapacité, de despotisme ; Cromwell fomenta les troubles, il conseille et dicte des adresses menaçantes, et condamne en apparence les officiers qui les présentent. Il

permet que les soldats se forment en assemblées délibérantes, et que la force armée, qui doit obéir, commande. Dans chaque compagnie on nomme des agitateurs chargés de veiller aux intérêts du corps; l'armée devient une espèce de république ambulante. Le point capital était d'enlever au parlement la personne du roi. Un cornette nommé Joycé, qui avait été tailleur avant de prendre les armes, se charge de l'enlever à Holdenby; il exécute son projet sans rencontrer de résistance, et le roi est conduit à Hamptoncourt.

3 juin  
1647.

Le parlement tremble; ses ordres ne sont plus respectés, et de nouveaux usurpateurs lui enlèvent un pouvoir usurpé. L'armée, qui sent qu'elle peut ce qu'elle veut, marche sur Londres; en accusant de trahison onze membres du parlement, elle demande qu'ils en soient exclus, et qu'on les traduise devant les tribunaux. Le parlement essaie de soulever et d'armer contre les soldats le peuple de Londres, presque tout composé de presbytériens; mais il reconnaît bientôt que ces bourgeois timides et mal agueris ne feraient qu'une faible résistance, qui augmenterait le mal loin de le prévenir. Le parlement cède et l'armée triomphe; les presbytériens ont perdu le pouvoir; il a passé aux

indépendants, ou plutôt il est tout entier dans les mains de Cromwell et de son gendre Ireton.

Cependant Charles, toujours à Hamptoncourt, est caressé par les deux partis et se flatte que leurs divisions lui rendront son autorité. Les presbytériens font des propositions d'accommodement, et Cromwell lui donne des espérances brillantes; mais il se défie des premiers, et l'autre le trompe. Cromwell craint qu'un coup de main ne lui enlève le roi: il veut l'éloigner, et en même temps donner à sa retraite l'air d'une fuite perfide, afin de hâter et d'achever sa ruine. Il lui fait conseiller secrètement de quitter Hamptoncourt, et de se retirer dans l'île de Wight. Les gardes du roi facilitent son évasion; Asburnham et Berckley accompagnent Charles dans sa fuite; il laisse au parlement une lettre dans laquelle il justifie sa démarche, et accuse cette assemblée de tous les malheurs de l'Angleterre. Charles croit trouver dans le colonel Hammond, gouverneur de l'île de Wight, un homme dévoué; Hammond était la créature et l'ami de Cromwell, et le roi se retrouve prisonnier. Ses ennemis profitent de son absence pour le calomnier et pour exaspérer contre lui l'armée et la populace de Londres. Cromwell achève par ses discours et par ceux de ses amis, de perdre le roi et la

dignité royale dans l'opinion publique. En même temps, il étouffe dans sa naissance par sa fermeté et par son courage, un nouveau parti, né du sein des indépendants. Les niveleurs, ennemis de toute autorité, peuvent devenir funestes à l'ambition de Cromwell; il les dissipe par la terreur et les contient par les supplices.

Mais la captivité de Charles réveille l'intérêt de ses partisans. Les Écossais, honteux de leur lâcheté et voulant l'expier, s'arment pour le délivrer, et, sous les ordres du duc de Hamilton, entrent en Angleterre. La principauté de Galles <sup>1648.</sup> les imite; mais l'habile Cromwell ne leur donne pas le temps d'unir leurs forces et de devenir redoutables. Les Écossais et les Gallois battus découragent par leur exemple les amis du trône dans les autres provinces. Les presbytériens, effrayés de l'ascendant que ces nouvelles victoires donnent à leurs ennemis, veulent rétablir la monarchie pour se sauver eux-mêmes; les conférences s'ouvrent entre leurs commissaires et ceux du roi; des deux côtés l'on se rapproche, mais l'épiscopat est toujours l'écueil contre lequel les négociations échouent.

Cromwell, fier de ses victoires et sûr de sa toute-puissance sur l'armée, jette enfin le mas-

que. Il veut que le roi périsse, car son existence seule est un obstacle à son ambition, et il veut achever d'abattre le parti des presbytériens; en leur faisant commettre un crime qui les couvre d'une honte ineffaçable; il veut surtout que ce terrible exemple répande une terreur générale, et empêche le peuple de reculer dans la carrière de la révolution. L'armée demande formellement que le roi soit jugé. L'infortuné Charles est transféré de l'île de Wight au château de Hurst, et de là à Londres. L'armée entre dans Londres, et elle s'empare des avenues de la chambre des communes. Cent cinquante membres en sont exclus, quarante sont mis en prison. Les presbytériens crient à l'illégalité et à l'usurpation, tandis qu'on ne fait que leur appliquer leurs propres maximes. La chambre des pairs se refuse au crime qu'on ose lui proposer; mais sa généreuse résistance ne sauve pas l'infortuné monarque. Les indépendants déclarent que le peuple seul est souverain, dans le moment où ils l'asservissent, et prononcent que les communes, dont ils se joignent, ont seules le pouvoir législatif. Cromwell fait nommer par la chambre-basse, ainsi décimée, une commission composée de ses créatures pour juger le roi. Bradshaw, digne chef

d'un tel tribunal, y préside. Charles, traduit devant ces hommes coupables et vils, montre la fierté de l'innocence, et oppose à ses sujets rebelles qui osent l'interroger, les principes de la constitution anglaise. Le malheur et la crainte ne lui font pas oublier qu'un roi d'Angleterre ne peut être jugé que par sa conscience et par la divinité; que des hommes qui méritent d'être accusés, ne sauraient être accusateurs; que des accusateurs ne peuvent pas s'ériger en juges. Il décline avec noblesse de reconnaître l'autorité de ses ennemis, et refuse de leur répondre. Il est jugé par contumace; et on le condamne à la mort. Trois jours s'écoulent entre le jugement et l'exécution. Cet intervalle n'amène pas le repentir de ses ennemis, mais il sert à faire paraître dans tout son éclat la piété de Charles, et lui laisse le temps de révéler toute la beauté de son ame, en pardonnant à ses bourreaux. Le 30 janvier de l'an 1649, sa tête tombe sur l'échafaud.

Le bruit de cette chute rétentit dans toute l'Europe, et porta dans tous les cœurs les frémissements de la terreur et de la pitié. Dans ce supplice d'un homme de bien, les gens de bien pleurèrent les destinées de la vertu; dans cet

exemple frappant des vicissitudes du sort, les âmes sensibles mesurèrent toute la profondeur de la misère de l'homme; par ce triomphe du crime, le philosophe put juger de l'activité et de l'audace des passions; l'Angleterre sentit qu'il y a des forfaits inexpiables.

---



## CHAPITRE XIII.

Essais malheureux de contre-révolution en Irlande et en Écosse. Cromwell chasse le long-parlement. Cromwell protecteur. Son gouvernement. Sa mort. Élévation momentanée de Richard. Monck. Restauration du roi.

Le meurtre de Charles I était un assassinat juridique, et cet assassinat était l'ouvrage d'un petit nombre d'hommes qui avaient emprunté à la justice ses formes et au peuple son nom, pour commettre ce crime. La nation anglaise, étrangère à ce forfait, fut partagée entre l'indignation contre les bourreaux et une pitié profonde pour l'auguste victime qu'ils avaient immolée. Les malheurs du roi avaient effacé ses torts. Plus grand dans sa mort qu'il ne l'avait été durant sa vie, sa noble fermeté avait inspiré un intérêt général pour sa personne. Un ouvrage intitulé *l'Image royale*, qui contenait la peinture touchante de son caractère et de ses sentiments, et dont on avait répandu les exemplaires avec profusion, avait fait une profonde impression sur tous les esprits. Mais la nation, qui n'avait pas

su prévenir sa mort, ne sut pas la venger; une majorité immense était contenue par la hardiesse d'une faible minorité. La masse du peuple, unanime à condamner cet attentat, était étonnée de l'audace criminelle de ses chefs, ou intimidée par leur puissance; elle semblait sanctionner leurs démarches par son silence et son inaction, qu'elle expiait en secret par son repentir et ses larmes. Elle frémissait en voyant où les prétendus amis de la liberté l'avaient conduite; elle ne voulait pas aller en avant, mais elle croyait ne pas pouvoir reculer sans s'exposer à de plus grands malheurs. Les différents partis assuraient par leurs divisions le triomphe de leurs ennemis communs. Plus frappés de ce qui les séparait que de ce qui eût dû les unir, ils craignaient par-dessus tout les succès de l'un d'entre eux. D'ailleurs, la terreur glaçait les esprits; ceux qui avaient immolé Charles paraissaient avec raison capables de tout; personne ne pouvait se croire en sûreté, après ce renversement de toutes les lois, et l'Angleterre vit tomber la tête de son roi sans faire le moindre mouvement en sa faveur.

Ce tragique événement ne troubla point la tranquillité de l'Europe. On ne saurait croire que les souverains l'apprirent avec indifférence;

mais aucun d'eux ne se prononça fortement contre cet attentat, bien moins encore pensèrent-ils à s'armer pour le punir. Quand, dans un pays, une faction, ou un peuple égaré par des factieux, déplace la souveraineté par des moyens violents, et envoie le légitime souverain au supplice, une révolution de ce genre doit quelquefois provoquer de la part des autres états des mesures vigoureuses, parce qu'elle menace leur propre existence, et que la stabilité de l'ordre social est bien plus encore la cause des peuples que celle des gouvernements. Mais différentes causes expliquent et justifient même l'apathie des puissances de l'Europe en apprenant cette terrible catastrophe. La position géographique de l'Angleterre isolait en quelque sorte le danger et neutralisait le venin. Les communications entre les différentes nations de l'Europe n'étaient pas encore aussi fréquentes ni aussi intimes qu'elles le sont devenues depuis. La circulation des idées n'était ni rapide ni générale, et le puissant véhicule de la vérité et de l'erreur, l'imprimerie, était bien éloigné d'avoir atteint l'activité prodigieuse que nous lui voyons; les gazettes étaient à peine connues; les pamphlets politiques étaient plus rares et trouvaient moins de lecteurs. De plus, les auteurs de la révolution

d'Angleterre n'avaient pas donné à leurs principes une généralité alarmante; ils n'avaient pas prétendu les appliquer à tous les gouvernements, et n'avaient pas invité les autres nations à suivre leur exemple. Enfin, la situation politique de la plupart des puissances leur permettait à peine de donner une attention suivie aux troubles de l'Angleterre; elles étaient, à plus forte raison, hors d'état d'agir pour les apaiser. La paix de Westphalie venait d'être conclue; les états qui avaient porté le fardeau de la guerre, dépeuplés et appauvris, ne demandaient que le repos, et ne pouvaient ni ne voulaient s'engager dans de nouvelles entreprises. C'était le cas de l'Allemagne, de la Suède et du Danemarck. La France était encore engagée dans la guerre avec l'Espagne; elle-même était agitée par des divisions intestines, et Mazarin se félicitait de ce que la même maladie politique empêchait l'Angleterre de profiter de la faiblesse de la France. La république des Provinces-Unies, qui était sortie victorieuse de sa longue lutte avec ses anciens maîtres, et qui se trouvait au plus haut degré de richesses et de puissance, pouvait inquiéter le parti dominant en Angleterre. La Hollande avait fait passer à Charles I des secours indirects d'hommes et d'argent; mais, au fond,

elle gagnait aux divisions intestines de l'Angleterre, sous le rapport du commerce et de la puissance maritime, et elle ne prévoyait pas que la révolution prêterait une nouvelle force à sa rivale et lui donnerait un nouvel élan. Le prince d'Orange, Guillaume II, stathouder de la république, était gendre du roi qu'on venait d'envoyer au supplice, et ce jeune prince, ambitieux et actif, sollicitait en effet les États-Généraux de venger le meurtre de son beau-père; mais le parti opposé traversait ses desseins, et sa mort subite rassura bientôt l'Angleterre.

Cromwell et ses partisans connaissaient tout l'avantage que leur donnait la situation politique de l'Europe, et ne le négligèrent pas. Trop avancés pour reculer, ils sentaient qu'il fallait marcher dans le même sens, pour faire croire qu'ils avaient agi par principes et non par intérêt, et que leurs démarches avaient été le résultat d'un système, et non l'effet des passions. Ils jugeaient bien que du moment où ils s'arrêteraient ils seraient perdus, et qu'au lieu de recueillir le fruit de leurs crimes, ils pouvaient en porter la peine. Cromwell, fidèle à son plan de tout diriger sans paraître le faire, jusqu'à ce qu'il fût assez puissant pour se passer de ses créatures, continuait à être l'âme de toutes les

opérations de son parti. La chambre des communes, mutilée par les soldats, avait déclaré que la souveraineté résidait dans le peuple; et dans le moment où elle énonçait ce principe subversif de la constitution, par une inconséquence, dont elle s'apercevait sans en rougir, elle s'arrogeait la souveraineté absolue. S'étant investie du pouvoir suprême, sous prétexte d'assurer la liberté, elle détruisit toutes les institutions qui pouvaient gêner son despotisme, et toutes les autorités qui étaient les sauvegardes de la liberté. La chambre des pairs, jugée inutile et même dangereuse, est abolie; on déclare les pairs éligibles au parlement comme le reste des citoyens; la royauté est proscrite; on annule les anciens serments d'allégeance ou de suprématie; on crée un nouveau grand-sceau; on ordonne de battre une nouvelle monnaie, et l'on proclame la république. Ce sont quatre-vingts membres des communes qui renversent ainsi la constitution à laquelle ils doivent leur existence, et hors de laquelle ils ne sont que des particuliers sans titre, ou d'audacieux usurpateurs. Le nom vague et séduisant de république doit déguiser la tyrannie qu'ils établissent. Tous les bons esprits et les vrais citoyens sentent que ces formes démocratiques sont incompatibles

avec la vraie liberté, et ne voient dans ce nouveau régime que l'abus de la force; la plupart des Anglais abhorrent ou méprisent les hommes coupables ou faibles qui l'établissent; mais l'armée commande et menace, le peuple obéit et se tait.

Bientôt ce *Rump-parliament*, comme le nomment les Anglais, crée un conseil d'état composé de trente-neuf personnes; et craignant que les juges ne montrent trop peu de complaisance à ses volontés, il les renouvelle, et crée une cour de justice, entièrement dépendante de lui, et à qui il suffit que le parlement accuse, pour que l'innocence paraisse coupable et qu'elle soit condamnée et punie. Afin de frapper le peuple d'épouvante et de contenir la noblesse par des exemples de sévérité, le glaive qui a fait tomber la tête du roi, abat celle de ses plus zélés partisans; le duc d'Hamilton, le baron de Cappel, le comte de Holland et plusieurs autres royalistes sont punis de leur fidélité, et partageant le sort de leur maître jusqu'à leur fin, ils éprouvent les mêmes malheurs et montrent le même courage que lui. La nation les plaint, les admire, et ne fait rien pour les sauver; la populace de Londres applaudit à leur supplice, et dans l'injustice qui n'épargne personne, elle croit voir l'égalité de la justice.

Cependant, l'Irlande et l'Écosse désavouent les crimes du parlement d'Angleterre, et adoptent d'autres principes. Charles II, le légitime héritier du trône, s'était retiré en Hollande. Ce prince, léger et insouciant autant que spirituel et aimable, avait puisé dans les excès du zèle religieux, de l'indifférence pour les idées religieuses, et dans ceux du fanatisme politique, un vif attachement aux maximes de son père sur l'autorité royale. Déjà s'annonçaient chez lui tous les défauts que onze années de malheurs devaient encore développer, avant qu'il remontât sur le trône; de la bravoure et de la faiblesse, de l'ardeur et de l'indolence, la passion du plaisir et des dehors d'austérité dont l'esprit du temps lui imposait la loi. Les Irlandais et les Écossais qui ne le connaissent pas, et qui croient que l'infortune dans laquelle s'est passée sa jeunesse, aura été pour lui l'école de la vertu, veulent le proclamer roi. Les Irlandais, presque tous catholiques, se flattent qu'il partage leurs sentiments; et qu'il sera l'ennemi des protestants; les Écossais, zélés presbytériens, comptent qu'éclairé par les malheurs de sa famille, il abjurera la hiérarchie, et fera cause commune avec eux contre les indépendants. En Irlande, Charles II. est reconnu. Les Écossais envoient



des commissaires à la Haye, à la tête desquels se trouvent les comtes de Cassilis et de Lothian. Charles répugne à souscrire à des conditions qui, tout en assurant le triomphe de la monarchie, affaiblissent l'autorité royale. Il ne voit dans la couronne d'Écosse qu'un moyen de reconquérir celle d'Angleterre, et il craint que trop de facilité à accepter les propositions de l'Écosse, ne compromette pour toujours son pouvoir. Pendant qu'il négocie avec les députés de ce royaume, il tente secrètement la voie des armes, afin d'obliger l'Écosse à se relâcher de ses prétentions, et charge le marquis de Montrose, déjà célèbre par ses exploits dans ce pays, de faire une descente en Écosse, et d'y porter la terreur. Montrose, plus chevalier que capitaine, brave jusqu'à la témérité, entreprenant, mais irréfléchi, est battu, fait prisonnier par les Écossais et pendu ignominieusement. On trouve sur lui la commission dont le roi l'avait chargé; cette découverte irrite avec raison les Écossais, et leur inspire de la défiance contre Charles; cependant, la haine des indépendants l'emporte sur toutes les autres considérations; les négociations se renouent; Charles, pressé par la nécessité, signe le traité; il quitte la Haye, et arrive en Écosse. On met la plus grande ac-

1649.

tivité à former une armée avec laquelle Charles puisse pénétrer en Angleterre, et ce prince espère un changement total de fortune; mais l'austérité des presbytériens lui fait payer cher ces espérances; ils l'entourent, l'observent, le surveillent, accablent ce jeune prince de prières et de sermons; et lui refusent toute espèce de plaisirs; Charles est obligé de dévorer ses ennuis et ses dégoûts.

Cependant, les mouvements de l'Irlande et les préparatifs de l'Écosse servent les desseins et l'ambition de Cromwell. Son pouvoir n'était pas encore assez grand pour qu'il pût s'emparer de l'autorité; il fallait qu'il augmentât son crédit et sa considération par de nouveaux triomphes, avant d'oser entreprendre ce qu'il médite. L'armée lui est dévouée, et c'est sur elle que reposent ses projets. Elle désire de l'argent et de l'activité; le parlement lui accorde l'un avec une imprudente libéralité; les événements qui se passent en Écosse et en Irlande, lui rendent l'autre. Cromwell est nommé lord-lieutenant de l'Irlande; il vole à de nouvelles victoires, qui lui attacheront le soldat, éblouiront le peuple et intimideront le parlement. Les Irlandais sont battus près de Dublin; Cromwell prend Tredah d'assaut; la terreur qu'il inspire lui sou-

met toute l'île, et elle est pacifiée. Il retourne à Londres; son entrée dans la ville est un véritable triomphe; toutes les corporations vont à sa rencontre; on le salue comme le sauveur de l'état. Il cache sa joie sous une humilité apparente, et sa dévotion hypocrite, qui lui fait tout rapporter au ciel, relève encore aux yeux du fanatisme l'éclat de ses succès. Bientôt il part pour combattre l'Écosse; elle a levé une armée de vingt mille hommes, et menace l'Angleterre. Ces troupes sont excellentes, mais elles sont mal commandées; les officiers ne doivent leurs places qu'à leur zèle religieux, et non à leurs talents militaires; ce sont les prédicateurs qui échauffent le soldat, et décident des opérations, après avoir consulté le ciel par de ferventes prières. L'armée de Cromwell est aussi animée d'enthousiasme, mais c'est lui qui la maîtrise par la force de sa volonté et de son génie, et elle est composée d'hommes qui savent faire la guerre, supporter les fatigues et braver les dangers. L'armée écossaise avait pris une position si forte, que Cromwell, désespérant de l'attaquer avec succès, se retire sur Dunbar, où étaient ses vaisseaux et ses magasins, et se prépare à abandonner son entreprise. Mais l'armée écossaise, enivrée de ses succès apparents, et se

laissant entraîner par le zèle des prédicateurs, quitte sa position, et poursuit les Anglais; c'est ce que Cromwell désirait; elle est complètement  
1650. défaite près de Dunbar; Edimbourg ouvre ses portes au vainqueur, et le roi se retire à St-Johnston.

Les presbytériens accusent de ce mauvais succès le défaut de piété de Charles; ils veulent qu'il se prononce plus fortement en leur faveur, et qu'il désavoue la conduite et les principes de son père. Le roi, fatigué de leurs prétentions, essaie de se sauver; Montgomeri l'atteint à Clova, et le ramène. Les Écossais sentent qu'il n'est pas de leur intérêt de pousser le roi à quelque extrémité, et le traitent avec plus de douceur. Une nouvelle armée se forme; Charles en prend le commandement; mais Cromwell, toujours actif et heureux, pénètre dans le comté de Fife, et oblige l'armée du roi à le quitter. Pour faire une diversion puissante à ces mouvements, Charles entre en Angleterre, et s'avance jusqu'à Worcester; Cromwell l'y suit; les deux  
3 sept.  
1651. armées se rencontrent; la victoire de Cromwell est complète; l'armée royale est détruite. A pareil jour, l'année précédente, Cromwell avait vaincu à Dunbar. Charles fuit déguisé; un seul jour a renversé toutes ses espérances; errant,

proscrit, cherchant un asyle sûr, et n'en trouvant point, se cachant dans les cavernes ou sur le sommet des arbres, il traverse l'Angleterre, arrive à travers mille dangers sur les bords de la mer; une barque le reçoit, et il passe en France. Là, toléré plutôt que reçu avec les égards dus au malheur, il n'obtient que de maigres secours, qui suffisent à peine à sa subsistance.

Tout plie sous les armes victorieuses de Cromwell; Monck soumet le plat pays de l'Écosse; on sévit contre ceux qui résistent; on pardonne à ceux qui se rendent et qui obéissent. On met des garnisons dans les places fortes; sept à huit mille hommes bien disciplinés contiennent les esprits remuants; une justice prompte et sévère rétablit l'ordre public. Il se fait une union momentanée entre les trois royaumes; on leur donne un même parlement, et la tranquillité de l'Écosse paraît assurée.

Cromwell revient en Angleterre et retourne à Londres; l'éclat de ses victoires efface les crimes de son ambition; les services qu'il vient de rendre à son parti lui donnent un ascendant décisif dans toutes les affaires. Déjà il n'y a rien qu'il ne puisse espérer, et ses projets, développés par les événements, sortent de leur obscu-

rité. On ne peut douter qu'après la victoire de Worcester il ne se soit proposé de s'emparer de toute l'autorité. Non-seulement il ne veut plus de supérieur, il ne peut plus supporter d'égal, et il tend au pouvoir absolu; mais, aussi lent à attendre le moment favorable, que prompt à le saisir quand il se présente, il ajourne encore l'exécution de ses plans. Général victorieux, il reprend sa place de député, et reparait dans le parlement avec une apparente modestie. Là, il propose une mesure qui seule prouverait son génie pour l'administration, et à laquelle l'Angleterre doit, en grande partie, sa puissance et  
1651. son commerce. Le parlement publie l'acte connu sous le nom d'acte de navigation, par lequel il ordonne que ce soient des vaisseaux anglais qui importent dans l'île les productions étrangères, et qui exportent les siennes; à l'avenir, les vaisseaux des autres nations ne pourront plus apporter en Angleterre que les productions de leur sol et de leur industrie; acte sage et bien-faisant, qui devint le principe vivifiant de la navigation en Angleterre; il créa la marine marchande, qui est devenue la pépinière et l'école de la marine militaire.

L'acte de navigation portait un coup terrible aux Hollandais, qui s'étaient enrichis par le com-

merce de transport, et qui, pourvoyeurs de toutes les nations, faisaient métier de charger et de voiturier les productions de tous les sols et de tous les climats. Cependant cette loi, juste dans son principe, ne pouvait même servir de prétexte à des mesures hostiles contre l'Angleterre. La Hollande, qui craignait la guerre, avait supporté avec tranquillité, quoiqu'en gémissant, les entraves qui arrêtaient ses spéculations mercantiles; mais le parlement et Cromwell voulaient la guerre contre la république des Provinces-Unies. Dorislaus, l'agent des usurpateurs, avait été assassiné en Hollande, et la république avait donné des secours à Charles I, un asile à sa famille; ce furent-là les prétextes de la guerre, que le parlement voulait à tout prix. Le désir d'occuper au dehors l'activité inquiète du peuple, et d'employer à l'agrandissement de l'Angleterre l'énergie redoutable que les guerres civiles avaient développée dans la nation, le besoin de faire de l'argent sans charger le peuple d'impôts, l'espérance de s'enrichir aux dépens des Hollandais, en s'emparant des riches cargaisons de leurs vaisseaux, la perspective de succès brillants, telles étaient les raisons qui déterminèrent le parlement à attaquer la Hollande. Un peuple qui sort des orages d'une révolution

déploie dans les guerres extérieures des talents que les crises politiques peuvent seules développer, et une énergie bien supérieure à son énergie ordinaire. Craignant pour son commerce, la république des Provinces-Unies tâche d'éviter la guerre; mais en vain elle négocie et fait les propositions les plus raisonnables; la

1652. guerre est résolue; elle éclate. Jamais guerre maritime ne fut plus rapide, plus animée, et ne se fit avec plus d'acharnement. Des deux côtés, on put admirer le génie des amiraux et la valeur froide des équipages. Tromp et Ruyter soutiennent l'honneur du pavillon hollandais, et l'élèvent même au plus haut degré de gloire; Blake, Popham, Deane placent la gloire de l'Angleterre au niveau de celle des Provinces-Unies.

1652 Dans l'espace de deux ans, les deux républiques

1654. se livrèrent sept batailles navales, où l'on se disputa la victoire plusieurs jours de suite. Le commerce de la Hollande fit des pertes immenses; les corsaires anglais couvrirent les mers. L'Europe fut étonnée des moyens que développa un état qu'elle croyait épuisé par ses guerres intestines; l'Europe s'était trompée; la marine de l'Angleterre n'avait pas souffert de la guerre civile. A la vérité, elle avait coûté beaucoup d'hommes et d'argent; cependant la



population, qui avait pris des accroissements rapides pendant quarante années de paix, s'était à peine ressentie de cette perte. L'argent qui avait été dépensé durant les guerres civiles avait circulé dans le pays même, et la richesse nationale avait moins souffert de cette déperdition de capitaux qu'elle ne l'aurait fait, si le travail occasionné par la guerre avait été perdu pour l'Angleterre. Après ces orages, il semblait que la nation fût animée d'un nouvel esprit ; elle comptait le mouvement et la gloire au nombre de ses besoins, et paraissait vouloir faire oublier par ses exploits l'espèce de flétrissure que lui avaient imprimée les crimes du parti populaire.

L'époque de la guerre fut celle de l'élévation de Cromwell. Tout était mûr pour l'exécution de ses projets ; le parlement lui-même lui fournit l'occasion de les réaliser dans toute leur étendue. Cette assemblée voyait avec effroi les progrès de la grandeur menaçante de Cromwell ; elle s'apercevait trop tard qu'il fallait que lui ou le parlement succombât, et que ces deux puissances ne pouvaient plus exister ensemble. Mais déjà il n'était plus temps d'engager la lutte contre cet ambitieux avec quelque apparence de succès. Le parlement veut lui ôter l'instrument de son

autorité et de sa gloire, en renvoyant une partie de l'armée, sous prétexte que la guerre maritime absorbe tous les revenus de l'état. Le général, qui voit le coup qu'on lui prépare, ne balance pas à prévenir le parlement. L'armée, qui lui est dévouée, présente une requête pour demander que cette assemblée, qui tyrannise l'Angleterre, prononce elle-même sa dissolution. Elle s'y refuse et déclare qu'elle ne se dissoudra point. Cromwell prévoyait sa résistance; sûr que le parlement est odieux au peuple, et que tous les partis également mécontents de lui applaudiront à sa punition et à sa chute, Cromwell se rend dans l'assemblée avec un petit nombre d'officiers et de soldats, déclare à ces usurpateurs que le Seigneur ne veut plus d'eux, leur reproche leurs crimes, donne la masse qu'on porte devant l'orateur à l'un de ses officiers, dissipe sans effort ces prétendus représentants du peuple, ferme  
30 avril  
1653. la salle, et fait mettre au-dessus de la porte :  
*maison à louer;*

L'Angleterre fut étonnée de la facilité avec laquelle ce pouvoir monstrueux, qui avait détruit la constitution et les lois, fut lui-même brisé; elle admira l'audace heureuse de Cromwell, et lasse de ces maîtres qui la fatiguaient par leur présence, elle se félicita de ce que ceux qui l'a-

vaient asservie, étaient punis par un de leurs complices. Cromwell publia une déclaration pour justifier les mesures vigoureuses qu'il venait de prendre. L'opinion publique avait préparé le succès de cet écrit. On espérait peu de l'avenir, mais on était mécontent du passé ; il suffisait de ce sentiment pour applaudir à la dissolution du long parlement. Malgré cette victoire complète, Cromwell ne se croit pas encore assez fort pour se saisir de l'autorité absolue ; il lui faut encore un point de passage pour arriver au timon du gouvernement ; mais cet état intermédiaire doit être de nature à décréditer aux yeux de la nation les parlements, et à les couvrir de honte et de ridicule. Il choisit une assemblée de cent qua-

24 juill.  
1653.

rante-quatre personnes pour former le souverain de l'Angleterre ; ces hommes, la plupart sans fortune, sans lumières, sans éducation, sont les objets de la dérision publique, et on les nomme le parlement de Barebone, du nom d'un marchand de cuir qui brillait dans les rangs de ce corps législatif. Cette assemblée inepte est effrayée elle-même de ses devoirs et de son incapacité ; pendant plus de cinq mois qu'elle siège, elle ne fait rien d'important ; à la fin, elle se hâte d'arriver au dénouement. On lui avait fait sa leçon ; ces législateurs dociles remirent leur pouvoir

26 déc.  
1653.

entre les mains des officiers de l'armée, et le conseil des officiers nomma Cromwell Protecteur des trois royaumes.

Depuis ce jour jusqu'à sa mort, Cromwell fut roi, sans en porter le titre, ou plutôt il eut un pouvoir bien supérieur à celui des rois d'Angleterre; qui n'avaient jamais été absolus. Le terme nouveau dont on se servait pour exprimer sa dignité, ne réveillait pas des idées nettes et précises; c'est ce qui le fit choisir. Son autorité était illégale et usurpée, mais celle des hommes auxquels il succédait ne l'avait pas été moins. Tous les partis virent son élévation avec plaisir. Les royalistes croyaient que cette monarchie sans dynastie ramènerait la monarchie héréditaire, et en voyant un seul homme à la tête du gouvernement, ils se félicitaient du grand pas qu'ils venaient de faire vers l'ancien ordre de choses. Les indépendants se consolaient avec le mot de république; dans le délire de leurs rêves ou de leurs passions, ils s'imaginaient bonnement que le pouvoir que Cromwell s'était arrogé ne serait que temporaire, et ferait place à un gouvernement démocratique que le protecteur lui-même se hâterait d'organiser, et qu'il ne travaillait qu'à se rendre inutile. Les presbytériens étaient charmés de voir à la tête de l'état un pres-

bytérien zélé. Ceux qui n'étaient d'aucun parti, et c'était le grand nombre, ne voulaient que l'ordre et la paix; le génie et la fermeté de Cromwell leur paraissaient avec raison de meilleurs garants de la tranquillité publique que les passions fougueuses et les intérêts divisés d'une assemblée nombreuse.

Cromwell tâcha d'expier son usurpation par l'usage qu'il fit de son pouvoir. A la tête des armées, il avait paru brave et habile; dans les troubles civils, conspirateur profond; à la tête du gouvernement, il se montra grand administrateur. Sous son protectorat, l'Angleterre fut tranquille, active, florissante dans son intérieur, respectée et redoutée au dehors. Il conclut une paix glorieuse avec les États-Généraux, et leur 1654. ordonna de proscrire le stadthoudérat. Il partagea l'Angleterre en onze gouvernements civils, et créa autant de majors-généraux civils pour gérer toutes les affaires. L'armée pouvait lui devenir redoutable; il lui devait trop pour ne pas la craindre; elle pouvait tourner contre lui la force qui avait assuré ses triomphes et dont il lui avait appris à faire un dangereux usage; la milice fut organisée avec autant de promptitude que de sagesse, afin de servir au besoin de contre-poids à l'influence de l'armée. Pour occuper cette armée

au dehors, et enivrer la nation de gloire, Cromwell voulait la guerre. Le besoin d'argent et l'espérance de faire un butin immense le déterminèrent à rompre avec l'Espagne. Cette guerre était injuste, car l'Espagne n'avait donné aucun sujet de plainte à l'Angleterre; elle n'était pas nécessaire, car dans l'état de décadence où se trouvaient la marine et le commerce de l'Espagne, cette puissance ne pouvait pas menacer ceux de l'Angleterre. C'était la France et sa grandeur croissante que les Anglais devaient observer avec attention, et qui pouvait exciter leur jalousie. Les négociations adroites et la complaisance servile de Mazarin les rassurèrent; l'avidité de Cromwell et sa haine fougueuse contre l'Espagne l'emportèrent sur les maximes d'une saine politique et sur les vrais intérêts de l'Angleterre. Le génie de l'intrépide Blake servit admirablement une cause injuste. Cet homme respectable, républicain par ses opinions, tenait à la vertu par ses principes; à son pays par un patriotisme à toute épreuve. Il haïssait le protecteur, mais il chérissait la gloire de sa patrie, et dans cette guerre, toutes ses entreprises, conduites avec autant d'audace que d'habileté, furent couronnées du succès le plus brillant. La Méditerranée et l'Océan furent les théâtres de ses triomphes; la

flotte espagnole, découragée par ses défaites, n'osait pas se montrer en mer; les richesses de l'Amérique, conduites dans les ports de l'Angleterre, l'étonnaient et l'enrichissaient en même temps. Pendant que Blake s'emparait des galions, Pen et Venables faisaient la conquête de la Jamaïque, et ouvraient à l'Angleterre une source de richesses plus réelles et plus durables. Les forces de l'Angleterre réunies à celles de la France, prenaient Dunkerque et Mardyk; ces villes restèrent au protecteur. La Hollande frémit en voyant l'Angleterre dominer sur les deux bords du canal, mais elle se tut. La France elle-même ouvrait les yeux sur les dangers de l'aveugle soumission, et de la bassesse honteuse de Mazarin; mais ce ministre, intimidé par l'ascendant de Cromwell, oubliait ce qu'il se devait à lui-même et à la monarchie qu'il avait l'honneur de représenter. Sourd à la voix publique qui l'accusait d'avilir le jeune roi Louis XIV, en lui faisant prodiguer les caresses et les prévenances à un usurpateur souillé du sang de son oncle, le cardinal n'écoutait que la crainte, et paraissait sacrifier l'avenir au présent. Cromwell dictait des lois à l'Europe, et les souverains semblaient rivaliser entre eux de déférences et d'humilité. Fier de sa puissance et fort de leur faiblesse, le protecteur leur faisait

sentir tout le poids de ses prétentions; ses projets s'étendaient avec ses succès; déjà il méditait d'acquérir la plus grande partie des Pays-Bas; il voulait s'emparer de Brème et d'Elseneur, pour dominer également dans la mer du Nord et dans la Baltique.

Heureusement pour l'Europe que son rôle fut court, et que l'état intérieur de l'Angleterre partagea son attention et ses forces. Craint de toutes les puissances, il craignait toujours les dispositions du peuple. Il avait dû sa fortune à un mélange unique de lenteur et d'audace, à l'art difficile d'attendre et de saisir le moment décisif, aux fautes et aux rivalités des indépendants et des presbytériens, à ses vices autant qu'à ses grandes qualités, mais surtout à ses victoires et au dévouement de l'armée. Malgré les services que lui rendirent les circonstances, malgré ses talents et sa profonde dissimulation, il ne fût jamais parvenu à cette haute autorité, s'il n'avait pas été général, et général habile et heureux. Élevé au protectorat, il s'y maintint parce qu'il avait pour lui la lassitude du petit peuple qui ne demandait que le repos, la confiance qu'inspiraient à une partie des citoyens son génie et sa fermeté, la crainte que sa vigilance et sa sévérité donnaient aux autres. Il



savait s'attacher l'armée par sa libéralité et ses caresses, prévenir les complots des officiers par de fréquens déplacements, contenir tous les partis les uns par les autres, en leur donnant tour à tour des craintes et des espérances, occuper, éblouir et enrichir la nation par des guerres bien conduites, déjouer les complots des royalistes en corrompant leurs agents, et, en convoquant deux fois le parlement, flatter <sup>1654</sup> les idées favorites de la nation. Cependant ces <sup>1656</sup> assemblées qui devaient simplement ajouter à son pouvoir réel la force de l'opinion, et abriter son despotisme derrière des formes légales, furent moins dociles qu'il ne l'avait espéré, et eurent le courage de menacer son autorité. Il n'avait eu d'autre parti à prendre que celui de les dissoudre avant qu'elles eussent pris assez de consistance pour rendre leur dissolution impossible. Le second parlement, changeant la constitution, avait donné à Cromwell le droit de créer une nouvelle chambre haute, et de désigner lui-même son successeur; mais il avait bientôt perdu la majorité dans cette assemblée, et pour se dérober au danger, il s'était vu forcé d'avoir recours à la même mesure, et de le dissoudre. Ces deux essais malheureux lui avaient fait changer de système, et depuis il ne s'était

plus exposé au même péril. Mais s'il avait vécu plus long-temps, il n'aurait probablement pas échappé aux conspirations toujours renaissantes; elles s'étaient tellement multipliées dans les derniers temps de sa vie, que sa défiance en était devenue plus sombre et ses précautions plus nombreuses; elles trahissaient ses craintes sans diminuer ses dangers, et elles faisaient son malheur sans faire sa sûreté.

Avant de régner, Cromwell avait eu de l'indifférence pour la vie, et l'avait exposée souvent dans les combats. Parvenu au rang suprême, il devint pusillanime, et oublia que, sur un trône usurpé, l'indifférence pour la vie est le seul moyen de la conserver. Au milieu de ses inquiétudes et de ses craintes, qui prouvaient, jugeaient et punissaient ses crimes, la maladie, qu'il ne craignait pas, le surprit, et la mort l'enleva, au moment où son rôle tendait à sa fin. Celui qui avait fait mourir son roi sur l'échafaud, mourut entouré des siens dans son lit; autour de lui tout était tranquille, mais l'agitation était intérieure, le supplice invisible et secret; tandis qu'au milieu des vociférations de la haine et du tumulte des passions les plus sanguinaires, l'âme de Charles, étrangère à tout ce qui se passait hors d'elle, était calme, sereine et pure.

En mourant, Cromwell avait nommé son fils Richard pour son successeur. Il avait eu l'idée de lui préférer le général Fletwood, son gendre, mais les instances et les sollicitations de sa femme l'emportèrent sur ses répugnances, et l'acte qui conférait le protectorat à Fletwood fut annulé. Fermé aux sentiments de la nature, tout entier à son ambition et à sa gloire personnelle, Cromwell n'attachait pas un grand prix à conserver sa dignité dans sa famille. D'ailleurs, il connaissait trop bien les dispositions du peuple et les projets de tous les partis, pour ne pas prévoir les agitations auxquelles l'Angleterre serait exposée après sa mort, et les qualités de son fils, qu'il appréciait à leur juste valeur, n'étaient pas de nature à prévenir ou à conjurer les troubles. Richard succéda à son père sans le remplacer. Il ne lui ressemblait ni pour le bien ni pour le mal; son esprit était médiocre, son caractère sans énergie; ses moyens étaient bornés, ses désirs l'étaient aussi. Étranger aux affaires, dont son père l'avait éloigné, inconnu aux troupes, objet de la jalousie des généraux, dépourvu de toute espèce de titres à l'administration, c'était un homme doux, honnête, modeste, indifférent à sa place, parce qu'il sentait qu'il était au-dessous d'elle; incapable

de rien hasarder pour la défendre, il préférait l'obscurité à l'éclat, et la tranquillité à l'action. D'abord après la mort de Cromwell, il fut proclamé par le conseil-privé, et reconnu par les armées et par les généraux. De tous côtés arrivaient des adresses de félicitation. Les différents partis n'avaient pas encore eu le temps de se reconnaître, et de concerter leurs mesures, ou plutôt chacun espérait de dominer, et attendait les événements. Les royalistes avaient vu avec plaisir l'établissement du protectorat qui concentrait le pouvoir dans une seule main; mais ils ne l'avaient jamais regardé que comme un point de passage de la république à la monarchie, et ils croyaient que le moment était venu de substituer le roi légitime à un protecteur faible et mal affermi. Les indépendants comptaient se venger, sur le fils de Cromwell, des tromperies du père, et organiser la liberté politique conformément à leurs principes. Les presbytériens se flattaient qu'en se rapprochant des royalistes, ils préviendraient les triomphes des indépendants, et obtiendraient à la fois la monarchie limitée et l'abolition de l'épiscopat. L'armée était en grande partie composée d'indépendants. Il était facile de prévoir que ce serait encore la force armée qui déciderait du sort de

l'Angleterre; que les généraux qui avaient été contenus par l'ascendant de Cromwell; se disputeraient la première place, et qu'elle resterait au plus liabile ou au plus heureux.

Richard s'étant laissé entraîner à faire à son père des funérailles magnifiques, contracta des 1659. dettes, et se trouva sans argent et sans crédit. Sa pénurie et la nécessité de se faire confirmer dans sa place, le déterminèrent à convoquer un parlement; les deux chambres s'assemblèrent; elles étaient composées de gens qui devaient uniquement à la guerre leur élévation et leur fortune. Les amis de Richard voulurent le faire reconnaître formellement; mais ils s'aperçurent bientôt que le pouvoir de l'armée l'emportait sur tous les autres, et que le nouveau protecteur était peu considéré des troupes. Les officiers formèrent des projets contre lui; Fletwood, son beau-frère, et Desborough, son oncle, étaient à la tête des mécontents: ils avaient découvert, ce qu'ils pouvaient naturellement soupçonner, que le protecteur travaillait à se rendre maître de l'armée, et ils résolurent de prévenir ses démarches. Les officiers dressent une requête qu'on présente à Richard et au parlement, et qui tend à prévenir dans l'armée les destitutions arbitraires. L'assemblée et le

protecteur la rejettent. Les officiers le forcent à dissoudre ce parlement peu docile à leurs vœux, et bientôt ils cassent le protecteur lui-même. Sans opposer la moindre résistance à leurs volontés, Richard résigne sa place, et court ensevelir dans l'obscurité de la vie privée, sa philosophie suivant les uns, sa lâcheté suivant les autres, et, dans le fait, le sentiment de sa nullité.

22 avril  
1659.

Le parlement dissous et le protecteur congédié, toute l'autorité fut de nouveau entre les mains des officiers; ils renvoyèrent divers colonels dont les sentiments leur étaient suspects, choisirent Fletwood pour leur général, et rétablirent dans sa place Lambert que Cromwell avait fait arrêter. Fletwood manquait des qualités nécessaires à un chef de parti; il n'avait qu'un génie étroit, du courage sans résolution, et une ambition médiocre qui ne lui donnait aussi qu'une activité commune. Lambert était plus entreprenant et plus dangereux; il gouvernait Fletwood, à peu près comme Cromwell avait gouverné Fairfax. Indépendamment prononcé, beaucoup plus par politique que par principes, il aurait voulu se servir de l'armée pour arriver au protectorat. Il ne manquait ni d'audace ni de fermeté, et peut-être aurait-il pu jouer le rôle de Cromwell s'il n'était pas venu

après lui. Mais les ressorts que ce fourbe heureux avait employés étaient usés par l'usage même qu'il en avait fait, et ses artifices étaient décrédités parce qu'ils étaient connus; en suivant sa marche oblique, on ne pouvait plus tromper personne; les passions dont Cromwell avait habilement profité, étaient guéries de leur aveuglement; le fanatisme n'existait plus, et Lambert avait des rivaux vigilants et des concurrents redoutables.

Cependant l'armée était indécise et flottante; elle savait bien ce qu'elle ne voulait pas, mais elle ne savait pas aussi distinctement ce qu'elle devait vouloir. Elle redoutait un maître, mais elle avait besoin de l'existence d'un corps qui donnât au gouvernement un extérieur légal, et sous le nom duquel elle pût cacher et exercer toute son influence. Il fut résolu dans le conseil des officiers, de convoquer de nouveau le Rump-parliament qui avait été mutilé, et ensuite entièrement dispersé par Cromwell. Il s'assembla sous la présidence de Lenthal, son ancien orateur. L'armée avait espéré de trouver dans cette assemblée, qui lui devait son existence, une complaisance sans bornes; mais Vane, Haslerig, Scott, Solvens, qui en avaient toujours été les chefs, et qui le restèrent dans cette seconde épo-

que de son existence, n'étaient pas des hommes flexibles ni complaisants. Le parlement sentit bientôt que les prétentions de l'armée étaient excessives et intolérables, qu'il n'avait été appelé que pour servir de masque à un gouvernement militaire; son propre intérêt, et l'intérêt de l'Angleterre, ne lui permettaient pas de se prêter aux vucs des officiers, et d'assurer l'établissement du plus terrible et du plus odieux des despotismes; et bientôt, par des mesures vigoureuses, il annonça aux officiers qu'ils ne trouveraient pas en lui un simple instrument; que c'était à eux à obéir, et à lui à gouverner. La requête qu'ils lui présentèrent, et dans laquelle ils lui donnaient des ordres déguisés sous le nom de propositions, fut renvoyée à un comité. Au lieu de payer les dettes de Richard Cromwell, comme les officiers le demandaient, le parlement se contenta de lui assigner deux mille livres sterling de pension; Fletwood fut confirmé dans le commandement, mais seulement pour un an; beaucoup d'officiers furent congédiés, et des hommes dévoués au parlement mis à leur place. Les chefs de l'armée, inquiets des entreprises d'un corps dont ils s'étaient crus sûrs, présentèrent une nouvelle adresse, plus forte et plus menaçante que la première, dans



laquelle ils exposaient leurs griefs, et en demandaient le redressement. Le parlement eut le courage de leur répondre que leurs plaintes étaient mal fondées, et qu'il ne devait ni ne voulait leur rendre compte de sa conduite. Cette lutte ne pouvait pas durer; il fallait vaincre, ou céder à la force. Avant de se soumettre, l'armée résolut de faire une nouvelle tentative pour s'emparer de l'autorité. Lambert marche à Londres avec ses troupes : en vain le conseil d'état fait venir deux régiments pour servir de garde au corps législatif; ces moyens de défense sont insuffisants; l'armée de Lambert entre dans la capitale, s'empare des avenues du parlement, arrête l'orateur et les autres membres, à mesure qu'ils se présentent, et ne permet pas que l'assemblée se forme. Le grand conseil des officiers, se regardant comme le véritable souverain, crée un comité de dix personnes, qu'il intitule comité de sûreté générale, et qu'il investit de tous les pouvoirs du gouvernement. Ainsi, pour la seconde fois, s'opère une révolution militaire; la force armée dicte les lois et brise toutes les résistances légales; l'Angleterre retombe sous le despotisme des soldats; et, comme aucun général ne domine les autres par la supériorité de son génie, et ne réunit tous les titres de Crom-

well; les ambitieux se disputeront le pouvoir, et l'Angleterre souffrira toutes les horreurs de l'anarchie et du despotisme.

Cette nouvelle violence, qui menaçait l'état des plus grands malheurs, réveilla la nation, et l'excès du mal en prépara le remède. Depuis long-temps l'opinion publique, éclairée par les événements, avait changé de nature, et mûri dans le silence. Les bons esprits s'étaient demandé ce que l'Angleterre avait gagné à ce bouleversement général, et ils avaient reconnu qu'au prix de tant de sang on n'avait fait que substituer le règne de la force à celui des lois, et que bien loin de bannir l'arbitraire de la constitution, on l'avait placé sur le trône. Les classes ouvrières du peuple, qui sentent plus qu'elles ne raisonnent, et qui jugent de la nature de l'administration par ses effets, ne pouvaient se persuader qu'un régime sous lequel les impôts étaient plus considérables et plus mal répartis qu'ils ne l'avaient été, et qui exposait perpétuellement l'état à de nouveaux troubles, pût valoir mieux que le régime qui avait été aboli. Tous les partis ayant été également trompés et asservis par Cromwell, avaient également ouvert les yeux, et avaient déploré en secret leurs erreurs et les succès de cet ambitieux. Tout

qu'il avait vécu, le mécontentement avait été sourd, et l'opinion intimidée n'avait pas osé se prononcer avec force; mais les regrets du passé, les plaintes du présent et les anciennes idées avaient circulé en secret, et s'étaient répandues dans toutes les classes. Après sa mort, les royalistes furent les premiers à annoncer leurs espérances. L'abdication forcée de Richard et les dernières violences de Lambert firent sentir à la nation ce qu'elle avait à craindre de l'avenir, et tous ceux qui ne se souciaient pas de gouverner, mais qui demandaient de la sûreté et du repos, la grande majorité de la nation, voulaient le rétablissement de la monarchie. Les derniers événements prouvaient, avec une évidence irrésistible, que, tant que la première place ne serait pas occupée d'une manière fixe et invariable, l'Angleterre appartiendrait au plus audacieux; qu'elle courrait toutes les chances des mauvais choix, et, de plus, celles de l'anarchie, et que les ambitions, toujours allumées par une grande espérance, perpétueraient les troubles ou du moins la crainte des troubles dans tous les esprits. Il n'y avait d'autre moyen de prévenir la prolongation de cet état de crise, que de rétablir le gouvernement dans sa forme primitive, de rendre la monarchie à la dynastie

des Stuarts, et d'opposer de nouveau la barrière de l'hérédité à l'activité dévorante des passions. Les caractères brillants de l'administration de Cromwell tenaient à ses qualités personnelles, et surtout à l'esprit monarchique de son régime; ce qu'il y avait de bon dans son gouvernement, résultait de ce qu'il était roi sans en porter le titre; ce qu'il y avait eu de mauvais, ses soupçons, ses précautions tyranniques, ses mesures oppressives, les conspirations toujours renaissantes, et les alarmes générales qu'elles répandaient, était venu de ce que son autorité, illégale dans son principe, était précaire et incertaine dans sa durée. Tous ceux qui convoitaient sa place, conspiraient contre sa vie, ou attendaient son trépas avec impatience; ceux qui voulaient avant tout la tranquillité publique, redoutaient sa mort, parce qu'elle devait nécessairement amener de nouvelles convulsions. Ces observations et ces idées, aussi simples que frappantes, étaient devenues l'opinion publique; elles formaient la conscience nationale, et la monarchie était déjà rétablie dans tous les cœurs avant de l'être en effet.

Les presbytériens, qui avaient toujours formé le parti le plus nombreux, et qui avaient le plus souffert dans la révolution, résolurent de se coa-

liser avec les royalistes, et de rappeler Charles II.

Ils craignaient la domination et le triomphe des indépendants presque à l'égal de ceux de l'armée. Ils espéraient vaguement, par les services qu'ils allaient rendre au trône, obtenir ce qu'ils n'avaient pu avoir par la force; leurs prétentions avaient baissé; leur fanatisme n'était plus même de l'enthousiasme; l'expérience et la réflexion les avaient conduits à des idées modérées, et, en se rapprochant des royalistes, ils étaient sûrs d'avoir pour eux la masse de la nation, étrangère à toute espèce de parti, et qui voulait la fin de la révolution, parce qu'elle avait besoin d'un ordre de choses fixe et stable, pour se livrer entièrement à ses travaux.

Même avant que les partis eussent dévoilé l'un à l'autre leurs vues secrètes, et qu'ils eussent entamé des négociations, ils étaient d'accord et voulaient la même chose, sans s'être encore concertés sur les moyens de la faire réussir. Elle était d'une exécution facile: il ne s'agissait pas de créer une constitution nouvelle, sujet interminable d'incertitudes et de divisions, mais de rétablir les anciennes lois politiques, telles qu'elles avaient existé avant la convocation du long parlement, et en y apportant les modifications que les circonstances indiquaient. Cette

constitution offrait à ceux qui craignaient le despotisme royal, et à ceux qui redoutaient le despotisme populaire, une garantie, non parfaite, non inviolable, mais suffisante pour assurer l'ordre social. Il ne s'agissait pas de faire reprendre au peuple les habitudes d'obéissance que les guerres civiles lui avaient fait perdre; Cromwell les lui avait déjà rendues. Comme il y avait en peu de confiscations en Angleterre, et qu'il n'y avait pas eu de revirement général des fortunes, les propriétaires, toujours amis de l'ordre quand ils ne doivent pas leurs propriétés au désordre, bien loin de s'opposer au retour du roi et au triomphe de son parti, devaient le favoriser. L'état n'était pas endetté; les impôts se payaient régulièrement; la machine de l'administration toute montée n'avait besoin que d'être placée pour toujours sous la même main. L'orgueil national ne pouvait pas empêcher les Anglais de revenir au régime qu'ils avaient aboli; comme aucune force étrangère ne les menaçait, ils ne cédaient qu'à leur propre conviction, et faisaient preuve de liberté, en rétablissant le roi légitime. Cette restauration prouvait que leur conviction avait changé, et, en prenant cette mesure, ils convenaient de leurs erreurs passées; mais cette nation, de tout temps plus fière que vaine, ne

croyait pas se déshonorer en se condamnant elle-même au tribunal de sa propre raison. On ne pouvait donc pas présumer que la restauration de la monarchie pût rencontrer de grands obstacles : l'opinion générale était pour elle ; le peuple tout entier la voulait, à l'exception de ceux qui avaient gagné ou qui espéraient de gagner aux révolutions ; ils comptaient à peine dans l'immense majorité de la nation. Mais il s'agissait de triompher de la résistance de l'armée, qui était sous les ordres de Fletwood et de Lambert. Pour cet effet, il fallait qu'une partie des troupes et un général considéré se déclarassent contre le reste de l'armée ; il le fallait encore pour que les presbytériens et les royalistes eussent un chef commun et un ralliement ; Monck se présenta, et la contre-révolution éclata.

Cet homme, qui a eu le bonheur de rencontrer des circonstances heureuses et de paraître dans un moment décisif, doit au hasard des événements, et à la reconnaissance du parti qu'il a servi, une réputation bien supérieure à son mérite : il fut moins l'auteur de la restauration du trône, qu'il ne fut l'organe et l'agent du vœu national qui le rétablit. George Monck était né dans le Devonshire ; il avait de bonne heure embrassé le parti des armes ; dans les commen-

cements de la guerre civile, il épousa avec ardeur la cause du roi, et la valeur qu'il montra dans plusieurs occasions lui attira de la part du monarque des distinctions flatteuses. Fait prisonnier par Fairfax, dans la guerre d'Irlande, il avait été enfermé dans la Tour de Londres. Pour se procurer la liberté, il s'attacha au parlement, et combattit pour lui en Irlande et en Écosse. Dans ce dernier royaume, il servit sous Cromwell, et contribua beaucoup au gain de la bataille de Dunbar. Lorsque l'Écosse fut soumise, Cromwell confia à Monck le commandement des troupes qui devaient contenir les partisans du roi et assurer la tranquillité du pays. Devenu protecteur, il lui donna des preuves de confiance et d'estime : il paraît qu'il lui croyait la mesure de talents nécessaire pour être utile au parti, et non celle qu'il eût fallu pour être dangereux. Cependant les amis de Monck ont prétendu que déjà, dans ce temps, il entretenait des intelligences avec les royalistes, et que le protecteur commençait, sur la fin de sa vie, à le soupçonner et à le craindre.

Après la mort de Cromwell, Monck, sûr de son armée, qu'il avait eu le temps de connaître et l'art de s'attacher, sentit que le moment favorisait les projets ambitieux, que les généraux



allaient se disputer l'Angleterre, et que lui-même pouvait devenir un personnage important. Sa haine et sa jalousie personnelle contre Lambert l'auraient empêché de se joindre à lui, quand même la différence de leurs principes et de leurs vues le lui aurait permis. Monck était ambitieux; mais il avait moins l'ambition du pouvoir et de la gloire, que celle de la considération et des places : brave, adroit, rusé, maître de son secret et de ses mouvements, il ne manquait pas de moyens pour jouer un rôle dans les troubles civils, mais il n'avait pas la supériorité de génie et de caractère qu'il fallait pour maîtriser les passions et les intérêts de ses rivaux, pour s'emparer de l'autorité suprême et la conserver. Il avait assez de jugement et d'esprit pour le sentir, et, bien plus que ses principes, cette juste appréciation de lui-même le décida pour le roi. La direction de l'opinion publique le confirma dans cette résolution : il savait qu'en suivant le courant du vœu national, il pourrait être porté en avant, mais que jamais il ne serait assez fort pour le rompre, et pour arriver au but en marchant en sens contraire. Dans les premiers temps qui suivirent la mort de Cromwell, Monck déguisa ses sentiments et cacha ses intentions, car il ne paraît

pas que son plan fût déjà formé; il reconnut Richard; il parut respecter l'autorité du Rump-parliament que les officiers avaient convoqué; mais, lorsqu'ils eurent détruit leur propre ouvrage et qu'ils eurent organisé le comité de sûreté générale, Monck résolut d'élever puissance contre puissance, et d'employer la force armée qui était en Écosse, à réprimer et à punir celle qui tyrannisait l'Angleterre.

Ce fut dans ce moment que les membres du parlement qui avait été dissous engagèrent Monck à se déclarer pour cette assemblée, et que les émissaires du roi lui firent des propositions et des promesses. Monck n'avait pas encore une marche bien arrêtée, et, pour se déterminer, il attendait les conjonctures; mais il était résolu de servir Charles, et il sentait que le vrai moyen était d'épouser la cause du parlement presbytérien. Il avait douze mille hommes en Écosse; il en laissa six pour garder le royaume, et se mit en marche avec le reste, dissimulant ses vues secrètes, et n'annonçant que le désir de rétablir l'autorité du parlement et de mettre fin à la tyrannie de l'armée. Lambert, supérieur en cavalerie, plus faible en infanterie, s'avance à sa rencontre. Fairfax sort de sa retraite, pour seconder Monck de son crédit et

de ses conseils. Lambert est battu , fait prisonnier , et envoyé à la Tour. Monck continue sa marche. De toutes parts arrivent des adresses qui demandent que le parlement soit rétabli , et que les membres qui en ont été exclus à différentes époques , pendant les guerres civiles , soient réintégrés dans leurs places ; ce vœu général forme l'opinion de Monck , et devient son guide. Les membres qui avaient été exclus , étaient des presbytériens ; les presbytériens veulent le rétablissement du trône , et négocient avec le roi ; leur rendre leur influence , c'était préparer la restauration de la monarchie. Monck arrive à Londres ; il demande que les troupes qui s'y trouvent cèdent la place aux siennes ; il est obéi : il refuse de prêter le serment d'abjuration des Stuarts , et demande que le parlement fasse rentrer dans son sein tous les membres qui en avaient été expulsés. Le parlement veut lui ôter l'appui de la ville de Londres , et , en effet , Monck , irrité du refus qu'elle fait de payer les impôts , se brouille un moment avec elle ; mais il sent bientôt la faute qu'il a faite , et , regagnant son crédit dans le conseil de la commune de Londres , par des soumissions flatteuses , il ordonne au parlement de se dissoudre lui-même , et d'en convoquer un nouveau. Char-

les envoie à Monck le chevalier Grenville, et ils conviennent ensemble du mode et des conditions du rétablissement de la monarchie. Le nouveau parlement s'assemble selon les anciennes formes; les royalistes et ceux des presbytériens qui tendent au même but et qui veulent les mêmes mesures, y ont une prépondérance décidée. Charles députe Grenville à cette assemblée, et lui adresse une lettre dans laquelle il promet tout ce qui peut décider ceux qui sont encore irrésolus, et confirmer les autres dans son parti. La flotte, sous les ordres de Montague, se déclare pour lui; il envoie à Monck une commission de général, et publie une déclaration qui assure une amnistie générale à tous les coupables, sans aucune autre exception que celles que le parlement lui-même voudrait faire. Il écrit à la ville de Londres dont il connaît l'influence; il caresse son orgueil et flatte son intérêt propre, en lui promettant d'étendre et de favoriser son commerce. Le parlement n'impose au roi d'autre condition que celle d'être fidèle à la religion protestante, et de respecter les lois du royaume. Charles y souscrit sans peine, se hâte d'arriver à Douvres, et débarque sur cette terre long-temps agitée, au milieu des applaudissements d'un peuple im-

mai  
1660.

mense qui s'empresse à saluer et à bénir son roi, et qui, par les signes et les transports de sa joie, voulant effacer le passé, énonce à la fin librement le vœu national, et, par ses espérances mêmes, impose à Charles de grandes obligations.

Comme la mer rentre dans ses limites, après avoir été soulevée par la tempête, les nations agitées reviennent à leurs premières formes, après les commotions politiques. Le retour à l'ancien ordre de choses paraît aussi invraisemblable que l'avait été le renversement des anciennes lois. On n'avait pas cru qu'une révolution fût possible; les esprits, frappés de terreur, ne croient pas à sa fin, et la renaissance du calme étonne presque autant que l'avait fait l'orage. Dans le premier cas, on comptait trop sur la force des habitudes; dans le second, on compte trop peu sur la force des choses. Après avoir passé par l'anarchie démocratique, l'Angleterre, fatiguée de ses excès, s'était reposée sous le sceptre de fer d'un usurpateur. Mais ce repos, chèrement acheté, n'était que précaire, illusoire et passager; l'Angleterre ne pouvait trouver d'asyle et de sûreté que dans la monarchie héréditaire qu'elle avait détruite; elle revint au point d'où elle était partie, et la ty-

rannie de Cromwell ne fut qu'un état de passage. La nation ne gagna aux longues et sanglantes erreurs dont elle fut la victime, que des souvenirs amers, de cruels regrets et un remords qui pèse encore sur la contrée. Elle ne parvint pas encore alors à réformer sa constitution et à perfectionner ses lois politiques, en déterminant avec plus de précision, et en circonscrivant avec plus d'art les droits du parlement et ceux du prince. Une impatience bien naturelle l'empêcha d'imposer à Charles des conditions et des limites utiles. On croyait que l'école du malheur les rendrait superflues, et que les souvenirs du roi, en tiendraient lieu. Ainsi, dans les révolutions violentes où la force, qui n'a rien de commun avec la raison, doit amener son règne, on commence par dépasser la liberté, et l'on se punit ensuite soi-même de cette erreur, en se rejetant en arrière. L'Angleterre, lasse de ses agitations, rappelle son roi légitime; et comme la lassitude ne prévoit, ne combine et ne calcule rien, le parlement commet la grande faute de ne pas lier le roi par une capitulation. Dans les premières années du règne de Charles, sous le ministère du vertueux Clarendon, on ne s'aperçut pas encore des conséquences funestes de cette confiance aveugle et

précipitée. Le commerce, la richesse, la puissance navale de l'Angleterre, firent des progrès rapides; on peut même dire que depuis lors leur marche a toujours été progressive, et que les forces de cette île célèbre ont tour à tour menacé et soutenu l'équilibre. Le faux système que Charles suivit, en s'attachant à la France, et en servant l'ambition de l'ennemie naturelle de son royaume, n'empêcha pas les développemens de la puissance de l'Angleterre; et l'énergie de la nation, secondée par les événemens, répara les fautes du roi. Lors du rétablissement de la monarchie, le danger et le remède étaient encore éloignés. La France avait été agitée comme l'Angleterre; elle sortait des troubles d'une longue minorité; jetons un coup d'œil sur ces troubles qui ont influé sur la politique extérieure de la France, et sur l'esprit du règne de Louis XIV.

## CHAPITRE XIV.

Troubles en France. État du royaume dans les premières années de la régence, Anne d'Autriche. Mazarin. Occasion des troubles. Le cardinal de Retz. Premier soulèvement du peuple.

IL y a des séries d'événements qui étonnent par des raisons opposées, pour peu qu'on rapproche le dénouement de l'ouverture de la pièce, et les derniers actes des premiers. Tantôt ce sont des causes en apparence petites et insignifiantes qui ont produit des révolutions totales; tantôt ce sont des symptômes menaçants et de grands mouvements qui n'amènent que de petits résultats. Ces contrastes de faits sont aussi utiles dans l'histoire, que les paradoxes d'opinions le sont dans la philosophie; ils piquent la curiosité et réveillent l'attention; mais les uns et les autres disparaissent aussitôt que l'on envisage les faits dans toute leur étendue, ou les idées sous toutes leurs faces. Dès lors, la disproportion cesse, et, dans l'ordre moral comme dans l'ordre physique, la nature, fidèle



à la loi de continuité, fait ressembler les effets aux causes.

Les guerres civiles d'Angleterre offrent un contraste du premier ordre, et les guerres de la France un contraste du second. Rien de moins grave et de moins alarmant dans leur principe que les brouilleries du parlement d'Angleterre avec Charles I, et elles se terminèrent par la mort du roi et la destruction de la monarchie. Rien de plus menaçant que les premiers troubles de Paris; ils paraissaient présager la dissolution de l'état, et ils n'avaient d'autre objet qu'un seul individu contre lequel tout semblait se conjurer, et qui sortit du sein des orages avec toute sa puissance et tout son crédit.

En général, il est difficile de trouver des événements du même genre, qui se soient passés à la même époque, et qui diffèrent plus les uns des autres, que les discordes civiles de l'Angleterre et celles de la France. En passant d'un tableau à l'autre, on croit passer d'une tragédie sanglante à une pièce de la foire; et si de grands noms ne soutenaient l'intérêt, et si l'épée n'avait pas été tirée dans ces querelles du parlement et de Mazarin, on croirait lire une parodie, en lisant l'histoire de ces troubles. On y voit toute la nation en mouvement, non pour reve-

nir à sa constitution primitive ou pour perfectionner ses lois politiques, mais pour chasser du ministère un homme méprisé et odieux. Les chefs des mécontents ne suivent pas une marche uniforme, réfléchie, méthodique; mais ils changent sans cesse de mesures, d'opinion, et même de parti. Ces commotions politiques ressemblent plutôt à des fêtes populaires et à des spectacles qu'à des scènes de révolution; la gaulerie et l'amour se mêlent aux émeutes et aux combats; à la place des prédicateurs sombres et austères qui enflamment les esprits en Angleterre, des femmes brillantes et aimables sont en France l'ame des factions; elles enlèvent ou donnent des partisans à la cour ou au peuple, arment et désarment à leur gré les rebelles. Le fanatisme est le ressort principal des événements dont l'Angleterre a été le théâtre; en France, le ridicule est l'arme favorite que tous les partis emploient à l'envi l'un contre l'autre. Au lieu du silence farouche des passions qui, en Angleterre, n'est jamais interrompu que par de longues harangues et des pamphlets chargés d'érudition et de mauvais goût, on fait en France plus de chansons que de discours; on rencontre plus d'anecdotes plaisantes que d'actions marquantes; on se sert en même temps de l'épi-

gramme et de l'épée; avec des traits plus dangereux volent le bon mot et la saillie, et les partis se moquent d'eux-mêmes presque avec autant de bonne foi et de plaisir que de leurs adversaires.

Nous avons vu que la révolution d'Angleterre fut plutôt amenée par les choses que par les personnes; que, pour l'expliquer, il faut en chercher le principe à une grande profondeur, dans la nature même de la constitution, dans l'esprit des différentes sectes religieuses, et dans la marche générale du développement national; les causes préparatoires et éloignées y ont eu une grande influence sur les événements. Les troubles civils de la France tiennent moins aux choses, et dépendent presque uniquement des personnes; quand on connaît le caractère, les passions, et surtout les intérêts particuliers de tous ceux qui y jouèrent un rôle, on a la clef de tous les phénomènes qu'ils offrent, et on peut se rendre raison de ce qu'il ne sont pas devenus plus graves ni plus importants.

La paix de Westphalie était conclue; la France 1648. avait déployé, dans les négociations, un grand ascendant, et elle avait acquis des avantages précieux qui augmentaient sa force réelle et sa force d'opinion. Mazarin avait eu la gloire de

terminer une guerre désastreuse qui paraissait interminable, et de recueillir le fruit de la politique profonde de Richelieu, dont il avait suivi fidèlement le système. Mais il n'avait pas accordé à la France le bienfait d'une paix générale; la guerre avec l'Espagne durait toujours. On a accusé cette puissance de s'être refusée à la paix, dans l'espérance de profiter des troubles de la France, pour obtenir des conditions plus avantageuses. C'était bien plutôt Mazarin qui avait espéré dicter la loi à l'Espagne, du moment où il l'aurait isolée des autres puissances, et où elle resterait seule chargée du fardeau de la guerre; peut-être avait-il aussi voulu occuper au dehors l'ambition inquiète des grands et l'activité du peuple, mais il se trompa; ce furent la guerre contre l'Espagne et les impôts qu'elle occasionna, qui amenèrent les troubles qu'il voulait prévenir.

- 1643 Les premières années de la régence d'Anne  
1648. d'Autriche avaient été tranquilles et heureuses. Sous le sceptre de l'inflexible Richelien, la crainte avait été le sentiment dominant des Français; la tristesse régnait à la cour et dans toutes les classes de la nation; le peuple le plus gai, le plus confiant, le plus ami du plaisir, était devenu morne, réservé, silencieux; le mi-

nistre épiait et découvrait tout, condamnait tout avec sévérité, et punissait tout avec rigueur. Anne d'Autriche elle-même, toujours surveillée de près, avait vécu dans un état de contrainte habituelle, partagée entre l'ennui que lui inspirait son mélancolique époux, et la terreur que lui donnaient la jalousie et la défiance du ministre. Après la mort de Louis XIII, elle tâcha de se dédommager de cette contrainte, en multipliant à sa cour les fêtes et les divertissements. Son exemple fut suivi; la gaieté nationale reprit son empire; les anciennes habitudes reparurent; elles avaient été plutôt contrariées que détruites, et le peuple oublia, au sein de la joie et du plaisir, le fardeau des impositions qui pesaient sur son industrie et sur son travail.

Mais il était facile de sentir que, tout en se relâchant de la sévérité de Richelieu, il fallait gouverner avec autant de fermeté que de justice un peuple vif et spirituel, raisonneur et malin, qui ne cède qu'à la crainte ou à l'admiration, et qui se défend toujours de l'une et de l'autre. Malgré les moyens violents dont Richelieu s'était servi pour établir l'autorité royale sur des bases solides, c'étaient les qualités personnelles du ministre, bien plus que les formes qu'il avait introduites, qui avaient forcé à l'obéissance. Les

puissances dans l'état qui menaçaient l'autorité du souverain, avaient été contenues, et même affaiblies; mais elles existaient toujours; elles avaient conservé des souvenirs dangereux, et assez de forces pour entraver la marche du gouvernement. Les grands avaient plutôt été humiliés qu'abattus, intimidés que soumis. Durant l'administration de Richelieu, les parlements n'avaient pas osé dépasser la limite de leurs droits et de leurs devoirs. Dans les idées du ministre, ils devaient se borner à publier et à exécuter les lois, sans les examiner, les juger ni les contrôler; mais ces corps avaient laissé dormir leurs prétentions sans y renoncer; la considération que le peuple avait pour eux, le nombre et les lumières de ceux qui les composaient, le relief que leur avait donné l'acte par lequel ils avaient annulé le testament de Louis XIII, tout devait faire craindre qu'ils n'essayassent de s'ériger de nouveau en juges et en censeurs du roi. Le peuple de Paris pouvait facilement passer de la liberté à la licence, et les magistrats de la ville employer cette multitude inflammable, avide de pain et de spectacle, d'argent et de mouvement, et resserrée dans un espace étroit, pour appuyer des remontrances ou des demandes déplacées. A la vérité, ni les

grands, ni les parlements, ni le conseil de la ville n'avaient le droit de diriger, d'arrêter ou de contre-balancer l'action du gouvernement; mais ils pouvaient facilement s'arroger une autorité d'autant plus dangereuse qu'elle serait illégale. Il fallait nécessairement une main habile et exercée, à-la-fois douce et forte, pour conduire la nation; il ne suffisait pas de se faire craindre, il fallait encore se faire estimer; l'estime et la crainte sont des ressorts insuffisants dès qu'ils sont isolés; et, chez le peuple français plus que chez les autres, leur union assure seule leur activité.

Anne d'Autriche et Mazarin, son ministre et son favori, manquaient précisément des qualités nécessaires pour substituer au régime de la terreur le règne de la fermeté et de la justice. Les régences sont presque toujours des époques de faiblesse, parce qu'elles sont un état temporaire, et qu'elles donnent aux ambitieux beaucoup d'espérances et peu de craintes. Anne n'était pas propre à prévenir ou à corriger les imperfections de cet ordre de choses. Jalouse de plaire et avide d'encens, on pouvait tout obtenir d'elle en faisant l'éloge de sa beauté et de ses charmes. Naturellement gaie, et d'autant plus passionnée pour les plaisirs qu'elle les

avait moins connus, elle craignait le travail et l'ennui des affaires. Elle ne manquait pas d'esprit, mais elle manquait de lumières; et son ignorance l'obligeait à croire les autres sur parole, et à s'abandonner à leur jugement. Plutôt opiniâtre que ferme, elle ne savait ni résister à propos, ni céder de bonne grace; bonne mais emportée, affable mais fière, elle laissait passer toute son autorité à ses ministres, et cependant elle haïssait toute espèce de résistance. Dans les moments décisifs elle a quelquefois montré de la résolution; mais, hors de là, elle n'avait point de volonté, et le peuple, qui connaissait sa faiblesse, ne voyait en elle qu'une femme vaine, frivole, libérale jusqu'à la prodigalité, et ne lui pardonnait pas d'avoir donné toute sa confiance à un étranger.

C'était là le premier et le plus grand grief de la nation contre le cardinal Mazarin. Son rang et son pouvoir blessaient la vanité et l'orgueil de la nation; eût-il fait le plus bel usage de l'un et de l'autre, on n'aurait jamais oublié qu'il était Italien. Richelieu l'avait recommandé à Louis XIII; selon les uns, parce qu'il croyait l'avoir formé; selon les autres, parce qu'il voulait gagner au parallèle qu'on ferait de lui avec son successeur. Mazarin avait obtenu la con-



fiance de la reine par les services qu'il lui avait rendus pendant la vie de Louis XIII, son amitié par ses manières insinuanes et les agréments de son esprit. Il portait dans les affaires de la pénétration, un coup-d'œil prompt et juste, et une finesse rare, à laquelle n'échappaient ni les détails des choses, ni les nuances des caractères, ni les pensées secrètes de l'ame. Dans la politique extérieure, fidèle au système de Richelieu, il tenait fortement à ses principes, et, comme il possédait l'art de négocier, il les appliquait avec succès aux circonstances. Mais il n'entendait rien à l'administration, et, bien loin d'avoir approfondi les besoins et les ressources du royaume, il ne connaissait pas même les formes consacrées en France. Un défaut total d'élévation d'ame et d'énergie de caractère gâtait les qualités de son esprit ou les rendait inutiles. Avidé et avare, il était peu délicat sur les moyens d'acquérir des richesses; il donnait peu, et il donnait sans noblesse et sans grace. La ruse, la lenteur, la timidité, étaient empreintes sur son extérieur comme dans sa conduite; fécond en artifices, il les employait partout, et échouait dans les affaires simples en compliquant sa marche sans nécessité. Il voulait obtenir du temps et de la lassitude ce que Richelieu em-

portait par la rapidité et l'audace de ses mesures. Craintif et pusillanime, on n'avait qu'à l'effrayer pour lui faire la loi ; il n'était ni cruel ni vindicatif, mais il ne reconnaissait pas plus les bienfaits qu'il ne ressentait les offenses. Comme il manquait de fierté, les bassesses lui étaient familières, sans que l'orgueil lui fût étranger. Lors même qu'il paraissait abandonner ses idées, il ne les perdait pas de vue, et sa souplesse apparente cachait beaucoup plus de persévérance qu'on ne lui en soupçonnait ; mais il avait celle des idées sans avoir celle des actions. Cet homme n'était pas fait pour gouverner les Français, surtout après Richelieu, dont il était, comme disait lord Montaigu, l'opposé en tout. Il ne parlait pas à leur imagination par des formes imposantes ; il blessait leur franchise par ses locutions vagues et équivoques, irritait leur vivacité par sa lenteur, encourageait leur hardiesse par sa timidité, et faisait rire par sa mauvaise prononciation, dans un pays où l'on pardonne quelquefois des vices, mais jamais un ridicule. Richelieu avait été haï et craint, et on lui avait obéi ; Mazarin fut méprisé, et on se révolta contre lui.

Pendant les premières années de la régence, l'intérêt des négociations relatives à la paix de

Westphalie, les plaisirs et les fêtes qui avaient tout l'attrait de la nouveauté, empêchèrent que la tranquillité du royaume ne fût troublée. A la vérité, St-Ibal et Montrésor avaient cru pouvoir 1645. profiter de l'ascendant qu'ils avaient sur l'esprit de la reine pour perdre le cardinal. Les duchesses de Chevreuse et de Montbason étaient à la tête de cet essaim d'étourdis qu'on appelait les importants; le duc de Beaufort encourageait cette espèce de parti. Ce petit-fils de Henri IV, dont le nom se trouve mêlé à tous les troubles de la régence, ne ressemblait à son aïeul que par sa bonté et sa vivacité naturelles; il était brave sans jugement, loyal mais léger; entreprenant mais indiscret; son extérieur et son langage étaient peu dignes d'un homme de son rang, mais son éloquence populaire le faisait chérir du peuple; on le nommait le roi des halles. Amant de madame de Montbason, il crut devoir épouser ses passions, et s'attacher à la cause des importants qu'elle défendait. La reine, fatiguée de leur pétulance, fit arrêter le duc de Beaufort; il fut renfermé dans le château de Vincennes, et la cabale des importants fut dissipée sans effort.

Ces tentatives auraient dû apprendre à Mazarin qu'il y avait à la cour et dans la ville un

esprit d'intrigues, un véritable besoin d'événements et d'agitation. Chacun voulait être occupé et occuper les autres de soi; pour être à la mode, il fallait bâtir des plans, former des complots, ourdir des trames, avoir un secret de tuer le temps, et de se donner une sorte de considération et de relief. Le cardinal devait éviter de fournir des raisons d'agir contre lui, à cette foule d'hommes inquiets et remuants qui n'attendaient qu'un prétexte pour faire du bruit. Avec de l'ordre et de l'économie, il y serait peut-être parvenu; mais il n'entendait rien à l'un ni à l'autre; la guerre avec l'Espagne l'obligeait toujours à de nouvelles dépenses, et ces dépenses amenaient et multipliaient les édits bursaux. Les impôts étaient plutôt mal assis, répartis sans équité, perçus d'une manière vexatoire, que disproportionnés aux ressources et aux richesses de la nation; mais ils n'en étaient pas moins onéreux. Jean Particelli, sieur d'Émery, surintendant des finances, était l'instrument docile des volontés du cardinal et des fantaisies de la cour; il ne voulait qu'égaliser la recette à la dépense; peu lui importait le choix des moyens. Cet homme était odieux depuis longtemps; sa place lui donnait déjà une espèce de défaveur publique; l'abus qu'il en faisait, et l'idée qu'il était créature de Mazarin, avaient

changé cette défaveur en haine. L'édit du tpié qui paraissait attaquer les propriétés, et le tarif qui haussait les droits d'entrée, avaient irrité les Parisiens, et déjà le parlement, revenant à son ancienne marche, avait fait difficulté d'enregistrer ces nouveaux impôts. Dans ce moment, le ministre souleva contre lui les intérêts particuliers de la magistrature; il ordonna la création de douze nouvelles places de maîtres des requêtes, et exigea, de toutes les cours souveraines, le parlement excepté, quatre années de leurs pensions, en forme de prêt. Elles se révoltèrent contre cette loi. Senle, chacune d'elles était trop faible pour lutter contre le gouvernement; mais leur union entre elles et avec le parlement pouvait donner plus de force à leur résistance. Cette union se fit malgré les démarches de la cour pour l'empêcher, et ce fut à cet acte fameux que se rallièrent les nombreux ennemis du cardinal. La plupart des membres du parlement n'agissaient que par des vues d'ambition et de cupidité; les uns craignaient de perdre leur fortune et leur pouvoir, les autres voulaient en acquérir; mais ils paraissaient plaider la cause du peuple, en s'opposant aux dilapidations et aux impositions arbitraires d'un ministre odieux. Le peuple, toujours disposé à

13 mai  
1648.

écouter, à justifier et à seconder ceux qui promettent de défendre ses intérêts, applaudissait à la résistance du parlement, sans examiner quels étaient ses titres pour jouer ce rôle. Ce qui paraît utile au peuple, lui paraît toujours légal; il ne se doutait pas des passions et des vues secrètes de ses protecteurs, et le mot de bien public, que les parlementaires avaient sans cesse à la bouche, donnait le change à tous les mécontents.

Les compagnies souveraines formèrent un comité composé de leurs députés, qui se réunirent à la chambre de saint Louis. On y traita, avec plus de hardiesse que de connaissance de cause, tous les objets relatifs au gouvernement; justice, finances, police, commerce; quelque étrangers que ces objets fussent aux fonctions et au pouvoir de la magistrature, elle croyait que l'intérêt général légitimait ses délibérations. L'opinion publique sanctionna la conduite des parlements; la cour n'osa rien entreprendre contre eux, et les partis se prononcèrent. Alors naquirent les noms de *frondeurs*, de *mazarins* et de *mitigés*.

Les premiers, qui tirent leur nom d'une plaisanterie de Bachaumont, étaient les ennemis du cardinal et les censeurs du gouvernement. On

comptait parmi eux beaucoup de jeunes avocats et de procureurs qui, ardents, vains et avides, voulant arriver à la fortune, désiraient de se faire connaître, admirer et craindre, et trouvaient plus de plaisir à traiter des questions générales, et à jouer les hommes d'état, qu'à s'engager dans les détails fastidieux de la jurisprudence pratique. A leur tête se trouvaient quelques magistrats plus âgés, qui partageaient l'effervescence de la jeunesse, et qui presque tous avaient des raisons particulières d'animosité contre le ministre. Le président de Blancménénil était irrité de la disgrâce de son parent, l'évêque de Beauvais, que le cardinal avait remplacé; Longueil avait voulu devenir chancelier de la reine, et n'avait pas réussi; le président Viole voulait venger, sur Mazarin, la chute de l'ex-ministre Chavigni; Broussel, simple conseiller, avait désiré une lieutenance aux gardes, pour son fils, et on la lui avait refusée. Ce vieillard opiniâtre, fougueux, atrabilaire, mais honnête homme, préférait les partis extrêmes, et se décidait toujours pour les opinions exagérées; le peuple l'adorait et le nommait son père. Les frondeurs voulaient qu'on s'opposât à toutes les mesures du ministre; rien ne leur paraissait au-dessus de leurs censures, ni hors de la

sphère de leur autorité, et, à les entendre, on eût dit que le parlement était investi du pouvoir souverain, et que toutes les affaires ressortissaient de son tribunal.

Les magistrats qu'on marquait du nom de mazarins, étaient des hommes qui approuvaient toutes les opérations du gouvernement, tandis que les autres les condamnaient toutes, et qui, par intérêt ou par principes, étaient aussi ardens à défendre le ministre que les autres l'étaient à l'attaquer; outrés dans leurs opinions, comme leurs adversaires l'étaient dans les leurs, ils nuisaient à leur cause par un zèle excessif.

Placés entre ces deux partis, les mitigés tâchaient de les modérer et de les contenir, en leur accordant et en leur refusant tour à tour une partie de leurs prétentions et de leurs maximes. Ils voulaient agir dans les affaires d'état, mais avec circonspection et avec prudence; leur modération et leur sagesse les rendaient également odieux aux deux partis qui les calomniaient avec une ardeur égale. Dans leurs rangs brillait un homme d'un rare mérite, digne des beaux temps de la Grèce et de Rome, le premier président, Mathieu Molé. Sa fermeté inébranlable, son intrépidité froide et réfléchie, arrêtaient la fougue des résolutions de ses collègues et la fu-



reur des mouvements populaires; sa tête lumineuse et forte saisissait l'ensemble des affaires; son éloquence mâle et nerveuse était plus impérieuse que persuasive, elle avait même quelque chose de brusque et de rude; mais il ne parlait jamais mieux que dans les situations critiques, et alors il se surpassait lui-même. Citoyen éclairé et irréprochable, il voulait le bien, et, s'il ne put pas toujours le faire, du moins il empêcha souvent le mal. Il connaissait les chefs des mécontents, leurs motifs secrets, leurs vues ambitieuses, et il mettait tout son art à les deviner, à les prévenir et à les combattre avec succès.

Le plus distingué et le plus dangereux des ennemis du cardinal était Jean-François-Paul de Gondi, coadjuteur de l'archevêque de Paris, son oncle. Sorti d'une famille illustre, il avait été obligé d'embrasser l'état ecclésiastique, qui contrastait avec la nature de ses talents, de ses goûts et de ses passions. Nourri de la lecture de l'histoire romaine, son imagination forte et ardente ne rêvait qu'émeutes, révolutions populaires et conspirations; le plus beau rôle à ses yeux était celui d'un tribun factieux, et, au défaut du rôle des Gracques, il n'aurait pas dédaigné celui de Catilina. Un de ses premiers écrits avait été l'Histoire de la conjuration de Fiesque;

ou plutôt le panégyrique de l'homme et l'apologie de ses projets. Son ame active lui faisait un besoin de tous les genres de succès. Son esprit, moins fait pour embrasser des vues générales et pour former des plans vastes et réfléchis, que pour saisir des vues de détail et des aperçus délicats, était inépuisable en expédients, et prompt à voir dans les circonstances particulières ce qu'il fallait faire ou éviter. Il était plutôt hardi que brave, et sa hardiesse dégénérait souvent en imprudence; il dissimulait avec succès, parce qu'il savait feindre avec art; son éloquence facile et abondante faisait oublier les défauts de son extérieur. Ses mémoires suffirent pour prouver qu'il avait plus d'esprit que de génie, et plutôt une grande imagination qu'un grand caractère. Il fut le principal auteur des troubles de la France; il les prépara de loin et les fomenta soigneusement, parce qu'il voulait avoir la place de Mazarin, et qu'il fallait à cet esprit turbulent des intrigues, des factions et des mouvements populaires, comme il faut aux hommes robustes un exercice violent et aux oisifs des spectacles. A la vérité, il parle beaucoup, dans ses ouvrages, du bien public et de plans de réforme, mais il n'indique nulle part quels étaient les siens; il se plaint de ce que l'ordre

public et la liberté n'ont pas été conciliés en France ; il gémit du despotisme de la cour ; mais il ne dit pas comment l'autorité parlementaire aurait jamais pu servir de contre-poids à l'autorité royale. Dans le vrai, il voulait de l'argent , du crédit, du pouvoir et des plaisirs ; et , pour y parvenir , tous les moyens lui étaient indifférents. Il avait dérangé sa fortune par ses prodigalités , et tâchait de gagner le petit peuple par ses largesses ; l'année où les troubles éclatèrent , il avait répandu en aumônes plus de trente-six mille écus. Ses mœurs étaient déréglées jusqu'au scandale , mais il faisait servir ses plaisirs à son ambition , et ses intrigues avec les femmes lui fournissaient des facilités précieuses pour lier et conduire des affaires d'état. Prêtre sans religion , il affectait un saint zèle pour les devoirs de sa place , afin d'acquérir plus d'empire sur l'esprit du peuple ; il caressait les curés , prêchait de temps en temps avec éclat , et soutenait des disputes en Sorbonne , afin que les bourgeois de Paris parlassent avec enthousiasme de sa piété et de son savoir. Tel était l'homme qui s'était proposé d'effrayer la reine , pour faire renvoyer Mazarin et pour obtenir sa place. Il était l'âme du parti des frondeurs dans le parlement , leur traçait la marche qu'ils devaient

suivre, et les entraînait à des mesures dont il prévoyait seul les conséquences et les suites. Son but était de provoquer, de la part de la cour, des démarches vigoureuses; dans ses idées, le parlement devait commencer l'attaque, et le peuple devait frapper le coup décisif.

La cour ne pouvait voir d'un œil tranquille la marche progressive du parlement, qui déclarait illégaux tous les impôts auxquels il n'avait pas donné son consentement, et s'arrogeait le droit de prolonger ses sessions à volonté. Mais l'indolence de la reine et la timidité du cardinal empêchaient le gouvernement de montrer de la vigueur, et l'on espérait tout pacifier en gagnant du temps. La nouvelle de la victoire que le grand Condé venait de remporter à Lens sur

30 août  
1648.

l'archiduc Léopold, donna l'idée à Mazarin de profiter de la joie et de l'éclat que répandait cette victoire, pour porter la terreur dans le parlement, et pour faire saisir les membres les plus réfractaires. Le jour même où l'on chantait le *Te Deum* dans l'église de Notre-Dame, on met sur pied les troupes de la maison du roi, et on les répand dans Paris, sous prétexte de donner plus de solennité à la fête, et ce grand déploiement de forces n'a d'autre but que d'assurer l'arrestation du président de Blancménil

et du conseiller Broussel, hommes aimés du peuple et haïs de la cour. Ces deux magistrats sont saisis, mais le peuple s'attroupe dans les rues et demande à grands cris la liberté des prisonniers. Broussel dont l'âge inspire du respect, dont la résistance ne paraît être qu'une fermeté généreuse, est l'objet de l'intérêt universel; sa détention semble être une calamité publique. La foule augmente, les gardes sont obligées de se replier. Dans ce moment se montre le coadjuteur; il fait le premier essai de son pouvoir, et marche à la tête du peuple, qui crie : Broussel et liberté. Sûr de son ascendant, Retz espère que la reine effrayée s'abandonnera entièrement à ses conseils, qu'il obtiendra que les prisonniers soient relâchés, qu'il sera chargé d'apaiser l'émeute, et que peut-être le ministère sera sa récompense. Il se rend au palais royal : Anne d'Autriche et ses courtisans ne croyaient pas que le danger fût sérieux et imminent; bientôt ils ne peuvent plus en douter. Le maréchal de Meilleraye, qui avait commandé les gardes, appuie les représentations du coadjuteur. La reine se refuse long-temps à rendre les prisonniers; le cardinal veut qu'on promette la liberté à Broussel, à condition que le peuple se retire. Il charge Retz et le maréchal de porter la parole; le

coadjuteur accepte avec plaisir cette commission, et le rôle de médiateur entre le peuple et la cour flatte son orgueil et sa vanité; il apaise le peuple irrité, l'engage à poser les armes, et retourne au palais royal pour insister sur la liberté de Broussel, et pour recevoir les expressions de la reconnaissance de la reine. Anne, qui regarde le coadjuteur comme l'auteur secret des troubles, ne voit, dans le service qu'il lui a rendu, qu'une preuve humiliante de son pouvoir; elle le reçoit froidement, et lui dit d'un ton outrageant : Allez, monsieur, allez vous reposer; vous avez bien travaillé.

C'était trop ou trop peu. Il fallait tenir ferme, faire arrêter le coadjuteur, employer la force armée contre le peuple, casser les arrêtés du parlement, et abandonner des édits odieux. Voulait-on céder, il fallait y mettre de la dignité et de la grace, gagner le coadjuteur en satisfaisant son ambition, au lieu d'irriter par des paroles insultantes un ennemi dangereux. Les demi-mesures de la cour devaient amener de nouveaux malheurs; le coadjuteur avait dévoré son ressentiment et ajourné sa vengeance. Il veut se faire craindre de ceux qui affectent de le mépriser, et, pendant la nuit, il organise, avec la plus grande activité, le soulèvement général du

peuple pour le lendemain. Broussel, toujours prisonnier, en était le prétexte; la vengeance de Retz l'objet, et les artisans, les manœuvres, les femmes, une grande partie de la populace, devaient être les instruments. Le lendemain les chaînes sont tendues, et tout Paris est en armes. Cette journée fameuse, connue sous le nom de journée des barricades, pouvait devenir sanglante. Le parlement était allé en corps redemander les prisonniers; à son retour, ne rapportant au peuple que des promesses vagues, lui-même ne fut pas épargné; le peuple l'oblige à retourner au palais, et à ne pas reparaitre sans Broussel. Anne d'Autriche et le cardinal sont obligés de céder aux représentations des magistrats; les prisonniers sont élargis; on porte Broussel en triomphe dans sa maison; et l'allégresse est générale.

---

## CHAPITRE XV.

Condé s'attache au parti de la reine. La cour quitte Paris. Guerre civile. Rapprochement. Brouillerie de Condé avec le cardinal. Seconde guerre. Fuite de Mazarin et son retour triomphant.

CETTE victoire du peuple sur le gouvernement inquiétait le coadjuteur qui avait été victorieux, presque autant que le ministre qui avait été vaincu. Retz sentait que la cour ne lui pardonnerait jamais ce triomphe, qu'elle tâcherait de regagner le terrain qu'elle avait perdu, et que le parlement et le peuple, enhardis par ce premier avantage, pousseraient sûrement plus loin leurs prétentions et leurs démarches. Lui-même ne comptait pas s'arrêter, mais il voulait se ménager de nouveaux moyens de résistance et de succès. Les deux partis cherchaient de l'appui auprès de Condé, et tâchaient de le gagner en flattant son orgueil. Le vainqueur de Rocroi et de Lens devait mettre un poids décisif dans la balance des événements. Condé a dû sa gloire militaire aux inspirations du génie,



bien plus qu'au travail de la réflexion et de la pensée ; une imagination brillante et forte était sa qualité dominante ; elle était à-la-fois le principe de son talent et celui de la fougue et de l'impétuosité de ses passions. Fier, impérieux, hautain, Condé croyait que tout devait céder à l'ascendant de sa naissance , de ses victoires et de ses talents ; doux , aimable , étincelant d'esprit , il savait plaire à tous ceux qui reconnaissaient sa supériorité ; il accablait de ses hanteurs tous ceux à qui il supposait des moyens ou le désir de lui résister. De toutes les qualités nécessaires à un chef de parti , il n'avait qu'un courage éblouissant et une grande audace de résolution. Sa gloire personnelle était tout à ses yeux ; prêt à tout sacrifier à cette passion dominante , il était capable de combattre contre sa patrie avec autant d'ardeur que pour elle. A cette époque , il se rappela qu'il était prince du sang , et qu'il devait défendre l'autorité du trône ; malgré les sollicitations de Retz , il se déclara pour la cour. Cependant le parlement continuait ses attaques et ses usurpations sur l'autorité royale. Sûre du secours de Condé , Anne d'Autriche quitta Paris avec le roi , et fut suivie par tous les princes du sang ; elle se rendit à Ruel. Le parlement , étonné de ce parti vigoureux , la

pria de revenir, mais elle s'y refusa avec fermeté. Le prince de Condé et le duc d'Orléans engagèrent le parlement à envoyer des députés à Saint-Germain pour entamer les négociations; ils le firent, mais il ne fut pas permis à Mazarin d'y assister. Le résultat de ces conférences fut la déclaration du 4 octobre; par laquelle les tailles furent diminuées et une partie des droits de tarif supprimée; les officiers des cours souveraines reçurent l'assurance de ne pas être troublés dans leurs fonctions par des lettres de cachet, et la reine donna sa parole de ne faire arrêter personne sans le faire interroger trois jours après sa détention. Charmée de conserver Mazarin, Anne promit tout avec la plus grande facilité; elle espérait que ses promesses n'auraient pas de suite, et elle se promettait bien à elle-même de les éluder.

La cour revint à Paris; mais, d'un côté, les intrigues du coadjuteur, l'ardeur des jeunes parlementaires et les dispositions du peuple, de l'autre les fausses démarches du ministre; la fierté d'Anne d'Autriche; les animosités des courtisans ne permettaient pas de croire que le rapprochement entre les deux partis pût être durable; chacun d'eux ne voulait que gagner du temps, et se ménager les moyens de se défendre

ou d'attaquer ses ennemis avec plus d'avantage. Le parlement se plaignait de ce que tous les articles de la déclaration du mois d'octobre n'avaient pas été exécutés, et s'assemblait de nouveau pour se mêler des affaires du gouvernement, qui étaient étrangères à ses fonctions et à ses devoirs. Gondî désirait la place de premier ministre; en conséquence, il voulait pousser les choses à l'extrême, et soulever de plus en plus l'opinion publique contre Mazarin. Les libelles et les pamphlets se multipliaient; le cardinal et la reine elle-même n'y étaient pas ménagés. Gondî renouvela ses instances auprès de Condé, pour l'engager à se déclarer contre la cour; mais le rôle de factieux était au-dessous de sa dignité, et il préféra de défendre le trône. La reine le nomma son troisième fils, et n'épargnait ni les larmes ni les caresses pour le gagner. Mazarin, prodigue de soumissions, lui répétait qu'il ne voulait prendre conseil que de lui. L'ame ardente du prince supportait impatiemment les longs discours et les lenteurs des gens de robe; son orgueil était incompatible avec le leur, et, accoutumé aux mesures militaires, il s'ennuyait et s'irritait des formalités des lois. Bien loin de déguiser ses sentiments, il les exprimait avec une force et une franchise qui lui aliénaient de

plus en plus les frondeurs, et leur enlevaient toute espérance de l'attacher à leur cause. Le coadjuteur ne pouvant plus se flatter de séduire Condé, chercha des alliés contre lui dans sa propre famille. Le prince de Conti, âgé de dix-huit ans, pouvait donner du relief aux frondeurs par son nom et par sa naissance. A la vérité, sa constitution faible et délicate le rendait peu propre aux travaux de la guerre et aux fatigues d'un chef de parti; mais son amour propre blessé de l'éclat et de la réputation de son frère lui fit écouter favorablement les diverses propositions de la fronde. La duchesse de Longueville, sœur des deux princes, était brouillée avec Condé, et elle acheva d'entraîner Conti dans le parti des mécontents. Cette femme belle, aimable, adroite, cachait sous une langueur apparente une âme de feu, et une grande activité d'intrigues. Avec elle les frondeurs acquéraient en même temps à leur parti tous ceux qui n'avaient d'autre volonté que la sienne, et le nombre en était grand. Le prince de Marsillac, qui fut depuis duc de la Rochefoucauld, était son amant déclaré. Brave sans talents militaires, esprit fin et judicieux, écrivain pur et brillant, Marsillac se rangea du côté de la Fronde sans lui rendre de grands services, et le théâtre des

guerres civiles ne fut pour lui qu'un champ d'observations ingénieuses et délicates sur le cœur humain.

Les deux partis étaient en présence l'un de l'autre et se mesuraient; la guerre paraissait inévitable. Condé voulait que la cour s'emparât de l'île Saint-Louis, de la porte Saint-Antoine et de la Bastille; que le roi et la reine se retirassent dans l'arsenal, et qu'ensuite on dictât la loi à Paris et au parlement. Ce plan hardi parut dangereux au conseil d'état, et la cour préféra de quitter la capitale; elle s'évada de Paris pour se retirer à Saint-Germain-en-Laye. Rien n'y était préparé pour la recevoir; on manquait des choses les plus nécessaires; à l'exception du roi et de la reine, tout le monde coucha sur la paille. Les frondeurs se félicitèrent d'une démarche qui achevait de perdre la cour dans l'opinion, puisqu'elle annonçait de mauvais desseins, et prouvait en même temps de la méfiance et de la crainte. Les mazarins espéraient de rentrer de force dans Paris, et de dicter des lois à main armée. Les gens sages trouvaient que la cour aurait mieux fait de sacrifier Mazarin, et d'employer tout l'ascendant que devait lui donner ce sacrifice, pour refouler l'autorité du parlement dans ses justes limites, ou simplement

6 janv.  
1649.

pour changer de principes et de maximes d'administration. Le parlement fut étonné et inquiet en apprenant le départ du roi ; il fallait céder , ou entrer en guerre ouverte avec le souverain ; le premier parti était contraire aux passions des cours souveraines , et aux intérêts de ceux qui les dirigeaient ; l'autre était criminel et paraissait dangereux. Si le parlement avait été abandonné à lui-même , il aurait peut-être négocié avec la cour , mais le coadjuteur le dominait ; la reine , qui croyait que Paris intimidé se rendrait à discrétion , gâta tout par une sévérité déplacée , et ordonna au parlement de se rendre à Montargis. Elle se trompait. Le parlement lança contre le cardinal un arrêt foudroyant qui le déclarait ennemi de l'état , et lui enjoignait de quitter le royaume dans l'espace de huit jours. Les bourgeois prirent les armes ; le parlement ordonna des levées ; toutes les classes paraissaient animées du même zèle. Les maîtrises et les corporations se taxèrent elles-mêmes ; les magistrats , qui voulaient donner l'exemple , payèrent une somme considérable ; le coadjuteur leva un régiment à ses frais ; les vingt membres du parlement que le cardinal y avait fait entrer , et qui , jusque-là , objets du mépris de la compagnie , n'avaient pas osé y paraître , payèrent

quinze mille livres par tête, pour effacer la honte de leur nomination; le duc d'Elbeuf, ses trois fils, le duc de Brissac et le marquis de Boulaye furent les premiers à quitter Saint-Germain, et à venir offrir leurs services au parlement; ils arrivèrent trois jours après l'évasion de la cour. Le duc d'Elbeuf, de la maison de Lorraine, qui descendait des Guise sans avoir hérité de leur ambition et de leurs moyens, fut nommé généralissime, dans le premier moment de la joie que causa sa présence; mais bientôt il fut obligé de céder ce rang au prince de Conti, qui était parti secrètement de Saint-Germain, pendant la nuit, avec le duc de Longueville, le prince de Marsillac et Noirmoutier, selon les engagements qu'ils avaient pris avec le coadjuteur. Le duc de Bouillon, le maréchal de Lamotte, et le duc de Beaufort qui s'était sauvé peu auparavant du château de Vincennes, vinrent augmenter le nombre des mécontents et l'audace des factieux. Les Parisiens, fiers de ce renfort, se croyaient invincibles, et n'épargnaient ni sacrifices, ni efforts pour assurer le triomphe de la Fronde. On préparait des armes, on levait des troupes; les généraux faisaient venir les soldats des places qui leur avaient été confiées par le roi; Paris paraissait être devenu une ville de

guerre; et au milieu de ces spectacles militaires, les fêtes, les danses, les plaisanteries, les bons mots formaient avec eux un contraste singulier.

Tout s'acheminait à la guerre civile, et l'on avait l'air de faire les préparatifs d'une partie de plaisir. Les grands, le parlement de Paris, étaient en révolte ouverte contre le souverain; et personne n'avait le moindre doute sur la légitimité de ces démarches. Dans tous les écrits et dans toutes les déclarations, on séparait le roi du ministre; les grands croyaient que c'était à eux qu'il appartenait, dans un temps de minorité, de décider qui devait être chargé du gouvernement; le parlement s'imaginait représenter la nation, et se regardait comme un corps chargé d'éclairer, de diriger, de contre-balancer l'autorité royale. Le peuple de Paris était ivre de son importance; flatté de se voir caressé par ceux qui avaient besoin de lui, il jouissait du mouvement général, et se persuadait qu'une insurrection à laquelle présidaient les dépositaires des lois, ne pouvait être que légale. Ainsi, dans un pays où le pouvoir souverain n'est pas partagé, et où il existe des classes de citoyens puissants et des corps investis d'un pouvoir considérable; l'autorité royale est souvent entravée dans sa marche sans être contre-balancée dans



son action ; on lui désobéit au lieu de l'éclairer ; et la révolte prend la place d'une opposition légitime. Tel était l'état de la France depuis qu'on avait laissé tomber les États-Généraux en désuétude ; la constitution avait perdu une de ses parties intégrantes ; le pouvoir absolu du prince n'était pas encore solidement établi, et le moyen légal d'empêcher ses erreurs et ses abus n'existait plus. Les habitudes de soumission n'avaient pas eu le temps de se former ; on avait encore le désir et le besoin de résister au pouvoir ; et, faute de formes légales, la résistance dégénérât en insurrection.

La cour, voulant faire cesser cet état de choses, ordonne à Condé d'agir. Condé se propose de réduire Paris par la famine, mais il n'avait que sept mille hommes pour bloquer cette ville immense. Cependant il occupe toutes les avenues, à l'exception de Brie-Comte-Robert et de Charenton. Le prince de Conti avait placé trois mille hommes dans ce dernier poste. Les troupes de Condé, sous les ordres de Chatillon, l'attaquent et s'en emparent ; toute l'armée parisienne, forte de près de trente mille hommes, était sortie pour le reprendre ; mais, malgré la supériorité du nombre, les généraux furent assez prudents pour ne pas exposer des bourgeois

mal armés, et plus mal disciplinés, à l'action des troupes royales. Condé resta maître de ce poste important qui commande les deux rivières de la Seine et de la Marne, et ce fut à peu près le seul fait d'armes remarquable qui se passa durant toute cette guerre.

Elle ne fut pas longue. Les chefs des frondeurs sentaient que, la première effervescence passée, les habitants de Paris se lasseraient de payer et de combattre, et qu'ils retourneraient à leurs travaux et à leurs occupations dès que les événements n'auraient plus pour eux l'attrait de la nouveauté. Les vivres étaient encore en abondance dans la capitale, parce qu'on les y faisait venir à tout prix, et que l'armée royale n'était ni assez nombreuse ni assez bien payée pour qu'aucun convoi n'échappât à sa vigilance ou à sa sévérité. Mais Condé attendait des renforts; l'argent diminuait à Paris, et la disette ne pouvait tarder à s'y faire sentir. On avait cru que l'armée de Turenne viendrait renforcer celle des frondeurs; c'était l'espérance de tout le parti. Le duc de Bouillon, frère de Turenne, l'avait fortement pressé d'abandonner la cour. Cette défection était contraire à ses principes et à son caractère. Turenne avait toujours paru plus avide de gloire que de crédit,

et encore plus attaché au devoir qu'à la gloire. Son mérite était encore plus solide que brillant. Rival du grand Condé, destiné à partager avec lui l'admiration des contemporains et celle de la postérité, il ne lui ressemblait pas. Moins brillant et plus réfléchi, Turenne avait acquis, par le travail de la pensée, ce que Condé devait à l'instinct du génie. Tandis que Condé annonçait hautement sa supériorité, et voulait qu'elle fût reconnue de tout le monde, Turenne, simple et modeste, affable et doux, paraissait s'ignorer lui-même, et vouloir se faire oublier des autres. Dépourvu de l'imagination vive et féconde de son rival, il était étranger à ses passions ardentes et impétueuses. Rien de plus difficile que d'attacher un homme de ce caractère à la cause du parlement; cependant le duc de Bouillon y avait réussi. Turenne était amoureux de la duchesse de Longueville; le désir de lui plaire, et celui de recouvrer la principauté de Sedan, patrimoine de sa famille, peut-être aussi l'idée d'être le premier dans le parti opposé à celui de Condé, le déterminèrent à se déclarer pour le parlement. Il avait promis de marcher à Paris avec son armée; mais le ministre, qui se défiait de Turenne, lui en ôta le commandement avant qu'il se déclarât contre la cour, et remit les

**troupes au baron d'Erlach.** Turenne avait espéré d'engager ses soldats à le suivre, en leur promettant beaucoup d'argent; mais les émissaires de Mazarin, plus habiles et plus actifs que le maréchal, avaient mieux réussi à flatter ou à satisfaire l'avidité des troupes; elles étaient demeurées fidèles au roi, et la Fronde se voyait sans armée.

Le coadjuteur, qui était toujours l'ame de son parti, crut qu'il fallait le fortifier par des secours étrangers. Apprenant qu'il ne pouvait plus compter sur l'armée de Turenne, il avait entamé des négociations avec le comte de Fuensaldagne, ministre de l'archiduc, gouverneur des Pays-Bas. Cet esprit audacieux ne fut pas arrêté par l'idée de négocier avec les ennemis de l'état, et d'attirer les étrangers en France. Indifférent sur le choix des moyens, rien ne le faisait reculer dans ses projets; et cette circonstance seule de son rôle politique suffirait pour juger ses motifs, et pour apprécier son but. Fuensaldagne lui avait dépêché un moine bernardin, nommé Arnolfini, un de ces hommes qui ne compromettent pas les gouvernements, et qu'ils peuvent à leur gré avouer ou désavouer. Gondi le métamorphosa en cavalier, le fit paraître sous le nom de Joseph Illescas, et eut assez de crédit et de hardiesse pour le produire dans le par-

lement ; il le présenta aux chambres assemblées , et les chambres écoutèrent ses propositions .

Les vrais citoyens qui se trouvaient dans le parlement , indignés de se voir engagés dans ces mesures criminelles , et pleins d'une juste horreur pour toute espèce de relation avec les ennemis de la France , résolurent de mettre fin à cet état d'anarchie , de se rapprocher de la cour . La cour elle-même craignant que l'Espagne ne tirât de grands avantages des troubles du royaume , désirait la paix , et avait envoyé un héraut au parlement pour lui faire les premières ouvertures ; mais le parti de Gondi avait empêché qu'il ne fût reçu et écouté . Le vertueux Molé , le président de Mêmes , l'avocat-général Omer Talon , réunirent leurs talents et leur crédit pour ramener la paix ; et ils réussirent . Les conférences s'ouvrirent à Ruel . Ces habiles et respectables magistrats y montrèrent autant de fermeté que de prudence , et tâchèrent de concilier le respect pour les droits du trône avec les vrais intérêts des cours souveraines . Malgré les intrigues des frondeurs qui signèrent un traité avec l'Espagne , et malgré la résistance des généraux qui voulaient vendre chèrement au ministre leur soumission , l'accommodement fut conclu à Ruel , et signé par les princes , les minis-

tres et tous les députés. Le parlement promit de ne point faire d'assemblées de chambre pendant cette année. On accorda une amnistie générale à tous ceux qui avaient pris les armes dans la capitale et dans les provinces. La régente promit de ramener incessamment le roi à Paris, et s'engagea vaguement à diminuer les tailles, et à travailler à la paix générale. Les grands qui avaient épousé la cause du parlement, afin d'obtenir des gouvernements et des places, n'eurent, pour la plupart, que des espérances éloignées et très-équivoques. A la lecture du traité, les frondeurs devinrent furieux, et il y eut beaucoup d'agitations et de clameurs dans le parlement; Molé fut insulté, et sa vie fut même en danger; mais il opposa son intrépidité ordinaire aux vociférations de ses collègues et aux menaces du peuple, et triompha de toutes les résistances qu'on lui opposait. Le traité de paix ne changeait sans doute rien à l'ordre de choses qui avait amené la guerre, et ne donnait aucune garantie légale du bonheur public au peuple et au parlement; mais l'intérêt général n'avait pas été le principe des troubles, il n'avait fait que servir de prétexte aux passions. La paix devait être aussi vague et aussi insignifiante que l'avait été l'objet de la guerre.

Bientôt un calme apparent régna dans la capitale ; on parut avoir oublié toutes les anciennes divisions. Par les articles additionnels de Saint-Germain , ajoutés au traité de Ruel , les grands avaient obtenu des promesses ; chacun d'eux avait eu soin de faire payer son obéissance. La cour revint à Paris ; le roi y fit son entrée solennelle ; Mazarin et Condé étaient dans sa voiture. Les frondeurs et les mazarins se virent , s'embrassèrent , et vécurent ensemble comme s'il n'y avait jamais eu de divisions entre eux. Le duc de Beaufort et le coadjuteur furent les seuls qui ne parurent point à la cour. Le premier refusa d'acheter , par une visite au ministre , la permission de saluer la reine ; l'autre espérait de voir renaître les troubles avec les fautes du ministère , et ne voulait pas faire croire au peuple qu'il eût entièrement abandonné ses anciens principes.

Lorsque Mazarin était revenu à Paris , Condé et lui avaient paru à côté l'un de l'autre , et le prince avait servi de sauve-garde au cardinal. Mais cette bonne harmonie n'était qu'apparente ; dans le fond de l'ame ils étaient déjà brouillés ensemble. Le prince avait appris à connaître le caractère de Mazarin , et le méprisait. La pusillanimité du cardinal contrastait avec l'esprit en-

treprenant de Condé; la souplesse et la dissimulation de l'un devait répugner à la hauteur et à la franchise de l'autre. Le prince était trop ardent et trop fier pour déguiser ses sentiments; et dès qu'il n'estima plus Mazarin, il l'accabla de ses hauteurs et de ses dédains. D'un autre côté, le cardinal voyait qu'il s'était donné un maître dans la personne de Condé, et que les services que le prince avait rendus à la cour lui donnaient un grand ascendant et de plus grandes prétentions. La rupture était inévitable; Condé formait demandes sur demandes; ses desirs se multipliaient à raison de l'avidité de ceux qui recouraient à son crédit, et ses desirs étaient de véritables ordres. Ses manières et son ton étaient encore plus insultants que ses démarches; il voulait maîtriser la reine jusque dans l'intérieur de son palais, et la forcer à voir des gens qui l'avaient offensée, et qu'elle refusait d'admettre dans sa société. La duchesse de Longueville, sa sœur, et la princesse de Condé, sa mère, entretenaient son animosité contre le cardinal, et nourrissaient son orgueil. Les frondeurs le recherchèrent, mais il refusa leurs propositions. Il ne voulait être d'aucun parti; et croyant se suffire à lui-même, il prétendait les maîtriser tous. Retz prévoyait que la cour ne



pouvant pas supporter les hauteurs du prince, tâcherait de s'appuyer sur les frondeurs, pour hasarder contre lui quelque mesure vigoureuse. Il résolut de profiter des circonstances pour rendre de l'activité à son parti. Le paiement des rentes avait été suspendu par le surintendant d'Émery. Les rentiers se plaignirent; ils avaient nommé douze syndics pour défendre leurs intérêts; Joly, créature du cardinal, était de ce nombre. Il arrange, de concert avec Retz, un assassinat simulé, pour échauffer les esprits, et mettre le parlement en mouvement; Joly lui-même feint d'avoir été frappé par un assassin. Ce crime prétendu répand quelque agitation dans les chambres, mais le premier président les contient et les apaise. Pour soulever les frondeurs contre Condé, et pour se ménager les moyens de le perdre, Mazarin emploie un artifice du même genre, et aposte des gens qui tirent la nuit sur le carrosse du prince. Condé, persuadé que les frondeurs ont voulu se défaire de lui, les accuse en plein parlement, et pousse cette accusation avec autant d'aigreur que d'imprudence. Mazarin saisit habilement cette occasion de brouiller Condé avec les parlementaires, et il engage Anne d'Autriche à se rapprocher du coadjuteur. Dans trois ou quatre

conférences nocturnes tout fut réglé et conclu; Condé, Conti et le duc de Longueville furent arrêtés au Louvre, où ils s'étaient rendus pour assister au conseil; Condé, lui-même, trompé par le cardinal, avait signé l'ordre de mettre en mouvement les troupes qui l'arrê-  
1650. tèrent. Les prisonniers furent conduits à Vincennes, plus tard à Marcoussi, ensuite au Havre; Paris fit des feux de joie.

Le cardinal paraissait avoir détruit ses ennemis l'un par l'autre, mais il triompha trop tôt. Les partisans de Condé s'étaient sauvés; le duc de la Rochefoucauld, retiré dans son gouvernement de l'Angoumois, levait des troupes contre le ministre; la duchesse de Longueville essayait de faire déclarer le parlement de Rouen et la Normandie; le vicomte de Turenne se joignait aux Espagnols, et, entrant avec eux dans le royaume, osait prendre le titre de lieutenant-général du royaume pour la délivrance des princes; Clémence de Brezé, épouse du prince de Condé, soulevait Bordeaux contre le ministre; le duc Charles de Lorraine, profitant des troubles de la France, avait mis des troupes sur pied, et recommençait la guerre en véritable aventurier. Quelque menaçantes que fussent ces apparences, elles se dissipèrent sans effort. La

Rochefoucauld avait peu de moyens ; la Normandie fidèle à son devoir , résista aux instances de la duchesse de Longueville ; Bordeaux était rentré dans l'obéissance ; Turenne fut battu près de Rhétel , par le maréchal du Plessis-Praslin. <sup>19 déc.</sup>  
1650.  
La puissance de Mazarin semblait bien affermie , et la captivité des princes paraissait devoir être longue. Mais Mazarin avait promis le chapeau de cardinal à Gondi , et il ne tenait pas sa parole ; cette circonstance changea la face des affaires , et les aspects des différents partis. Gondi et les frondeurs se coalisent avec les partisans des princes détenus ; la princesse palatine , habile à manier les esprits , opère , par son adresse , cette jonction importante. Le parlement demande hautement la liberté de Condé et de ses frères. Mazarin pouvait déjouer les complots de ses ennemis en se faisant honneur de cet acte de justice , et peut-être regagner les princes en se hâtant de leur ouvrir les portes de leur prison avant que la nécessité l'y contraignît ; le duc de la Rochefoucauld le lui conseillait ; mais il croyait Condé plus redoutable que les frondeurs. Le duc d'Orléans , dont le coadjuteur avait gagné toute la confiance , renforce de son nom et de son crédit le parti qui exige la liberté des princes. Tout le monde se réunit à demander le

renvoi de Mazarin ; le danger devient si imminent que le cardinal croit devoir céder à l'orage ;  
1651. il quitte Paris, et se retire à Liège, de là à Cologne. La reine veut le suivre, mais les bourgeois prennent les armes, se saisissent de toutes les portes, et l'empêchent de sortir de la capitale. Pendant que Mazarin, chargé de la haine publique, sort du royaume, le prince de Condé,  
16 fevr. à qui un ordre de la régente a rendu la liberté, rentre en triomphe dans Paris, accompagné d'une foule immense qui a été à trois lieues à sa rencontre. Le peuple avait fait des feux de joie pour célébrer sa détention ; il en fit pour célébrer son retour.

Gondi avait contribué à procurer la liberté au prince, mais Condé et lui ne pouvaient marcher long-temps ensemble. Tous deux étaient ambitieux et fiers de leur crédit, tous deux voulaient la première place. L'orgueil de l'un ne lui permettait pas des déférences ; la vanité de l'autre lui faisait supporter impatiemment les hauteurs. Condé s'était engagé, dans sa prison, à consentir au mariage du prince de Conti avec mademoiselle de Chevreuse, qui avait un grand pouvoir sur l'esprit du coadjuteur. Après avoir recouvré sa liberté, Condé s'oppose à cette union ; la maison de Chevreuse et Conti mé-

ditent des vengeances ; les frondeurs, qui épousent toutes leurs passions, se refroidissent pour le prince ; la régente le traite avec moins de ménagement. Mazarin, qui, de Cologne, son lieu d'exil, la gouverne et la dirige, lui conseille de fomentér ces divisions naissantes, afin de perdre Condé et Gondi, et d'asseoir son autorité sur les débris de la leur. Le prince s'aperçoit d'un changement de système à la cour ; pressé par la duchesse de Longueville, qui veut le renouvellement de la guerre, parce qu'elle ne veut pas retourner auprès de son époux, conseillé par le duc de Nemours, qui veut rompre les liaisons de Condé avec la duchesse de Châtillon, ce héros songe à quitter Paris. Extrême dans ses sentiments, et toujours imprudent dans ses démarches, Condé croit que son honneur et l'intérêt de sa sûreté exigent qu'il se ménage un appui auprès des ennemis de la France, et il forme des relations coupables avec les Espagnols. Anne d'Autriche veut de nouveau le faire arrêter ; il se retire à Saint-Maur, et bientôt une grande partie de la noblesse vient se ranger sous ses ordres. La régente renoue la négociation ; elle ôte le ministère à Servien et à Lyonne, créatures de Mazarin et odieux à Condé. Le prince retourne à Paris ; son parti et celui du coad-

5 sept.  
1651.

juteur sont sur le point d'en venir aux mains ; Condi court même risque d'être tué dans le parlement ; la guerre entre les deux partis paraît inévitable. En vain les esprits sages espèrent que la majorité du roi, solennellement proclamée, contiendra les factions, et préviendra de nouveaux troubles. Condé quitte Paris où les frondeurs sont plus puissants que lui, et se prépare à y réparaître à main armée. Le même parlement qui a condamné le cardinal, confisqué ses biens et mis sa tête à prix, déclare Condé criminel de lèse-majesté ; mais Condé, malgré cet arrêt, réparaît dans le royaume avec des troupes qu'il a levées à ses dépens ; il se retire dans son gouvernement de Guienne, rassemble ses partisans, et augmente ses forces. Ainsi la France va se trouver de nouveau livrée aux horreurs de la guerre ; trois partis menacent de la déchirer ; celui de Mazarin, celui des frondeurs, et celui du prince, également ennemi des deux autres. Tous trois se disent partisans de l'autorité royale, et tous trois veulent lui dicter des lois, et la contraindre, par la force, à faire leur volonté.

Heureusement pour la cour, Turenne, un moment infidèle à son devoir, la sert de sa tête et de son épée, et elle peut opposer au

vainqueur de Rocroi et de Lens, un adversaire digne de lui. Condé, qui a joint ses forces à celles du duc de Nemours et du duc de Beaufort, marche sur Bleneau, et surprend les quartiers du maréchal d'Hocquincourt, qui devait se joindre le lendemain à l'armée de Turenne; il les enlève ou les disperse. Le roi et la cour, qui étaient à Gien, sont obligés de se sauver, et sans l'arrivée de Turenne qui empêcha le prince de Condé de profiter de ses avantages, Louis XIV et sa mère étaient faits prisonniers.

Au milieu de ces opérations militaires, on négociait toujours. Tantôt on parle d'établir un conseil composé selon les formes que Louis XIII avait prescrites en mourant, tantôt on propose vaguement la convocation des États-Généraux. Dans le fait, la cour voulait gagner du temps, et ne songeait pas sérieusement à prévenir ni à corriger les abus de l'administration, et les chefs des partis ne parlaient de l'intérêt général des peuples, que pour assurer d'autant mieux leur intérêt particulier. Les grands voulaient des gouvernements, des titres ou des pensions; personne ne pensait au bien de l'état.

Cependant Condé s'était approché de Saint-Cloud, et ses troupes, mal payées et mal disciplinées, commettaient, dans les environs de

Paris, de grands désordres qui irritaient les Parisiens. Turenne, qui a opéré sa jonction avec le maréchal de la Ferté, menace d'attaquer Condé dans cette position. Le prince lève son camp, et veut gagner Charenton; Turenne le suit, il est obligé de se jeter dans le faubourg Saint-Antoine; les deux héros se surpassent eux-mêmes dans cette journée fameuse. La supériorité du nombre est sur le point d'assurer la victoire à l'armée royale, lorsque le duc d'Orléans, qui était resté à Paris, et qui y formait un parti mitoyen entre celui de Condé et celui des frondeurs, se laisse surprendre l'ordre d'agir contre l'armée royale. Paris sauve Condé en lui ouvrant ses portes; mademoiselle d'Orléans fait tirer le canon de la Bastille sur les troupes du  
1652. roi; Turenne est obligé de se retirer. Louis XIV, spectateur de ce combat, le considérait des hauteurs de Charenton.

Cependant l'armée espagnole s'avanceit au secours de Condé. Le cardinal fait tomber entre les mains des Espagnols une lettre qui leur persuade qu'ils sont trahis; ils se retirent. Le roi, délivré de cette crainte, transfère le parlement de Paris à Pontoise, et casse tout ce qui s'est fait dans la capitale. L'assemblée fut peu nombreuse; elle était composée des présidents et



d'une vingtaine de conseillers. La cour publie une amnistie générale. Mazarin est renvoyé pour le moment et pour la forme. Le peuple de Paris députe au roi, et le prie de revenir dans la capitale; Louis XIV cède à leurs vœux; la guerre est terminée. Condé, qui ne croit pas pouvoir se fier à l'amnistie, quitte Paris et va joindre les Espagnols; le duc d'Orléans se retire à Blois; le cardinal de Retz est arrêté, et Mazarin revient triomphant prendre possession de sa place, qu'il 1653. recouvre pour ne plus la perdre.

Les troubles de la minorité s'éteignirent d'eux-mêmes; une inquiétude vague les avait fait naître; l'ennui et la lassitude les firent cesser. Ces intrigues et ces mouvements sans objet fatiguèrent à la fin les grands et le peuple. La guerre n'avait point eu de but déterminé, et ne pouvait avoir d'effet immédiat et réel. On a dit que ces troubles de la France étaient les derniers efforts de la liberté mourante. Nous avons vu qu'il ne s'agissait dans cette longue intrigue, ni du maintien de la constitution, ni de l'établissement de nouvelles lois politiques. Les troubles de la fronde furent bien plutôt les dernières tentatives de l'esprit factieux des grands, qui attaquaient le trône et se jouaient du peuple, et l'époque de la stabilité de l'ordre social en

France. L'autorité royale, en devenant absolue, ne fut pas toujours tutélaire et protectrice; elle prévint, brisa ou punit les résistances sages, utiles et légales qu'elle rencontra dans sa marche; résistances qu'il aurait fallu respecter et dont on devait empêcher l'abus, en leur donnant des formes organiques, appropriées aux besoins de la nation. Si les libertés de la France sont tombées en désuétude depuis cette époque, il faut en accuser la Fronde; Louis XIV fut frappé, dans sa première jeunesse, d'une résistance illégale qui avait tous les caractères de l'insurrection, et qui menaçait la France des plus grands malheurs; les impressions profondes que ce spectacle fit sur son jeune cœur ardent et fier, y développèrent un penchant secret au despotisme; ce fut la licence du peuple qui lui fit craindre la liberté, et il crut, à tort, ne pouvoir réprimer l'une, qu'en anéantissant l'autre.

Après la fin des troubles, la guerre extérieure continua plusieurs années. Les dissensions civiles, partageant l'attention et les forces de la France, éloignèrent le moment de la paix. Les Espagnols firent des conquêtes sur les frontières, et le génie de Condé fut assez malheureux pour combattre quelquefois sa patrie avec avantage.

Cependant nous verrons cette longue lutte se terminer à la gloire de la France, et assurer sa prépondérance politique. Avant de tracer ces événements, l'ordre des faits nous oblige de nous occuper du nord de l'Europe.

FIN DU TOME TROISIÈME.



---

# TABLE

DU TOME TROISIÈME.

---

RÉFLEXIONS SUR la puissance politique.....Page 1

---

## TABLEAU

DÉS RÉVOLUTIONS DU SYSTÈME POLITIQUE DE L'EUROPE.

### DEUXIÈME PARTIE.

1618 — 1715.

PREMIÈRE PÉRIODE. 1618 — 1648.

CHAPITRE PREMIER. État des lettres et des sciences en Italie, en Espagne, en France et en Angleterre..Page 17

CHAPITRE II. Considérations générales sur la guerre de trente ans. Commencement des troubles en Bohême. La guerre éclate. Frédéric V est proclamé roi, prend possession du trône, et le perd..... 52

CHAPITRE III. Ferdinand II abuse de sa victoire. Ses projets s'étendent. Efforts inutiles de Mansfeld, de Chrétien de Brunswick, du margrave de Bade en faveur de Frédéric. Despotisme toujours croissant de l'empereur en Allemagne. Chrétien IV, roi de Danemarck, veut venger la cause des protestants. Il est battu, et conclut une paix désavantageuse. Ferdinand ne ménage plus rien. Édit de restitution..... 90

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE IV. La France sort de son inaction. Changements arrivés dans ce royaume. Caractère de Richelieu. Son ministère. Il augmente les forces de l'état, en humiliant la noblesse et en combattant les protestants. A son instigation, la Suède arme contre la maison d'Autriche. ....                                          | 116 |
| CHAPITRE V. La Suède se prépare à combattre en faveur des protestants. État de ce royaume. Caractère de Gustave Adolphe. Ses guerres avec les Polonais. Il débarque en Allemagne. Ses premières conquêtes. Bataille de Leipzig. Bataille de Lützen. Mort de Gustave Adolphe. ....                                                 | 139 |
| CHAPITRE VI. La Suède n'abandonne pas les projets de Gustave. Oxenstierna prend la direction des affaires. Fin tragique de Wallenstein. Bataille de Nordlingue. Paix de Prague. La France sent la nécessité de faire une guerre directe à l'Autriche. Richelieu, qui a triomphé de ses ennemis, se déclare contre l'Espagne. .... | 176 |
| CHAPITRE VII. État de l'Espagne. Caractère de Philippe IV et d'Olivarès. La France se déclare contre l'Espagne. Exploits de Banner et de Bernard de Saxe-Weimar. Mort de ces deux capitaines. Opérations de Torstenson. Ferdinand III. Tout s'achemine à la paix. ....                                                            | 195 |
| CHAPITRE VIII. Ouverture du congrès de Münster. Caractères des plénipotentiaires. Marche des négociations. Paix de Westphalie. Considérations sur ce traité. ....                                                                                                                                                                 | 224 |

## DEUXIÈME PÉRIODE. 1640 — 1660.

CHAPITRE IX. Le Portugal secoue le joug de l'Espagne et contribue à l'élévation de la France. État du Portugal depuis l'année de sa sujétion. Mécontentement général sous l'administration d'Olivares. Le duc de Braganee et son épouse. Conjuration qui se forme en leur faveur. Son origine, sa marche, ses succès, son résultat. . . . . 251

CHAPITRE X. L'Angleterre en révolution. Ses divisions intestines lui ôtent d'abord toute espèce d'influence politique, et préparent ensuite sa prépondérance. Considérations générales sur les développements de la constitution de l'Angleterre. Changements opérés dans l'opinion publique. Le roi, la reine et Buckingham. Fausse conduite de la cour. Trois parlements convoqués et dissous. La révolution se prépare. . . . 285

CHAPITRE XI. Longue interruption des parlements. Tranquillité de l'Angleterre. Charles veut introduire la liturgie anglicane en Écosse. Troubles dans ce pays. Guerre de Charles contre l'Écosse. Convocation du long parlement. Jugement et mort de Strafford. Massacre d'Irlande. Usurpations du parlement sur l'autorité royale. La guerre civile éclate. . . . . 320

CHAPITRE XII. La guerre civile éclate en Angleterre. État des forces des deux partis. Olivier Cromwell. Fautes de Charles I dans la conduite de la guerre. Batailles d'Edgehill, de Newbury, de Marstonmoor. Parti des indépendants. Changements dans l'organisation de l'armée. Bataille de Naseby. Les Écossais livrent le roi. Les presbytériens succombent sous les indépendants. Jugement et supplice de Charles I. . . 357

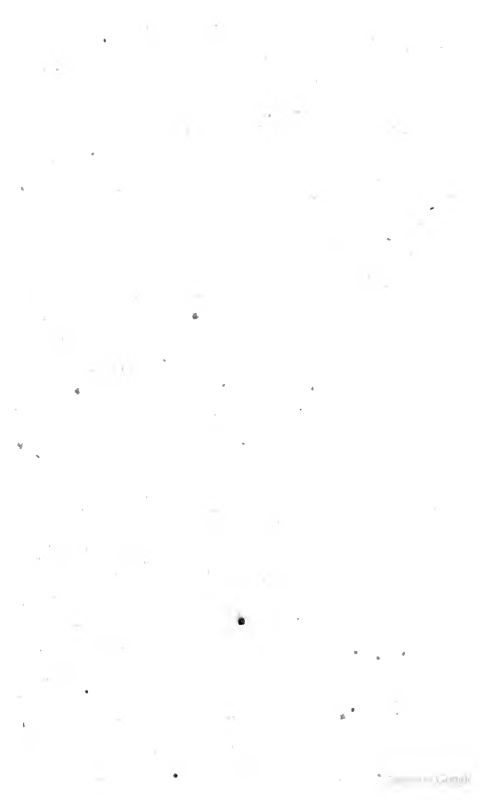
|                                                                                                                                                                                                                                    |     |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE XIII. Essais malheureux de contre-révolution en Irlande et en Écosse. Cromwell chasse le long parlement. Cromwell protecteur. Son gouvernement. Sa mort. Élévation momentanée de Richard. Monck. Restauration du roi..... | 389 |
| CHAPITRE XIV. Troubles en France. État du royaume dans les premières années de la régence. Anne d'Autriche. Mazarin. Occasion des troubles. Le cardinal de Retz. Premier soulèvement du peuple.....                                | 436 |
| CHAPITRE XV. Condé s'attache au parti de la reine. La cour quitte Paris. Guerre civile. Rapprochement. Brouillerie de Condé avec le cardinal. Seconde guerre. Fuite de Mazarin et son retour triomphant.....                       | 460 |

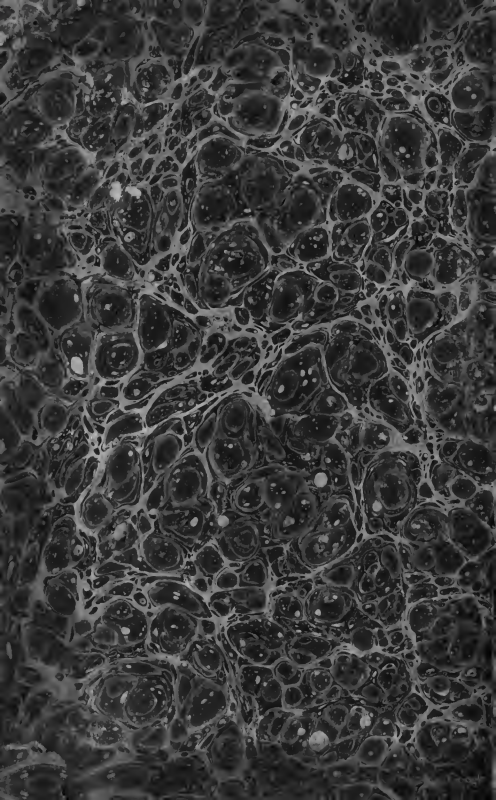
FIN DE LA TABLE DU TOME TROISIÈME.

613112









N.º 13

Scansia Lett. F



36 Armadio.

REALE OFFICIO TOPOGRAFICO

